

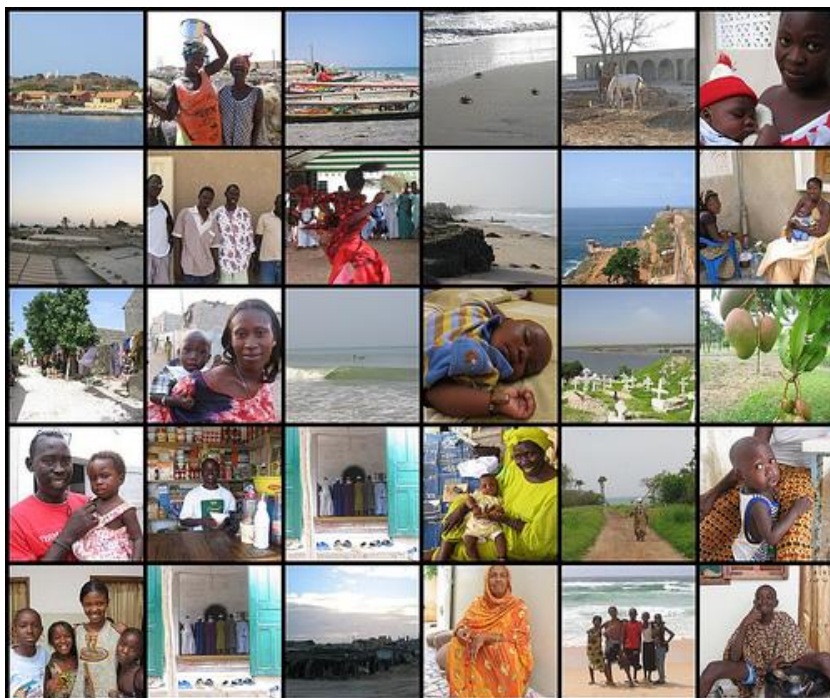
**RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES
RÉGIE DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET
D'ÉLECTRICITÉ (REGIDESO)**

**PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RÉSEAUX
ÉLECTRIQUES DES PAYS DES LACS ÉQUATORIAUX DU NIL**

**LIGNE À 220 KV KAMANYOLA (RUZIZI III) – BUJUMBURA
ÉTUDE DE FAISABILITÉ, D'AVANT PROJET DÉTAILLÉ
ET DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX
Contrat No. 21/903-01/PMIREL**

PLAN COMPLET DE RÉINSTALLATION

Août 2015



SNC-Lavalin International Inc.



RÉSUMÉ DU PLAN COMPLET DE RÉINSTALLATION

Intitulé du Projet : Projet Multinational d'interconnexion des réseaux électriques des pays des lacs équatoriaux du Nil.
Ligne à 220 kV Kamanyola (Ruzizi) – Bujumbura
Contrat de Prestations des Services d'Études et de Surveillance des Travaux

Pays : Burundi

Référence du Projet : _____

1 INTRODUCTION

Le Projet Multinational d'Interconnexion des Réseaux Électriques des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil (PMIRE-PLEN) comprend plusieurs composantes et d'infrastructures électriques associées aussi bien à la production qu'au transport. Le PMIRE-PLEN doit permettre de satisfaire la croissance de la demande nationale en électricité des pays membres, tout en assurant les échanges énergétiques propices au développement économique et social. Plusieurs lignes de transport à haute tension sont ainsi planifiées entre le Burundi, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et le Rwanda. Parmi ces projets, une ligne d'interconnexion à 220 kV est actuellement proposée entre la République Démocratique du Congo et le Burundi, sur participation financière de la Banque africaine de développement (BAD) et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

En conformité aux procédures d'évaluation environnementale et sociale de la BAD et de la KfW, ce Projet est classé de « Catégorie 2 » et « Catégorie A », respectivement. Selon ces classifications, le Projet réclame la réalisation d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (ÉIES), accompagnée de mesures d'atténuation inscrites dans un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). De plus, cette ÉIES est accompagnée d'un Plan Complet de Réinstallation des populations (PCR) qui fait l'objet du présent document.

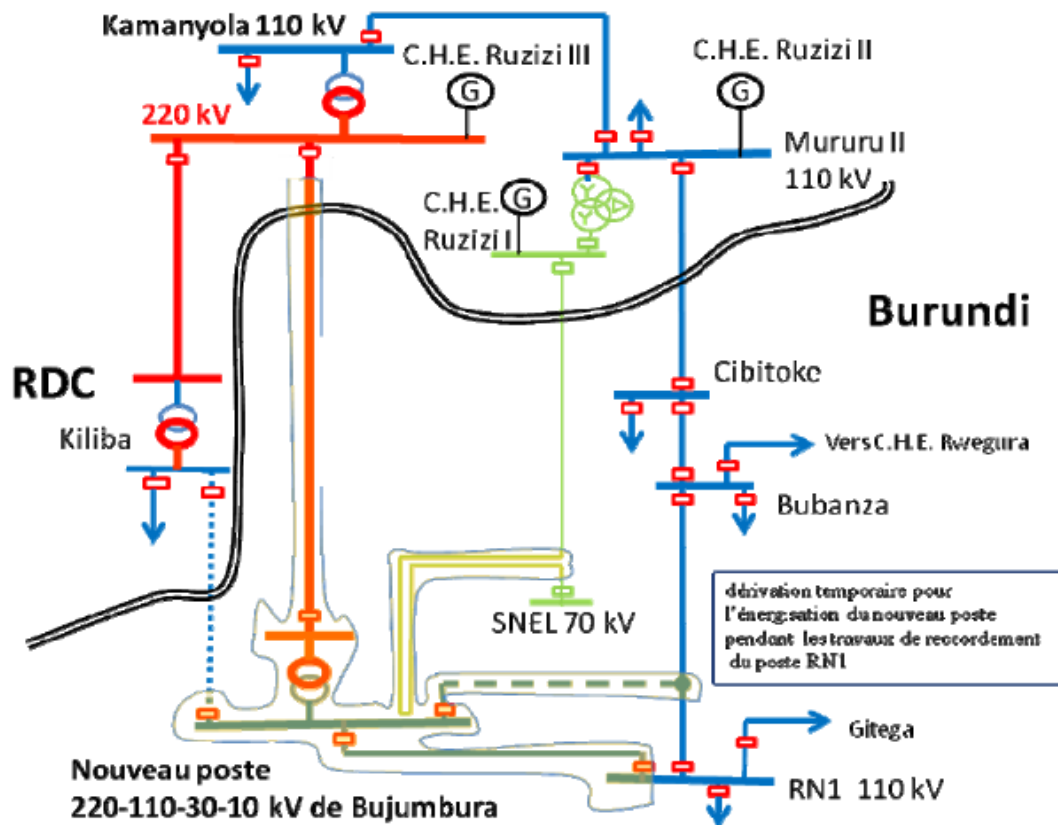
2 DESCRIPTION DU PROJET

Ce Projet, qui permettra l'interconnexion régionale des réseaux électriques du Burundi et de la République Démocratique du Congo, tel qu'illustré dans la Figure 1, comprend les principaux ouvrages suivants :

- Un nouveau poste à 220/110 kV situé au plus proche de la demande électrique soit, au niveau de la ville de Bujumbura (Burundi);
- Une ligne de transport d'énergie électrique à 220 kV, d'une longueur d'environ 77 km, entre le poste programmé de Kamanyola situé sur le territoire de RD Congo et le futur poste de Bujumbura;
- Deux lignes biternes à 110 kV, d'une longueur de près de 4 km chacune, pour l'interconnexion du nouveau poste 220/110 kV de Bujumbura au poste

- existant RN1 de Bujumbura et le passage en coupure de la ligne existante Ruzizi 1 et SNEL;
- L'extension du poste existant RN1 situé à Bujumbura pour le raccordement du nouveau poste 220/110 kV à travers une nouvelle travée de ligne à 110kV.

Figure 1 : Ligne d'interconnexion à 220 kV Kamanyola (RD Congo) –Bujumbura (Burundi)



3 ZONE D'ÉTUDE

La Figure 2(a) montre la délimitation de la zone d'étude pour le Projet dans le cadre de l'ÉIES. Cette Zone couvre les points de départ et d'arrivée de la ligne à 220 kV, entre Kamanyola en RD Congo et la ville de Bujumbura où un poste 220/110 kV sera construit au plus près de la charge tout en permettant des raccordements au réseau électrique existant.

La Figure 2(b) montre en détail le point d'arrivée de la ligne à 220 kV au poste 220/110 kV de Bujumbura. Le poste de Kamanyola, situé en RD Congo, est sous la responsabilité de l'Énergie des Pays des Grands Lacs (EGL) et n'est donc pas inclus dans l'ÉIES et le PCR.

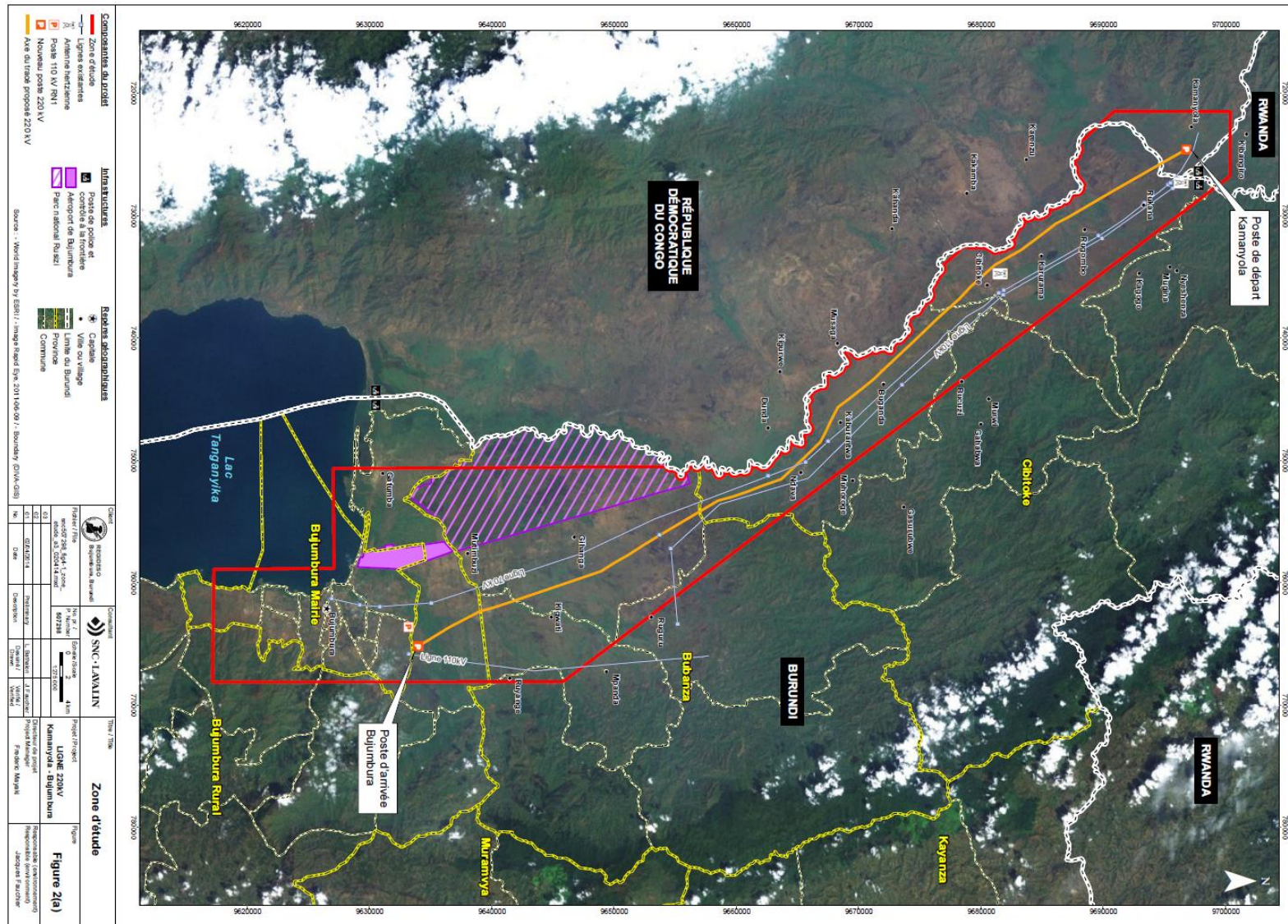




Figure 2 (b) : Localisation du nouveau poste 220/110/30 kV



4 IMPACTS POTENTIELS

Les sources d'impact se définissent comme les activités et les installations prévues lors des phases de pré-construction, de construction, d'exploitation et d'entretien qui sont susceptibles d'engendrer des modifications de l'environnement. La phase de «fermeture du Projet » correspondant au démantèlement des équipements construits ne s'applique généralement pas pour un projet de ligne de transport⁽¹⁾.

Le Projet retenu a été élaboré afin de limiter au maximum tout impact environnemental et social et plus particulièrement tout déplacement involontaire de populations affectées par le Projet (PAP). Le site du poste de Kamanyola a été arrêté par la Société Nationale de l'Électricité (SNEL) de la République Démocratique du Congo. Le site du poste 220/110 kV de Bujumbura a été retenu quant à lui sur la base de critères techniques, environnementaux et sociaux. Aucun des postes ne touche des habitations. La ligne électrique à 220 kV de près de 77 km, traverse le territoire agricole congolais sur 2,4 km pour ensuite se situer, au Burundi, dans une plaine également agricole. Les nouvelles servitudes pour les lignes à 110 kV sur 5 km (4 km + 1 km) se situent en territoire cultivé; elles ne requièrent aucune réinstallation involontaire d'habitation. Enfin, la REGIDESO a adopté, pour ce Projet, des méthodes visant à limiter les impacts à long terme sur les usages des sols. Ainsi, la solution de construire et d'opérer les lignes en y aménageant des accès permanents dans l'emprise n'a pas été retenue.

Le passage de lignes de transport d'énergie électrique réclame toutefois l'implantation d'une servitude d'utilité publique à l'intérieur de laquelle les usages sont définis et contrôlés. Afin d'en assurer ce contrôle, la REGIDESO exerce ses droits d'utilisation par une déclaration ou, selon le cas, par expropriation. Dans ce dernier cas, les règles requièrent que l'État justifie l'expropriation, que celle-ci s'appuie sur une procédure qui minimise l'arbitraire et que cette procédure soit publique et permette aux principaux intéressés de faire valoir leurs droits.

Les principales sources d'impacts du Projet sur les populations découleront directement ou indirectement des activités et composantes suivantes:

- Une servitude d'utilité publique de 230 ha pour les lignes à 220 et 110 kV.
 - À l'intérieur de cette servitude, les bâtiments devront être expropriés et leurs occupants réinstallés s'ils présentent un risque pour la sécurité du réseau électrique national ou celle des populations ;
 - À l'intérieur de cette servitude, près de 247 pylônes (dont 226 pylônes 220 kV et 14 pylônes 110 kV au Burundi, et 7 pylônes 220 en RD Congo) vont requérir l'acquisition du droit foncier par expropriation d'une surface totale absolue d'environ 3 ha (soit 247 X 121 m²). De façon générale, le Projet ne devrait pas remettre en cause la rentabilité et la pérennité de l'exploitation agricole touchée compte tenu de la faible surface concernée par les fondations et l'espace réservé pour chaque

¹ L'expérience montre que dans les rares cas où les équipements de transport deviennent désuets ou insuffisants, ceux-ci sont réhabilités, car le besoin en desserte électrique est généralement permanent et en croissance. Aussi, la servitude acquise pour l'emprise est sauvegardée, car cette servitude peut être mise à profit afin d'y localiser de nouveaux équipements de service.



pylône (121 m²) au regard de la surface moyenne cultivée individuellement (minimum 1 ha en moyenne 2 ha).

- Une servitude d'utilité publique de moins d'un (1) ha pour la ligne à 110 kV qui va rejoindre, à partir du nouveau poste Bujumbura, l'emprise existante de la ligne existante 110kV Bubanza – RN1.
- Une servitude d'utilité publique pour (i) le passage en coupure temporaire de la ligne opérée à 70 kV Ruzizi – SNEL qui occupera près de 12 ha (4 km x 30 m) et (ii) la bretelle de raccordement de la ligne biterne 110 kV à la ligne 110 kV existante Bubanza-RN1 à partir du nouveau poste 220/110/30 kV qui elle occupera 2.4 ha (0,8 km x 30 m). Bien que l'échéancier de réalisation de cette ligne soit devancé, sa construction va permettre de minimiser de façon significative les impacts sociaux et financiers à moyen et long termes. L'emprise aujourd'hui proposée se situe dans un territoire péri-urbain encore totalement agricole. Le fort développement domiciliaire, dont fait l'objet tout le secteur nord de la ville de Bujumbura, laisse présager qu'il sera difficile de passer une nouvelle ligne à moyen terme, à moins que ne soient entreprises des expropriations massives avec les impacts sociaux et financiers associés. Dans cette servitude à usage agricole, l'acquisition des droits fonciers par expropriations va être requise uniquement pour l'implantation de 14 pylônes 110 kV.
- Une concession de domaine de droit public pour le nouveau poste électrique 220 kV/110 kV de Bujumbura qui occupera une surface totale de 4.5 ha, incluant les aménagements connexes. Actuellement, ce site est sous culture rizicole par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

Sur la base des hypothèses retenues et des relevés effectués sur le terrain, en présumant que chaque parcelle ou lot appartient à une ménage exploitant ou occupant différent et en sachant qu'un même ménage pourrait subir également la présence d'un ou de plusieurs pylônes en sus de l'emprise aérienne, l'estimation du nombre de parcelles et donc de ménages directement touchés par le Projet se détaille comme suit :

- Parcelles uniquement concernées par les infrastructures permanentes au sol (pylônes et poste) nécessitant une expropriation partielle ou totale, sont de l'ordre de 272 (soit 233 pour les pylônes 220 kV, 14 pour les pylônes 110 kV et 25 par le poste de Bujumbura).
- Parcelles uniquement concernées par l'emprise des lignes aériennes (sans aucun équipement au sol et donc sans tenir compte des pylônes et du poste permanents) nécessitant uniquement l'acquisition d'une servitude d'utilité publique - sans aucune expropriation - est de l'ordre de 675 parcelles (ce chiffre inclut les 247 parcelles directement concernées par les pylônes au sol).
- Parcelles totales concernées par l'ensemble du Projet est donc de 700 (675+25).

Les ménages/ personnes qui pourront être, d'une manière ou d'une autre, affectés par la perte temporaire ou permanente de terrain ou de biens en raison de la construction au sol des infrastructures du Projet seront éligibles à une



compensation qui dépendra de la nature et la portée du dérangement ou dommage qui résultera de l'établissement de cette servitude.

La servitude d'utilité publique pour une ligne électrique aérienne n'implique généralement aucune modification dans les usages des sols et donc aucun déplacement de population en autant qu'aucune habitation ou bâtiment n'est situé dans l'emprise.. Seuls les sites d'implantation physique et permanente des pylônes et du poste requièrent que la REGIDESO devienne de facto l'unique utilisatrice des droits du sol.

L'estimation du nombre potentiel de ménages directement touchés par le Projet reste donc élevée puisque ceux-ci ne devraient pas voir leurs activités traditionnelles ou agricoles modifiées, entre autres par une optimisation de localisation des pylônes, mais aussi et surtout, puisque leurs activités traditionnelles et agricoles pourront être maintenues sous les conducteurs électriques. En effet, bien que les indemnités seront versées aux fins d'acquisition de servitude publique et à la suite des dommages causés lors des travaux, les usages des sols sous les lignes de transport pourront être maintenus sous certaines conditions, entre autres celle de devoir maintenir un dégagement minimum suffisant avec les conducteurs électriques et cela à des fins de sécurité du réseau et des populations. Par les usages tolérés, les impacts associés à une ligne électrique sur un territoire avec sa servitude sont donc largement réduits et seuls les lieux d'implantation des ouvrages au sol (fondations des pylônes, poste) sont appelés à être véritablement impactés.

Les besoins en terrain pour l'emprise affecteront, dans plusieurs cas, une portion mineure des biens et des usages des parcelles appartenant à un seul utilisateur-agriculteur. Dès lors, l'utilisateur conservera un certain nombre de biens de valeur dans la zone et la viabilité économique de ses activités particulièrement agricoles ne sera pas menacée. Ainsi, la compensation établie se réfèrera au remplacement des cultures affectées et des aménagements-infrastructures qui s'y trouvent. Si ces aménagements comprennent des habitations, celles-ci devront être remplacées si elles remettent en question l'intégrité du Projet.

En matière d'impact sur les revenus des agriculteurs, il est peu probable que leurs revenus soient véritablement affectés étant donné que la quasi-totalité des activités agricoles sera maintenues sous les lignes. Les dommages subis lors des travaux seront dans tous les cas indemnisés.

En ce qui a trait à la présence de bâtiments et d'infrastructures dans l'emprise, des relevés de terrain et des enquêtes ménages ont été réalisées et ont été complétées par des enquêtes parcellaires sous les auspices de la REGIDESO. Au total, trente trois (33) habitations se situent en partie ou en totalité dans les limites de l'emprise. Elles sont toutes construites en matériaux traditionnels de type torchis (branches/boues) ou en briques crues (adobe) et en quasi-totalité sont aménagées avec des toitures de chaume. Ces bâtiments sont occupés par 28 ménages totalisant 96 personnes toutes confondues (homme, femme, enfant).



Au niveau du site du poste, 25 casiers rizicoles seront touchés en partie ou en tout. Représentés par autant de ménages qui louent à la SRDI le droit d'usage agricole, ils totalisent près de 170 personnes toutes confondues.

Aucun lieu de sépulture ou lieu sacré n'est affecté aussi bien par les ouvrages au sol du Projet et leur servitude.

Aucun parc naturel, réserve nationale ou biotope, considérés comme sensible ou vulnérable, n'est également touché par le Projet.

5 RESPONSABILITÉ ORGANISATIONNELLE

La Figure 3 suivante présente l'organisation du Projet qui est placé sous la gouverne de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet (CNEP), déjà mise en place par la REGIDESO et opérationnelle.

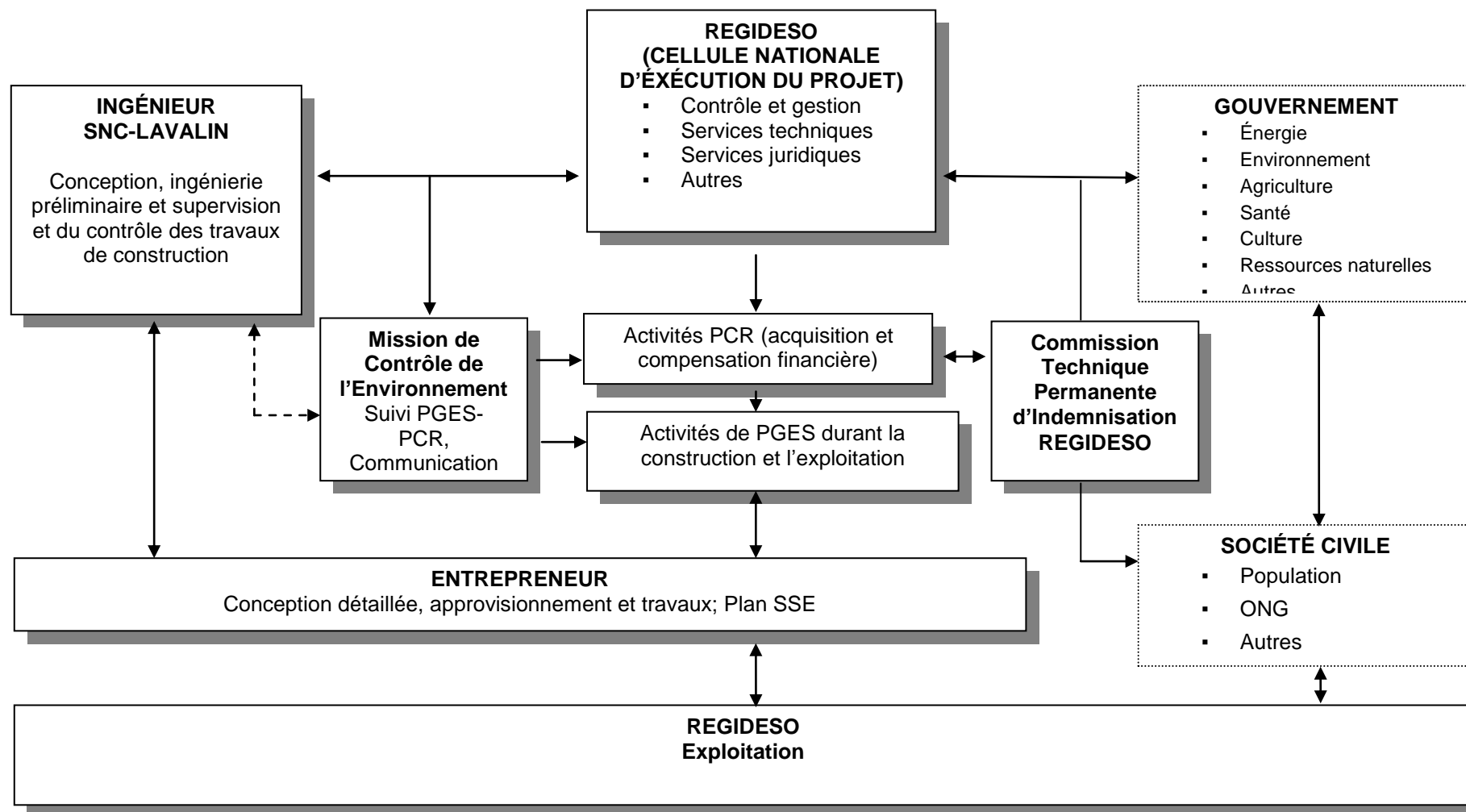


Figure 3: Diagramme organisationnel de la gestion environnementale et sociale du Projet



La REGIDESO qui agit pour et au nom du Maître de l'Ouvrage - le Gouvernement de la République du Burundi, est responsable de la réalisation de l'ÉIES et du PCR, ainsi que de leur implantation qui prévoit la compensation et/ou la réinstallation des populations touchées par le Projet.

L'organisation du Projet comprend une Mission de Contrôle de l'Environnement (MdCE) chargée de la préparation ainsi que l'exécution, le contrôle et le suivi du PGES et du programme de compensation et de réinstallation des PAP tel que prévu au PCR.

La MdCE travaille en étroite collaboration avec le Comité Technique Permanent d'Indemnisation qui est responsable entre autres de l'identification des biens touchés, de l'estimation des compensations et du règlement final des indemnités aux populations. Il prévoit l'intervention tant des entités civiles que des ministères, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et les associations œuvrant pour le développement économique et social du territoire.

Le processus de compensation et de réinstallation des PAP, dont la mise en œuvre sera suivie par la MdCE repose, sur des principes de transparence et comprend plusieurs étapes:

- Participer à l'inventaire des personnes et des biens (création d'une banque de données) en support avec le Comité Technique Permanent;
- Valider l'évaluation des compensations (vérification des listes de prix actualisées, etc.) établie par le Comité Technique;
- Établir un dialogue et négocier avec les personnes affectées ;
- Participer à l'allocation des terrains et des parcelles de remplacement si requise;
- Suivre le paiement des compensations sous appui du Comité Technique;
- Assurer la logistique et suivre la gestion de l'achat du matériel/construction des maisons et des infrastructures;
- Assurer la réinstallation des personnes affectées;
- Effectuer la gestion des réclamations;
- Réaliser l'évaluation de la situation socio-économique des ménages (élaboration du rapport final); et
- Surveiller et le suivre le Plan sur la durée des travaux et après réception.

Les premières étapes ci-dessus ont été déjà amorcées par la REGIDESO en 2013; Elles se poursuivront jusqu'à ce que toutes les PAP soient compensées de façon pleine et entière, cela avant tout travail sur le terrain et en conformité avec les règles et les directives émises aussi bien niveau national qu'international.

6 CONSULTATIONS ET PARTICIPATION PUBLIQUE

Un processus participatif de communication et de consultation a été amorcé dès le mois de décembre 2011 afin d'informer les populations sur le Projet et de solliciter de leur part des apports sur leurs attentes et préoccupations sur celui-ci. Cette consultation participative, qui s'est poursuivie en juin 2012, a été organisée par le Bureau d'étude chargé de la réalisation de l'EIES/PCR avec le support du représentant du Maître d'Ouvrage. Les objectifs du processus étaient :



- Avec les responsables gouvernementaux et les autorités administratives : Les informer sur les caractéristiques générales du Projet, obtenir des données sociales et économiques couvrant leurs champs de compétences et les consulter sur les grands enjeux de développement et leurs préoccupations face au projet. Mentionnons ici qu'il serait plus de mise de parler de leurs « espoirs » plutôt que de leurs appréhensions ;
- Avec les populations : Outre l'obtention d'informations sur les caractéristiques socio-économiques locales de leurs activités, les informer du Projet, de son calendrier et de ses modalités de réalisation. Ont également été discutés, leurs droits, les alternatives et les modalités d'indemnisation et de compensation tout comme leurs perceptions voire appréhensions vis-à-vis le Projet. Ces rencontres ont permis de recevoir les préférences de tout un chacun en matière de compensations (terre pour terre, indemnisation, autre);
- Avec les rencontres officielles d'information : Informer tous les intéressés (administrations, autorités, populations, autres) des résultats des études entreprises et portant sur les enjeux environnementaux du Projet, les modalités de réalisation du Projet et les moyens qui seront mis en œuvre afin de l'intégrer d'une façon optimale au milieu. Cette étape du processus participatif a permis aux intéressés de s'approprier le Projet dans sa globalité et à terme en optimiser son usage.

Cette démarche s'est poursuivie depuis lors à travers les activités de la Commission Technique d'Indemnisation de la REGIDESO qui ont consisté à répertorier officiellement les Populations Affectées par le Projet (PAP) et à en inventorier les biens et immeubles touchés. Cette communication, entreprise en 2013 et 2014, va se poursuivre durant toute la construction du Projet et visera entre autres à régler tout grief déposé par les populations et pouvant résulter des travaux.

De ces rencontres et consultations, il est ressorti les éléments clefs suivants :

- Le Projet est perçu positivement comme un moyen d'assurer une amélioration de la qualité de vie en général, tous reconnaissent que le pays en a besoin ;
- Le Projet ne soulève pas de réelles préoccupations de nature foncière importantes, excepté en zone urbaine où cet enjeu est plus soutenu par rapport aux limites de développement des habitations dans les limites des servitudes publiques;
 - Pour ceux touchés par la perte temporaire ou permanente d'une faible partie des parcelles pour l'implantation des pylônes, la préoccupation foncière n'est pas perçue comme significative puisque tous ont l'intention de maintenir leurs activités - majoritairement agricoles - dans la servitude établie. Ces mêmes exploitants et occupants se sont dits confiants sur les faibles effets qu'ils anticipent sur leur activité et leur revenu par l'implantation d'un pylône sur leur terre étant donné la superficie relativement restreinte de cette infrastructure par rapport à celle cultivée ou potentiellement cultivable à proximité.



- Pour ceux dont l'exploitation agricole sera définitivement perdue à la suite de la réalisation du poste et pour lesquels rien ne permet aujourd'hui de confirmer hors de tout doute qu'ils pourront retrouver une terre de remplacement équivalente (soit 14 exploitants sur 25), la préoccupation foncière n'a pas non plus été identifiée comme une préoccupation. La majorité des représentants et ménages exploitants (soit 24 sur 25) privilégie le versement d'une indemnisation pécuniaire à toutes autres formes de compensation, tel que le remplacement de la terre perdue. Ce choix peut s'expliquer entre autres par la certitude qu'ils ont de pouvoir sans difficulté retrouver, sous location, une parcelle équivalente à court terme, mais également par le fait qu'ils se perçoivent comme des exploitants sous bail locatif annuel. La volonté de recevoir à court terme des revenus de production, qu'ils auraient dû obtenir d'une façon échelonnée dans le temps, pourrait également être une raison pour laquelle l'enjeu foncier reste secondaire
- La question du versement effectif d'une indemnisation juste et équitable reste une certaine source d'inquiétude, car les populations sont souvent non scolarisées et non informées que la loi a établi des barèmes justes et équitables pour tous;
- Le processus participatif est perçu de façon positive et les autorités se confortent, que la REGIDESO les informe et que leurs avis soient pris en compte. Pour plusieurs, ces rencontres sont des premières et espèrent que l'avenir leur réserve des meilleures conditions de vie.

Les rencontres, consultations et enquêtes ménages spécifiques auprès des ménages directement affectés par le Projet, et qui devront faire l'objet d'une réinstallation, ont permis de confirmer que leurs préoccupations qui étaient très proches de la population en général, et leurs attentes particulières à l'égard de l'établissement d'une indemnisation financière juste et équitable et aux versements effectifs des montants d'indemnisation qui auront été établis conformément à la loi. Aussi, ces ménages souhaiteraient qu'un intermédiaire indépendant et impartial puisse être présent afin de les sauvegarder de tout conflit d'intérêts. Si le versement des indemnisations financières est privilégié et perçu comme une opportunité par tous, le montant versé devra être suffisant pour se reconstruire ou se réinstaller et ce versement devra se faire bien avant l'amorce des travaux.

Deux ménages enquêtés sont considérés, au sens des règles internationales, comme des populations vulnérables. Le premier ménage va voir son habitation touchée par la ligne à 220 kV par le Projet alors que pour le second sa terre sera prise par le poste. Bien que ces deux ménages aient démontré une préférence pour le versement d'une indemnité pécuniaire, la REGIDESO devra privilégier pour le premier la construction et le déménagement sur une nouvelle parcelle et le second la compensation «terre pour terre ».



7 INTÉGRATION DANS LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Le Projet entraînera le déplacement de près d'une centaine de personnes réparties sur quelque 77 km puisque seulement 24 habitations seront touchées. Les réinstallations ne se feront pas en un seul bloc dans une nouvelle communauté d'accueil d'autant plus que la majorité des ménages a mentionné que les terres de remplacement étaient disponibles et accessibles à proximité et que peu envisageaient une délocalisation hors de leur cercle actuel. Les consultations ont également permis de confirmer qu'en général la venue de quelques nouveaux voisins ne soulevait aucun problème quant à l'intégration des déplacés par les populations dites « locales ». Nonobstant, si de besoin, un comité inter-localité sera mis en place avec l'assistance de la MdCE, afin de gérer tout conflit éventuel.

8 CONDITIONS INITIALES EN MATIÈRE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le Burundi, avec plus de 8 millions d'habitants, figurait encore en 2010 parmi les pays les plus pauvres du monde. Son indicateur du développement humain (0,282) le classait au 166e rang sur 169 pays (PNUD-HDR 2010). Son PIB par habitant est de l'ordre de 100 \$US. Près de 70% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté (moins de 1\$US/jour et par habitant) et 85% des ménages font quotidiennement face à l'insécurité alimentaire. Cette situation cache néanmoins des disparités entre régions ou groupes sociaux, car le niveau de pauvreté passe par exemple de 41% dans la mairie de Bujumbura (essentiellement urbaine) à 86% dans la province de Bubanza, très rurale.

Les caractéristiques socio-économiques des populations de la zone du Projet sont donc largement représentatives du monde rural puisque 90 % de la population est agricole. Les exploitations y sont généralement de petites tailles et utilisent presque exclusivement la main-d'œuvre familiale qui est, la plupart du temps, non rémunérée. L'absence d'activités génératrices de revenus dans les communes, l'oisiveté et les conditions sociales difficiles, et éventuellement le manque d'une alimentation électrique performante, concourent à favoriser l'exode rural vers la capitale. Pour la riziculture irriguée plus intensive de type industriel, la main-d'œuvre familiale est généralement utilisée, rémunérée et a un revenu supérieur à la moyenne rurale.

Les enquêtes ménages réalisées ont permis de confirmer ce portrait de la situation socio-économique des populations directement affectées par une réinstallation de leur habitation. La population rurale potentiellement touchée est également caractérisée par un nombre élevé de jeunes, une proportion supérieure de femmes adultes comparativement aux hommes et par quelques personnes âgées pouvant avoir plus de 65 ans.

Pour les ménages dont l'activité agricole reste traditionnelle, le revenu potentiel par ménage tout confondu, c'est-à-dire provenant de l'agriculture familiale, du petit commerce et surtout des travaux de manœuvre, reste très faible en général soit environ 500 000 BIF/an (400 \$US/an). Quelques rares ménages atteignent un revenu annuel d'un million BIF lorsque le chef de ménage, le conjoint et les enfants adultes participent aux activités. Pour les ménages exploitants des casiers rizières



sur les terres de l'État (domaine SRDI) les revenus sont largement supérieurs et rarement en deçà du million BIF/an. De plus, des revenus souvent équivalents à ceux provenant de l'exploitation rizicole viennent gonfler le bilan familial. La situation économique et particulièrement les revenus des populations de la zone d'étude rurale restent toutefois faibles par rapport au milieu urbain de la grande ville de Bujumbura.

Les conditions de vie restent donc précaires avec des habitations, pour celles touchées par le Projet, aux matériaux traditionnels en briques adobe (banco), de surface habitable de l'ordre de 30 m², sans espace vraiment défini et le sol de terre battue. De plus et à l'exception d'une seule résidence touchée, toutes ne disposent que de latrines traditionnelles extérieures.

L'eau potable est assurée à 60 % à travers le réseau public de fontaines publiques et près de 30 % directement à partir directement des eaux de surface.

Le taux de malnutrition aiguë reste élevé et les cas de maladies diarrhéiques restent fréquents et peu ont vraiment les moyens d'assurer un traitement médicamenteux adéquat. Les maladies les plus courantes qui affectent les ménages enquêtés sont la malaria, le choléra, les diarrhées, la fièvre typhoïde, la tuberculose, les hernies, les infections chez les femmes.

9 CADRE JURIDIQUE ET CADRE INSTITUTIONNEL

Au Burundi :

La Loi n° 1/13 du 9 août 2011 sur le Code Foncier répond à des règles modernes qui reconnaissent le droit de propriété pleine et entière et fait une distinction très nette entre le domaine de l'État et le domaine privé. Ce droit autorise l'expropriation pour cause d'utilité publique au bénéfice de l'État ou de toute autre personne publique, moyennant le versement d'une juste et préalable indemnité. L'Ordonnance 720/CAB/304/2008 établit quant à elle les modalités de calcul des indemnités en précisant que « le paiement de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique est en tous les cas préalable, à toute action de déplacement de la personne expropriée ». Ces indemnités peuvent aussi prendre la forme d'une indemnité pécuniaire ou d'un échange assorti de cas échéant d'une indemnité partielle destinée à la réinstallation.

Les principaux acteurs institutionnels concernés par le Projet sont :

- Le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MEEATU) responsable de la gestion de l'environnement et de l'occupation des sols au niveau national. Dans le cadre particulier de l'Étude d'Impact Environnemental et Social et du Plan de Réinstallation qui y est associé, le MEEATU est l'autorité compétente pour statuer sur la recevabilité de l'étude et donc du Projet. Dans le cadre spécifique du PCR, il doit également recevoir appui et conseil du Ministère des Affaires sociales.



- La REGIDESO, agissant pour et au nom du Maître de l'Ouvrage, est responsable du Projet, y compris la mise en œuvre du PGES et du PCR. Afin d'assurer ces responsabilités, une Cellule Nationale d'Exécution de Projet (CNEP) a été créée, au sein de laquelle la structure de la MdCE est dédiée pour le volet environnemental et social du Projet.

En République Démocratique du Congo

L'Énergie des Pays des Grands Lacs - une émanation de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs, est responsable des études et de la construction du poste électrique de Kamanyola. La ligne électrique à 220 kV compris dans ce Projet ne traverse que sur 2,4 km le territoire en RD Congo. Ce faisant, la REGIDESO restant responsable de la totalité du Projet travaillera de concert et en étroite collaboration avec les principaux acteurs institutionnels congolais assurant l'encadrement dans l'application et le respect de la législation en matière de protection de l'environnement.

La Loi foncière de 1973 stipule que toute la terre congolaise est la propriété de l'État, mais reconnaît l'occupation coutumière des terres rurales et les droits coutumiers. La Loi 77-001 portant sur le Code des Biens prévoit une procédure d'expropriation ayant pour origine une décision prononçant l'utilité publique de travaux avec des compensations, mais uniquement pour les terres occupées légalement.

Les principaux acteurs institutionnels concernés par le Projet sont :

- Le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts (MECNEF), créé par l'ordonnance n°75-231 du 22 juillet 1975. Dans le cadre particulier des EIES, ce Ministère a la responsabilité d'attribuer au Projet un Certificat d'Acceptabilité Environnementale sans lequel il ne peut être mis en chantier.
- La Société Nationale d'Électricité (SNEL) pourra être appelée à intervenir pour le compte de la REGIDESO au cours de la procédure de compensation afin d'assurer la conformité des pratiques nationales.

Au niveau régional et institutionnel

- L'Initiative du Bassin du Nil (IBN) (ou Nil Basin Initiative – (NBI)), engagée à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le développement économique et social, intervient à travers le Nile Equatorial Lakes Subsidiary Action Program (NELSAP) - un programme régional qui cible entre autres les investissements dans le domaine énergétique et l'interconnexion des réseaux de transport de huit pays membres, dont le Burundi fait partie.
- L'Énergie des Pays des Grands Lacs (EGL), qui est une émanation de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), est responsable de la conception, de la préparation des études et de l'exécution des projets énergétiques d'intérêt communautaire pour le compte des trois pays membres, à savoir : le Burundi, le Rwanda et la RD Congo. EGL agit comme responsable de la construction du poste électrique de Kamanyola.



- Au niveau international deux institutions financières viennent en appui au Projet soit le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Ces deux organisations ont développé des directives qui visent à améliorer la prise de décision et les résultats des projets afin de s'assurer que ces derniers sont viables sur le plan environnemental et social.

10 ELIGIBILITÉ

Dans le but d'éviter toute usurpation opportuniste, la Commission Technique permanente de la REGIDESO doit procéder à un recensement afin de déterminer le nombre et le statut d'occupation de chaque personne devant être déplacée et/ou compensée pour une acquisition permanente ou temporaire.

Cette Commission, après avoir recensé les biens et immeubles situés dans les limites d'emprise, établira, au cas par cas, l'évaluation des indemnisations, et les personnes éligibles à une compensation comprennent les trois catégories suivantes:

- les personnes ayant des droits légaux formels sur la terre et les biens, reconnus par les lois du pays; ces personnes ont droit à recevoir une compensation.
- les personnes n'ayant pas de droit légal formel sur la terre ou sur d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver qu'elles ont, sur cette terre ou ces biens, un droit susceptible d'être reconnu par les lois coutumières et étatiques; ces personnes ont droit à une compensation.
- les personnes qui n'ont pas de droit légal susceptible d'être reconnu sur les terres qu'elles occupent, et qui ne rentrent pas dans les deux catégories décrites ci-dessus. Bien que la loi reste muette à leur sujet, il est considéré dans le cadre de ce Projet que si ces personnes sont touchées, elles auront droit à une aide à la réinstallation, en lieu et place d'une compensation.

La date de clôture pour l'éligibilité du présent Projet, fixée à la suite au processus de recensement complétée par la REGIDESO, est arrêtée au 1 décembre 2013.

11 ESTIMATION DES PERTES ET INDEMNISATION

La REGIDESO va compenser les ménages en conformité à l'Ordonnance Ministérielle 720/CAB/304/2008 établissant les nouvelles « Procédures d'indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ». Elle vise aussi une valeur de remplacement à neuf de tous les biens affectés ainsi que le remboursement des potagers, des arbres fruitiers et autres biens, afin que les personnes réinstallées aient la possibilité d'améliorer leur habitat et autres structures qui y sont reliées, sans toutefois créer des inégalités au sein de la communauté. Les barèmes de dédommagement sont ajustés aux statistiques agricoles, au prix de la main-d'œuvre, au coût des matériaux et aux résultats des rencontres avec la population. En absence de barème, la REGIDESO propose des indemnisations toujours en accord aux valeurs du marché.



Il a été établi que les barèmes établis par la loi burundaise seront également utilisés comme référence en RD Congo étant donné que la loi congolaise ne prévoit pas d'indemnisation pour les occupants non reconnus comme légaux, contrairement au nouveau code foncier burundais. Cette approche vise à uniformiser les indemnisations auprès de la totalité des populations affectées par le Projet, où qu'elles soient, et cela afin d'éviter la création de deux classes d'indemnisés ou des inégalités entre des populations qui partagent presque le même territoire et qui sont surtout dans les mêmes conditions économiques et sociales.

Les 24 habitations touchées par le Projet sont essentiellement de type traditionnel, de dimensions qui varient entre 10 m² et 60 m². Les coûts de construction actualisés (2015) y compris la main d'œuvre pour une maison type 7m x 6 m (42 m²) sont de 178 000 BIF/m², et pour une maison de type 8m x 7m (56 m²). À titre indicatif, l'Ordonnance 720/2008 établit, pour un bâtiment en dur de catégorie « non-durable » soit pour une période présumée de 30 ans, un montant entre 30 000 et 60 000 BIF/m² pour une unité pavillonnaire (un seul niveau) de faible ou de moyen standing.

Pour les locataires habitants, qui ne possèdent pas d'infrastructure affectée, un préavis de trois mois leur sera donné ainsi qu'un montant forfaitaire visant à compenser les dérangements et les temps de recherche d'un nouveau logement.

Pour les 25 exploitants locataires des casiers rizicoles sur le domaine de la SRDI (et dont aucun ne voit sa résidence touchée), les compensations prévues comprennent les coûts d'indemnisation des pertes agricoles sont estimées directement à partir de l'Ordonnance 720/2008 et majoré de 25 % tenant compte ainsi d'une inflation, d'une part, et la compensation « terre pour terre » à défaut du remplacement desdites terres louées par d'autres tel qu'exigé par les bailleurs de fonds cela à raison de 10 000 BIF/m², d'autre part. Ainsi, l'option privilégiée pour les fins des estimations est la compensation « terre pour terre »; la personne affectée restant *infini* libre du choix de l'option qu'elle préférera.

Pour les pertes agricoles relatives aux emplacements des pylônes les coûts d'indemnisation sont là encore estimés de manière similaire à ceux des exploitants locataires des casiers rizicoles ci-dessus, soit pour les coûts d'indemnisation des pertes agricoles estimées directement à partir de l'Ordonnance 720/2008 et majoré de 25 % tenant compte ainsi d'une inflation, d'une part, et la compensation « terre pour terre » à défaut du remplacement desdites terres louées par d'autres tel qu'exigé par les bailleurs de fonds cela à raison de 10 000 BIF/m², d'autre part.

Enfin, deux ménages ont été identifiés comme pouvant être considérés comme vulnérables; Ils recevront une assistance complémentaire de la REGIDESO afin de faciliter leur réinstallation, pour l'un de son habitation et l'autre, sa terre rizicole.

Lors des consultations, la compensation en nature ou terre pour terre, bien que présentée et discutée, n'a pas fait l'objet de préférence de la part des PAP. Toutes, excepté une, ont privilégié la compensation pécuniaire. Néanmoins, lors des travaux de la Commission d'indemnisation par la REGIDESO, il y aurait toutefois lieu de proposer de nouveau cette option « bien pour bien ».



12 SITE DE RÉINSTALLATION

Aucun déplacement de masse ou de village complet n'est prévu. Au maximum, 24 habitations regroupant 28 ménages et totalisant 96 personnes réparties sur un large territoire seront éventuellement relocalisées et, comme mentionné plus haut, la totalité des relocalisés seront réimplantés à proximité de leur lieu et de la communauté même d'origine. Les habitations des exploitants locataires de la SRDI ne sont pas touchées par le Projet. Près de 50 % de ces exploitants (11 sur 25) pourront, s'ils le désirent, bénéficier de l'option « terre pour terre » à la suite du remembrement des parcelles qui résultera de l'implantation du Poste. Donc, les questions relatives à l'identité socioculturelle des localités pouvant accueillir des nouveaux venus, les activités économiques et occupationnelles des populations déplacées, la situation géographique et l'accessibilité des sites de réinstallation ne constituent pas un enjeu du Projet. La Commission Technique d'indemnisation de la REGIDESO, de concert avec les autorités communales et politiques, aura des procédures visant à faciliter l'identification des lieux de réinstallations selon une approche ouverte et participative.

13 LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX

Les infrastructures ou les services de l'État, tels que les centres communautaires de santé et les écoles ne seront pas mis à contribution plus qu'à l'accoutumée par le Projet dans la mesure où les déplacés sont peu nombreux et ils se répartissent sur un large territoire et leur relocalisation de fait non loin de leur lieu actuel d'habitation. La demande additionnelle des infrastructures et services sociaux de l'État ne se fera donc, en aucun moment, ressentir.

14 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Projet retenu est celui qui minimise les impacts sur l'environnement aussi bien biophysique que social. Il soulève peu d'impacts négatifs sur l'environnement biophysique qui restent négligeables sur la zone d'étude. L'EIES, accompagnée du Plan de Gestion Environnementale et Sociale, décrit les principales mesures, actions et moyens qui seront mis en œuvre durant les phases de conception, de construction et d'entretien du Projet pour éliminer ou à réduire jusqu'à des niveaux acceptables les impacts identifiés. De plus, de façon complémentaire, le PCR prend en compte les préoccupations et attentes des populations locales face au Projet de façon juste et équitable.

Les impacts cumulatifs associés à des actions antérieures, actuelles et à venir présentent un bilan social nettement positif. En effet, au niveau des retombées, le Projet va avoir un effet direct positif important puisqu'il assurera une alimentation électrique plus stable tout en améliorant grandement la sécurité de fourniture d'électricité à la grande région urbaine de Bujumbura. Aussi, pris dans sa globalité, il va donc favoriser son développement économique par la venue de nouveaux projets qui vont à leur tour générer des retombées cumulatives non négligeables y compris l'amélioration de la qualité de vie des populations urbaines.

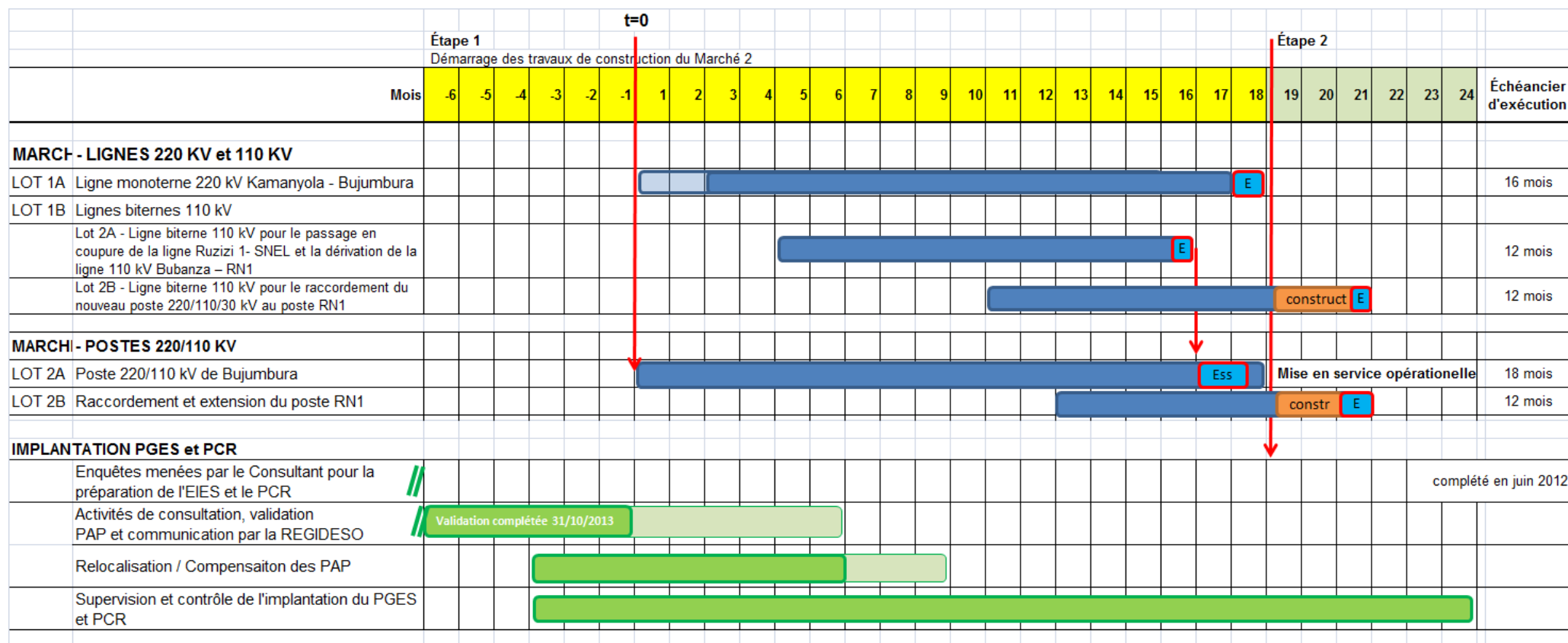
15 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION

La Figure 2 présente l'échéancier de développement du Projet.

La construction des ouvrages se déroulera sur un échéancier de 24 mois. Cet échéancier se scinde en deux étapes pour les travaux de construction du poste de Bujumbura, puis après ceux de son raccordement au poste existant RN1.

La mise en œuvre du PGES et du PCR reste un processus continu qui a été amorcé dès que le Projet a été défini comme étant retenu, et notamment avec le démarrage du mandat du Bureau chargé des études et de la supervision des travaux du Projet. La REGIDESO a amorcé, avec l'assistance de la Commission Permanente d'Indemnisation, l'inventaire détaillé des biens touchés et le versement des indemnisations; cette activité a été complétée à la fin novembre 2013. La MdCE va mener ses activités sur une période d'au moins 30 mois, cela à partir du processus de compensation jusqu'à la réception finale du Projet. Cette période comprend une période d'au moins 6 mois en amont à la date de démarrage des travaux de construction qui eux devraient s'étaler sur une période de 24 mois.

Figure 4 : Échéancier global du Projet



16 COÛTS ET BUDGET

Montants destinés aux compensations et indemnisation des PAP

L'objectif du PCR est l'évaluation préliminaire des pertes et des dommages afin de permettre au Projet de faire la provision d'un montant suffisant qui permet de couvrir les coûts de relocalisation de toute personne affectée par le Projet (PAP) qui perd le droit de posséder, d'utiliser ou de tirer avantage d'une construction, bien ou usage, que ce soit en totalité ou en partie, à titre temporaire ou permanent. Dans cette optique, l'ensemble des montants destinés uniquement aux compensations et à la réinstallation est évalué à 1,9 milliards BIF ou 1,2 millions US\$.

Tableau 1: Montants des mesures compensatoires et d'indemnisation des PAP

Biens affectés	Unité touchée	Mesures compensatoires	Agence responsable	Coût BIF
Maisons améliorées				
Habitations/Maisons	33	Construction de maisons -28, maison Type 7mx 6m -5, maison Type 7m x 6 m	REGIDESO	209 328 000 BIF 44 240 000 BIF
Locataires	6	Assistance au déménagement	REGIDESO	2 400 000 BIF
Terres et Cultures dans les champs				
Pertes permanentes				
Terres sur le site du poste	4,3 ha + 0,2 ha	Compensation de la perte du droit d'exploitation à hauteur d'une compensation terre pour terre	REGIDESO	450 000 000 BIF
Acquisition nouveaux terrains pour maisons à reconstruire	1 ha	Compensations foncières (24 x 400 m ²)	REGIDESO	96 000 000 BIF
Terre pour implantation pylônes	3,0 ha	Compensations foncières (247 x 121 m ²)	REGIDESO	298 870 000 BIF
Chemin d'accès	3,2 ha	Compensations foncières (8 km x 4 m)	REGIDESO	320 000 000 BIF
Terres perdues ou à remplacer pour fin de cultures	7.5 ha	Compensation pour perte de production (Poste, Chemin d'accès, Pylônes)	REGIDESO	75 325 000 BIF
Pertes temporaires				
Emprise ligne utilisée pour cultures	17 ha	Compensation pour perte de production	REGIDESO	74 290 000 BIF
Compensation des chefs et notables au processus d'indemnisation				
Équivalent de 500 personnes/jour à 6 000 BIF/jour forfaitaire				3 000 000 BIF
Sous-Total arrondi				1 573 453 000 BIF
Contingence arrondie 20%				314 690 600 BIF
GRAND TOTAL ARRONDI				1 888 143 600 BIF 1 180 090 \$US

Montants destinés à la mise en œuvre du PGES et du PCR

Un budget pour la mise en œuvre du PGES et du PCR avec l'assistance technique à la MdCE dans ses activités de suivi environnemental et social du Projet est proposé dans le tableau qui suit.

En parallèle, la REGIDESO a récemment mis sur pied le Comité Technique Permanent d'indemnisation chargé entre autres d'assurer la saine gestion immobilière des servitudes publiques établies pour la REGIDESO. Dès lors, ces deux structures appelées à collaborer à la mise en œuvre du PCR ne devraient nécessiter aucune autre ressource supplémentaire au sein de la REGIDESO ou du Projet.

Il a également été assumé que le personnel déjà en place de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet (CNEP) et son bureau central, localisé dans les bureaux de Bujumbura, allaient constituer le centre des opérations de la mise en œuvre du Projet, y compris le PGES et le PCR.

Le coût de mise en œuvre du PGES et du PCR, mais excluant les indemnités aux fins de compensation aux PAP établi ci-dessus, a été estimé à \$US 0,40 million \$US soit environ 1% du cout global du Projet évalué lui-même à près de \$US 37,5 millions. Bien que ce montant excède le 0,5 % généralement admis pour des projets de cette nature, il inclut un volet d'accompagnement par la MdCE qui n'est généralement pas pris en compte à cette étape.

Il est estimé que près de 70% de ce montant serait directement attribué pour le suivi du déploiement des mesures prévues au PGES et la balance de 30% pour le suivi de la mise en œuvre du processus d'indemnisation du PCR.

Tableau 2: Montants destiné à la mise en œuvre du PGES et du PCR

ITEMS	PGES	PCR	Total
Assistance de la MdCE pour la mise en œuvre du PGES et du PCR	210 000 \$US (70% de 300 000)	90 000 \$US (30 % de 300 000)	300 000 \$US
Provision contingence pour mesures exceptionnelles (moins que 0,3% du Projet)	70 000 \$US (70% de 100 000)	30 000 \$US (30 % de 100 000)	100 000 \$US
Total	280 000 \$US	120 000 \$US	400 000 \$US

Grand total

Le coût total de mise en œuvre du PGES et du PCR et des mesures compensatoires et d'indemnisation s'établit à \$US 1,6 millions, réparti comme suit :

Tableau 3: Coûts total de mise en œuvre du PGES/PCR et des mesures compensatoires et d'indemnisation, exprimés en \$US

ITEMS	PGES	PCR	Total
Assistance de la MdCE pour la mise en œuvre du PGES et du PCR	210 000 \$US (70% de 300 000)	90 000 \$US (30 % de 300 000)	300 000 \$US
Provision contingence pour mesures exceptionnelles (moins que 0,3% du Projet)	70 000 \$US (70% de 100 000)	30 000 \$US (30 % de 100 000)	100 000 \$US
Estimation des indemnisations et compensation aux PAP	---	1 180 090 \$US	1 180 090 \$US
GRAND TOTAL	280 000 \$US	1 300 090 US\$	1 580 090 \$US

17 SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi de la mise en œuvre du PCR est essentiel afin de s'assurer que les objectifs du Plan seront atteints. La REGIDESO à travers la structure de la MdCE va avoir comme objectifs le suivi et l'évaluation:

- La surveillance du processus d'indemnisation et de réinstallation pour veiller à la transparence et s'assurer de l'équité de ce processus prévu au Plan à l'aide d'indicateurs de suivi;
- Le suivi de la compensation et de la réinstallation qui permettra d'évaluer les différences dans la qualité de vie des personnes concernées afin de statuer sur le succès du Plan. Parmi l'objectif minimum visé, mentionnons celui que les PAP maintiennent au moins le niveau de vie qu'elles avaient avant le Projet et, de préférence, que celui-ci s'améliore.

La structure de la MdCE aura également dans ses tâches et responsabilités des activités entre autres d'examen de décaissements financiers, du nombre et du règlement de griefs relatifs à l'indemnisation, du respect du calendrier et de l'appui aux populations vulnérables.

La MdCE en concertation avec les intervenants et le consultant devant l'assister pour la mise en œuvre du PGES et du PCR établira des indicateurs de suivi qui seront consignés dans une base de données avec toutes les informations relatives aux contrats de compensation signés avec les PAP. Ces indicateurs pourront inclure : Le nombre de ménages ayant des titres ou pas de propriété; Le nombre de ménages compensés ou indemnisés, entre autres à leur satisfaction; le nombre de griefs, leurs causes et leur traitement via une compensation ou restauration; les griefs pendants qui n'ont pu être résolus de gré à gré; les performances environnementales et sociales de l'Entreprise chargée des travaux. Enfin, le taux d'amélioration effective des conditions de vie des PAP sera mesuré.

Toutes les parties prenantes au niveau local, national et institutionnel, pourront contribuer par l'examen des rapports d'évaluation et de suivi. Le processus de réinstallation et compensation ne sera complété que lorsque toutes les ententes et tous les griefs seront résolus à la satisfaction des PAP.

Enfin de projet, la REGIESO établira un audit d'achèvement évaluant entre autres la performance du processus de mise en œuvre du PCR.

[Cette page est laissée vierge intentionnellement]

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	1-1
1.1	CADRE DE L'ÉTUDE	1-1
1.2	OBJECTIFS DU PLAN.....	1-3
1.3	PRINCIPE DU PLAN	1-3
1.4	PORTÉE ET CONTENU DU PLAN.....	1-5
2	DESCRIPTION DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE	2-1
2.1	JUSTIFICATION DU PROJET	2-1
2.2	DELIMITATION DE LA ZONE D'ETUDE.....	2-2
2.3	CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET (ZIP)	2-4
2.3.1	Composantes biophysiques	2-4
2.3.2	Composantes sociales	2-6
2.3.3	Contraintes et potentialités.....	2-6
2.4	COMPOSANTES TECHNIQUES	2-7
2.5	CHOIX CONSIDÉRÉS POUR LIMITER LA RÉINSTALLATION	2-13
3	IMPACTS ET PERSONNES POTENTIELLEMENT AFFECTÉES	3-1
3.1	SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE	3-2
3.2	SOURCE D'IMPACT D'INDEMNISATION ET DE COMPENSATION	3-4
3.3	ZONES ET PERSONNES AFFECTÉES	3-8
4	RESPONSABILITÉ ORGANISATIONNELLE	4-1
5	PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE.....	5-1
5.1	CADRE ET OBJECTIFS	5-1
5.2	DÉMARCHE PARTICIPATIVE	5-1
5.3	INFORMATION AUX PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET	5-5
5.4	ATTENTES ET PRÉOCCUPATIONS DES POPULATIONS.....	5-7
5.4.1	Populations en général.....	5-7
5.4.2	Populations déplacées par le Projet.....	5-10
5.4.3	Autres Attentes	5-13
6	INTÉGRATION DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL.....	6-1
7	ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PAP.....	7-1
7.1	RÉGIME ADMINISTRATIF	7-1
7.2	CADRE FONCIER.....	7-2
7.3	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA POPULATION	7-5
7.3.1	Données socio-économiques	7-5
7.3.2	Indicateurs de développement	7-6
7.4	CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION AFFECTÉE PAR LE PROJET.....	7-10
7.4.1	Populations affectées par la réinstallation d'habitation	7-11
7.4.2	Populations affectées par la perte de surface rizicole.....	7-18
7.4.3	Populations affectées par la perte partiel de terre due à un pylône.....	7-27
7.5	INVENTAIRE DES BIENS À DÉPLACER	7-27
7.5.1	Habitations et ménages à déplacer.....	7-28
7.5.2	Parcelles rizicoles à déplacer	7-28
8	CADRE JURIDIQUE ET MÉCANISME DE RÉINSTALLATION.....	8-1
8.1	DIRECTIVE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT.....	8-1
8.2	CADRE DU BURUNDI	8-4
8.3	CADRE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	8-8
8.4	PRINCIPES DE COMPENSATION PAR LA REGIDESO	8-9
8.5	PROCESSUS D'INDEMNISATION.....	8-15



8.6	ÉTAPES CLEFS DU PROCESSUS	8-15
8.6.1	Notification	8-15
8.6.2	Identification des personnes et des biens	8-16
8.6.3	Accord et préparation de contrat	8-18
8.6.4	Païement des compensations	8-18
8.7	MÉCANISME DE GESTION DES RECLAMATIONS.....	8-18
8.7.1	Mécanisme de réclamation	8-19
8.7.2	Étapes de réclamation	8-20
8.8	RESPONSABILITÉS	8-21
9.	CADRE INSTITUTIONNEL	9-1
9.1	RÉPUBLIQUE DU BURUNDI	9-1
9.1.1	Le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.....	9-2
9.1.2	Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines	9-4
9.1.3	Société Régionale de Développement de l'Imbo	9-4
9.1.4	REGIDESO.....	9-5
9.2	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO.....	9-8
9.2.1	Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts	9-8
9.2.2	Société Nationale d'Électricité.....	9-9
9.3	ORGANISATION RÉGIONALE	9-10
9.3.1	Institutions Financières Internationales	9-11
10	ÉLIGIBILITÉ.....	10-1
10.1	CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ	10-1
10.2	DATE D'ÉLIGIBILITÉ	10-2
11	ESTIMATION DES PERTES ET INDEMNISATION.....	11-1
11.1	BUT ET OBJECTIF	11-1
11.2	PRINCIPES DE COMPENSATION.....	11-1
11.3	ÉLIGIBILITÉ ET DATE BUTOIR	11-8
11.4	ÉVALUATION DES PERTES ET DOMMAGES	11-8
11.4.1	Compensations biens et immeuble.....	11-10
11.4.2	Compensations agricoles.....	11-17
11.4.3	Couts de compensation	11-19
11.4.4	Compensation des chefs de collines et autres notables.....	11-23
11.5	SYNTHÈSE DES COÛTS DE COMPENSATION ET RÉINSTALLATION	11-24
12	IDENTIFICATION DES SITES DE RÉINSTALLATION POSSIBLES, PRÉPARATION DES SITES ET RÉINSTALLATION.....	12-1
13	LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX	13-1
14	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14-1
15	CALENDRIER D'EXÉCUTION	15-1
16	COÛTS	16-1
17	SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN.....	17-1
17.1	INDICATEURS DE SUIVI	17-2
17.2	BASE DE DONNÉES	17-3
17.3	RESSOURCES NÉCESSAIRES.....	17-4

ANNEXES

ANNEXE A : DESCENTE DE TERRAIN – POSTE KAMANYOLA – RD CONGO

ANNEXE B : DOSSIER CARTOGRAPHIQUE ET PHOTOGRAPHIQUE

ANNEXE C : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES ET RENCONTRÉES

ANNEXE D : DESCENTE DE TERRAIN – POSTE DE BUJUMBURA

ANNEXE E : SOMMAIRE DES ENQUÊTES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 7-1 : Habitations potentiellement à réinstaller et nombre de ménages....	7-12
Tableau 7-2 : Composition des ménages potentiellement à réinstaller	7-13
Tableau 7-3 : Parcelles rizicoles touchées par le Projet.....	7-20
Tableau 7-4 : Composition des ménages exploitants des parcelles rizicoles louées.	7-21
Tableau 8-1 : Conformité de la législation burundaise et celle de la BAD	8-6
Tableau 8-2 : Types de Matériaux de Remplacement.....	8-11
Tableau 8-3 : Formes de Compensation	8-12
Tableau 11-1 : Types de Matériaux de Remplacement.....	11-3
Tableau 11-2 : Formes de Compensation	11-5
Tableau 11-3 : Tableau Synoptique des Situations de Réinstallations et de Compensation	11-11
Tableau 11-4 : Coûts moyens de construction des habitations/maisons de type améliorés (2015)	11-20
Tableau 16-1 : Coûts de Mise en Œuvre du PGES/PCR	16-2
Tableau 16-1 : Coûts de Mise en Œuvre du PGES et du PCR et des mesures compensatoires et d'indemnisation, exprimés en \$US.....	16-2

LISTE DES FIGURES

Figure 2-1 : Zone d'Étude.....	2-3
Figure 2-2 : Localisation du Nouveau Poste 220/110/30 kV.....	2-8
Figure 2-3 : Aménagement et Caractéristiques du Nouveau Poste 220/110/30 kV	2-9
Figure 2-4 : Pylône 220kV Monoterne Avec Deux Fils de Garde	2-11
Figure 2-5 : Pylône 110kV Biterne Avec Deux Fils de Garde.....	2-12
Figure 4-1 : Diagramme Organisationnel de la Gestion Environnementale et Sociale du Projet	4-3
Figure 9-1 : Diagramme Organisationnel de la Gestion Environnementale et Sociale du Projet	9-7
Figure 15-1 : Échéancier du Projet Global	15-3

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BAD	Banque africaine de développement
CGFO	Câble de Garde à Fibres Optiques
Co	Concession
CPR	Cadre politique de réinstallation involontaire (Resettlement Policy Framework)
EGL	Énergie des pays des Grands Lacs
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
BIF	Francs Burundais
GPS	Global Positioning System
ha	Hectare
KfW	Kreditanstalt Für Wiederaufbau (Groupe de banques allemandes)
km	Kilomètre
m	Mètre
NELSAP	Initiative du Bassin du Nil, le Programme d'action pour les Lacs Équatoriaux du Nil
NB	Nota Bene
Nbre	Nombre
MST-VIH	Maladie Sexuellement Transmissible
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAP	Personne Affectée par le Projet
PCR	Plan Complet de Réinstallation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PO	Politique Opérationnelle (de la Banque Mondiale)
PMIRE-PLEN	Projet Multinational d'Interconnexion des Réseaux Électriques des Lacs Équatoriaux du Nil
RD Congo	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de production et distribution d'eau et d'électricité du Burundi
RN	Route Nationale
SNEL	Société Nationale d'Électricité (de la RDC)
SRDI	Société Régionale de Développement de l'Imbo
ZIP	Zone d'Intervention du Projet

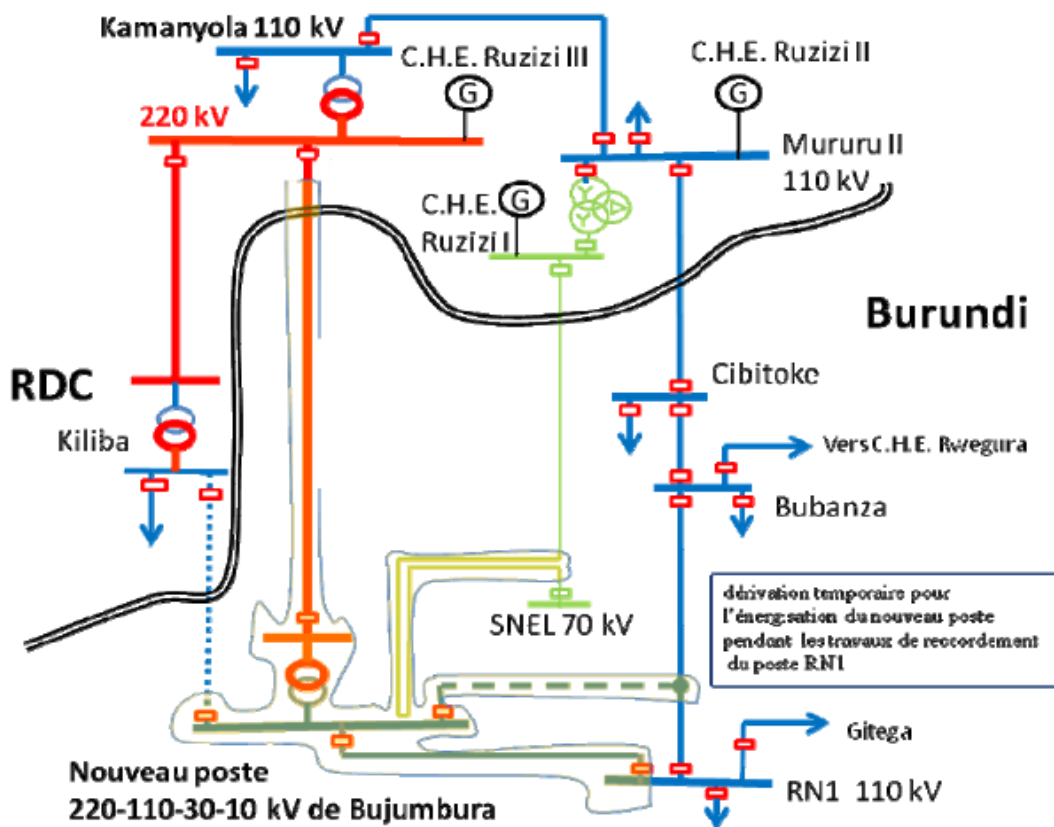


1 INTRODUCTION

1.1 Cadre de l'Étude

Le Projet Multinational d'Interconnexion des Réseaux Électriques des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil, appelé PMIRE-PLEN, comprend un ensemble de composantes et d'infrastructures associées aussi bien aux moyens de production que de transport. Le PMIRE a été structuré afin de permettre de satisfaire la croissance de la demande nationale en électricité des pays partenaires et d'assurer les échanges énergétiques propices au développement économique et social. Parmi les projets inscrits au PMIRE, plusieurs lignes de transport électriques sont ainsi prévues, dont certaines seront interconnectées entre le Burundi, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et le Rwanda.

Ces projets se situent dans un horizon à court, moyen et long terme et certains ont déjà été étudiés plus en détail afin d'en valider la faisabilité technique, économique et la planification de réalisation. Ainsi en est-il du projet de ligne d'interconnexion électrique à haute tension entre la République Démocratique du Congo et le Burundi, tel qu'illustré dans la figure qui suit.





Plus spécifiquement, le Projet comprend :

- 1) Une ligne de transport d'énergie électrique à 220 kV, d'une longueur 77 km, entre le futur poste de Kamanyola (RD Congo) et le nouveau poste de Bujumbura, y compris 2,4 km en territoire en RD Congo
- 2) Un poste à 220/110/30/10 kV situé à Bujumbura; et
- 3) Une ligne biterne à 110 kV pour, d'une part, l'interconnexion du nouveau poste 220/110/30/10 kV de Bujumbura au poste existant RN1 d'une longueur de 3,8 km (dont 3 km sur une servitude existante) et, d'autre part, le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEL d'une longueur de 4 km.

Il importe de mentionner à cette étape que la Régie de Production et de Distribution de l'Eau et de l'Électricité (REGIDESO) agit pour et à titre de Maître d'Ouvrage pour le compte du Gouvernement de la République du Burundi et cela pour l'ensemble du Projet, aussi bien en territoire congolais que burundais.

La Société Nationale d'Électricité (SNEL), relevant de l'État congolais, est uniquement chargée de la construction du poste de Kamanyola, poste ne faisant pas partie du Projet inscrit au présent rapport. Indépendamment de cette situation, et aux fins d'équité quant aux indemnisations qui seront versées aux populations affectées par le Projet en territoire congolais, les règles qui prévalent au sein de la SNEL et en territoire congolais sont rappelées dans l'analyse.

Le Projet, sous la responsabilité de la REGIDESO agissant pour et au nom du Maître de l'Ouvrage, reçoit également l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Ces deux institutions, en tant que partenaires, s'emploient à promouvoir le développement économique des pays membres par le financement de projets et programmes de développement. Elles sont pleinement conscientes que la prise en compte de la dimension environnementale et sociale et du développement durable constituent des enjeux de premier plan qui transcendent ses différents échelons organisationnels : elles ont à cet effet édicté, pour l'ensemble des projets auxquels elles participent, des politiques et des exigences en matière de protection de l'environnement, de réduction de la pauvreté, des questions de genre et de réinstallation involontaire des populations.

Le Gouvernement du Burundi est tout aussi conscient de l'importance de la protection de l'environnement et des populations dans les projets d'infrastructures visant l'amélioration des conditions de vie. Il a donc mis en place des cadres législatifs qui tiennent compte des questions environnementales et sociales lors de la réalisation de projets de développement sur son territoire.

La REGIDESO s'est munie de guides de bonnes pratiques visant à assurer que ses projets soient conformes tant aux politiques, lois et réglementations environnementales du Burundi qu'aux politiques de sauvegarde de l'environnement des institutions financières internationales. Un cadre de Gestion Environnementale et Sociale a été ainsi produit au sein de la REGIDESO et sert aujourd'hui de guide de référence pour la réalisation des projets.



Enfin, mentionnons que, même si la SNEL n'intervient pas directement sur le Projet, celle-ci s'est dotée il y a de cela plusieurs années déjà d'une structure organisationnelle et de guides encadrant la surveillance et le suivi environnemental et social de ses projets.

En conformité aux règles de bonnes pratiques, une Étude d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) a donc été réalisée pour le Projet, et cette étude est accompagnée d'un Plan de réinstallation des populations.

Le présent rapport constitue donc le Plan Complet Réinstallation (PCR) pour le Projet. Il est indissociable de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) préparé pour ce même Projet et présenté sous pli séparé.

1.2 Objectifs du Plan

Le Plan Complet de Réinstallation des populations a été élaboré en conformité avec les directives de la REGIDESO et de la Banque africaine de développement en matière de dédommagement et de réinstallation des populations. Les objectifs et les principes que sous-tend ce Plan consistent à minimiser les effets du Projet sur les populations locales.

Dans le cadre de ses projets, la REGIDESO (mais également la SNEL) réalise ses activités conformément au cadre légal et réglementaire que lui permet entre autres, aux fins d'utilité publique, d'acquérir des emprises, d'en limiter les usages et d'exiger, si requis, le déplacement de toute infrastructure ou habitation permanente qui serait située dans ses emprises de lignes et qui mettrait l'intégrité du patrimoine en danger.

La REGIDESO s'engage également à mettre en œuvre les principes directeurs du Plan de Réinstallation des populations (PCR) présentés dans ce rapport.

Le PCR prévoit un dédommagement équitable des personnes, des ménages et des communautés affectés par la réalisation du Projet. Les effets contre-productifs et perturbateurs seront atténués et le tissu social et culturel des communautés sera protégé.

L'élaboration de ce Plan se base sur une connaissance du milieu biophysique et socioculturel acquise au moyen, notamment de reconnaissances et d'inventaires sur le terrain et d'une campagne de consultation des populations. Les reconnaissances ont particulièrement permis d'optimiser le tracé en évitant au maximum les zones bâties et les bâtiments au cas par cas, tandis que les résultats de la consultation ont été pris en compte dans l'élaboration du Plan.

1.3 Principe du Plan

Le Plan de Réinstallation est élaboré comme un plan de développement qui inclut des dispositions pour la pleine compensation des actifs perdus ou l'accès aux actifs, indépendamment du statut juridique des parties affectées, et l'assistance économique pour assurer la restauration et l'amélioration du bien-être des gens,



avec un accent particulier sur les personnes vulnérables. À noter qu'un processus non judiciaire de résolution des litiges a été prévu.

Le PCR fait partie intégrante du Projet qui doit permettre certaines retombées positives et qui se base sur les principes suivants :

- Réduction maximale du déplacement de personnes : Le tracé retenu de la ligne à 220 kV et de la ligne 110 kV pour le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEL (opérée à 70 kV) évitent les centres urbanisés et minimise donc la relocalisation d'habitations et le déplacement de populations et d'activités économiques. La ligne biterne à 110 kV pour le raccordement du nouveau poste de Bujumbura au poste RN1 emprunte une emprise de ligne déjà existante dans un milieu urbanisé et aucun déplacement de personnes ni aucune ouverture d'emprise ne sont prévus. Certaines habitations en milieu rural, situées dans les limites de l'emprise de la ligne à 220kV, pourront toutefois requérir une réinstallation si la sécurité du réseau électrique et des populations est compromise.
- Dérangement minimum des activités agricoles et économiques : Les lignes de transport traversent des milieux dominés par les cultures traditionnelles ou intensives, activités qui pourront être maintenues en quasi-totalité sous les conducteurs électriques. Pour le poste proposé et l'emplacement de chaque pylône, les activités ne pourront toutefois pas être maintenues. Dans tous les cas, un processus de compensation et d'indemnisation juste et équitable est prévu au Projet.
- Participation Publique : Les avis des populations recueillies durant les consultations ont été intégrés au processus d'identification et de relevé des biens et des habitations et seront également pris en compte lors de la mise en œuvre du Projet et de son Plan d'indemnisation.
- Évaluation juste, équitable et actualisée des pertes : La détermination de la valeur des compensations est basée sur une collecte et une analyse des données socio-économiques. L'indemnisation est toujours établie sur les prix actuels, sans réduction aucune pour une quelconque détérioration de la propriété. Les prix seront établis à la valeur actualisée qui prévaudra au moment de la commission d'évaluation. Le respect de l'esprit des directives des principales institutions financières internationales sur les réinstallations ainsi que le respect des lois font partie intégrante du Plan.
- Résolution cordiale et ouverte des réclamations : Les populations, par leurs avis, ont contribué à ce Plan. Une procédure de traitement et de résolution des réclamations et griefs a été prévue au Plan, incluant la proposition de mettre en place de la structure organisationnelle devant assurer la liaison entre les populations riveraines et la REGIDESO (structure prévue au PGES de l'ÉIES).
- Paiement à temps et de façon transparente : La REGIDESO payera les compensations ainsi que la réinstallation conformément aux exigences réglementaires et aux valeurs actualisées du marché. Le paiement des indemnisations ira aux propriétaires des biens immeubles et aux occupants des parcelles agricoles.



- Suivi en continu : La REGIDESO instaurera un système de surveillance et de suivi afin d'être en mesure d'identifier tout grief et problème à temps et de le résoudre dans les plus brefs délais.
- L'apport d'un montant de compensation pour la perte d'usage de terre de culture ou de plantation en phase des travaux: Les sommes reçues, établies sur la base des barèmes en fonction des cultures, doivent permettre aux utilisateurs et exploitants de couvrir leurs coûts et les pertes d'une vente potentielle, de reconstituer leur domaine ou de se reconvertir dans une autre activité. Les compensations sont généralement favorablement perçues, mais le processus d'indemnisation doit dans tous les cas être rigoureusement appliqué et suivi.
- L'apport d'un montant de compensation pour la perte d'une activité : Les concessions faisant commerce de leur production font devoir remplacer leur principale activité source de revenus.

1.4 Portée et Contenu du Plan

Sur la base des relevés détaillés de terrain et des enquêtes effectuées auprès des populations, le Projet va entraîner deux types d'effets socio-économiques soit : le déplacement d'un certain nombre de résidences et donc également de ses occupants et; le dérangement d'activités économiques, dans le cas particulier de ce projet, d'activités uniquement agricoles.

L'ensemble des lignes électriques de transport prévues au Projet touche 33 habitations (maisons) qui sont occupés par 28 ménages et qui regroupent 96 personnes toutes confondues (homme, femme, enfant). Cette information sera affinée lors du piquetage définitif de la ligne et optimisation du tracé par l'Entrepreneur exécutant les travaux. Bien que ces habitations ne seront pas toutes à déplacer, dans la mesure où certaines d'entre elles n'entrent pas en conflit avec la sécurité du réseau, elles ont toutefois été inscrites au présent Plan de réinstallation. Près de 247 pylônes¹ seront également implantés. Compte tenu de l'optimisation de localisation au sol qui sera faite au cas par cas et de la faible surface requise pour chacun d'eux (soit 121 m²), ces infrastructures ne devraient se traduire par aucune réinstallation involontaire ni aucune modification d'activités – principalement agricoles - pour les populations rurales touchées. Il en est de même pour la totalité des autres exploitants ou occupants dont les parcelles ou les terres agricoles seront survolées par les conducteurs électriques aériens et qui ne verront pas les usages des sols et leurs activités modifiées pourvu que la sécurité du réseau électrique et de la population soit assurée.

Pour le poste de Bujumbura, une surface de 4,5 ha (dont 0,2 ha pour les canaux d'irrigation) est requise afin d'assurer son implantation. Les relevés et les enquêtes sociales indiquent que, si aucune habitation n'est touchée, 25 parcelles rizicoles le seront en tout ou en partie. Le Plan de réinstallation propose pour ces cas, et toute population affectée par le Projet, un processus d'acquisition d'emprise juste et équitable où les options de compensation incluent le remplacement des terres, le

¹ Pylônes répartis en moyenne tous les 350 m.



versement d'indemnisation ou tous autres moyens visant à compenser la perte ou le dommage subi.

Si les principales institutions financières internationales accordent sans équivoque une haute importance au bien-être des populations en regard des projets qu'elles appuient, certaines de ces mêmes institutions apportent des différences quant au contenu que doivent présenter les études de réinstallation involontaire des populations. Ainsi, la Politique de la BAD en matière de Réinstallation Involontaire des Populations (2003) stipule que : « Dans le cas des projets impliquant le déplacement de moins de 200 personnes, l'emprunteur peut établir un Plan « abrégé » de Réinstallation² » qui doit être présenté avec l'annexe environnementale (Étude d'impact environnemental et social). Cet emprunteur doit toutefois prendre en compte « l'importance » d'un projet en évaluant ses impacts négatifs sur les groupes défavorisés (par exemple, les ménages dont le chef est une femme, les communautés les plus démunies, éloignées, notamment les personnes sans titre de propriété sur les biens, et les éleveurs).

La différence entre un Plan « abrégé » de Réinstallation et un Plan « complet » de Réinstallation (PCR) qui concerne les « grands projets »³ se situe dans la présentation des résultats d'analyse plutôt que dans le niveau qualitatif ou quantitatif des indemnisations et des procédures de compensations à appliquer. La version « complète » exige, au sein d'un même document, l'identification des sources d'impact entraînant la réinstallation, une évaluation des impacts environnementaux, ainsi que l'analyse des capacités organisationnelles de l'institution chargée du projet et de mettre en œuvre le Plan de Réinstallation. En soi, l'Étude d'Impact, avec ses mesures d'atténuation et son Plan de Gestion Environnementale et Sociale, qui est présenté dans le cas présent dans un rapport distinct, couvre dès lors ces aspects indissociables à un Plan de réinstallation.

Afin de constituer en soi un dossier autonome par rapport à l'ÉEIS, un Plan Complet de Réinstallation a été privilégié dans le cadre du Projet. Il reprend ainsi certains éléments de l'évaluation environnementale tout en détaillant les thèmes requis aux exigences des principales institutions financières internationales en matière de réinstallation involontaire, soit:

- Le recensement des personnes qu'il est prévu de déplacer.
- Les caractéristiques socio-économiques des personnes susceptibles d'être déplacées.
- La consultation des populations en général.
- La présentation aux populations affectées des formes d'indemnisation possibles et les choix préférés par les populations affectées.

² Banque africaine de développement : Politique en matière de déplacement involontaire des populations, PSDU, Novembre 2003 (But, objectifs et principes directeurs de la politique, par. 11, page IV).

³ Par « grand » la BAD entend : « 200 personnes ou plus qui subissent les effets du **déplacement**. Outre ce critère numérique, les planificateurs des projets et la Banque doivent également établir l'« importance » d'un projet en évaluant ses impacts négatifs sur les groupes défavorisés (par exemple, les ménages dont le chef est une femme, les communautés les plus démunies, éloignées, notamment les personnes sans titre de propriété sur les biens, et les éleveurs). (Référence: Politique de la BAD en matière de réinstallation, nov. 2003)



- Les responsabilités institutionnelles pour l'exécution du PCR.
- Le calendrier, le budget et les sources de financement.
- Les modalités d'indemnisation et de traitement des griefs ainsi que les différentes mesures d'indemnisation devant permettre dans tous les cas d'améliorer la qualité de vie des Populations Affectées par le Projet (PAP).

Outre ce premier chapitre, qui définit les objectifs et les principes du Plan, le PCR se compose seize autres chapitres distincts. Il importe de mentionner que certaines de ces sections ne s'appliquent pas au projet dans la mesure où, par exemple, les rares populations déplacées le seront dans le milieu immédiat de leur habitation d'origine, se traduisant ainsi par une intégration sociale naturelle et sans aucun heurt avec les populations d'accueil. Les chapitres sont :

- Le chapitre 2 présente le Projet global et la zone d'intervention. Elle couvre de manière succincte la justification, l'optimisation de la localisation et la description des principales composantes sociales qui caractérisent le milieu ;
- Le chapitre 3 décrit les activités qui sont à la source des impacts et personnes potentiellement affectées ;
- Le chapitre 4 décrit la structure avec les responsabilités organisationnelles pour la mise en œuvre et du suivi du PCR ;
- Le chapitre 5 présente la synthèse du processus participatif communautaire avec les populations ;
- Le chapitre 6 rappelle, s'il y a lieu, les caractéristiques des communautés d'accueil ;
- Le chapitre 7 caractérise le milieu socioéconomique touché, qui comprend également l'inventaire des ménages touchés par une relocalisation de leur habitation ;
- Le chapitre 8 rappelle le cadre juridique avec le mécanisme de réinstallation à suivre pour obtenir les terres nécessaires pour les servitudes du Projet ;
- Le chapitre 9 a trait au cadre institutionnel et notamment il y fait état des structures et différentes entités concernées par le respect de la législation et son application en matière environnementale et de la mise en œuvre du PGES et du PCR ;
- Le chapitre 10 détermine les conditions à respecter pour être éligible aux compensations ainsi qu'à la réinstallation ;
- Le chapitre 11 rappelle les bases d'évaluation des pertes et du calcul des indemnisations avec les procédures d'application qui y sont expliquées ;
- Le chapitre 12 identifie les sites de réinstallation potentielle, les justificatifs et les aménagements prévoir aux sites de réinstallation ;
- Le chapitre 13 rappelle les principes pour, selon le cas, l'identification de sites de réinstallation possibles avec leur mise en valeur si nécessaire ;
- Le chapitre 14 rappelle les conditions de protection de l'environnement retenues afin de minimiser aussi bien les impacts sur l'environnement biophysique que social ; et



- Les chapitres 15, 16 et 17, présentent le calendrier d'exécution, son estimation budgétaire et les procédures de suivi et d'évaluation du Plan.



3 IMPACTS ET PERSONNES POTENTIELLEMENT AFFECTÉES

Le Projet traverse dans sa grande majorité un territoire de plaine ouverte largement dominée par les activités agricoles et dont le potentiel écologique est généralement très faible compte tenu des modèles d'activités agricoles qui y sont implantés. Certaines composantes sociales, comme le cadre bâti et les activités humaines, vont donc, à un niveau ou un autre, être perturbées par les équipements du Projet.

Comme indiqué au chapitre précédent, le poste de Kamanyola, situé en territoire congolais, n'est pas inclus dans les équipements du Projet, celui-ci étant réalisé sous les auspices d'EGL dans le cadre du projet Ruzizi III. Il est toutefois mentionné, dans l'évaluation réalisée ci-dessous, que les impacts environnementaux de ce poste sont de très faible ampleur. Cette évaluation découle du respect de critères de localisation par EGL qui a permis de sélectionner un site à l'extérieur de tout cadre bâti et qui est à très faible valeur écologique. Les impacts potentiels de ce dernier poste sur l'environnement ont donc été pris en compte dans l'évaluation des impacts cumulatifs globaux du Projet inscrit au présent rapport et réalisé sous l'égide de la REGIDESO.

L'évaluation des impacts du Projet a tenu compte de la nature des travaux prévus, de la sensibilité des composantes environnementales et sociales présentes et des effets potentiels qui y sont associés. La connaissance de ces impacts a permis de consolider de façon cohérente la politique d'aménagement et de protection de l'environnement dans l'exécution du Projet ainsi que d'encadrer les activités devant faire l'objet d'une attention particulière, aussi bien par le biais de mesures d'atténuation spécifiques que par une surveillance environnementale appropriée lors des travaux de construction.

Rappelons que la prise en compte de la protection de l'environnement dans la réalisation du Projet s'est effectuée à travers le cycle complet des activités qui lui sont reliées. Cette prise en considération s'est traduite par la mise en place de mesures d'atténuation dès l'étape initiale de conception. Ces mesures ont consisté à optimiser la localisation du tracé par une série d'activités itératives où chaque alternative de tracé a été revue particulièrement en fonction du cadre bâti (infrastructures, bâtiments habités ou non, biens divers) touché. Il en est ainsi résulté un tracé qui évite de façon systématique les agglomérations ou concentrations urbaines, les bâtiments ou dépendances de grandes surfaces et la quasi-totalité des résidences. Compte tenu des caractéristiques techniques des lignes de transport à implanter, qui sous-tendent de devoir conserver un certain alignement, et des considérations d'opération qui obligent à ne pas permettre la présence d'infrastructures permanentes sous les conducteurs pouvant constituer un danger pour le réseau électrique, certains bâtiments vont toutefois être touchés en tout ou en partie par le Projet. Les familles qui logent dans ces bâtiments vont devoir être délocalisées si leurs bâtiments constituent un risque pour le réseau électrique. Dans un tel cas, le versement de compensation pour les biens immobiliers et par nature (dépendance, arbre fruitier, potagers et autres) qui se trouvent sur le même terrain que l'habitation sera effectué si, encore là, ces activités ou biens présentent des risques pour le réseau électrique.



3.1 Servitude d'utilité publique

Le passage des lignes de transport d'énergie électrique réclame, comme tout projet d'utilité publique, l'implantation d'une emprise à l'intérieur de laquelle les usages sont définis et contrôlés. Afin d'en assurer ce contrôle et selon la nature des équipements, la REGIDESO exerce ses droits d'utilisation du sol généralement par l'acquisition soit d'une servitude d'utilité publique soit du droit foncier par expropriation.

Le régime juridique foncier du Burundi et de la REGIDESO comprend des dispositions qui prévoient des modalités ainsi que des procédures bien définies qui respectent des règles fondamentales de justice naturelle. Dans un cas d'expropriation, ces règles requièrent de l'État que celui-ci en justifie l'usage (déclaration d'utilité publique), que cette expropriation s'appuie sur une procédure qui minimise l'arbitraire (l'enquête parcellaire) et que cette procédure soit publique et permette aux principaux intéressés de faire valoir leurs droits. Chargée d'une mission d'utilité publique, la REGIDESO a donc recours à l'expropriation afin d'installer à demeure ses bâtiments et ses ouvrages, par exemple un poste électrique. Cette pratique lui assure la sécurité juridique nécessaire pour la maîtrise foncière et la sauvegarde des périmètres de sécurité.

Toute présence de bâtiment permanent et habité dans l'emprise qui peut remettre en question l'intégrité ou la sécurité du réseau électrique nécessite donc une expropriation qui oblige, selon les règles, le versement d'une indemnisation pour le bâtiment, le déplacement et la réinstallation du ménage. Pour l'emprise comme telle d'une ligne électrique, particulièrement en zone rurale, la REGIDESO privilégie l'acquisition d'une servitude sans autre expropriation du droit foncier. Les usages, entre autres agricoles sous les lignes, peuvent en effet généralement être maintenus pourvu que la sécurité du réseau électrique ne soit pas compromise. La procédure d'acquisition d'une servitude ou du droit foncier occasionne toutefois des démarches administratives et judiciaires perçues comme souvent complexes par des populations rurales peu accoutumées à ces pratiques. Pour toutes ces raisons, mais aussi afin d'obtenir une meilleure acceptation par les populations riveraines de l'installation d'ouvrages et d'équipements publics, il est utile de réduire au maximum les réinstallations et les expropriations par voie d'autorité et les sujétions qu'elles occasionnent.

Le Projet proposé respecte cette orientation puisque, compte tenu de sa longueur, peu de bâtiments seront touchés alors que les expropriations seront essentiellement requises pour l'implantation d'ouvrages au sol des pylônes ou du poste de Bujumbura.

Sur la base des consultations réalisées auprès des populations potentiellement affectées, les effets anticipés par la réinstallation restent pour plusieurs une préoccupation dans la mesure où les populations ont vécu, de près ou de loin, des tensions associées aux très nombreux déplacements des populations lors de la décennie passée. Cette méfiance est renforcée par l'ancien statut foncier des paysannats qui, bien que révolu, mettait alors certains bénéficiaires dans des situations où, ayant exploités la terre toute une vie, se découvraient uniquement



usufruitiers. Si aujourd'hui donc le nouveau Code foncier est venu rétablir une équité de droit, les populations sous scolarisées restent encore craintives face aux démarches administratives de l'État.

La question foncière et celle de la réinstallation des populations sont donc des enjeux importants à prendre en compte dans la réalisation du Projet et cela même si l'Ordonnance ministérielle n°720/CAB/304/2008 établit les taux d'indemnisation pour des fins de compensation et que «le paiement de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique est dans tous les cas préalable à toute action de déplacement de la personne expropriée». La disponibilité des terres de remplacement à proximité des zones des populations déplacées reste également un aspect clef puisque le territoire de la plaine de l'Imbo est largement déjà occupé.

La problématique de relocalisation est généralement plus simple à aborder en zone rurale à faible densité que lorsqu'il s'agit de déplacer un grand nombre de maisons situées au cœur même d'un cadre bâti. En milieu proprement urbain, la réinstallation devient d'autant plus contraignante que l'habitat y est souvent très dense, permanent, aménagé et bâti en dur et desservi par les services publics en plus d'avoir un caractère foncier de type privé.

Le PCR fait partie intégrante du Projet et constitue en soi une mesure d'atténuation qui vise la compensation aussi bien par l'indemnisation pécuniaire que, dans certains cas, par le remplacement de biens affectés. Dès lors, le PCR doit ainsi permettre certaines retombées positives, dont :

- L'apport d'une indemnisation pour la perte de production et de rendement agricole en phase des travaux: Les sommes reçues, établies sur la base des barèmes en fonction des cultures doivent permettre aux utilisateurs et exploitants de couvrir leurs coûts et les pertes d'une vente potentielle. Les indemnisations sont généralement favorablement perçues, mais le processus doit dans tous les cas être rigoureusement appliqué et suivi.
- L'apport d'une indemnisation pour la perte d'un bien ou d'une activité : Les sommes reçues, établies sur la base des barèmes en fonction des surfaces, rendements, cultures, de l'âge de l'exploitation ou de l'état des bâtiments, doivent permettre aux utilisateurs et exploitants de reconstituer leur domaine ou de se reconvertir dans une autre activité. Les concessions faisant commerce de leur production font devoir remplacer leur principale activité source de revenus.

Les inconvénients qui peuvent résulter de la réalisation du Projet sur le milieu social et bâti sont évalués de moyenne importance et de courte durée, et cela malgré la prise en compte des mesures de compensation. Cette évaluation repose sur l'hypothèse que les déplacés, s'ils le souhaitent, pourront se réinstaller sur des sites généralement à proximité de leur lieu initial compte tenu de la disponibilité de terres, et dans des résidences dont les normes de construction architecturales et sanitaires seront généralement supérieures par rapport aux conditions initiales, répondant également aux arrêtés provinciaux en la matière. Le démantèlement d'habitation et le déplacement de population qui en découle, même à proximité du



lieu original, ont toutefois des effets indirects sur les différents rapports sociaux ayant pu s'implanter au cours du temps au sein d'un groupe ou d'une unité humaine.

Si la terre de réinstallation ne devait pas être disponible à proximité de la résidence initiale, le ou les ménages affectés devraient alors s'installer ailleurs à une certaine distance des terres qu'ils exploitent et qu'ils pourront continuer à exploiter puisque les usages agricoles seront maintenus dans l'emprise de la ligne. Les effets négatifs appréhendés dans de tels cas sont évalués de moyenne importance, mais de longue durée. Pour ceux dont les activités ne pourront plus être maintenues, puisque les terrains seront expropriés comme cela est requis pour le poste de Bujumbura, le versement d'indemnités, prévoyant la compensation juste, pleine et entière des revenus de production sur plusieurs rotations, sera effectué.

Le Plan de Réinstallation propose ainsi des mesures compensatoires pour minimiser les effets négatifs du Projet.

3.2 Source d'impact d'indemnisation et de compensation

Les sources d'impact se définissent comme l'ensemble des activités et des installations prévues lors des phases de pré-construction, de construction, d'exploitation et d'entretien qui sont susceptibles d'engendrer des modifications de l'environnement et sur le milieu social. À noter que dans le cadre d'un projet de ligne de transport, la phase communément appelée « fermeture du projet » et correspondant au démantèlement comme tel des équipements construits, ne s'applique généralement pas ou seulement dans des cas exceptionnels. L'expérience montre en effet qu'une ligne de transport est très rarement abandonnée et démantelée sans son remplacement dans la mesure où elle constitue une infrastructure de service faisant partie d'un réseau beaucoup plus large offrant un service qui ne peut avec le temps que croître. Dans les rares cas où les équipements de transport deviennent désuets ou insuffisants, ceux-ci sont dans la plupart des cas tout simplement réhabilités puisque non seulement le besoin en dessertes électriques est généralement requis et en croissance, mais la servitude de l'emprise est déjà acquise. Ce dernier aspect est important particulièrement en milieu urbanisé où l'acquisition de servitude est relativement complexe et implique très souvent des procédures longues, des expropriations nombreuses sans compter les acquisitions de servitudes à des fins d'utilité publique souvent onéreuses. La phase associée à la fermeture de projet n'a donc pas été incluse dans la vie du Projet et n'a pas été évaluée dans la présente étude.

Par contre, si une servitude est rarement abandonnée, sa présence peut grandement être mise à profit afin d'y localiser de nouveaux équipements si aucune modification ou changement de largeur d'emprise n'est requis. Ainsi l'emprise existante occupée par la ligne 110 kV Bubanza - RN1 est ressortie comme devant être privilégiée, car sa largeur est suffisante pour y recevoir un nouveau circuit. Après le démontage et le remplacement de la ligne monoterne existante par une ligne biterne à 110 kV, sur une section de 3,8 km (dont 3 km emprunteront une servitude existante), la nouvelle ligne permettra aussi bien le



raccordement des postes Bujumbura et RN1 que le rétablissement du circuit à 110 kV entre les postes Bubanza et RN1. Aucune nouvelle emprise ne sera donc requise dans ce cas.

Bien que le Projet ait fait l'objet d'une optimisation de sa localisation, le tracé va engendrer certaines répercussions sur le milieu humain, et ce durant les phases de pré-construction, construction et exploitation. Les effets du Projet sur le milieu biophysique sont traités en détail dans l'étude d'impact environnemental et social (ÉIES) éditée sous pli séparé.

Les principales sources d'impacts du Projet sur les populations découleront directement ou indirectement des activités suivantes:

- L'établissement d'une servitude d'utilité publique de 230 ha pour la ligne à 220 kV : (Emprise de 30 m de large sur près de 77 km de longueur).
 - Sur la base de l'analyse des images satellitaires récentes, des inventaires et arpentages réalisés sur le terrain, il est estimé que près de 90% du tracé, soit 70 km, est situé en zone rurale pouvant être cultivée sous une forme ou une autre et en zones cultivées, de friche agricole ou friche herbacée. Environ 75 % de ce domaine (70km), soit quelques 50 km, était au moment des relevés de terrain en culture. Ceci représente une superficie cultivée potentiellement touchée par une servitude d'utilité publique (donc sans expropriation) de 150 ha (50km X 30 m).
 - Près de 40 % de la surface cultivée au moment des inventaires était en riziculture toute confondue soit traditionnelle et industrielle, le complément étant cultivé sous la forme de parcelles individuelles éclatées et dominées par des modes traditionnels de culture vivrière et de rente.
- L'établissement d'une servitude d'utilité publique d'une surface de près de 12 ha (4 km x 30 m) pour le passage en coupure temporaire de la ligne à 110kV Ruzizi1 1 – SNEL et de 2,4 ha (0,8 km x 30 m) pour la bretelle de raccordement de la ligne 110 kV à la ligne Bubanza-RN1. Bien que l'échéancier de réalisation de cette section de ligne soit devancé, sa construction à court terme va permettre de minimiser de façon significative les impacts sociaux et financiers. L'emprise aujourd'hui proposée se situe en effet dans un territoire péri-urbain encore totalement agricole. Le fort développement domiciliaire, dont fait l'objet tout le secteur nord de la ville de Bujumbura, laisse présager qu'il sera quasi impossible de passer une nouvelle ligne à moyen terme, à moins que ne soit entrepris des expropriations massives avec les impacts sociaux et financiers associés. Sur la base des inventaires, 100% de cette surface est située en zone rizicole.

Aucun bâtiment, aucune sépulture ou lieu sacré n'est touché.



Aucune réinstallation involontaire de population ou aucun déplacement de bâtiment ou sépulture ne sera donc requis.

- L'établissement d'une servitude d'utilité publique de 3,8 km pour la ligne 110kV devant être raccordée à la ligne existante 110 kV Bubanza–RN1. Celle-ci se situe en quasi-totalité dans les limites de l'emprise existante (3 km) de la REGIDESO déjà occupée par une ligne à 110 kV évitant ainsi l'ouverture d'une nouvelle servitude. La courte section de nouvelle servitude sera requise sur près de 800 m entre le poste et cette emprise existante et ne nécessitera qu'un seul pylône. Sur la base des inventaires, 100% de la surface de la nouvelle emprise requise (800 m) est située en zone agricole (Maraichage et arboriculture) alors que l'emprise déjà existante, qui ne requerra aucune acquisition, est située en milieu urbanisé.

Comme mentionnée ci-dessus, la totalité des activités agricoles situées dans les limites d'une servitude d'utilité publique d'une ligne électrique ne présente généralement pas de risque pour la sécurité du réseau. De plus, de nombreuses études réalisées depuis la dernière décennie démontrent que l'effet sur la santé de la présence des lignes de transports électriques ne constitue pas non plus un danger pour les populations. La quasi-totalité des activités agricoles susceptibles d'être concernées par la future servitude publique de la ligne sera donc maintenue dans les emprises. Les travaux de construction des lignes pourront toutefois grever les occupants et exploitants d'une partie de leurs revenus annuels si les travaux s'effectuent durant la saison de culture alors que la présence des pylônes pourra se traduire par une perte de surface cultivée.

Pour le nouveau poste électrique 220/110/30 kV de Bujumbura, qui occupera une surface de 4,3 ha incluant les aménagements connexes (remblai, clôture, accès, réaménagement des fossés, autres) les utilisations agricoles du sol ne pourront être conservées sur le site puisque ce poste nécessitera :

- L'acquisition d'une concession de domaine de droit public de 4,3 ha qui sera totalement dévolue pour le poste devra être faite pour l'implantation du nouveau poste de Rubiziri; les limites du poste seront ceinturées et sécurisées par une clôture afin d'empêcher l'accès au site par les populations limitrophes. Une surface de 4,5 ha (incluant 0,2 ha pour les canaux d'irrigation), utilisée actuellement à des fins agricoles, fera l'objet d'un retrait du droit d'exploitation par les PAPs et sa fonction d'usage sera modifiée; cette superficie incluse l'aire du canal d'irrigation qui contournera le poste.

Les lignes de transport à 220 kV et 110 kV vont, de leur côté, se traduire par :

- L'implantation de près de 247 pylônes (estimation sur une répartition moyenne de 350 m), qui représentent des surfaces qui ne pourront plus, sur principe, être cultivées durant la durée de vie du Projet. La REGIDESO va entreprendre, et pour chaque site d'implantation de pylône, un processus d'expropriation en conformité avec le cadre législatif. Sur la base d'une surface moyenne de 121 m² chacun (11 m X 11 m), les pylônes occuperont donc en totalité près d'un hectare et demi (3 ha). De ce nombre, 226 pylônes



220 kV et 14 pylônes biternes 110 kV (dont 12 pour le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEL et 2 pour rejoindre le corridor existant qui sera emprunté pour le raccordement du nouveau poste au poste RN1) seront situés en territoire Burundais, et 7 pylônes 220 kV seront en RDC. Si l'on prend en considération que 75% du tracé des lignes est effectivement en zone rurale étant cultivée ou présentant un potentiel pour être cultivé, une surface maximale à potentiel agricole de près 3 hectares est susceptible d'être affectée par le Projet. Cette surface reste pessimiste puisque la surface réellement cultivée est moindre et qu'une optimisation de localisation de chaque pylône sera effectuée avant l'amorce des activités de répartition afin de limiter les dérangements. Ainsi, lorsque cela est possible, les pylônes seront implantés sur les limites de parcelle, en bordure de sentier ou sur des terres en friche ou inexploitées. Il a été assumé que tout l'espace directement disponible sous chaque pylône en treillis est effectivement perdu car aucune autre exploitation n'est autorisée, soit environ 247 pylônes x 121 m² par pylône. L'aménagement d'une dalle bétonnée complète sous un pylône est très rarement implanté pour des raisons financières, à moins de la présence d'une contrainte ou d'une situation géotechnique requérant des travaux de génie civil particuliers. Le niveau d'importance de l'impact du Projet sur chacune des parcelles agricoles traversées dépendra de la nature de la culture (rente, vivrière, industrielle) et de la répartition des pylônes qui sera arrêtée avant l'amorce des travaux. La présence ou pas d'activités agricoles lors des travaux est également un facteur important puisque les terres cultivées de façon traditionnelle sont fréquemment mises en jachères ou tout simplement abandonnées par leur utilisateur durant quelques années.

- L'utilisation d'accès pouvant être en partie situés dans l'emprise de la ligne et l'installation de campements mobiles durant la construction qui pourraient également grever temporairement une partie des revenus de certains agriculteurs. La solution de construire les lignes en y aménageant un accès permanent dans l'emprise n'a pas été retenue compte tenu de la disponibilité d'accès déjà existants sur le territoire traversé. Le Projet privilégie l'utilisation et si requis la réhabilitation des accès existants plutôt que l'aménagement de nouveaux étant donné que ces derniers ne seront pas requis après les travaux. Si des accès temporaires devaient être requis, ils devront être, dans tous les cas, démantelés à la fin de travaux. Pour les campements, ceux-ci ne seront aménagés en aucun moment sur les terres en cultures. En prenant l'hypothèse que 10% (8 km) de la longueur du Projet pourrait requérir un nouvel accès temporaire dans l'emprise, cela porterait la surface temporairement affectée à tout juste 3,2 ha. (8 000 m X 4 m). Ce chiffre reste toutefois encore là une valeur maximale puisque seulement 75 % des terres sont en culture et que la stratégie d'accès au territoire recommande aujourd'hui, pour les phases de construction et d'exploitation, l'usage prioritaire de chemins, de voies et de pistes uniquement existantes combiné aux recours à des équipements adaptés limitant l'importance des interventions sur le milieu.



3.3 Zones et personnes affectées

Les surfaces de terrain accaparées par les emprises de lignes ainsi que celles qui seront occupées par les équipements électriques (lignes et poste) ont été utilisées pour estimer le nombre potentiel de parcelles agricoles qui pourraient être d'une manière ou d'une autre affectées par la perte partielle ou totale de surface exploitable. Sur principe, tout exploitant, propriétaire et leurs ménages associés à ces parcelles seront éligibles au versement d'une compensation qui dépendra alors généralement de la nature et la portée du dérangement (perte de biens, de jouissance, autre). La surface de terrain requise pour le Projet par rapport à celle actuellement cultivée et celle nécessaire pour assurer la viabilité économique d'une personne ou d'un ménage sont des critères utilisés pour établir un niveau de compensation.

Dans le cas du Projet, une très nette distinction doit être établie entre l'acquisition d'une emprise de servitude d'utilité publique pour les lignes et l'acquisition du droit foncier pour l'emplacement des pylônes ou du poste. L'acquisition d'une emprise n'implique généralement pas de modification dans les usages des sols si la sécurité du réseau n'est pas compromise. Ainsi les activités agricoles seront toutes maintenues sous les conducteurs avec uniquement certaines restrictions d'usage. Si des bâtiments (habités ou non habités) ou équipements devaient être présents dans les limites de l'emprise et qu'ils devaient constituer un risque pour le réseau, ils devraient alors être démolis et avec au préalable le versement d'une indemnisation juste et équitable au propriétaire.

Pour les sites d'implantation de chaque pylône et de l'aire du poste de Bujumbura, la REGIDESO deviendra de facto l'unique utilisateur des droits du sol, et donc le propriétaire, puisque les équipements électriques permanents y seront implantés. Donc, tous ces sites vont donc se traduire par un arrêt d'activité ou d'usage par les populations puisque juridiquement cette surface est réservée à l'usage exclusif de l'exploitant du réseau électrique. Bien qu'il soit de pratique courante par les populations locales de maintenir des cultures traditionnelles et vivrières dans l'espace directement disponible sous les pylônes (soit entre les quatre bases d'appui), l'évaluation des impacts, des compensations à réaliser et des indemnisations à verser aux populations affectées par le Projet (PAP) n'a pas considéré le maintien de tels usages.

Le nombre d'exploitants, de familles ou de ménages pouvant être potentiellement affecté d'une manière ou d'une autre aussi bien par l'emprise de la ligne aérienne que par les équipements permanents au sol a été estimé à la suite des inventaires de terrain, l'arpentage réalisé pour délimiter les limites de la servitude ainsi que par des enquêtes ménage.

Les hypothèses retenues aux fins de calcul, validées sur terrain et ayant permis d'estimer ce nombre, sont :

- Le Projet a des lignes de transport totalisant une longueur de près de 82 km situés dans une nouvelle emprise (220kV sur \approx 77 km + 110kV sur 4 km + 110kV sur 0,8 km)



- Les pylônes ont été répartis en moyenne et pour des fins de calculs, tous les 350 mètres en sachant que sur de longs alignements, cette distance peut excéder 400 m; 226 pylônes 220 kV et 14 pylônes 110 kV sont situés sur le territoire du Burundi et 7 pylônes 110 kV en RDC, pour un total absolu de 247. Un nombre équivalent de parcelles sera donc touché, chacune ayant été associée de façon générale à un ménage exploitant.
- Près de 57 km de la longueur des lignes sont en surface cultivée dont 30 km de ce chiffre sont sous la forme d'exploitations intensives alors que le complément de 27 km l'est sous une forme extensive de type traditionnelle. Le reste du territoire est non agricole, en friche urbaine et rurale, sous aménagement ou en zone non développée.
- Pour chaque kilomètre en culture traditionnelle extensive, 6,5 parcelles par kilomètre de servitude ont été considérées (les parcelles ayant été estimées en moyenne à 1,5 ha chacune¹), soit $27 \text{ km} \times 6,5 = 175$ parcelles au maximum qui seront concernées en tout ou en partie par la présence d'une emprise aérienne dont 20 en République Démocratique du Congo ; ce rapport au km reste élevé puisqu'un même exploitant peut cultiver plusieurs parcelles et que des surfaces de plus 2 ha ont été répertoriées lors des enquêtes. De ces 175 parcelles, environ 77 seront directement touchées au sol par un seul et unique pylône (dont 7 en RDC) puisque la distance nominale établie entre les pylônes est de 350 m, cette distance pouvant être supérieure sur les grands alignements.
- Pour l'emprise des lignes situées en zone maraîchère intensive, une proportion de 10 parcelles par km a été retenue ($15 \text{ km} \times 10$) en sachant que ces milieux font généralement l'objet d'une forte pression foncière. 150 parcelles au maximum seront donc concernées en tout ou en partie par la présence d'une emprise aérienne et près d'une quarantaine (40) seront au maximum au sol touchées par des pylônes;
- Pour la ligne à 220 kV, qui est la seule qui traverse la zone rizicole industrielle de la SRDI, il a été retenu que la surface des parcelles était celle officiellement louée à la SRDI et cela même si plusieurs exploitants travaillent sur des surfaces pouvant varier légèrement². Pour chaque kilomètre de ligne, 20 parcelles par km ont donc été considérées comme concernées par l'emprise aérienne du Projet. Le nombre potentiel d'exploitations (parcelles) concernées en tout ou en partie par l'emprise aérienne est donc d'environ 200 (soit $10 \text{ km} \times 20$) Sur la même base que précédemment définie, près d'une trentaine de parcelles (29) seront touchées directement au sol par un pylône.

¹ Historiquement, le droit d'occupation attribué par l'État couvrait une surface de parcelle de 2,5 ha par ménages.

² les inventaires parcellaires détaillés des terres louées par la SRDI indiquent que, dans la majorité des cas, la surface réellement exploitée excède ou est légèrement inférieure à la surface de 2 500 m² reconnue par le locateur. La différence entre la surface cultivée et celle effectivement inscrite au bail de location, qui varie jusqu'à 10%, ne peut à cette étape être expliquée en toute certitude. Il est possible que certains rares agriculteurs, n'exploitant pas la totalité du lot sous location, sous-louent la partie résiduelle à l'agriculteur contiguë à sa parcelle. Une autre explication serait qu'avec le temps certains agriculteurs aient entrepris des travaux d'extension sous leur propre initiative. Une autre explication viendrait tout simplement du fait que les surfaces ont pu être attribuées à l'origine sans véritable arpentage. Les relevés géodésiques réalisés dans le cadre du Projet ont permis de valider les surfaces effectivement cultivées par chaque exploitant touché par le Projet.



- Pour chaque kilomètre traversé en zone hors culture, 5 parcelles par kilomètre de servitude ont été estimées afin de tenir compte de la présence des routes publiques, des parcelles en friche et non exploitable : soit $30 \text{ km} \times 5 = 150$ parcelles seront affectées, en tout ou en partie par le passage de l'emprise des lignes aériennes. En tenant compte de la répartition des structures, près de 85 pylônes (86) seront implantés dans ce milieu.
- Pour le poste de Bujumbura une surface de 4,5 ha, accaparant en tout ou en partie 25 parcelles rizicoles qui sont louées sous la gestion de la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI) et dont le domaine foncier appartient à l'État. Les inventaires parcellaires détaillés ont montré que le droit d'exploitation par location de chacune de ces parcelles est détenu en quasi-totalité par un ménage. Deux parcelles rizicoles présentent toutefois une situation particulière dans la mesure où leurs droits sont détenus respectivement par une association caritative (AERO) et un groupe de confession religieuse (Église Emmanuel).
 - L'association AERO, qui est représentée légalement par une présidente et qui est composée de 45 membres, s'est donnée comme mission reconnue par l'État d'apporter un soutien à des groupes défavorisés et à des orphelins de la rue. AERO est une personne morale qui est une Association sans but lucratif agréée. L'exploitation du champ est faite, de la culture à la récolte, par les membres de l'association organisés et déployés à tour de rôle par la coordination de cette même association. Les revenus des récoltes sont logés dans un compte de l'Association et aident dans l'accomplissement de ses missions. AERO est financée par des bienfaiteurs et en partie autofinancée par l'exploitation du champ rizicole; cela étant complété par d'autres contributions des membres eux mêmes. Certains effets du Projet sur l'Association sont anticipés puisque 45% de la surface de la parcelle sera dédiée au poste. Des mesures particulières plus spécifiques devront donc être élaborées afin d'assurer la pérennité des actions caritatives menées par les membres. La solution visant le remplacement de la surface perdue devra être privilégiée.
 - L'Église Emmanuel, représentée par deux coordonnateurs, compte près de 200 membres. Là encore, le mode d'exploitation diffère des autres parcelles détenues par des ménages dans la mesure où chaque membre, sous l'initiative de son ou ses représentants gestionnaires, peut apporter sa contribution à la mise en valeur de la parcelle sans pour autant bénéficier des revenus résultant de l'exploitation. Les membres ont donc en grande majorité une activité rémunératrice principale en parallèle à la contribution qu'ils peuvent apporter à leur groupe. Les enquêtes ménages démontrent ainsi que l'un des coordonnateurs représentants de l'Église est un fonctionnaire de l'État alors que le second, agriculteur, perçoit des revenus de sources additionnelles presque égaux à ceux générés par la parcelle de l'Église. Indépendamment des modes opératoires et de gestion internes à ce groupement, la portion de la surface qui y sera touchée par le Projet n'est que de 9%. Il est donc anticipé que la viabilité



économique de l'exploitation, et donc de ce groupement, ne devrait donc pas être affectée outre mesure par le Projet. Là encore, et au même titre que pour la totalité des populations affectées par le Projet, des mesures visant à indemniser la perte et les dommages subis sont prévues.

Sur la base des hypothèses retenues et des relevés effectués sur le terrain, en présumant que chaque parcelle ou lot appartient à un exploitant ou occupant différent et en sachant qu'un même individu pourrait subir également la présence d'un ou de plusieurs pylônes en sus de l'emprise aérienne, l'estimation du nombre de parcelles/exploitants directement touchés par le Projet se détaille comme suit :

- Parcelles uniquement concernées par les infrastructures permanentes au sol (pylônes et poste) nécessitant une expropriation est de l'ordre de 272 (soit 247 pour les pylônes et 25 par le poste de Bujumbura).
- Parcelles uniquement concernées par l'emprise des lignes aériennes (sans aucun équipement au sol et donc sans tenir compte des pylônes permanents) nécessitant uniquement l'acquisition d'une servitude d'utilité publique - sans expropriation - est de l'ordre de 675 parcelles (150 maraichers, 200 riziculteurs, 175 traditionnels et 150 zone hors culture). (Ce chiffre de 675 inclut les 247 parcelles directement concernées par les pylônes au sol)
- Parcelles totales affectées par l'ensemble du Projet (emprise et infrastructures des lignes aériennes – 675 - et implantation permanente du poste au sol - 25) est donc de 700.

Cette estimation pour les lignes électriques reste élevée, non seulement parce qu'une valeur conservatrice de 350 m a été retenue pour la répartition des pylônes, mais aussi puisque les inventaires et les analyses indiquent que :

- Des agriculteurs possèdent ou exploitent plusieurs parcelles dans un secteur déterminé;
- Les parcelles cultivées excèdent souvent la surface établie comme référence, particulièrement en zone traditionnelle;
- Les activités agricoles, commerciales, humaines en général pourront être maintenues dans les limites de cette servitude pourvu que la sécurité du réseau ne soit pas compromise.

Les agriculteurs affectés par les lignes ne devraient pas voir de modifications significatives de leurs activités, puisque une optimisation de localisation des pylônes et des chemins d'accès sera réalisée au préalable à l'amorce des travaux. Les besoins en terrain pour chaque pylône n'affecteront, dans plusieurs cas, qu'une portion mineure des biens et des usages des parcelles appartenant à un seul utilisateur-agriculteur. Dès lors, cet utilisateur conservera un certain nombre de biens de valeur dans la zone et la viabilité économique de ses activités particulièrement agricoles ne devrait pas être menacée. Cette évaluation tient compte du fait que la majorité des activités agricoles seront maintenues sous les lignes et que plusieurs ménages peuvent cultiver plusieurs petites parcelles différentes à la fois qui peuvent totaliser en moyenne 1 à 2 ha. Le maintien de ces



usages le sera toutefois sous certaines conditions, entre autres celle de devoir maintenir un dégagement minimum suffisant avec les conducteurs électriques et cela à des fins de sécurité du réseau. Dans la pratique courante, il est admis que les activités agricoles (maraichage, riziculture, culture vivrière, de rente et de contre-saison) peuvent être maintenues dans l'emprise sans autre condition. Certains aménagements temporaires ou non permanents peuvent également être autorisés (clôture en bois pour retenir le bétail, abri, grenier, autre). Par contre, la présence d'arbres matures ou de plantations arborescentes hautes (certains arbres fruitiers - manguiers, eucalyptus, autres) devront être dégagés des conducteurs pour des raisons de sécurité du réseau. Les inventaires effectués le long des lignes indiquent toutefois que cette situation qui nécessitera des coupes est rarissime.

La compensation établie en regard du Projet se réfèrera au remplacement des cultures affectées et des aménagements-infrastructures qui s'y trouvent. Si ces aménagements comprennent des habitations, celles-ci seront naturellement indemnisées de façon juste et équitable en conformité à la législation. Des indemnités seront également versées à la suite des dommages causés lors des travaux.

Par le maintien de certains usages sous les conducteurs, les impacts associés à la présence d'une ligne de transport sur un territoire et de sa servitude sont donc largement réduits et seuls les lieux d'implantation d'infrastructures permanentes au sol (pylônes et poste) sont appelés à être impactés d'une façon plus permanente. Ainsi :

- Pour les 247 surfaces occupées par des pylônes, la fonction d'usage et la vocation du sol sera modifiée et cela pour la durée de vie de Projet. Tel que mentionné ci-dessus, il est toutefois estimé que la viabilité économique des activités agricoles de chaque exploitant ne devrait pas être remise en question étant donné la surface restreinte concernée (121 m²) par rapport à la taille moyenne des parcelles inventoriées (1 ha et +). L'optimisation au cas par cas de l'implantation du pylône et le versement d'une indemnisation permettront de limiter ou compenser les pertes subies.
- Pour les 25 parcelles rizicoles qui seront touchées par le poste (4,3ha), la fonction d'usage et la vocation seront modifiées et cela pour la durée de vie de Projet. 23 parcelles sont occupées par des ménages composés en totalité de près de 164 personnes toutes confondues. Deux parcelles sont exploitées par des groupements, un caritatif, le second religieux. Pour celles (4 sur 25) qui seront touchées sur moins de 10 % (dont 2 sur moins de 1%) la rentabilité économique de l'exploitation ne devrait sur principe pas être menacée. Pour celles dont la surface résiduelle après implantation ne permettra plus le maintien de rentabilité économique (21 sur 25), le Projet devra les compenser par le versement d'indemnité pécuniaire et/ou le remplacement de la surface perdue en privilégiant dans tous les cas cette dernière option. Pour certains, des aménagements devront être prévus, sur assistance de la REGIDESO et de la SRDI, afin qu'ils puissent bénéficier des remembrements qui seront réalisés à partir des lots résiduels. Il a été estimé que 7 exploitants pourraient en bénéficier à court terme de ces remembrements sans perte de revenu (voir le



chapitre 5). Pour ceux qui ne pourront bénéficier immédiatement de ces mesures de remembrement (soit environ 14), la REGIDESO, toujours en concertation avec la SRDI, devra mettre en place un processus juste et équitable visant à redonner, aux exploitants lésés qui le souhaitent, accès à la terre. Dans tous les cas, ils seront indemnisés à la hauteur des pertes et préjudices subis et pour les fins de l'estimation du budget pour le PCR, à défaut de garantir des terres de remplacement pour les locataires des parcelles, l'option « terre pour terre » est retenue.

- Pour les habitations dans l'emprise, il a été établi lors des relevés de terrain et des enquêtes ménage réalisés au courant du mois de mai 2012 et des relevés d'arpentage et enquêtes parcellaires qui ont suivis, que leur nombre était de 33 habitations, avec pour certaines des dépendances (dont les latrines, grenier et magasin). Tous ces bâtiments sont construits en matériaux traditionnels de type torchis (branches/boues) ou en brique crue (adobe) et en quasi-totalité sont aménagées avec des toitures de chaume ⁽³⁾. Ces 33 habitations sont occupées par 28 ménages totalisant 96 personnes toutes confondues. Dans tous les cas, les populations seront indemnisées à la hauteur des pertes et préjudices subis.
- Aucun lieu de sépulture ou lieu sacré n'est touché aussi bien par les infrastructures au sol du Projet que par la servitude des lignes aériennes. Les relevés d'arpentage, qui ont été réalisés, ont confirmé ce chiffre.

³ Voir Dossier cartographique et photographique à l'Annexe B



4 RESPONSABILITÉ ORGANISATIONNELLE

Les Organismes publics ont, pour la plupart, reçu par la loi le pouvoir d'exproprier des immeubles pour des fins d'utilité publique. L'expropriation pour cause d'utilité publique est donc un pouvoir légal reconnu à l'Administration, d'affecter à l'utilité publique et moyennant indemnisation préalable, des biens appartenant à des particuliers. Cette prérogative confère aux pouvoirs publics, ou à son délégué et représentant, le droit d'obliger les privés à accepter l'indemnisation préalable en contrepartie de leurs biens immobiliers ou fonciers, lesquels sont et/ou seront définitivement affectés à l'utilité commune.

Le Projet est sous la responsabilité directe de la REGIDESO. Cette responsabilité a inclus la réalisation de l'Étude d'Impact Environnemental et Social ainsi que celle du Plan de réinstallation des populations.

La REGIDESO, en tant que Maître d'Ouvrage du Projet et cela aussi bien sur le territoire du Burundi qu'en République Démocratique du Congo, est également responsable de l'implantation et du financement du Plan de Gestion Environnementale et Sociale et de celui de la compensation et de réinstallation des populations.

Dans le cadre de ce Projet, la REGIDESO a défini, selon les principes de savoir-faire dans le domaine, qu'il n'est pas requis que le couloir des lignes à 220 KV et 110 KV soit exproprié. Les propriétaires-agriculteurs situés sous les conducteurs pourront donc continuer à y pratiquer leurs cultures pourvu que celles-ci permettent le maintien de la sécurité du réseau. Il leur sera toutefois interdit (i) d'y construire des maisons et (ii) d'y planter des arbres de grande hauteur (plus de 3 m). La REGIDESO avec le consultant à être recruté pour l'assister dans la mise en œuvre du PCR identifiera chacun des propriétaires-agriculteurs et estimera pour ceux qui sont en droit la compensation de ce préjudice causé par une interdiction seulement si requis. En ce qui a trait aux assises de chacun des pylônes, tout comme pour le site pour le poste de Bujumbura, la surface nécessaire à leur implantation nécessitera toutefois une acquisition par expropriation dans la mesure où les infrastructures implantées seront permanentes et monopoliseront l'espace exproprié.

C'est à travers la Mission de Contrôle de l'Environnement-Social (MdCE) de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet (CNEP) de la REGIDESO que revient la responsabilité de gérer conjointement le Plan de Gestion Environnementale et Sociale de l'étude d'impact et la préparation ainsi que l'exécution, le contrôle et le suivi du programme de compensation et de réinstallation. La MdCE travaille en étroite collaboration avec le Comité Technique Permanent d'Indemnisation qui est responsable de plusieurs activités, dont celles d'établir les indemnisations et d'en assurer le paiement.

La Figure 4.1 présente le diagramme organisationnel de gestion environnementale du Projet. Dans cette structure, des entités civiles sont également présentes de même que des ministères, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et les associations et autres entités qui participent au développement économique et social du territoire.



Comme la MdCE a été spécifiquement mise sur pied dans le cadre du Projet, et qu'une telle structure n'a pas nécessairement toutes les compétences pour bien mener ses activités au sein des activités de la REGIDESO, la réalisation du Projet constitue donc un tremplin pour un renforcement institutionnel sur mesure de la REGIDESO.

Le processus de compensation et de réinstallation, qui incombe à la MdCE ou à un de ses représentants, repose sur des principes de transparences et comprend plusieurs étapes qui incluent : la notification aux propriétaires et locataires des habitations affectées et aux occupants des parcelles touchées par le Projet; l'identification des personnes et des biens affectés; l'accord sur les compensations et la préparation des contrats; le paiement et/ou l'arrangement des compensations; les procédures de réclamation et la compensation des chefs. Ainsi, après les travaux d'arpentage aux fins de construction, lorsque l'emplacement définitif de la ligne sera connu sur le terrain, des représentants de la MdCE prendront contact avec les propriétaires concernés afin de convenir du montant d'indemnité. Ultérieurement, un acte de servitude et de droit de passage sera convenu autorisant la construction du Projet, mais également, et cela lorsque requis, de faire des inspections et d'entretien

Ces étapes ont été amorcées par la REGIDESO en 2013 et vont se poursuivre jusqu'à ce que toutes les personnes touchées par le Projet aient reçu compensation et cela au préalable à tous travaux sur le terrain, en conformité avec les règles et les directives émises aussi bien niveau national qu'international.

Les responsabilités spécifiques de la MdCE de la REGIDESO sont de :

- Participer à l'inventaire des personnes et des biens (création d'une banque de données) en support avec le Comité Technique Permanent;
- Valider l'évaluation des compensations (vérification des listes de prix actualisées, etc.) établie par le Comité Technique;
- Établir un dialogue et négocier avec les personnes affectées ;
- Participer à l'allocation des terrains et des parcelles ;
- Suivre le paiement des compensations sous appui du Comité Technique;
- Assurer la logistique et suivre la gestion de l'achat du matériel/construction des maisons et des infrastructures;
- Assurer la réinstallation des personnes affectées;
- Effectuer la gestion des réclamations;
- Réaliser l'évaluation de la situation socio-économique des ménages (élaboration du rapport final);
- Ajouter aux responsabilités de MdCE la production régulière et à chaque étape des rapports d'exécution à la BAD et à la KFW afin de se conformer à sa recommandation; et
- Faire la surveillance et le suivi du Plan sur la durée des travaux et après réception.

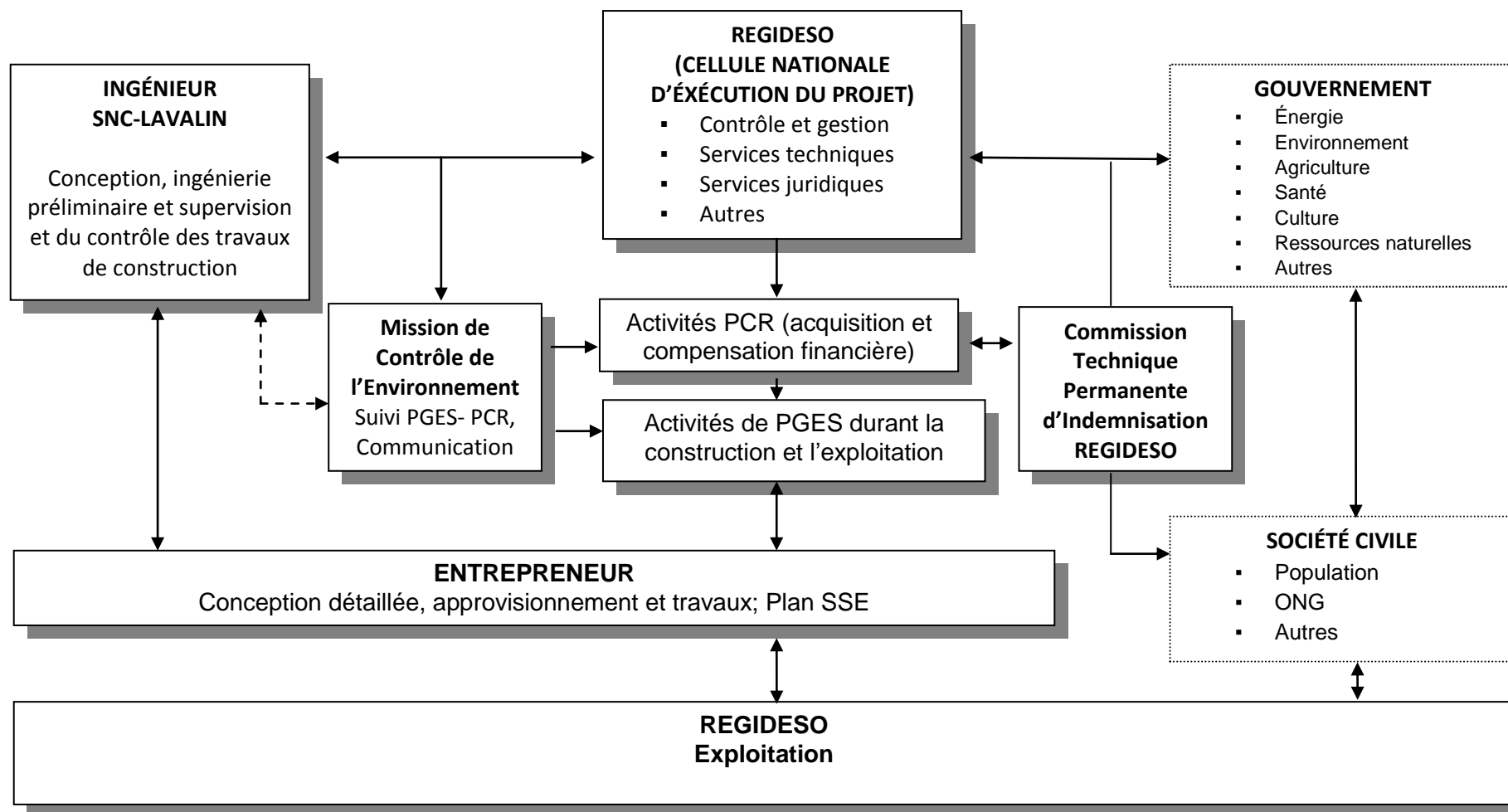


Figure 4-1 : Diagramme Organisationnel de la Gestion Environnementale et Sociale du Projet



5 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

5.1 Cadre et objectifs

En conformité au Décret national du Burundi no : 100/22 du 7 octobre 2010 portant mesures d'application du Code de l'Environnement Burundais avec la procédure d'étude d'impact environnement et aux exigences des principales institutions financières internationales (BAD, KfW, BM et autres), un processus participatif de communication et de consultation a été organisé afin d'informer les populations du Projet et de solliciter de leur part des apports sur leurs attentes et leurs préoccupations face au Projet. La consultation a été organisée par le Bureau d'étude chargé de la réalisation de l'EIES en collaboration avec les représentants de la REGIDESO

Le processus participatif, qui a été amorcé dès 2011 et qui se poursuit encore actuellement, vise plusieurs objectifs, dont :

- Avec les responsables gouvernementaux : Les informer sur les caractéristiques générales du Projet et obtenir des données couvrant leurs champs de compétences ;
- Avec les autorités administratives : Les informer sur les caractéristiques générales du Projet, les consulter sur les grands enjeux et leurs préoccupations face au Projet. Mentionnons ici qu'il serait plus de mise de parler de leurs « espoirs » vis-à-vis la réalisation du Projet que de leurs appréhensions ;
- Avec les populations : Outre l'obtention d'informations sur les caractéristiques socio-économiques locales, les consulter sur leurs perceptions du Projet et sur le type de modalité de réalisation du Projet qu'ils souhaiteraient ; Ce processus est actuellement maintenu par la REGIDESO afin d'établir avec chaque PAP, les biens touchés, les indemnisations et les mesures compensatoires applicables au cas pas cas.
- Avec la tenue des rencontres officielles d'information : Informer tous les intéressés (administrations, autorités, populations, autres) des résultats des études entreprises et portant sur les enjeux environnementaux du Projet, les modalités de réalisation du Projet et les moyens qui seront mis en œuvre afin de l'intégrer d'une façon optimale au milieu. Cette étape du processus participatif continu a permis aux intéressés de s'approprier le Projet dans sa globalité et à terme en optimiser son usage.

5.2 Démarche participative

Le processus de participation communautaire s'est inscrit dans une démarche évolutive (actualisé selon les besoins rencontrés au cours du processus de participation) et itérative où les activités de communications publiques et de diffusion de l'information se sont effectuées par rétroaction dès le début de l'étude. Il s'est poursuivi tout au long de la réalisation de celle-ci et se continue présentement à travers les démarches de la Commission Technique d'indemnisation de la REGIDESO. Ce processus perdurera au cours des phases de construction et aussi longtemps que la résolution des griefs ne sera pas résolue.



La participation a pris plusieurs formes et a été entreprise afin d'atteindre un large public, de bénéficier de l'expérience et des connaissances de ce public et de s'assurer que leurs attentes et préoccupations seraient considérées dans les prises de décisions à venir.

La stratégie de participation, de consultation et de diffusion de l'information a reposé sur quatre critères qui ont orienté l'ensemble des activités et des méthodes employées afin de faciliter l'expression d'opinions. Ces critères sont :

- **Moment d'intervention :** Le processus continu et interactif d'intervention avec les autorités locales et nationales a débuté en décembre 2011 en marche de l'évaluation environnementale et sociale pour se poursuivre en 2012 et de façon plus intensive en 2013 dans le cadre des travaux du Comité Technique d'indemnisation entrepris par la REGIDESO. Ce processus est toujours en cours de réalisation.
- **Sélection des publics cibles :** La sélection des publics consultés a été l'une des activités clefs ayant permis d'obtenir une représentativité adéquate des multiples opinions et des divers segments des populations (administration, populations, etc.). Cette sélection s'est établie sans restriction de catégories afin de s'assurer que toutes les opinions pourraient être exprimées.
- **Méthodes de consultation :** Le choix des méthodes de consultation a impliqué que les moyens de communication et d'échange utilisés soient adaptés aux publics concernés ainsi qu'aux besoins propres à la consultation.
- **Approches :** Les approches retenues durant la consultation ont été établies sur la base des rapports entre l'équipe de consultation et les publics concernés ainsi que les rapports qu'entretenaient entre eux les participants.

Compte tenu des traditions, la communication orale et les rencontres directes ont été privilégiées afin d'établir un dialogue et de bons échanges entre les parties impliquées. L'emploi du kirundi a été préféré au français puisque la plupart des populations locales, toutes rurales, maîtrisent cette langue.

Le processus participatif s'est déroulé selon une démarche en trois étapes principales.

- La première étape, concernant les enquêtes environnementales et sociales, de nature exploratoire et informative s'est tenue au mois de décembre 2011 au cours duquel l'administration a été rencontrée afin de réaliser les cueillettes d'informations sur le milieu traversé et de l'informer du Projet et des étapes à venir, entre autres celles des enquêtes et de la consultation. Plusieurs intervenants du milieu ont également été rencontrés, toujours dans un objectif d'obtenir des données pouvant caractériser la population, le milieu avec ses contraintes et ses potentialités. La connaissance de l'état initial de l'environnement social a axé ses efforts par des rencontres avec les populations, certaines autorités des collines concernées par le Projet et des responsables de la gestion du territoire au niveau national. Celles-ci se sont réalisées de façon informelle dans la mesure où les personnes rencontrées ont eu l'opportunité d'expliquer les principales activités qu'ils exerçaient et les potentialités du territoire qu'ils exploitaient ou qu'ils géraient et qui était sous leur juridiction. Il est important de mentionner que la population et les responsables rencontrés n'étaient en aucun moment au courant du Projet de



la ligne à 220 kV et de ses équipements connexes. Les rencontres réalisées sous forme d'enquête ont toutes permis, quels que soient les milieux concernés, d'identifier les mêmes préoccupations et surtout les attentes vis-à-vis le Projet. Ainsi, tous espèrent soit l'électrification de leur colline – quartier-secteur, soit, lorsque ceux-ci habitent dans des secteurs électrifiés, l'arrêt des délestages qu'ils jugent tous «intempestifs ».

- La deuxième étape d'optimisation du Projet et d'enquêtes – ménage, a été réalisée entre du 14 mai au 2 juin 2012 et a visé à limiter le nombre potentiel des réinstallations involontaires de personnes. Une campagne intensive de terrain a donc été réalisée par une équipe composée d'enquêteurs et topographes burundais dument rompus à ce type d'exercice. Outre l'optimisation de la ligne de centre du tracé de lignes, qui a été corrigée lorsque possible chaque fois qu'un bâtiment permanent était situé dans l'emprise du Projet, chaque ménage occupant un bâtiment potentiellement touché a été enquêté. Ces données compilées ont non seulement permis d'établir les caractéristiques sociales et économiques des ménages, mais également d'établir un inventaire des bâtiments potentiellement touchés par le Projet. Toutes ces enquêtes ménages ont été réalisées sur le territoire burundais dans la mesure où aucune infrastructure ne sera touchée par le projet sur le territoire congolais. Ces enquêtes ménages ont été accompagnées d'un module visant à informer les PAP des différentes options d'indemnisation et les modalités de mise en œuvre d'un Plan de Réinstallation. Ces enquêtes, combinées avec un processus d'informations, ont ainsi permis aux populations consultées de formuler des choix qu'ils préféreraient en matière de compensation. Ce processus d'enquêtes socio-économiques et de relevés de biens réalisés dans le cadre de la présente Étude d'Impact sur l'Environnement et le Plan de Réinstallation qui y est associée, a reçu la pleine et entière collaboration des populations et des responsables administratifs.

Les outils d'enquête ont été :

- Une fiche de recensement démographique permettant de recenser la composition des ménages affectés par le Projet et d'identifier leurs activités principales.
- Une fiche d'inventaire des biens et équipements par personne affectée.
- Une fiche d'enquête socio-économique de la concession concernée par les biens et équipements touchée.

Au cours de ces activités, un processus d'identification des cartes d'identité des PAP a été effectué. Lors des entretiens, les PAP ont non seulement été informées de leurs droits et alternatives en matière de compensation, mais également des solutions que chacun d'eux pourrait retenir pour maintenir voire améliorer leur niveau de vie après le passage du Projet.

La troisième étape de rencontres formelles, amorcée au courant du mois de mai 2012, a regroupé les autorités des communes et des collines et les populations afin



de les informer de l'avancement des études du Projet, des enquêtes sociales associées réalisées, des enjeux du Projet et de son calendrier de réalisation. Ces réunions intensives et programmées durant près de deux mois, ont permis également d'annoncer les consultations publiques à venir et devant être programmées sur appui des autorités locales avec la REGIDESO. Les premières rencontres ont concernées les communes de Gihanga, Rugombo, Buganda et Mutimbuzi. Les autorités de la commune Mpanda ont été, quant à elles, informées directement par communication téléphonique et suivi par une pré-rencontre à la consultation publique. Au cours de ces réunions, l'administration, les autorités locales et centrales et les populations ont pu, par processus participatif, s'approprier le Projet par une meilleure compréhension de ses enjeux, de ses retombées et par l'assurance que leurs attentes vis-à-vis le Projet seront atteintes. Ces réunions ont été tenues en communes Buganda, et Rugombo de la province de Cibitoke, Gihanga et Mpanda de la province de Bubanza et Mutimbuzi de la province de Bujumbura, entre le 23 mai et le 20 juin 2012. Depuis lors, ces échanges avec les populations et les représentants locaux ont été poursuivi par la REGIDESO dans le cadre du processus d'information des populations mais aussi celui de l'acquisition des droits d'usage de l'emprise pour le Projet. À la suite de l'arpentage officiel des parcelles qui seront directement touchées par le futur poste Bujumbura et réalisé au courant de 2013, la REGIDESO a réalisée des enquêtes ménage complémentaires auprès des exploitants agricoles, tous locataires, directement touchés par le poste. Mentionnons que la Société Régionale de Développement de l'Imbo a été inscrite dans ces rencontres comme un interlocuteur privilégié dans la mesure les parcelles rizicoles touchées par le futur poste sont sous sa juridiction. Ces enquêtes ont une fois de plus confirmées les orientations privilégiées par les populations sur les scénarios d'indemnisation potentiels offerts par la REGIDESO à chaque PAP. Ces rencontres sont toujours présentement, en 2014, en cours de réalisation. En ce qui a trait à la partie congolaise du Projet, soit la section de ligne à 220 kV sur 2,4 km, la consultation a essentiellement ciblé, par des rencontres, les utilisateurs des terres puisque le Projet y est en totalité localisé sur des terres en friche et en culture contrairement pour le territoire burundais où des agglomérations sont traversées et des bâtiments touchés.

Il importe de mentionner à cette étape d'édition de l'EIES avec le PGES et du PCR, que ce processus de communication et d'information se poursuit directement par la REGIDESO à travers la Commission Technique d'indemnisation qui a été mise sur pied dans le cadre spécifique du Projet. Cette commission, qui a amorcé dès la mi 2013 ses rencontres et enquêtes détaillées au cas par cas pour la totalité des personnes et des biens affectées par le Projet (PAP), sera maintenue jusqu'à ce que toutes les PAP aient été rencontrées, informées des options de compensation et enfin dédommagées en conformité aux normes nationales établies. À plus long terme, ce processus visant à régler toutes réclamations ou tous griefs sera maintenu lors de la construction et cela jusqu'à la mise en service du Projet.

Les principales étapes du processus de communication et d'information entrepris dans le cadre de ce Projet sont décrites ci-dessous.



5.3 Information aux personnes affectées par le Projet

Les consultations publiques qui ont été entreprises au courant du mois de juin 2012 ont été tenues dans les communes de Buganda, Rugombo, Gihanga, Mpanda et Mutimbuzi. Ces rencontres ont réuni les élus et les populations en général et visaient donc à rendre compte du Projet, de ses optimisations récentes apportées au tracé, du calendrier de réalisation des travaux. Ces consultations visaient également à faire la synthèse sur les enjeux environnementaux et sociaux du Projet, à rediscuter des alternatives d'indemnisation et à valider les options potentielles et celles privilégiées. Les modalités de mise en œuvre ont également été discutées. Si les alternatives d'indemnisation pour des fins de compensation ont été discutées, dont entre autres le remplacement de terre pour terre ou la reconversion d'activités pour certains, la majorité des PAP ont réaffirmé leur choix quant au versement d'une indemnisation pécuniaire en lieu et place de toutes autres alternatives.

Pour les PAP touchées par l'emprise des lignes aériennes, tous ont dit qu'ils maintiendraient leurs activités économiques actuelles sous les lignes puisque le Projet le permet. Ces mêmes exploitants et occupants se sont dits confiant sur les faibles effets qu'ils anticipent sur leur activité et leur revenu par l'implantation d'un pylône sur leur terre étant donné la superficie relativement restreinte de cette infrastructure par rapport à celle cultivée ou potentiellement cultivable à proximité.

Pour les 25 parcelles touchées en partie ou en totalité par le site du nouveau poste 220/110/30 kV de Bujumbura, la majorité (23 sur 25) des représentants et ménages exploitants privilégie également le versement d'une indemnisation pécuniaire à toutes autres formes de compensation. Ce mode de compensation est également celui privilégié par les représentants de l'association AERO (touchée à 45%) et de l'Église Emmanuel (touché à 9%). Bien que ce choix semble à priori en contradiction avec la volonté que les exploitants disent avoir de maintenir à long terme leurs activités agricoles, celui-ci peut s'expliquer de plusieurs façons, soit :

- La certitude de pouvoir sans difficulté remplacer ou retrouver une parcelle équivalente à court terme. Cette certitude n'est dans les faits pas encore garantie dans la mesure où, même si la REGIDESO travaille de concert avec la SRDI, rien n'indique que cette dernière puisse répondre aux remplacements de toutes les parcelles touchées par le futur poste et cela même si les remboursements seront réalisés à court terme avec les parties résiduelles des parcelles non affectées en totalité.
- Le fait qu'ils se perçoivent comme des exploitants sous bail locatif annuel et sans droit foncier de propriété et non pas comme des ayants droits légaux. Mentionnons que les droits d'exploitation sont légalement reconnus et peuvent être vendus aux cas par cas par celui qui en détient les droits et cela à un tiers.
- La volonté de recevoir à court terme des revenus de production qu'ils auraient dû obtenir d'une façon échelonnée dans le temps. En effet, dans le cadre d'une compensation juste et équitable, les indemnisations pécuniaires de la perte de terre agricole devront couvrir aux moins trois rotations de culture à venir.



Deux des ménages-exploitants dont les parcelles sont touchées par le poste ont privilégié le remplacement de « terre pour terre ». Le premier sera affecté sur près de 50 % (53%) alors que le second le sera sur moins de 1%. Sans faire des cas d'exception, celui dont la surface est la plus affectée devrait pouvoir bénéficier, en priorité, des remembrements de lots résiduels qui seront nécessairement réalisés par la SRDI. Dans tous les autres cas, la REGIDESO devra établir, en concertation avec la SRDI, la meilleure solution afin que tous les PAP, s'ils le souhaitent, puissent retrouver à terme une parcelle équivalente à celle qu'ils ont perdu à la suite de la réalisation du Projet. Nonobstant cet objectif, les compensations juste et équitable sont prévues au Projet afin de compenser les pertes subies.

Pour les 33 habitations (bâtiments ou maisons) répertoriés dans les limites d'emprise et qui devront être démolis uniquement s'ils entrent en conflits avec l'intégrité et la sécurité du réseau électrique, les 28 chefs de ménages occupants ont exprimé le souhait que les indemnisations pécuniaires versées soient justes et équitables et leurs permettent de se reconstruire un logement au minimum « amélioré » par rapport à celui touché par le Projet.

Les discussions sur les mesures de réinstallation envisagées ont été bien reçues par les participants et tous ont déclaré que les bases de référence légales permettant d'établir les indemnisations leur paraissaient justes pourvu que les versements d'indemnisation se fassent avant la mise en œuvre du Projet.

L'Annexe C présente les participants aux différentes premières rencontres et réunions d'information tenues dans le cadre de l'étude. Depuis lors, une série de rencontres officielles a été entreprises par l'équipe de la REGIDESO chargée des questions environnementales et sociales au sein du projet, avec entre autres, des populations affectées par le Projet. Les administrations locales ont non seulement été informées de ce processus de consultation, mais ont également été invitées à y participer. Ces rencontres, visant également à établir les indemnités à verser aux personnes touchées par le Projet, se poursuivront aussi bien lors de la construction qu'aussi longtemps que les griefs n'auront pas été résolus à la satisfaction des parties. La REGIDESO, par son service juridique, maintiendra en archive tous les dossiers associés aux indemnisations pour des fins de référence.

Les thèmes abordés ont porté principalement sur :

- Les principes des institutions de financement international en matière de réinstallation involontaire des populations et entérinés par la REGIDESO et le code domanial et foncier national en matière de réinstallation dans le cadre de la mise en œuvre de projet d'utilité publique;
- Les étapes et les démarches qui seront entreprises dans le cadre de la compensation par la REGIDESO ;
- Les options et les alternatives de compensation en précisant que ces alternatives seront présentées en temps et lieu par la Commission Technique d'indemnisation mise sur pied par la REGIDESO dans le cadre du Projet.



5.4 Attentes et préoccupations des populations

5.4.1 Populations en général

Il importe de mentionner que les nombreux déplacements de populations au niveau régional qui ont résulté des conflits récents font que les territoires congolais et burundais traversés par le Projet, surtout de part et d'autre de la limite frontalière, se caractérisent par les mêmes composantes et comportements sociaux (groupes ethniques) et les mêmes activités économiques qui reposent majoritairement sur une agriculture rurale. Les mêmes attentes et préoccupations ont donc été entendues par ces populations rencontrées. De façon générale les autorités gouvernementales, administratives, les populations ont toutes accueilli le Projet avec une certaine satisfaction. Toutes, aussi bien urbaines que rurales, voient en lui un certain espoir d'amélioration de la qualité de vie et ultimement du développement économique.

Les rencontres et les consultations ont permis de faire ressortir les éléments clefs suivants :

- Le Projet est perçu positivement et comme un moyen d'assurer une amélioration de la qualité de vie des populations en général. Tous reconnaissent que le pays en a besoin et qu'il va améliorer la disponibilité en énergie électrique ;
- Les infrastructures de transport – lignes aériennes et pylônes, ne soulèvent pas, en zone rurale et péri-urbaine, d'enjeux fonciers importants, car les populations connaissent déjà la présence de lignes à HT dans leur région et savent que ces équipements ne semblent pas limiter ni les activités économiques, ni agricoles ni l'utilisation de l'espace afin d'y habiter. La perte temporaire ou permanente d'une faible partie des parcelles foncières pour l'implantation des pylônes n'est pas perçue comme significative puisque tous ont l'intention de maintenir leurs activités - majoritairement agricoles et rurales - dans la future servitude des lignes. La question du versement effectif d'une indemnisation juste et équitable reste toutefois une certaine source d'inquiétude, car ces populations sont souvent non scolarisées et non informées que la loi a établi des barèmes justes et équitables pour tous et que dans tous les cas, ils sont propriétaires à part entière ;
- Le poste de transformation interpelle directement 25 parcelles ou exploitations agricoles qui seront en tout ou en partie affectées. À l'exception de 4 qui seront touchées sur moins de 10% (2 sur près de 10%, 1 sur 4% et 1 sur moins de 1%).), les autres le seront sur plus de 50 %, avec 4 l'étant sur 100%. Nonobstant les effets négatifs non négligeables anticipés sur la viabilité économique des parcelles résiduelles, la grande majorité des chefs de ménages ou représentants des exploitants, soit 23 sur 25, privilégient le versement d'une indemnisation pécuniaire par rapport à une compensation de type remplacement terre pour terre. Les représentants des deux parcelles exploitées par l'AERO¹ et l'Église Emmanuel, touchées respectivement sur 45% et 9 %, privilégient également le versement d'une indemnisation pécuniaire et cela sans autre type de compensation. Deux exploitants

¹ AERO : Association Burundaise pour l'encadrement des enfants de la rue et des orphelins



seulement ont demandé un remplacement « terre pour terre », avec un qui souhaite également avec remplacement le versement d'une indemnisation pécuniaire. Plusieurs raisons déjà mentionnées ci-dessus peuvent expliquer la préférence d'une indemnisation pécuniaire (dont celle de retrouver rapidement une autre terre), mais il est donc de croire que plusieurs puissent préférer à court terme recevoir une indemnité pécuniaire afin de répondre à des besoins économiques pressants, et, qu'à long terme, ils puissent retrouver une parcelle à exploiter. L'établissement d'une indemnisation juste et équitable est donc la priorité que doit se fixer a REGIDESO.

- Le Projet, en zone urbanisée, soulève de façon plus soutenue la question des enjeux fonciers, et cela même si aucune réinstallation habitation ne sera touchée. Les populations savent que la présence d'emprise de ligne à HT dans leur quartier limite le développement de l'habitat. La question de disponibilité de parcelles à des fins de construction est aussi un sujet récurrent lorsque un projet est développé puisque très souvent la population a dû s'installer sur des parcelles souvent restreintes ne pouvant pas répondre aux besoins du ménage.. Pour les occupants propriétaires de résidence aux standards modernes, la question des indemnités soulève moins d'inquiétude que celle de devoir retrouver une parcelle équivalente en zone urbaine ; et
- Le processus participatif est perçu de façon positive et les autorités se confortent que la REGIDESO les informe du Projet et que leurs avis soient pris en compte dans sa planification. Pour plusieurs, ces rencontres sont des premières et espèrent que l'avenir leur réserve des meilleures conditions de vie.

Les préoccupations étant ressorties comme prioritaires concernent l'électrification rurale, la garantie des versements d'indemnisations juste et équitable et le maintien des activités et bâtiments dans la servitude.

- Tous reconnaissent que le Projet va certes permettre le renforcement de l'électrification de Bujumbura (et donc arrêter les délestages récurrents), mais le milieu rural attend toujours l'électrification ou la sécurisation de l'alimentation. Les élus et les populations semblent peu rassurés de voir la ligne passer sur leur territoire sans qu'ils voient les avantages directs d'une électrification.
 - Il leur a été expliqué que le renforcement de l'électrification de la capitale Bujumbura était indispensable afin de soutenir l'économie nationale. Il est également vrai que dans la mesure où les besoins de Bujumbura seront satisfaits, que la REGIDESO pourra alors étendre les services d'électrification au milieu rural.
- Tous, en zone urbaine comme rurale, questionnent sur le contrôle et le suivi qui seront exercés par la REGIDESO quant à l'établissement d'une indemnisation juste et équitable et aux versements effectifs des montants d'indemnisation qui auront été établis conformément à la loi. Plusieurs gardent en mémoire « des projets » d'intérêts publics où les personnes affectées n'ont jamais été dédommagées.
 - Il leur a été expliqué que le nouveau cadre légal de 2008 oblige aujourd'hui le versement des indemnisations avant la réinstallation et



l'amorce des travaux. De plus, le Projet est sur financement de la BAD et KfW et ces institutions s'assurent que les procédures sont suivies et les indemnités versées à temps et conformément à la bonne pratique.

- Certains demandent pourquoi les bâtiments qui sont situés dans la future servitude de 30 mètres pourront devoir être démantelés puisque plusieurs connaissent des endroits où les bâtiments permanents construits en dur sont toujours présents sous les lignes existantes et cela depuis plusieurs années? « Pourquoi eux et pas les autres »?
 - Il leur a été expliqué que pour des raisons de sécurité en cas de bris de ligne, mais également pour des raisons d'exploitation et d'entretien du réseau que la REGIDESO doit avoir accès en tout temps à ses infrastructures. Si effectivement certains cas peuvent aujourd'hui exister, et où des maisons et autres infrastructures sont situées dans les servitudes de ligne, la REGIDESO s'emploie à s'assurer que ces situations, parfois illégales et conflictuelles, soient réglées à court et moyen terme et ne causent en aucun moment un risque pour le réseau et pour les populations limitrophes. Dans le cadre du Projet, et surtout de la ligne à 110 kV qui va utiliser une emprise existante mais également pour la nouvelle ligne à 220 kV, la REGIDESO décidera au cas par cas les situations qui devront requérir des déplacements.. Ainsi, si les bâtiments ou autres équipements présents dans les limitent d'emprise ne remettent pas en cause l'intégrité du réseau électrique et la sécurité des populations, ils pourront être préservés par l'établissement d'ententes limitant certains usages ou développement.
- Enfin, les populations ont soulevé le point relatif aux procédures et surtout au canal de courroie utilisé pour le versement des indemnités directement aux intéressés. La population ne souhaiterait pas attendre les indemnités via les autorités gouvernementales, mais à travers une entité indépendante comme le bureau d'étude privé retenu pour l'ÉEIES et le PCR. Il juge que le fait qu'un intermédiaire indépendant et impartial puisse être présent les sauvegarderait de tout conflit d'intérêts. Cette demande résulterait de mauvaises expériences passées avec certaines autorités.
 - Il leur a été expliqué qu'une structure organisationnelle a été mise en place au sein de la REGIDESO afin justement d'encadrer non seulement les versements des indemnités, mais également pour effectuer l'inventaire détaillé des biens. La REGIDESO pourra, selon les cas, aussi bien faire directement appel au personnel de la Commission Permanente d'indemnisation déjà en place que demander la contribution d'un consultant indépendant dont le mandat sera d'établir, sur la base des barèmes d'indemnisation officiels nationaux, les indemnités de tout préjudice causé par le Projet. Dans tous les cas, les populations et les autorités devront être au préalable informées des choix qui auront été retenus par la REGIDESO. Cette dernière s'assurera alors que tout représentant de la REGIDESO ou le consultant mandaté détienne les preuves voire même les lettres patentes de son engagement définissant l'organisation, les droits et



les obligations de résultat, afin d'éviter tout grief formulé par les personnes affectées.

5.4.2 Populations déplacées par le Projet

Le projet va nécessiter le déplacement involontaire, en partie ou en totalité, de deux catégories de personnes soit : les occupants des habitations situées dans les limites d'emprise de la ligne à 220 kV et : les exploitants des parcelles agricoles situées sur le site du futur poste de Bujumbura.

Les 33 habitations ou maisons concernées par le Projet de la ligne à 220 kV ont été enquêtées et sont occupées par 28 ménages totalisant 96 personnes toutes confondues. Il importe de mentionner à cette étape du Projet que la nécessité de déplacer toutes ces habitations n'est pas encore arrêtée. Rien n'indique au stade de cette étude, qu'une habitation qui se situerait légèrement en partie dans les limites de l'emprise de 30 m ne pourrait y être maintenue. La REGIDESO, sur appui de ses services techniques, jugera au cas par cas l'absolue nécessité d'exécuter les déplacements et cela afin de minimiser les impacts du Projet sur le milieu social. Dans tous les cas, la sécurité du réseau et de celle des populations aura priorité sur les décisions à venir. Le présent Plan de Réinstallation ainsi que les enquêtes menées et les messages transmis auprès de PAP ont considéré la solution la plus pessimiste, soit que la totalité des habitations et leurs occupants seraient déplacés.

Les 25 parcelles rizicoles concernées par le nouveau poste ont également été enquêtées. Vingt trois (23) ménages et deux organisations (AERO et Église Emmanuel) exploitent ces parcelles de 2, 500 m² chacune, sur bail annuel locatif auprès de la SRDI.

Pour les ménages exploitants, qui sont composés de près de 165 personnes toutes confondues (chef de ménage, conjoint, enfants, autres), les produits agricoles constituent, par leur transformation et leur vente, la source principale de revenu familial.

Pour les deux organisations, ces revenus viennent financièrement appuyer une partie de leurs actions caritatives et autres missions sans obligatoirement constituer un apport à chacun des membres.

Ainsi, les membres d'AERO ont en majorité des revenus de sources autres leur permettant de subvenir à leurs besoins personnels. Indépendamment des montants découlant de l'exploitation rizicole qui profite aux missions de l'Association, celle-ci reçoit également de façon complémentaire des aides externes provenant de tierces personnes et organisations pour appuyer ses actions. La parcelle de cette Association est touchée sur près de 45% de sa surface.

Pour l'Église Emmanuel, dont la parcelle ne sera touchée que sur 10%, près de la moitié de ses revenus vient également de sources autres, dont le maraîchage exploité sur une parcelle différente de celle touchée par le Projet.

Aucun bâtiment n'est présent sur ou à proximité du site du futur poste et donc aucune réinstallation d'habitation ne sera requise.



La quasi-totalité des parcelles (soit 21 sur 25) seront touchées sur près ou plus de 50 % (dont 4 à 100%) alors que les 4 autres complémentaires le seront de façon beaucoup moins importante (2 sur près de 10%, 1 sur 4% et 1 sur moins de 1%). Pour les 23 parcelles touchées de façon importante, il a été considéré aux fins d'évaluation des effets du Projet sur les ménages exploitants que 100 % de la surface sera affectée par le Projet et cela même si une partie résiduelle pourra être maintenue en culture. Cette présomption va ainsi permettre d'établir une indemnisation la plus juste et équitable possible, et part du principe que les revenus alors générés ne seront plus suffisants pour répondre aux besoins des ménages. Les exploitants des quatre parcelles qui sont peu touchées ne devraient quant à eux ne pas voir leurs activités agricoles et leurs revenus modifiées de façon significative.

Il est certain que l'implantation du poste dans le domaine rizicole va nécessairement requérir un remembrement et le découpage de nouvelles parcelles.

La SRDI, avec qui la REGIDESO collabore à l'évaluation des indemnités compensatoires, ne peut aujourd'hui confirmer que chaque exploitant pourra retrouver, s'il le désire, une surface équivalente à celle perdue et que, même si cette surface est disponible, qu'elle pourra être contigüe à la parcelle résiduelle restante sur laquelle ils pourront continuer d'exploiter. Il est toutefois prévisible que certains exploitants touchés pourront bénéficier à court terme des remembrements. Si cette solution existe pour certains, d'autres subiront donc la perte totale de leur parcelle. L'évaluation des indemnités devra donc prendre en considération la nature et l'importance des biens touchés et des dommages subis tout comme la possibilité à court terme qu'une surface équivalente à celle perdue puisse être retrouvée à court, voir à moyen terme.

Pour les 247 emplacements au sol sur lesquels les pylônes 220 kV et 110 kV seront installés, aucune réinstallation ou déplacement de population n'est anticipé. L'optimisation de la localisation de chaque pylône devrait permettre de minimiser tout effet sur les différents usages des sols. Étant donné que la répartition des pylônes n'a pas encore été arrêtée de façon définitive, les ménages directement affectés par les pylônes de transport n'ont pas été enquêtés dans le cadre de cette étude environnementale et sociale. Les travaux d'arpentage ont toutefois confirmé la localisation de la servitude et devrait permettre à la REGIDESO, à travers la Commission Technique d'Indemnisation dont les travaux sont déjà en cours, d'établir la liste exhaustive des PAPs affectés par la servitude et, à terme, par chacun des pylônes.

La population du territoire traversé par le Projet a été conviée, à travers l'administration, aux rencontres publiques visant à les informer du Projet et des modalités d'indemnisation et de gestion des griefs. La REGIDESO maintient aujourd'hui ce dialogue puisque le processus d'identification des biens touchés est en cours de réalisation. Ces rencontres, consultations et enquêtes ménage ont ainsi permis de faire ressortir les éléments clefs suivants :

- La perte de terres due à un pylône ou la limitation d'usage dans les limites de l'emprise ne constituent pas a priori une préoccupation majeure. Pour la population, la ligne passera au-dessus de sa terre ou son exploitation agricole qu'elle a l'intention de maintenir. Pour la population, l'acquisition de la



servitude et, pour certains, du droit de propriété du pylône, va apporter des ressources pécuniaires sans pour autant limiter les usages principalement agricoles. De plus, si la population est rassurée sur le fait que des règles d'indemnisation existent, elle espère que celles-ci seront justes, équitables et surtout effectivement versées. Les dédommagements sont perçus comme une opportunité pour remplacer des équipements souvent âgés et désuets ;

- La perte de parcelles rizicoles, due à l'implantation du poste, n'a pas été un sujet de préoccupation ou d'inquiétude par les exploitants consultés et enquêtés. Tous, ou presque, ont été informés des alternatives de compensation et privilégient dans la grande majorité le versement d'une indemnisation pécuniaire. Un seul privilégie les deux alternatives, soit l'indemnisation et le remplacement de terre pour terre alors qu'un second ne privilégie que la solution de remplacement. Là encore, ces exploitants se disent rassurés sur le respect, par la REGIDESO, des règles en vigueur. Par les options de compensation privilégiée, ils semblent également rassurés sur le fait soit de pouvoir retrouver une parcelle de remplacement équivalente, soit de passer à une autre activité économique équivalente. Il a été mentionné lors des enquêtes que la REGIDESO va entreprendre des discussions avec la SRDI afin d'évaluer dans quelle mesure les surfaces perdues pour le poste pourront être retrouvées au sein de domaine rizicole sous la gestion de cette Société. Il leur a également été mentionné que rien aujourd'hui ne permettait de confirmer que chaque parcelle perdue serait systématiquement remplacée.
- Le démantèlement des habitations dans la servitude et plus particulièrement sous les conducteurs reste une préoccupation d'autant plus importante que la majorité des ménages vivent dans des conditions de précarité avec de très faibles revenus, un emploi occasionnel et des conditions sanitaires en dessous des standards. Si le versement d'indemnisations pécuniaires est privilégié par presque tous, cela sous-entend que le montant versé sera suffisant pour se reconstruire ailleurs, de préférence dans les limites de la même parcelle et que ce versement sera fait bien avant l'amorce des travaux afin que le ménage ait le temps de se reconstruire et déménager. Les dédommagements sont perçus comme une opportunité pour remplacer des bâtis souvent âgés et précaires ;
- Quelques chefs de ménage touchés directement par le Projet (habitation ou exploitation rizicole) peuvent être inclus dans la définition de population vulnérable au sens des règles internationales.. Il s'agit généralement de personnes âgées, souvent malades, dont les revenus sont faibles et ayant à leur charge des personnes en bas âges ou en phase de scolarisation. Bien que les conditions économiques et sociales de l'ensemble de la population de la zone d'étude soient faibles, les personnes particulièrement vulnérables sont :
 - Un ménage dont l'habitation sera potentiellement touchée par la ligne à 220 kV a été répertorié comme vulnérable. Il s'agit d'une chef de ménage âgée, avec emploi précaire et dont la dimension de la parcelle est tout juste plus grande que la maison qui devrait potentiellement être démantelée. Dès lors, ce ménage devra être



déménagé ailleurs et une nouvelle parcelle devra être trouvée. Pour cette PAP, la réinstallation involontaire demeure une réelle préoccupation et cela même si le versement d'une indemnisation vient compenser la perte subie. Dans un tel cas, la compensation « terre pour terre » devrait être privilégiée de concert avec la REGIDESO.

- Un ménage dont la parcelle rizicole sera en totalité perdue par l'implantation du poste.
- Le Projet est perçu par les PAP comme annonceur d'opportunités d'emplois directs et indirects lors des travaux. Les populations locales viennent de vivre la réhabilitation majeure de la RN5 où la participation des travailleurs locaux à ce projet a été relativement importante. Les PAP, directement concernées par le Projet, espèrent donc participer même de façon temporaire à la construction de la ligne ou bénéficier de façon indirecte aux retombées économiques. Il leur a été répondu que contrairement au projet de réhabilitation de la route nationale, que le projet de ligne de transport va nécessiter du personnel qualifié compte tenu du domaine d'expertise et des exigences de sécurité. La construction et l'exploitation d'un réseau de transport ne se traduiront donc pas par des retombées économiques importantes directes et surtout des emplois locaux.

5.4.3 Autres Attentes

Le processus participatif, au cours duquel les populations ont exprimé leurs espoirs et leurs préoccupations vis-à-vis la réalisation prochaine du Projet, a permis la mise en évidence d'autres attentes clefs directement ou non liées au Projet. Ces dernières attentes constituent au vu des populations les éléments même capables de leur assurer ce développement économique et social dont ils espèrent depuis tant d'années déjà.

- L'électrification des collines : Ce besoin a été exprimé par la quasi-totalité des populations rurales, car très peu d'entre elles sont électrifiées. Même les collines électrifiées en partie ont exprimé que ce besoin soit comblé, ce manque de service se traduit par l'impossibilité de conservation de denrées au frais et la non-accessibilité à la télévision avec ce que cela comporte en termes de loisirs et de culture. L'exode rural décrit dans la région est en partie associé à cette absence et l'expression de ce besoin est un appel à la résolution des problèmes ci-dessus énumérés. Il a été expliqué que le renforcement de l'électrification de la capitale Bujumbura était indispensable afin de soutenir l'économie nationale et dans la mesure où les besoins de Bujumbura seront satisfaits. Les services d'électrification pourront alors s'intensifier au milieu rural, mais ne sont pas prévus dans ce Projet.



- L'approvisionnement en eau potable : La situation est la même que pour l'électrification rurale. L'absence de réseau d'approvisionnement en eau potable est signe de surcroît de travail pour les femmes et les enfants, car les sources et les rivières utilisées sont souvent éloignées des habitations. L'absence d'eau potable est aussi à l'origine de maladies hydriques fréquemment observées dans la région. Les populations aimeraient que soient construits des forages avec bornes-fontaines.
- L'électrification rurale a toutefois été l'attente la plus souvent mentionnée par les populations. Ces dernières espèrent donc que le Projet va être réalisé et que celles-ci pourront en bénéficier sans en subir les contrecoûts et particulièrement ceux de la réinstallation involontaire et des indemnités qui ne soient pas versées selon les règles. Toutefois, les rencontres avec les populations affectées et la population en générale tempéreront les attentes de ces populations en rappelant qu'il n'est pas possible d'apporter une électrification à 100% avec ce seul projet; d'autres projets futurs seront nécessaires sur une longue période pour augmenter le taux d'électrification.



6 INTÉGRATION DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Les enquêtes auprès des populations potentiellement affectées par le Projet ont été amorcées au cours de l'année 2012. Ce recensement démographique, effectué avant l'arpentage officiel des emprises des lignes à 220 kV et 110 kV, s'est particulièrement intéressé aux habitations susceptibles de se trouver, en tout ou en partie, dans ces limites d'emprises. 24 bâtiments avaient alors été recensés, tous dans l'emprise de la ligne à 220 kV Kamanyola-Bujumbura. Ce chiffre a depuis lors été confirmé par l'arpentage officiel du Projet. Les habitations concernées se répartissent sur 4 communes du Burundi et regroupent 28 ménages composés en tout de 96 personnes.

Des enquêtes-ménage ont aussi été réalisées en 2014 et ont ciblé plus particulièrement les exploitants des parcelles agricoles qui seraient en tout ou en partie touchés par le poste. 25 parcelles ont été recensées, toutes situées sur le domaine rizicole de l'État dont la gestion est assurée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI). 23 de ces parcelles sont exploitées par des chefs de ménage, tous locataires, et composés par près de 164 personnes. Aucune habitation n'étant touchée, aucun résidant ne sera donc à déplacer. Deux parcelles sont gérées par des associations et cela sans qu'un ménage y soit associé.

Le chapitre 3 détaille les bases ayant permis ces estimations en sachant que les parcelles sur lesquelles un pylône sera implanté seront également concernées par la servitude d'utilité publique des lignes. Pour les ménages dont les parcelles (estimées à près de 675) seront traversées par les lignes aériennes, le dérangement sera très faible puisque les utilisations du sol, entre autres agricoles, pourront être maintenues avec comme seule restriction qu'elles n'entrent pas en conflit avec le réseau électrique. Aucun de ces propriétaires et occupants ne devrait donc être déplacé. Il en est de même pour les 247 parcelles sur lesquelles les pylônes seront implantés puisqu'une optimisation de leur localisation sera faite au cas par cas afin d'éviter toute réinstallation.

En ce qui a trait aux 33 habitations qui sont situées en tout ou en partie dans les limites de l'emprise de la ligne à 220 kV, et des 28 ménages qui les occupent, il est prévisible, que si certaines d'entre elles se trouvent en dessous des futurs conducteurs électriques aériens, qu'elles seront démolies et leurs occupants réinstallés. Pour celles qui ne seront qu'en partie situées dans les limites de la servitude publique (et non pas en dessus des conducteurs), la REGIDESO établira pour chaque situation, le niveau de risque pour l'intégrité du réseau et la sécurité des personnes en sachant que les guides de savoir-faire dictent que les réinstallations ne seront entreprises qu'en cas d'absolue nécessité. Dans tous les cas, un processus d'indemnisation est déjà en place afin de compenser toute perte ou dérangement causé par le Projet.

La Commission Technique d'indemnisation mise sur pied par la REGIDESO dans le cadre du Projet a entrepris en 2014 l'inventaire exhaustif des biens et immeubles compris en partie ou en tout dans les servitudes. Cette même Commission, avec le



support technique des responsables de l'exploitation du réseau, va établir dans quelle mesure chacune de ces habitations pourra ou ne pas être maintenue en partie dans l'emprise.

Sans présager des critères de sécurité du réseau qui seront retenus par la REGIDESO et qui détermineront si les habitations seront ou non déplacées, au maximum 96 personnes (composant 28 ménages) sont donc appelées à être délocalisées.

La superficie accaparée par le futur poste de Bujumbura (4,3 ha + 0,2 ha pour les canaux d'irrigation) touchera en tout ou en partie 25 parcelles dont la surface totalise en tout près de 7,1 ha, laissant ainsi une surface résiduelle non occupée par le poste de 2,6 ha. Sur la base des surfaces individuelles de chaque parcelle par rapport au Projet, il a été estimé que 4 exploitants sur les 25 pourront maintenir leurs activités sans réel préjudice sur leur revenu (touchés sur moins de 10 %) et que 7 autres pourront rapidement retrouver des surfaces équivalentes à la suite des remembrements. Selon les ententes convenues avec la REGIDESO et les 14 autres exploitants, et en concertation avec la SRDI, les surfaces perdues devront, soit être dédommagées soit être retrouvées sur un site comparable. Pour cette raison et aux fins d'estimation du budget, un montant pour la compensation terre pour terre a été prise en compte pour la superficie accaparée.

Il importe dès lors de mentionner qu'aucun des chefs de ménages ou exploitants des 25 parcelles, dont la terre sera touchée en partie ou totalité par le poste, ne devrait voir leur lieu de résidence modifié. En effet, tous les exploitants ont des lieux d'habitation qui se répartissent sur l'ensemble de la zone d'étude soit aussi bien à Cibitoke qu'à Bujumbura. Dès lors, toute réappropriation ou remplacement d'une nouvelle parcelle dans la région immédiate ne devrait justifier en aucun cas une réinstallation de résidence.

Parmi les populations potentiellement affectées par le Projet, et à l'image générale de la population locale et régionale, il y a, au sein de ces ménages, des personnes vulnérables qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. Cette catégorie de personnes peut avoir besoin des moyens de subsistance et/ou d'une assistance sociale. Les types de vulnérabilité sont :

- les personnes sans aucun moyen de subsistance (ni terre, ni emploi) ;
- les personnes handicapées (handicap mental et/ou physique) ;
- les personnes âgées (généralement de 65 ans et plus) ; et
- les femmes-chefs de ménage monoparental.

Pour les personnes étant vulnérables, la Commission Technique d'indemnisation de la REGIDESO s'assurera des éléments suivants :

- Identification, ou si requis recrutement, d'une personne spécialisée en assistance sociale pour faire un suivi régulier des conditions sociales de ces personnes vulnérables;
- Priorisation dans l'attribution préférentielle des parcelles recomposées à partir des remembrements;



- Accompagnement, en concertation avec la SRDI, dans la recherche d'une nouvelle parcelle équivalente aux surfaces perdues par le Projet;
- Priorisation d'embauche des ménages avec personnes vulnérables pendant le recrutement du personnel local à tous les niveaux du Projet.

Les mesures individuelles mises en place par la Commission devraient faciliter la réinsertion de ces quelques personnes dans le milieu d'accueil qui, sur principe, devrait être le même que celui d'origine. En effet, lors des séries d'enquêtes ménage, des réunions d'information et des travaux de la commission d'indemnisation par la REGIDESO, il est ressorti que la majorité des personnes n'ont pas exprimé d'inquiétude particulière quant à leur possibilité de se réinstaller à proximité de leur lieu actuel d'habitation ou d'occupation, soit en rejoignant le village ou la route macadamisée selon celui qui est le plus proche; cela même si ces personnes préféreraient recevoir une compensation pécuniaire pour leur résidence, leur terre et leurs biens plutôt que d'être réinstallées par un tiers, même sur assistance de la REGIDESO. Aucune personne n'a annoncé une délocalisation hors du cercle restreint des rapports sociaux qu'elle entretient actuellement.

Indépendamment de ces décisions à venir, il est possible que certaines personnes, par choix personnel, décident de déménager hors de leur cercle restreint. Dès lors, et si ce nombre devait être important et si tous devaient se réinstaller en un même lieu, la communauté d'accueil deviendrait alors partie intégrante des personnes affectées par le Projet et cela dans toutes les phases du processus de déplacement et de réinstallation. La bonne intégration des communautés d'accueil dans le processus de réinstallation des populations, la prise en compte de leurs besoins de développement et le respect de leurs us et coutumes par les déplacés physiques devraient alors permettre de réduire au minimum les risques de frustration et de mécontentements. Cette situation ne risque toutefois pas de se présenter puisque non seulement le nombre de résidents à déplacer est faible (au plus 96 si toutes les habitations devaient être démolies), mais également la plupart d'entre eux ont exprimé leur intention de rester au sein du même cercle social.

Les réunions d'information qui ont été menées auprès des localités touchées par le Projet afin de recueillir les avis des populations en général n'ont pas débouché sur l'identification d'une telle préoccupation par les populations potentiellement sujettes à accueillir des nouveaux venus. Pour la population en général, la venue de quelques voisins dans leur zone immédiate de résidences ou lieu de travail ne soulève aucun problème d'autant plus que le nombre potentiel de déplacés annoncé lors des rencontres (moins de 100) est considéré comme restreint compte tenu de l'immensité du territoire potentiellement affecté. Il faut également considérer que les déplacements massifs de réfugiés qui ont marqué le territoire au cours de la dernière décennie ont aidé les populations locales à mieux évaluer le niveau de dérangement potentiel de la venue de tout groupe.

La question de l'intégration des déplacés de même nationalité, culture et langue par les populations locales ne soulève donc pas un enjeu dans le cadre du Projet. Si tel devait être le cas, même avec un nombre restreint de déplacés, un comité inter-localités serait mis en place sur assistance de la REGIDESO, des autorités administratives et communales.



7 ÉTUDES SOCIO-ECONOMIQUES DES PAP

La description détaillée des caractéristiques sociales de la grande zone d'étude du Projet est présentée dans l'Étude d'Impact Environnemental et Social du Projet de ligne à 220 kV Kamanyola – Bujumbura éditée sous pli séparé. Le chapitre 2 du présent document, « Caractéristiques de la zone d'intervention du Projet » brosse quant à lui un tableau des populations plus spécifique à la zone d'étude. La section ci-dessous s'attarde aux caractéristiques des populations directement touchées par le Projet et ne reprend que leurs grandes caractéristiques sociales devant permettre de mieux comprendre leur situation sociale.

7.1 Régime administratif

L'organisation territoriale et administrative du Burundi repose sur quatre niveaux constitués de 17 Provinces, 129 Communes, 575 Zones et 2908 Collines ou quartiers. La Commune est l'unique échelon territorial reconnu, par la loi, comme étant une collectivité territoriale décentralisée. Elle dispose, de ce fait, d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière. Un Administrateur Communal est chargé de la gestion des affaires publiques. La zone est une circonscription administrative déconcentrée infra-communale qui se compose de plusieurs collines (ou quartiers). Elle est dirigée par un Chef de zone qui représente l'Administrateur Communal dans la circonscription administrative. La colline de recensement en milieu rural ou le quartier en milieu urbain constitue la cellule de base de l'administration territoriale. Un conseil de colline (ou de quartier) élu, présidé par un chef de colline (ou de quartier) assure la gestion des affaires publiques et représente les intérêts de l'État.

La zone d'étude définie pour le Projet couvre en tout ou en partie quatre provinces à savoir :

- La province Cibitoke, qui est subdivisée en 6 communes dont seulement trois - Buganda, Murwi et Rugombo – sont incluses en tout ou en partie dans la zone d'étude.
- La province Bubanza, qui est subdivisée en 5 communes dont seulement deux - Mpanda et Gihanga – sont incluses en tout ou en partie dans la zone d'étude.
- La province Bujumbura, qui est subdivisée en 11 communes avec seulement celle de Mutimbuzi qui est incluse dans la zone d'étude.
- La mairie de Bujumbura, capitale politique, économique et administrative du Burundi qui est subdivisée en 13 communes. Si la zone d'étude extensive couvre presque toutes ces collines, seules celles situées dans la couronne extrême nord sont susceptibles d'être touchées par le Projet. Il s'agit entre autres des communes urbaine de Carama et Kamenge qui sont actuellement traversées par l'emprise de la ligne existante à 110 kV vers Bubanza, emprise qui sera réutilisée pour l'implantation du circuit 110kV poste Bujumbura – RN1.



7.2 Cadre foncier

Selon le nouveau Code Foncier, l'ensemble des terres situées sur le territoire burundais constitue le patrimoine foncier national. Un cadre législatif relativement complet y régit plusieurs aspects, dont celui du développement, du régime d'exploitation des forêts et des ressources naturelles. Notons que la conservation et la protection du milieu sont encadrées par une réglementation spécifique portant sur l'environnement.

Le patrimoine foncier national comprend :

- Les terres relevant du domaine public de l'État;
- Les terres relevant du domaine privé de l'État;
- Les terres des personnes privées, physiques ou morales. Certaines de ces terres peuvent être soumises à un régime juridique de protection particulier, notamment les terres relevant des aires protégées.

Les terres relevant du domaine public sont soumises aux règles de la gestion domaniale alors que celles du domaine privé, aussi bien de l'État que des personnes privées, relèvent de la gestion foncière de droit commun.

Le régime foncier pratiqué historiquement dans les provinces rurales est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage généralement l'espace et les ménages l'exploitent.

La promulgation, en août 2011, du nouveau Code Foncier est une importante étape dans la révision du cadre légal visant à résoudre les problèmes liés à l'accès à la terre. Le Burundi se distingue en effet par une extrême dispersion de son peuplement à l'échelle de l'ensemble de son territoire, alliée à des densités rurales élevées. La diffusion spatiale du bâti entraîne ainsi une spectaculaire linéarisation d'un habitat traditionnellement espacé et qui se rassemble aujourd'hui le long des rares routes. Ces formes de peuplements favorisent des agglomérations linéaires communément appelées « villages rues » et où la distance entre les habitations ne dépasse pas quelques dizaines de mètres. De plus, l'ampleur des déplacements de populations liés à la guerre civile a favorisé les regroupements de la population dans de gros bourgs commerciaux grossis par l'installation des réfugiés et dont la présence s'est pérennisée. Ainsi occupé, le territoire burundais n'a pas d'endroit vide comme cela peut être le cas dans les pays voisins.

Le nouveau Code Foncier propose un mode de gestion du domaine foncier plus moderne, plus sécurisant pour les populations rurales, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des propriétés foncières. Malgré celui-ci, la problématique d'accès à la terre continue à se poser surtout dans les zones à forte affluence de rapatriés, soit dans les différentes agglomérations de chefs-lieux des provinces.

Il est donc évident que le Projet doit intégrer cette problématique foncière particulière et limiter autant que possible toute réinstallation involontaire de



population, effet qui ne ferait qu'exacerber la situation auprès celle-ci. Tous les groupements d'habitation, nouveaux et anciens constituent donc des secteurs à éviter, voire de véritables contraintes au Projet.

Les principales caractéristiques foncières des trois provinces et communes potentiellement touchées par le Projet sont les suivantes :

Province de Bubanza : Le régime foncier pratiqué dans cette province est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs.

En commune Gihanga, la plupart des exploitations agricoles relèvent des paysannats. Pour ces derniers, selon le nouveau Code foncier « les détenteurs de parcelles constitutives de paysannats, dont l'occupation a été régulière et légale, obtiennent la pleine propriété ». Cette disposition vient tranquilliser de nombreuses familles descendant des premiers occupants de la région à qui l'État avait prêté, depuis les années 1965, une superficie de plus ou moins 240 ares (soit 2,5 ha).

La Commune Mpanda chevauche deux régions naturelles : une majeure partie se situant à l'Est dans la Mimirwa alors que sa partie Ouest est dans la plaine qui va être traversée par la ligne à 220 kV. L'atomisation des terres cultivables est un problème dans la mesure où une forte densité de la population est observée. Située plus en retrait de la Route Nationale 5, celle-ci compte encore quelques aires libres, mais celles-ci sont surtout situées en zone d'altitude.

Province de Cibitoke : Le régime foncier pratiqué dans cette province est également de type coutumier. La densité moyenne de la population y est estimée de façon globale à près de 280 habitants au km². Dans les faits, cette densité est aujourd'hui certainement largement supérieure dans la mesure où l'exiguïté de terres dans les collines est chronique et que le centre urbanisé de Cibitoke a vu sa population croître de façon importante au cours des dernières années. Ce bilan découle des constats faits sur le terrain qui démontrent que les développements résidentiels sont en pleine expansion, les limites urbaines de la ville étant sans cesse repoussées particulièrement vers l'Ouest. Certains marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture, mais sous certaines conditions.

La commune Buganda s'étend sur les deux mêmes régions naturelles que Mpanda mais dans des proportions inverses et où la plaine y couvre 84,2 % de la superficie. Avec une densité démographique (plus de 400 habitants au km² en 2008) dépassant de loin les densités provinciale et nationale, la commune Buganda connaît un problème de terres cultivables. La commune compte toutefois encore 160 hectares de marais aménageables.

La commune Murwi, en bordure de contrefort, s'étend seulement sur 4% de sa surface dans la plaine de l'Imbo. La densité démographique de la commune (autour de 380 habitants au km²) est là encore supérieure à la densité nationale et à celle de la province et contribue à alimenter la problématique foncière. La commune ne compte que 19 hectares de marais aménageables.



La commune Rugombo se situe en quasi-totalité dans la plaine de l'Imbo. La densité démographique y est de 310 habitants au km² et la problématique foncière y est également présente. 140 hectares de marais aménageables y ont été identifiés. Le développement urbain de cette commune, contrairement au « village-rue », s'est effectué de façon agglomérée et est devenu un gros bourg commercial autour duquel est venu se greffer l'habitat souvent désorganisé. Malgré l'importante surface de ce bourg, la ligne à 220 kV proposée contourne cette agglomération afin de limiter les réinstallations involontaires des populations.

Province de Bujumbura Rural : Le régime foncier pratiqué dans la province de Bujumbura est le même que les autres provinces. L'exiguïté des terres y est toutefois plus problématique à cause de la proximité de la zone urbanisée de la ville de Bujumbura. La densité démographique y est ainsi plus forte (451 habitants au km²) avec l'extension des développements urbains au nord de la capitale. La commune de Mutimbuzi, située immédiatement au nord de Bujumbura-ville, est ainsi presque devenue partie intégrante de la couronne urbaine nord de la capitale. La pression de ce développement urbain s'exerce particulièrement sur les terres agricoles privées puisqu'on assiste aujourd'hui au rachat d'un nombre important des parcelles agricoles par les plus fortunés et même par des expatriés¹. Les terres de l'État, encore nombreuses dans la couronne nord de la ville de Bujumbura ne sont donc pas exemptées de ces pressions urbaines.

Grand acteur foncier dans la plaine de l'Imbo, la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI) gère, au nom de l'État et sur assistance d'associations, dix domaines agricoles totalisant près de 4800 ha. Sur le domaine touché par le poste de Bujumbura, les parcelles rizicoles ont une surface de 2 500 m² (25 ares) qui sont louées à des exploitants individuels pour la plupart. Mentionnons que même si la base de cette location est annuelle, la grande majorité est locataire depuis plusieurs décennies dans la mesure où ils détiennent des droits d'exploitation dument reconnus.

Le nouveau poste proposé dans le cadre du Projet et les lignes biternes 110 kV sont situés immédiatement au nord de Bujumbura-Rural sur le domaine rizicole de la SRDI. Leur implantation va se traduire, du point de vue foncier, par l'expropriation de 4,5 ha d'un domaine appartenant à l'État pour le poste, domaine étant toutefois exploité par des locataires qui en détiennent des droits d'usage, et la création d'une nouvelle servitude de 12 ha pour les lignes 110 kV.

Mairie de Bujumbura : Le régime foncier applicable aux terres situées dans le périmètre de la Mairie de Bujumbura, même s'il relève du Code foncier, est différent des autres provinces rurales dans la mesure où « des lois particulières régissent certains aspects de l'activité immobilière tels que l'urbanisme, la promotion immobilière et les professions immobilières ». L'expansion de cette ville n'a pas cessé depuis les années 1950 passant ainsi de 20 000 à 600 000 habitants estimés en 2010. Cette croissance spatiale s'effectue particulièrement en direction Est, le long du lac Tanganyika au-delà de l'aéroport en direction du quartier de Gatumba, situé dans Bujumbura-Rural. Comme déjà mentionné, il est fortement

¹ ADISCO.(Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines) Discours de M. Deogratias NIYONKURU, Secrétaire général de l'ADISCO Président du réseau DAF Burundi



prévisible que d'ici quelques années, le mode d'occupation de ce dernier quartier soit totalement développé et donc intégré à la trame urbaine de la ville de Bujumbura.

7.3 Caractéristiques générales de la population

7.3.1 Données socio-économiques

La population nationale a été estimée, en 2008, à près de 8 millions d'habitant pour une densité moyenne de 300 hab. /km². Des estimations situent cette densité à 330 pour 2010 et à près de 400 pour 2020. Ces chiffres en soi doivent toutefois être relativisés puisque le Burundi était et reste encore aujourd'hui l'un des pays les moins urbanisés avec à peine 10 % de sa population vivant dans une agglomération de 10 000 habitants et plus. Cette particularité est encore plus frappante lorsque l'on met de côté la capitale Bujumbura : 17,5 fois plus peuplée que la deuxième agglomération du pays. Bujumbura abrite à elle seule près des trois quarts de la population urbaine, si bien que le taux d'urbanisation du reste du pays est inférieur à 3%. Le pays se distingue aussi par une extrême dispersion de son peuplement à l'échelle de l'ensemble du territoire alliée à des densités rurales parmi les plus élevées d'Afrique. Ainsi, celles-ci atteignent 650 hab./km² dans les provinces du Nord et 500 hab. /km² au Centre et à l'Ouest.

Le cursus historique du pays a été ponctué de crises cycliques qui ont freiné son épanouissement économique et social. Depuis 2005, il est en pleine période de reconstruction et de relance économique qui a profité particulièrement à la capitale et la plaine de l'Imbo.

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant avoisine 100 \$US et le niveau de pauvreté reste élevé dans toutes les provinces du pays. Près de 70% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté (moins de 1\$US/jour et par habitant) et 85% des ménages font quotidiennement face à une insécurité alimentaire. Le taux de malnutrition aiguë est supérieur à 10% et l'apport calorique journalier par habitant se trouve bien en deçà des normes requises (1 650 calories contre 2 250 recommandées). La couverture des besoins essentiels est assurée à 75% pour l'énergie, 40% pour les protéines et 22% pour les lipides avec une consommation insignifiante de denrées riches en vitamines et en minéraux (fruits et légumes) surtout en milieu rural. Cette situation, dite moyenne, cache pourtant des disparités entre régions ou groupes sociaux. Le niveau de pauvreté passe de 41% dans la mairie de Bujumbura à 86% dans la province de Bubanza. La vulnérabilité alimentaire et financière reste, en outre, plus critique pour les ménages aux faibles capacités de production comme :

- Les nombreux ménages sans terre ou y ayant un accès très limité et sans ressource financière pour acquérir d'autres intrants améliorés de production comme le bétail et les semences (environ 15% de la population);
- Les ménages ruraux ayant un accès à la terre, mais dont les autres facteurs de production ont été pillés ou détruits pendant le conflit (rapatriés et déplacés en phase de réinstallation, autres); et



- Les ménages vivant encore dans les camps de déplacés intérieurs (environ 150 000 personnes) et de rapatriés (environ 510 000 personnes).
- Les femmes veuves et enfants-chefs de ménages, les familles victimes du VIH/SIDA, les personnes âgées ou handicapées et le groupe marginalisé de Batwa (ces catégories représentent plus de 10% de la population). Il est estimé que seule une proportion de 5% de la population n'a pas de problème de sécurité alimentaire.

7.3.2 Indicateurs de développement

Le Burundi figurait encore en 2010 parmi les pays les plus pauvres du monde. Son indicateur du développement humain (0,282) le classait au 166e rang sur 169 pays (PNUD-HDR 2010) et son PIB par habitant (112 \$ en dollars constants de 2000) est moins du cinquième de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (619 \$). Si depuis lors de très nettes améliorations ont été apportées, entre autres au niveau de la santé et surtout la scolarisation aujourd'hui gratuite, le milieu rural traversé par le Projet n'a pas encore vu les fruits de ces changements.

- Santé : Les indicateurs de santé se sont généralement améliorés depuis le début des années 2000. Ainsi le taux de mortalité maternelle a chuté de 1100 pour 100.000 naissances vivantes au début des années 2000 à 886 en 2008. Pendant la même période, le taux de mortalité infantile a chuté de 114 à 101 pour 1000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale a chuté encore plus fortement passant de 21,3 à 7,2 pour 1000 naissances vivantes. Le pourcentage des moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale et de retard de croissance est nettement en baisse. La prévalence contraceptive a augmenté de 7,3% en 2006, à 11,4% en 2008 et à 14% en 2009. Le taux d'incidence du paludisme est passé de 26% en 2005 à 34% en 2009. La lutte contre la tuberculose a donné quelques bons résultats dans la mesure où environ 90% des cas dépistés sont traités avec succès, même si le taux de dépistage reste inférieur à 50%.

En matière de lutte contre le VIH/SIDA, d'importants moyens ont été mobilisés pour la prévention et le traitement de la maladie à travers des programmes de sensibilisation et de dépistage, de distribution de préservatifs, de prise en charge médicale et psychologique des PVVIH² et des OEV³ et de renforcement des institutions (formation, informatisation et équipement). Les résultats obtenus sont satisfaisants dans les villes (chute du taux de prévalence de 9,4 à 4,5%) et en milieu semi-urbain (de 10,5% à 4,41%), mais les taux de prévalence augmentent légèrement dans les campagnes (de 2,5% à 2,82% entre 2002 et 2007).

Les données du rapport sur le Recensement Général de la population et de l'Habitat 2008 indiquent toutefois que les provinces de type rural comme celles traversées au nord et au centre de la zone d'étude par le Projet, sont bien moins nanties que celles aux caractéristiques plus urbaines. Pour Bubanza et Cibitoke, l'indice de fécondité (6,7/7.1, le taux de mortalité infantile (117/116 pour 1000); le quotient de mortalité des enfants de 1 à 4 ans (72/72) et celui des enfants de 1 à 4 ans (181/181) sont semblables. Ces chiffres sont le résultat de l'insuffisance des

² PVVIH : Personne vivant avec le VIH-SIDA

³ OEV : Orphelin et enfant vulnérable



équipements des établissements sanitaires et des ressources humaines. Ainsi il n'y a pas d'hôpital dans les communes de Buganda et Murwi. Par contre, la commune Rugombo en possède un et pour Mpanda un hôpital de référence nationale a été mis en service il y a plus d'un an et devrait permettre d'améliorer la situation sanitaire de la région.

Pour la Province Bujumbura, et même si les équipements et les services sont insuffisants, les chiffres sont meilleurs dans la mesure où la ville de Bujumbura reste plus accessible. Quant à la Mairie de Bujumbura, ces chiffres sont encore supérieurs et montrent que la situation sanitaire s'est nettement améliorée ces dernières années grâce aux efforts du gouvernement en matière d'allocation budgétaire dans le secteur de la santé et à l'implication du secteur privé (nouvelles infrastructures, ressources humaines qualifiées en provenance notamment de l'étranger, équipement moderne, etc.). Trois hôpitaux publics de référence nationale et à peu près une dizaine de structures hospitalières privées sont fonctionnels, les femmes qui accouchent et les enfants de cinq ans ou plus sont soignés gratuitement, etc.

- Éducation : Le Burundi figure parmi les pays dont le taux d'alphabétisme est le plus faible. Depuis 2005, ce taux a toutefois nettement progressé (de 37% en 2005 à 50% en 2010, dont 46% pour les femmes) suite à des programmes de gratuité et de construction d'établissements scolaires. En 2010, le préscolaire public comptait au niveau national 185 écoles, 338 garderies communautaires et cercles préscolaires ainsi que 92 écoles privées contre 3109 écoles primaires publiques et 84 écoles primaires privées.

La gratuité du primaire s'est traduite par une augmentation spectaculaire des taux bruts de scolarisation (de 81.6% à 130%). L'expansion rapide du système des collèges communaux a entraîné une augmentation de 80% des effectifs du secondaire général et pédagogique. Les effectifs de l'enseignement technique ont aussi légèrement progressé parce qu'il y a eu d'autres écoles techniques qui ont été créées dans le pays.

Malgré les progrès enregistrés au niveau des taux bruts de scolarisation dans l'enseignement primaire, à cause de la gratuité de l'enseignement, l'éducation dans les communes rurales reste caractérisée par le manque d'infrastructures et d'équipements; le manque qualitatif et quantitatif du personnel enseignant; le manque de manuels des élèves et des professeurs ainsi que par un nombre très important d'élèves à scolariser. Les écoles primaires et secondaires sont encore insuffisantes. Dans la zone rurale traversée par le Projet, la scolarisation à niveau secondaire reste rare chez les 30 ans et plus. De plus, la plupart des enfants, dès qu'ils atteignent environ 15 ans, ils sont très souvent envoyés au champ.

La Mairie de Bujumbura, en tant que capitale urbaine, est la mieux nantie en matière d'éducation, que cela soit au niveau des infrastructures scolaires, du personnel enseignant et des manuels scolaires.



➤ **Services**

○ **Eau potable**

Dans le cadre du Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation (JMP), initié au début des années 1990, l'OMS et l'UNICEF ont défini l'accès raisonnable à l'eau potable par la disponibilité d'au moins 20 litres par personne et par jour à un point d'eau situé à moins d'un kilomètre du lieu de résidence de l'individu. Au Burundi, cette distance a été fixée à 500 mètres. Selon les normes d'accès à l'eau potable en milieu rural, une source aménagée est conçue afin de desservir 230 personnes, une borne-fontaine 400, un forage ou un puits 230 et un branchement privé 5 personnes, soit l'équivalent d'un ménage.

En milieu rural, 125 sources d'eau ont été aménagées en complément à d'autres travaux d'alimentation en eau potable des centres secondaires (AEP Kirundo, Cankuzo, Rutana, Ruyigi, Cibitoke, Kayanza, Karusi et Gitega). Des adductions d'eau ont été également réalisées par les Régies Communales de l'Eau (RCE) et par les ONGs. En ce qui concerne les infrastructures comme les centres de santé et les écoles primaires, les données disponibles montrent qu'en 2009 61% des centres de santé et 27% des écoles primaires en milieu rural disposaient de points d'eau potable fonctionnels.

Sur la base des dernières données disponibles représentatives au niveau national, issues de l'enquête MICS 2005, 79,7% de la population urbaine et 63,4% de la population rurale avaient accès à une source d'eau améliorée (potable).

○ **Alimentation électrique**

Au Burundi moins de 3% de la population est officiellement branchée au réseau électrique. La consommation reste donc modeste et selon le RGPH 2008, seulement 4,8% des ménages possède l'électricité avec un écart considérable entre le milieu urbain (39,6%) et le milieu rural (1,2%). L'étalement de la population en zone rurale représente un grand défi, dans la mesure où celui-ci rend problématique le raccordement au réseau de distribution. Le faible taux de pénétration en milieu rural a pour conséquence un accès insuffisant aux services sociaux de base comme les centres de santé et diminue le temps disponible pour le travail ou l'étude.

L'électricité est donc encore aujourd'hui un produit urbain avec une forte concentration de la consommation dans la capitale (environ 90% de la consommation nationale).

Le Burundi reste aussi fortement dépendant des importations (Ruzizi I - 1,71 MW et Ruzizi II-13,3 MW) qui fournissent plus de 40% de la consommation nationale. En 2010, une forte pression de la demande s'est traduite par une augmentation des importations.



○ Transports

En raison de ses effets structurants et de ses retombées sur les autres activités socio-économiques, le développement des transports est d'une grande importance pour désenclaver les zones rurales, renforcer la compétitivité de la production nationale et favoriser l'intégration régionale. C'est donc un élément moteur qui doit précéder ou accompagner la promotion des activités socioéconomiques du pays. La politique nationale préconisée depuis plusieurs années dans ce secteur met en avant la promotion d'un transport multimodal qui s'articule autour (i) du transport routier, (ii) du transport lacustre, et (iii) du transport aérien.

Au niveau de la zone d'étude, la principale route nationale est la RN5 qui traverse la zone d'étude dans un axe Sud-Nord partant de Bujumbura et desservant les communes de Mutimbuzi, Gihanga, Buganda et Rugombo jusqu'à la frontière du Rwanda. La RN10 quitte Rugombo vers l'Est pour rejoindre les contreforts Mirwa vers Mugina et Mabayi alors qu'au sud la RN 9 quitte la mairie de Bujumbura pour rejoindre entre autres Mpanda et Bubanza vers le Nord-Est.

Plusieurs programmes de réhabilitation routière sont actuellement en cours d'exécution dont celui de la reconstruction de la RN5 entre la frontière du Rwanda et Ndava. Ces travaux devraient à terme se prolonger jusqu'à Bujumbura et améliorer le déplacement des biens et des personnes dans la plaine de l'Imbo, principal centre d'activités agricoles et d'échanges économiques et sociaux.

➤ Emploi et revenu

L'accès à l'emploi de la population active, âgée de 15-64 ans, se fait principalement à travers le secteur agricole souvent précaire et le secteur informel du petit commerce. Au niveau national, 70,4% aurait bénéficié d'un emploi agricole en 2009 contre 62,4% en 2006. Par contre, les emplois agricoles formels ont connu un recul sensible passant de 18,3% à 11,4% de 2006 à 2009 et cela malgré le fait qu'ils sont censés offrir une rémunération et des conditions de travail moins précaires. À l'opposé, les emplois agricoles informels ont enregistré un bond de 44,1% en 2006 à 59% en 2009.

Le secteur informel reste difficile à estimer, mais en période de reconstruction, il est souvent poussé et arrive à insuffler une dynamique de création d'emplois permettant de réduire le nombre de sans-emploi.

Le milieu rural de la zone d'étude s'illustre ainsi par un taux de chômage compatible avec le plein emploi du marché du travail (formel et informel). Le milieu urbain de Bujumbura, qui a vu affluer nombre de ruraux depuis la dernière décennie, reste encore et toutefois particulièrement touché par un chômage à deux chiffres, même si son niveau a connu une diminution de 16% à 11,7% entre 2006 et 2009.



Selon les estimations de 2006, les individus en âge de travailler vivant dans les ménages les plus pauvres étaient de 21,4% à demander un emploi agricole formel tandis que ceux vivant dans les ménages les plus riches n'étaient que de 9,1%. En 2009, ces proportions n'étaient plus que de 19,8% et 2,4%.

Dans les communes touchées par le Projet, environ 90% de la population est agricole. Les exploitations y sont généralement de petites tailles et utilisent presque exclusivement la main-d'œuvre familiale qui est permanente et la plupart du temps non rémunérée. Pour la riziculture irriguée en zone traditionnelle, la main-d'œuvre familiale est utilisée, mais elle est alors rémunérée. Dans les casiers agricoles de la SRDI, l'emploi est beaucoup plus pérenne et mieux rémunéré compte tenu des rendements supérieurs obtenus. L'absence d'activités génératrices de revenus dans la majorité des communes rurales, surtout celles au Nord du Pays, l'oisiveté et les conditions sociales très difficiles, concourent à favoriser l'exode rural vers la capitale.

En milieu urbain de Bujumbura, la concentration d'emploi, mais aussi de demandeurs d'emploi est la plus forte au niveau national. C'est là où on enregistre le plus grand nombre de jeunes qui terminent leurs études et qui sont à la recherche du travail. Le nombre de gens qui perdent leur emploi est en parallèle en pleine évolution, développant ainsi le secteur informel au détriment du formel.

7.4 Caractéristiques de la population affectée par le Projet

Le Projet va toucher, selon la nature des équipements à implanter, quatre catégories de populations, soit:

- Les populations dont une partie des terres ou un bien est concernée uniquement par la servitude d'utilité publique des lignes aériennes (30 m de large). Ces ménages devraient pouvoir maintenir leurs activités agricoles et autres usages sur la totalité de leur parcelle. Aucun ménage ne sera donc réinstallé ou exproprié mais il sera indemnisé pour les pertes, les dommages et les inconvénients subis par la servitude et lors des travaux de construction;
- Les populations dont une partie des terres ou un bien est touché par l'implantation d'un pylône électrique. Ces ménages, qui sont également concernés par l'emprise de servitude, ne pourront plus utiliser la surface occupée par le pylône (121 m²) mais pourront maintenir leur activité agricole et autres usages des sols sur la partie résiduelle de leur parcelle et dans l'emprise. Ces derniers ne seront donc pas réinstallés et leur parcelle non expropriée. Les droits fonciers de l'emplacement du pylône sera toutefois acquis et tous seront indemnisés pour les pertes, les dommages et inconvénients subis par le pylône, la servitude et lors des travaux de construction;
- Les personnes dont l'habitation ou un bien situé dans les limites de l'emprise nécessite une réinstallation pour des raisons de sécurité du réseau et de la population. Ces ménages⁴ pourront se réinstaller sur la partie résiduelle de leur parcelle non touchée par le Projet et maintenir les activités agricoles dans

⁴ Ces ménages pourront également être concernés par la servitude d'utilité publique et potentiellement par l'implantation d'un pylône.



l'emprise. D'autres devront être réinstallés ailleurs que sur leur parcelle. Tous seront indemnisés pour les pertes, les dommages et inconvénients subis;

- Les exploitants dont le casier rizicole, présentement sous bail locatif auprès de la SRDI, est touché par le futur poste de Bujumbura. Ces exploitants, qui ne verront pas leur habitation touchée par le Projet, puisque aucun bâtiment n'est aménagé sur le domaine rizicole de la SRDI, perdront une partie ou la totalité de la surface qu'ils exploitent. Les surfaces agricoles perdues devront selon les cas être remplacées et les exploitants indemnisés pour les pertes et inconvénients subis.

Les relevés d'arpentage de terrain et les enquêtes ménages réalisées auprès des populations ont ciblé les ménages et les exploitants agricoles susceptibles d'être déplacés, voire réinstallés à la suite de la réalisation du Projet. Les réinstallations potentielles sont uniquement associées aux habitations situées dans les limites de l'emprise des lignes électriques et aux surfaces agricoles des parcelles rizicoles qui seront accaparées par le futur Poste de Bujumbura.

Les ménages susceptibles d'être concernés uniquement par l'implantation de pylônes et la servitude d'utilité publique des lignes électriques aériennes ont été, au même titre que la population générale de la zone d'étude, invités aux séances d'informations publiques. Ces ménages ne feront pas l'objet de réinstallation involontaire de leur habitation et de leur parcelle mais sont, sans aucune exception, inscrits aux processus d'indemnisation mis en œuvre par la REGIDESO à travers la Commission d'indemnisation.

Les enquêtes plus spécifiques réalisées auprès de la totalité des ménages susceptibles d'être relocalisés, pour leur lieu de résidence ou leur activité agricole, ont permis de dresser un portrait de leur situation socio-économique ainsi que des biens ou immeubles potentiellement affectés.

7.4.1 Populations affectées par la réinstallation d'habitation

Trente trois (33) habitations ont été recensées pour la totalité du Projet comme étant situées en tout ou en partie dans les limites de l'emprise des lignes. Ces habitations logent 28 ménages composés en totalité de 96 personnes. Il importe de rappeler que le Plan de réinstallation a considéré que toutes ces habitations seront à réinstaller, même si certaines d'entre elles n'empiètent que légèrement dans les limites de l'emprise (c'est à dire sans être situées directement sous les conducteurs électriques). La REGIDESO déterminera, au cas par cas, si certaines de ces habitations pourront être maintenues en place et cela en autant qu'elles ne présentent pas de risque pour l'intégrité du réseau électrique et la santé des populations. Le nombre maximum d'habitations qui pourront être réinstallées est donc de 33.

➤ Caractéristiques démographiques

Les tableaux ci-dessous présentent la composition démographique des 28 ménages potentiellement affectés par des réinstallations ainsi que leur répartition géographique.



Tableau 7-1 : Habitations potentiellement à réinstaller et nombre de ménages

No séquentiel / Agglomération	Secteur	Village	N° de ménage / habitation	Sexe - Chef de ménage	Nbr de personnes/ ménage
RT-26 Buganda	Gasenyi	Mparo	001	M	6
RT-20 Buganda	Gitaramuka	Gitaramuka	001	F	4
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	001	M	3
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	002	M	1
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	003	M	3
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	001	M	6
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	002	F	4
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	003	F	3
RT-15 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	001	M	4
RT-15 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	002	M	2
RT-15Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	003	M	5
RT-14 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe II Avenue	001	M	4
RT-13 Gihanga	Rumutomoto	Rumutomoto	001	M	4
RT-06 Mpanda	Rubira	Rubira	001	M	2
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	001	F	3
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	002	F	2
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	003	F	5
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	004	M	4
4A-260 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	005	M	5
RT-36 Rugombo	Kagazi	Bujema	001	M	2
RT-36 Rugombo	Kagazi	Bujema	002	M	4
RT-37 Rugombo	Kagazi	Buyenzi	001	M	7
RT-37 Rugombo	Kagazi	Buyenzi	002	M	2
RT-31 Rugombo	Ruhagarika	Kinanira	001	F	3
RT-31 Rugombo	Ruhagarika	Kinanira	002	M	1
RT-33 Rugombo	Rusiga	B10	001	M	1
RT-33 Rugombo	Rusiga	B10	002	F	3
RT-33Rugombo	Rusiga	B10	003	M	3
Total			28 ménages		96 personnes



Tableau 7-2 : Composition des ménages potentiellement à réinstaller

COMMUNE	Nombre de ménage	Personnes	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)
Buganda	8	30	13	17	11
Rugombo	14	45	21	24	17
Gihanga	5	19	5	14	5
Mpanda	1	2	2	0	0
Total	28	96	41	55	33

Le profil démographique de ces ménages est très proche de la réalité rurale des populations rencontrées dans la plaine de l'Imbo, soit des agriculteurs qui travaillent leur terre de façon traditionnelle et qui sont, plus souvent qu'autrement, manœuvres ou agriculteurs travaillant pour un tiers. Lorsque privilégié, le chef de ménage, en sus d'exploiter sa parcelle, est à l'emploi de quelques sociétés industrielles comme celle de la manutention, de la transformation, entre autres alimentaire, ou travaille sur des terres agricoles aménagées comme celles sous la gestion de la Société Régionale et Développement de l'Imbo.

La composition de ces ménages est caractérisée par un nombre élevé de jeunes, une légère proportion supérieure de femmes adultes comparativement aux hommes et par quelques personnes âgées pouvant avoir plus de 65 ans. Très souvent, à l'image du monde rural, ils présentent une fratrie extensive composée non seulement de parents (frères, sœurs, conjoint, etc) mais également d'enfants adoptés à la suite des conflits récents.

➤ Activités économiques

L'activité économique dominante des 28 ménages concernées par la réinstallation gravite autour d'une agriculture souvent précaire et d'un secteur informel difficiles à estimer et associé au petit commerce et aux travaux manuels temporaires. Si donc l'occupation primaire de ces populations est le secteur agricole – culture, élevage – beaucoup des personnes se sont déclarées sans emploi ou sans réelle occupation officielle et donc sans revenu. Plusieurs ménages ont aussi mentionnés que l'un de ses membres pouvait être manœuvre sur les projets des vastes programmes de reconstruction ou de développement domiciliaire présentement en cours.

Les activités agricoles des ménages concernés se concentrent sur les maraichages à travers des parcelles exploitées familialement et, plus nombreuses, les plantations type de maïs et de manioc sur des surfaces souvent restreintes et dont les productions sont presque uniquement réservées à la consommation personnelle. Presque tout le travail de la terre se fait manuellement et pour moins de 50 % des cas enquêtés, l'agriculture s'effectue sur la parcelle occupée par l'habitation ou à proximité immédiate. Plusieurs ménages élèvent du petit bétail



largement dominé par la présence de chèvres et de volailles. Très souvent, ce cheptel est la seule source de protéines, le bœuf élevé dans le sud de la zone d'étude étant réservé aux mieux nantis de la capitale.

Le revenu tout confondu déclaré par les ménages lors des enquêtes, c'est-à-dire provenant de l'agriculture, du petit commerce et surtout des travaux de manœuvre, reste très faible soit en général près de 500 000 Francs burundais (400 dollars américains/an). Comme souvent en zone rurale, le secteur informel et particulièrement le troc, permet à ces populations de subvenir à leurs besoins même primaires et cela malgré de faibles revenus. Quelques rares ménages enquêtés atteignent toutefois un revenu annuel d'un million BIF et plus lorsque le chef de ménage, le conjoint et les enfants adultes participent en sus à des activités de petits commerces. Les dépenses sont dépendantes des revenus, mais la majorité d'entre elles est consacrée à la nourriture mais aussi à la santé puisque nombre d'enfants souffrent de diarrhée sur des bases récurrentes. La rubrique pour l'achat d'eau potable constitue ainsi une dépense non négligeable pour plusieurs des ménages qui s'alimentent aux fontaines publiques. L'accès à l'eau potable reste encore aujourd'hui un réel enjeu d'autant que la majorité des problèmes de santé de cette population rurale résulte de maladies à vecteurs hydriques. Enfin, l'accès à l'électricité pour la majorité reste une demande récurrente et est identifié comme l'un des facteurs importants qui permettrait l'amélioration des conditions de vie. Si cette énergie devait à court terme être accessible, rien ne dit toutefois si les familles auraient la capacité d'en absorber le coût.

➤ **Caractéristiques de l'habitat**

En zone rurale, le type d'habitation et ses dimensions dépendent des moyens dont disposent les ménages. Ainsi, les habitations susceptibles d'être déplacées dans le cadre du Projet sont construites en quasi totalité en briques adobe (banco) et ont une forme rectangulaire (30 m²) comprenant d'une à 4 pièces dont les séparations n'atteignent pas le plafond. Il y a généralement un espace cuisine avec seulement un petit réchaud au charbon de bois, bien que le plus souvent la cuisson des aliments se fait dehors. Une autre pièce en avant, munie d'une fenêtre (ouverture) et d'un volet en bois, sert de salon avec comme mobilier quelques chaises en bois. Les deux autres pièces servent de chambre à coucher. Le sol est souvent de terre battue et les latrines, lorsqu'il y en a, sont à l'extérieur.

L'habitat reste donc largement traditionnel avec des surfaces habitables de l'ordre de 30 m², des murs extérieurs en bois, pisé non cimenté, des sols en terre battue et des toitures en paille (chaume). Pour ceux qui sont les plus démunis, et souvent la case des enfants, les maisons ont une dimension plus réduite de tout juste 10 m² toujours en pisé, les toitures en paille et ne comporte qu'une seule pièce.

Quelques très rares bâtiments (quatre potentiellement touchés par le Projet) sont montés en brique adobe et comportent un toit en tôle ondulée. Si ces habitations sont dans un état général pouvant être qualifié de bon, elles restent très précaires et fortement sujettes aux conditions climatiques. Aucun bâtiment touché par le Projet n'est en « dur », soit avec une fondation en pierres, des revêtements extérieurs cimentés et une toiture en tôle montée sur charpente de bois. De plus et



à l'exception d'une seule résidence enquêtée, toutes ne disposent que de latrines traditionnelles extérieures.

L'alimentation en eau potable est communautaire et est assurée à 60 % à travers le réseau public (fontaines publiques). Près de 30 % des ménages disent s'abreuver à partir directement des eaux de surface. Les cas de maladies diarrhéiques restent donc fréquents et peu de ménages ont vraiment les moyens d'assurer un traitement médicamenteux adéquat.

➤ **Caractéristiques culturelles**

L'organisation sociale des 28 ménages enquêtés tourne principalement autour de la famille qui est composée d'un ou de plusieurs ménages nucléaires. L'âge moyen du mariage reste jeune – surtout pour les jeunes filles (16 ans) et pour les garçons il se situe à 19 ans. Les enfants en bas âge demeurent à la maison des parents alors que les jeunes, dès 15 ans, sont invités à participer aux travaux des champs. Ces travaux incombent autant aux hommes qu'aux femmes, les travaux les plus exigeants étant réservés aux hommes. Les femmes veuves ou seules assument l'ensemble des travaux agricoles avec leurs enfants ce qui les rend encore plus vulnérables. Les corvées de l'eau sont assumées traditionnellement par les femmes et les enfants.

La langue parlée est presque toujours le kirundi indépendamment de l'ethnie d'origine, mais les plus lettrés, dont le personnel de l'administration et quelques employés rémunérés, parlent couramment le français. Les collines (villages) sont multiethniques et il n'existe pas de différence tangible dans cette répartition de la zone d'étude.

Le moyen d'information privilégié des populations reste la radio à piles et rares sont celles bénéficiant de la télévision, entre autres dû à l'électrification absente et/ou aux nombreux délestages qui caractérisent le service. L'apparition récente sur le marché de petit groupe électrogène bon marché a rendu possible, au niveau rural et pour les plus nantis, l'utilisation de petit réfrigérateur et l'apparition plus marquée de la télévision.

➤ **Indicateur de développement (Niveau 1)**

La manifestation du bien-être social suggère que dans leur ensemble les états définissent le bien-être par l'existence des capacités humaines ou de développement humain. Par ordre d'importance, le bien être est perçu comme l'accès à la santé, l'éducation, l'environnement sain, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'égalité entre l'homme et la femme (voir plutôt l'aspect discrimination), l'alimentation, la bonne gouvernance et la paix, la culture et le loisir, l'emploi et les ressources humaines, les ressources financières ou les revenus pécuniaires, l'infrastructure routière et socioéconomique. Sont repris ci-dessous les principaux indicateurs caractérisant les ménages susceptibles d'être déplacés.



- **Scolarisation (niveau 2)**

Selon les chefs de secteur ou de groupement rencontrés dans la zone d'étude, le taux d'alphabétisme de la population adulte rurale est faible (25 %), les hommes ayant un taux supérieur à celui des femmes.

L'accessibilité à l'éducation en milieu rural est relativement restreinte laissant présager une baisse de la scolarisation, situation qui est d'autant plus marquée entre le milieu rural et le milieu urbain. Bien que depuis quelques années déjà la scolarité soit dorénavant gratuite pour tous, le taux d'alphabétisation et de scolarisation est encore extrêmement bas. Sur les 96 personnes composant les 28 ménages enquêtés, près de 75 % n'ont reçu aucune éducation formelle alors que la quasi-totalité, soit plus de 95 %, n'ont pas complété le premier cycle. Deux personnes ont complété le secondaire et une seule dit avoir un diplôme universitaire.

Pour les ménages enquêtés, les enfants doivent marcher souvent plusieurs kilomètres pour aller à l'école qui ne donne trop souvent que les cours de première et deuxième année primaire. Il faut remarquer le manque chronique d'enseignants, de matériel scolaire alors que les enfants ne disposent ni de papier ni de crayon pour écrire. La grande majorité des ménages ont indiqué que la plupart des jeunes délaissent l'école pour aider leurs parents à l'exploitation agricole.

- **Santé (niveau 2)**

La santé des populations touchées par le Projet est dans un piètre état si l'on se réfère aux indicateurs de l'état de la santé (mortalité infantile, espérance de vie à la naissance, taux de séroprévalence à l'infection à VIH-SIDA, et autres).

Les maladies les plus courantes qui affectent ces ménages sont la malaria, le choléra, les diarrhées, la fièvre typhoïde, la tuberculose, les hernies, les infections chez les femmes. Chez ces dernières en particulier, les infections urinaires et l'anémie représentent les affections les plus typiques, alors que chez les enfants la diarrhée est la maladie qui cause le plus de mortalité. Il faut remarquer, cependant, que l'incidence de ces maladies, hormis la malaria, est le plus souvent provoquée par des mauvaises conditions d'hygiène et dégradée par une malnutrition chronique. Cette dernière demeure en effet un grand problème de santé publique puisque les populations rurales ne bénéficient pas des apports alimentaires requis. Plusieurs personnes enquêtées disent ne consommer que ce qu'elles produisent.

La qualité de l'eau pose également un problème dans la majorité des villages. Si elle provient généralement de puits, elle peut être également puisée directement d'une rivière qui sert tout à la fois au lavage, de latrines ou pour des activités minières artisanales.



- **Situation de l'emploi (niveau 2)**

La carence d'emploi rémunéré et productif, elle-même découlant en partie de l'insuffisance de formation et de la crise généralisée qu'a connu le pays, est l'une des premières causes de pauvreté en milieu rural et des ménages touchés par le Projet.

Le secteur « informel », souvent précaire et caractérisé par des emplois reliés à l'exploitation agricoles des parcelles familiales, constitue le principal pourvoyeur d'emploi mais ne permet toutefois pas aux ménages de vivre dans des conditions décentes. Hormis quelques maçons à la recherche de travail parmi les jeunes adultes, les hommes, les femmes et les enfants participent aux travaux des champs sur leurs propres parcelles.

Par ailleurs, les quelques personnes actives (ou les ménages actifs) supportent un nombre élevé de personnes sans travail (famille élargie) ou dépendantes (jeunes et âgés), ce qui a pour conséquence d'exercer des pressions, entre autres, sur la sécurité alimentaire de la famille et sur la scolarité des jeunes.

La venue de tout projet de construction dans la région ne peut donc être perçue que comme positive par ces ménages, comme ils l'ont fait savoir lors de consultations sur le terrain. L'expérience récente vécue par les populations lors des travaux de réfection de la route nationale RN-5 montre que celles-ci souhaitent la réalisation des lignes à 220 kV et 110kV et du poste.

- **Populations vulnérables**

Il est prévisible, parmi les ménages qui seront directement ou indirectement affectés par la construction des lignes et du poste, que certains puissent être considérés à priori comme population vulnérable d'autant plus que les conditions socio-économiques du monde rural sont très précaires, avec les emplois très rares et les revenus fixes très faibles.

Nonobstant ces conditions de vie générales à la zone d'étude, des 28 ménages (représentant 96 personnes en totalité) dont les habitations ont été répertoriées comme pouvant être comprises dans les limites de l'emprise du Projet, deux chefs de ménage peuvent être définies comme des personnes vulnérables soit : vivant au-dessous du seuil de pauvreté ou en dessous du niveau minimum de subsistance; des personnes qui sont des membres des groupes socialement marginalisés ou exclus ; les personnes âgées ; les personnes handicapées ; les enfants ; les femmes (principalement quand elles sont chefs de famille ou vivent seules); les ouvriers sans emploi ; les petits cultivateurs de subsistance ; ou les personnes sans terre ou indigentes.

Ces deux ménages, dont l'habitation est située en tout ou en partie dans les limites de l'emprise de la ligne à 220 kV, et qui sont considérés comme « vulnérables », sont localisés :



- À la hauteur de Cibitoke : Ce couple, propriétaire de sa parcelle et de son habitation et sans revenu fixe, sans enfant, avec le chef de ménage âgé de 76 ans et sa conjointe de 59 ans (en 2012). Celui-ci, dont les conditions de vie précaires sont malgré tout relativement semblables à leurs voisins immédiats, reste vulnérable puisque âgé et uniquement dépendant de leurs activités agricoles traditionnelles qu'ils réalisent sur la parcelle qui sera traversée par la ligne aérienne à 220 kV. Les enquêtes parcellaires effectuées par la Commission technique d'évaluation devraient permettre, et cela comme pour la totalité des populations ayant des biens dans les limites d'emprise, de confirmer si l'habitation située à près de 10 % dans les limites de l'emprise devra être délocalisée. Comme cela est mentionné précédemment, seuls les bâtiments situés dans l'emprise et de façon plus spécifique sous les conducteurs, sont sujets à être déplacés dans la mesure où leur présence remet en question l'intégrité du réseau électrique et la sécurité de la population. Chaque pylône va nécessiter une expropriation de 121 m² alors que pour les lignes aériennes, l'acquisition d'une servitude publique sera suffisante, ne se traduisant ainsi par aucune expropriation ou modification d'usage pour les terres cultivées. Étant donné que la répartition des pylônes n'est pas encore arrêtée, rien ne confirme si l'un d'eux sera implanté sur la parcelle de ce ménage jugé vulnérable. Si la REGIDESO devait confirmer la nécessité de déplacer ce bâtiment hors de l'emprise, les indemnités compensatoires devront prévoir les coûts d'une maison de remplacement avec améliorations qui pourrait être soit être réinstallée dans les limites de la même parcelle ou sur une parcelle limitrophe.
- À la hauteur de Rugombo, une veuve-chef de ménage, âgée de 72 ans, vie avec ses deux petits enfants de 11 et 4 ans. Son habitation de 18 m², installée sur la propriété familiale de 7 ha, est incluse en partie dans la limite d'emprise de la ligne à 220 kV. Si la REGIDESO devait confirmer la nécessité de déplacer ce bâtiment hors de l'emprise, la maison de compensation avec amélioration pourrait facilement être construite sur la même parcelle compte tenu de sa grande surface.

7.4.2 Populations affectées par la perte de surface rizicole

Vingt-cinq (25) parcelles rizicoles ont été recensées par la REGIDESO comme étant situées, en tout ou en partie, dans les limites du futur poste de Bujumbura. Ces parcelles sont situées sur le domaine foncier de l'État et sont gérées par la SRDI qui loue, sur une base annuelle, des lots d'une surface reconnue de 2 500 m² (25 ares). Vingt-trois (23) des 25 parcelles sont exploitées par autant de ménages composés en tout de 164 personnes toutes confondues (conjoint, enfants, autres dépendants). Les deux (2) autres parcelles sont exploitées par des organisations à vocation caritative (AERO) ou religieuse (Église Emmanuel) qui comptent respectivement deux-cents (200) et quarante cinq (45) membres.

Les caractéristiques sociales et culturelles des ménages et des organisations qui exploitent les parcelles touchées par le poste sont décrites ci-dessous. Celles-ci sont généralement très semblables à celles de la grande zone rurale de la plaine de l'Imbo, soit une population sous scolarisée, dont les conditions de logement sont précaires et les conditions de santé faibles. Les principales différences se situent aux niveaux de l'emploi plus stable, de revenus supérieurs et surtout plus



pérennes dans la mesure où ces exploitants détiennent le droit d'usage de casiers rizicoles dont les aménagements hydrauliques, par l'État, ont été planifiés et réalisés sur des standards techniques permettant la production intensive du riz. Gérées par la SRDI, au nom de l'État, ces parcelles permettent des rendements de production nettement supérieurs à ceux du monde rural traditionnel et génèrent donc des revenus annuels plus importants qui permettent, sur principe, à ses exploitants des conditions de vie généralement meilleures.

➤ Caractéristiques démographiques

Les tableaux suivants présentent, pour chacune des 25 parcelles rizicoles touchées, en tout ou en partie par le futur poste, les surfaces cultivées et les surfaces résiduelles après réalisation du Projet ainsi que la composition des ménages exploitants. Il importe de rappeler qu'en aucun moment le lieu d'habitation des titulaires des droits d'usage ou des exploitants des parcelles touchées par le Projet n'est touché et donc qu'aucune réinstallation involontaire des personnes composant le ménage n'est donc planifiée. Ceci découle du fait qu'aucun bâtiment n'est implanté sur ou à proximité du site du futur poste et que les exploitants ont tous leur lieu de résidence situé à plusieurs kilomètres de la parcelle qu'ils occupent.

Tableau 7-3 : Parcelles rizicoles touchées par le Projet

No. séquentiel d'enquêtes exploitant	Surface cultivée (m ²) ⁽¹⁾	Surface touchée (m ²)	% touché	Surface résiduelle après implantation	Sexe chef de ménage	Nbr personnes/ménage
15-OT1	2766	1257	45,8%	1509	F ⁽²⁾	200 ⁽⁴⁾
6-OT2	2667	1676	62,8%	991	F ⁽³⁾	3
16-OT3	2168	1018	46,9%	1150	M	14
18-OT4	2871	1590	55,4%	1281	M	4
23-OT5	2776	1591	57,3%	1185	F	11
10-OT6	3138	1434	45,7%	1704	M	4
24-OT7	2262	211	9,3%	2051	M ⁽²⁾	45 ⁽⁴⁾
25-OT8	2278	1605	70,5%	673	F	9
20-OT9	2850	297	10,47%	2553	M	6
9-OT10	3288	144	4,4%	3144	F	6
2-OT11	3256	1737	53,3%	1519	F ⁽³⁾	4
5-OT12	3208	20	0,6%	3188	M	10
1-OT13	3430	2310	67,3%	1120	M	11
7-OT14	1552	1148	74%	404	M	8
12-OT15	1584	1118	70,6%	466	F	6
3-OT16	4092	2769	67,7%	1323	M	7
13-OT17	3365	2436	72,4%	929	F	6
14-OT18	3352	1866	52,5%	1686	F	7
4-OT19	2300	1448	63%	852	F	3
17-OT20	2500	1583	63,3%	917	M	7
19-OT21	2209	2500	100%	0	M	10
21-OT22	2205	2250	100%	0	M	4
21-OT23	3450	3450	100%	0	M	8
8-OT24	4370	4370	100%	0	M	7
11-OT25	3478	3478	100%	0	F ⁽³⁾	9
Total	71615 (7,20 ha)	42970 (4,3ha)	60 %	28645 (2,86ha)	23 / 2 ⁽⁴⁾	164 ⁽³⁾

(1) Surface arpentée par la REGIDESO. La surface inscrite au bail annuel par la SRDI est 2 500 m² soit 25 ares. (2) Représentants des organisations AERO et Église Emmanuel. (3) Veuve ou veuf. (4) Les membres des organisations ne sont pas comptabilisés comme faisant partie d'un ménage exploitant.

**Tableau 7-4 : Composition des ménages exploitants des parcelles rizicoles louées.**

Parcelles rizicoles	Nombre de ménage ⁽¹⁾	Personnes ⁽¹⁾	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)
25	23	164	45	46	73

(1) Excluant les membres des deux organisations

Le profil démographique et culturel des ménages-exploitants est très similaire à la population rurale de la plaine de l'Imbo, soit des agriculteurs qui travaillent leur parcelle familiale de façon traditionnelle et qui sont, plus souvent qu'autrement, manœuvres ou agriculteurs travaillant pour un tiers. Dans le cas présent, les ménages exploitants locataires de la SRDI sont toutefois privilégiés puisque, en sus d'exploiter selon les cas la parcelle sur leur lieu de résidence, ils détiennent le droit d'exploitation d'un casier rizicole à haut rendement d'une surface de 2 500 m². Cette situation se répercute directement sur des revenus annuels supérieurs qui modulent à la hausse les conditions de vie des titulaires.

La composition démographique de ces ménages mieux nantis reste toutefois très semblable au mode rural et se caractérise par un nombre élevé de jeunes avec, dans ce cas particulier, une proportion égale de femmes et d'hommes adultes et par des chefs de ménage âgés pouvant avoir plus de 65 ans. Ainsi, un chef a plus de 90 ans et l'exploitation de sa parcelle est assurée par ses enfants et petits enfants. Toujours à l'image du monde rural, ces ménages présentent une fratrie extensive composée des parents (frères, sœurs, conjoint, petits enfants, etc) et d'enfants adoptés. Bien que l'âge moyen des chefs de ménage, détenteur du droit d'exploitation, soit relativement élevé dans biens des cas, celui-ci n'indique pas obligatoirement l'âge de ceux qui exploitent directement la parcelle. En effet, lorsqu'il se juge trop vieux ou fatigué, le détenteur du droit d'exploitation (souvent depuis plusieurs décennies) octroie ce droit – par usage - à quelqu'un de la fratrie ou même un tiers externe tout en bénéficiant directement ou indirectement des revenus qui en découlent. Certains autres très rares transfèrent par vente ce droit à un tiers, sans obligatoirement se soustraire du versement d'une redevance par le nouveau détenteur de droit. Tel que mentionné ci haut, les avantages de conserver le droit d'usage est important et ce monnaie depuis les dernières années à fort prix.

➤ Activités économiques et revenus

L'activité économique dominante des détenteurs du droit d'exploitation des parcelles SRDI, contrairement à ce que l'on pourrait a priori penser, ne porte pas uniquement sur l'exploitation du casier rizicole aménagé puisque plusieurs ont des activités rémunératrices qui débordent celles ayant lieu sur le domaine de la SRDI.

Outre la riziculture, qui en accapare certains à temps plein, plusieurs exploitent des parcelles ailleurs sur le grand territoire où le maraichage et le petit commerce s'effectuent familialement, souvent sur la même parcelle occupée par l'habitation. Le travail de la terre se fait manuellement et indépendamment des revenus, plusieurs élèvent du petit bétail. Enfin certains occupent des emplois techniques



ou professionnels dont les salaires excèdent tous les revenus des productions agricoles, y compris ceux provenant du casier rizicole loué.

Au niveau de ces casiers, les modes culturels restent relativement traditionnels, nécessitant, lors des périodes de plantation et de récolte, des activités à haute intensité de main d'œuvre. Les équipements aratoires mécanisés sont toutefois utilisés pour la préparation des sols. En phase d'exploitation, les aménagements hydrauliques, gérés par la SRDI, permettent un réel contrôle des intrants et des productions à rendement.

Le revenu moyen déclaré par les exploitants, c'est-à-dire celui provenant de l'agriculture intensive du riz, du maraichage familial, du petit commerce mais aussi des activités professionnels et techniques autres est très nettement supérieur à celui déclaré par les populations rurales concernées par la réinstallation involontaire d'habitations ou les petits agriculteurs touchés par les pylônes ou l'emprise du Projet. Ainsi, ce revenu, toutes sources confondues, est annoncé à 3,8 millions BIF (3000 dollars américains), soit sept (7) fois supérieur. L'une des spécificités de ce revenu moyen est qu'il proviendrait, à près de 50 %, de sources autres que de l'exploitation de la parcelle SRDI.

Les revenus déclarés par les exploitants et provenant de l'exploitation de la parcelle rizicole SRDI varient de façon importante passant du simple au quintuple. Cette différence peut éventuellement s'expliquer par les rendements qui varient en fonction de la localisation des parcelles, celles en fin hydraulique étant souvent désavantagées à cause des problèmes de répartition d'eau. Le rendement moyen des parcelles concernées par le poste serait de l'ordre de 5,5 tonnes de riz paddy par hectare. Par contre ce rendement peut encore varier selon le nombre de personnes susceptibles de pouvoir participer, sur une base continue, à l'exploitation de la parcelle titrée. Ainsi, les petits ménages composés de veuve, de femmes et jeunes enfants semblent avoir des revenus inférieurs par rapport aux ménages composés de nombreuses personnes et surtout de plusieurs hommes. Cela sous tend que ces ménages engagent parfois des aides externes rémunérées, grevant ainsi le revenu annuel familial. Pour d'autres, le seul revenu du chef de ménage, découlant d'un emploi rémunéré à temps plein, suffit à couvrir les besoins du ménage. Il est alors possible dans ces cas que la terre soit en partie louée à un tiers, surtout que depuis les dernières années le coût de location a explosé. Dès lors, les revenus d'exploitation de la parcelle SRDI (louée en partie ou totalité) deviennent complémentaires au salaire reçu par rémunération. Enfin pour quelques autres cas, la parcelle au complet peut ainsi être exploitée par un tiers qui verse alors une redevance ou une partie de la production au détenteur de droit.

Nonobstant les sources diverses des revenus et l'importance de ces derniers, il est important de mentionner que les revenus annuels déclarés des chefs de ménage exploitant sont nettement supérieurs à ceux du monde rural n'ayant pas accès à une parcelle rizicole irriguée. Ces revenus devraient ainsi permettre à ceux-ci de subvenir à leurs besoins primaires voire même secondaires.



Pour les organisations (caritative AERO et religieuse Église Emmanuel) qui exploitent leur parcelle, le niveau de dépendance vis-à-vis les revenus tirés de l'exploitation est très différent de celui des ménages. Pour celles-ci, contrairement à la situation des ménages qui exploitent leur parcelle à des fins de subsistance, l'exploitation s'effectue sous un mode de type coopératif où chaque membre contribue aux tâches selon les besoins et les demandes des responsables. Les revenus qui en découlent permettent alors à ces organisations de réaliser une partie de leur mission respective puisqu'elles sont également alimentées par d'autres sources externes de revenu. Les membres de ces organisations sont également financièrement autonomes et subviennent à leurs propres besoins à partir de revenus autres. Cela s'explique en grande partie par la raison d'être même des organisations qui ne peuvent supporter financièrement leurs nombreux membres tout en réalisant leur mission d'autant que ces mêmes membres sont appelés à contribuer directement aux financements et aux activités de l'organisation. Dans tous les cas, les seuls revenus qui pourraient résulter de l'exploitation d'une parcelle de 2 500 m², même gérée de la façon la plus optimale possible, ne seraient pas suffisants pour répondre aux besoins d'autant de membres.

Nonobstant ce revenu moyen déclaré relativement élevé par les exploitants, qui provient en partie de sources externes à l'exploitation de la parcelle SRDI, plusieurs vont néanmoins subir une baisse de revenu annuel, voire même une perte importante, puisque la majorité d'entre eux se verront tronquées, par l'implantation du poste, sur plus de 50 % de la surface cultivée. Cinq (5) parcelles seront affectées à 100 % alors que seulement quatre (4) le seront sur moins de 10% (dont l'Église Emmanuel) (tableau ci-dessus). Dès lors des mesures de réinstallation, voire de redistribution de parcelles, et des compensations à la hauteur des pertes et dommages subies devront être mises en œuvre au cas par cas par la REGIDESO et cela sur assistance de la SRDI.

Les revenus déterminent généralement l'importance des dépenses des ménages: là encore, les dépenses généralement encourues par les exploitants, dont les terres seront touchées par le poste, vont principalement à l'achat de la nourriture, au soin de santé mais aussi à l'éducation des enfants. L'accès à l'eau potable, qui est limitée presque uniquement aux fontaines publiques, reste toujours un enjeu puisque que biens des problèmes de santé résultent de maladies à vecteurs hydriques. Enfin, l'accès à l'électricité pour la majorité est l'un des facteurs importants qui pourrait favoriser l'amélioration des conditions de vie même si certains possèdent depuis récemment des petits groupes électrogènes. Il est donc prévisible, pour ces cas particuliers d'exploitants mieux nantis, que la disponibilité de l'énergie via le réseau pourra venir bonifier leurs conditions de vie d'autant plus qu'ils ont la capacité d'en absorber le coût d'achat.

Terminons enfin en précisant que les exploitants ayant des revenus déclarés pouvant être qualifiés de supérieurs à la moyenne, supportent également et assez souvent une fratrie élargie qui peut inclure la belle famille mais aussi les voisins immédiats ou amis. Cette situation s'explique d'abord par les liens sociaux étroits qui existent au niveau culturel mais aussi au fait que leur lieu de résidence est intégré au monde rural traditionnel, avec souvent, une habitation dont les caractéristiques restent proches de celles des voisins.



En ce qui a trait à l'organisation caritative et celle religieuse, les bénéfices découlant de l'exploitation de la parcelle servent à assurer une partie de leur fonctionnement et à appuyer certaines actions auxquelles elles se vouent. Des revenus externes, provenant d'autres sources et des membres eux-mêmes, viennent compléter les ressources financières nécessaires à leur mission. L'Église Emmanuel, qui sera touchée sur moins de dix pour cent (9,3%) ne devrait pas subir d'importants préjudices par rapport à AERO dont la parcelle sera affectée sur près la moitié (45,3%).

➤ **Caractéristiques culturelles**

Les caractéristiques culturelles des ménages enquêtés susceptibles d'être affectés par l'implantation du poste présentent le même profil que le monde rural dans la mesure où ils sont également originaires de la plaine de l'Imbo. L'organisation sociale tourne principalement autour de la famille, avec un âge moyen du mariage qui reste jeune et des enfants, souvent nombreux, qui participent rapidement aux travaux des champs. Les quelques veuves ou femmes seules assument également les travaux agricoles de leur casier avec leurs enfants et parfois avec de l'aide externe.

La langue parlée est le kirundi et les plus lettrés, dont les salariés d'entreprises et le personnel de l'administration, parlent couramment le français.

Le moyen d'information privilégié de ces populations est la radio et rares sont celles bénéficiant de la télévision. Les petits groupes électrogènes bon marché, qui ont fait leur apparition ces dernières années, permettent aux plus nantis d'utiliser de petit réfrigérateur et pour certains d'acquérir la télévision.

➤ **Indicateur de développement (Niveau 1)**

Tel que mentionné précédemment, le bien-être social d'une nation passe par un ensemble d'indicateurs comme l'accès à la santé, l'éducation, l'environnement sain, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'égalité entre l'homme et la femme (voir plutôt l'aspect discrimination), l'alimentation, la bonne gouvernance et la paix, la culture et le loisir, l'emploi et les ressources humaines, les ressources financières ou les revenus pécuniaires, l'infrastructure routière et socioéconomique. Bien que les revenus déclarés par les exploitants rizières puissent être supérieurs à ceux du monde rural moins nanti, les valeurs culturelles et les habitudes de vie restent profondément similaires. Ainsi, mieux nantis ou pas, les règles d'hygiène ou de sécurité sont souvent négligées par tous, entraînant des maladies ou incidents qui altèrent la qualité de vie des familles. L'accès, très récent à une scolarisation gratuite, n'a pas non plus encore donné les résultats escomptés et nombre d'enfants, dès la puberté, sont appelés à travailler aux champs.

Sont rappelés sommairement ci-dessous les principaux indicateurs caractérisant les ménages exploitants dont les casiers rizières sont susceptibles d'être déplacés, caractéristiques qui restent similaires à celles de la grande zone rurale de la plaine de l'Imbo.



- **Scolarisation (niveau 2)**

L'accessibilité à l'éducation en milieu rural était, jusqu'à récemment, encore relativement restreinte entraînant ainsi des niveaux de scolarisation et d'alphabétisation très faible. Depuis quelques années, la gratuité scolaire a été implantée mais n'a pas encore donné les résultats probants surtout au niveau rural, puisque le taux de scolarisation des chefs de ménage est encore extrêmement bas. Des ménages enquêtés, seulement trois ont une formation égale ou supérieure au secondaire, dont un universitaire et un technicien. Quelques rares autres ont complétés le primaire et aucun le secondaire. Le taux d'alphabétisme de la population adulte rurale est faible (25 %), les hommes ayant un taux supérieur à celui des femmes.

La scolarisation des enfants dépendant de ces ménages semblent beaucoup plus importantes que le monde rural en général puisque presque tous fréquentent l'école aussi bien du niveau primaire que secondaire. La raison pouvant expliquer ce taux de fréquentation plus élevé résulte certainement des revenus du ménage qui sont supérieurs à la moyenne et à la pérennité de l'activité rémunératrice. Dès lors, les parents peuvent échauffer des projets à long terme pour leurs progénitures et dépendants.

Les lieux de résidence des exploitants rizicoles étant les mêmes ou équivalents au monde rural touché par les lignes électriques, les enfants doivent par contre là encore et généralement marcher quelques kilomètres pour rejoindre l'école.

- **Santé (niveau 2)**

La santé générale des ménages touchés par le poste, tout comme pour l'ensemble du Projet, peut être qualifiée de piètre. Les maladies les plus courantes sont la malaria, les diarrhées, la fièvre typhoïde et la tuberculose : Chez les enfants la diarrhée est celle qui cause le plus haut taux de morbidité. La qualité de l'eau pose donc un problème dans la majorité des villages dont la population, même pour les mieux nanties, a l'habitude de puiser directement son eau d'une rivière. Par contre, le développement des fontaines publiques permet de réduire les taux de ces maladies d'origine hydrique.

- **Situation de l'emploi (niveau 2)**

Tel que spécifié en introduction, la situation de l'emploi qui caractérise les exploitants rizicoles affectés par le poste reste privilégiée et cela malgré le faible taux de scolarisation des chefs de ménage. Le droit d'usage de casier rizicole assure pour chacun d'eux, non seulement une activité rémunératrice garantie et pérenne mais aussi et surtout un revenu qui est supérieur à celui pouvant résulter en général du secteur «informel », souvent précaire et relié à l'exploitation agricole des parcelles familiales.

Sans donc être à l'emploi comme tel d'une entreprise ou d'une société, et donc sans percevoir un salaire rémunérateur, ils s'inscrivent au sein d'une organisation structurée regroupant plusieurs exploitants appuyés par la



SRDI. Le revenu moyen ainsi déclaré par l'ensemble des chefs de ménage, lors des enquêtes, est très largement supérieur à celui des ménages exploitants uniquement leur parcelle familiale. De plus, près de 50 % de ces revenus proviennent de sources autres que celle de la parcelle rizicole. Si certains rares ont des activités rémunératrices, comme chauffeur de machineries lourdes ou fonctionnaire, la plupart des revenus autres provient de l'exploitation de parcelles maraichères et du petit commerce qui en résulte.

Si la venue du Projet en termes d'emploi peut être perçue comme positive par la population rurale en général, elle ne constitue pas pour les exploitants rizières une opportunité réelle bien que tous espèrent une électrification rurale prochaine.

➤ **Populations vulnérables**

Si certains chefs de ménages peuvent présenter par leur âge avancé une certaine vulnérabilité aux changements, leurs revenus supérieurs à la moyenne rurale combinés à des meilleures conditions de vie font que, sommes toutes, ils sont privilégiés. Dès lors, il appartient au Projet non seulement que cette qualité de vie ne soient pas altérées mais aussi qu'il vienne la bonifier.

Des 25 exploitations rizières, regroupant près de 170 personnes toutes confondues, aucun chef de ménage ou représentant d'association ne peut être défini comme vulnérable soit comme vivant au-dessous du seuil de pauvreté, étant socialement marginalisé, handicapé ou sans emploi ou sans terre.

Nonobstant cette situation pouvant être qualifiée de privilégiée par rapport au monde rural, la REGIEDSO, sur assistance de la SRDI, devra favoriser en priorité le remplacement de la surface perdue et le versement d'indemnités pour toutes pertes ou dommages subis et particulièrement pour les ménages susceptibles de se retrouver en situation de précarité après le Projet. Le Projet va en effet modifier, pour certains plus que d'autres, les conditions socio-économiques. Ainsi en est-il pour les personnes âgées, seules et ayant à leur charge unique des enfants mineurs étudiants pour la plupart. Pour les autres ménages, composée d'adultes et ayant des sources de revenus secondaires, ils pourront plus facilement s'adapter à tout changement et retrouver les conditions initiales, voire similaires d'avant projet. Deux ménages peuvent être identifiés comme potentiellement plus vulnérables à court terme. Il s'agit de :

- Une veuve - chef de ménage âgée de 60 ans, qui vit avec ses deux petits enfants âgés de 11 et 9 ans (2014). Cette personne, qui détient les droits d'exploitation du casier rizicole par son mari défunt, a une parcelle qui va être affectée sur 62,8 % de sa surface. Étant donné que ses seuls revenus proviennent de son casier et de son statut de veuve, femme seule âgée, ayant à sa charge des enfants mineurs, il est recommandé que le Projet non seulement l'indemnise pour les pertes et les dommages subis mais également qu'il l'accompagne dans la recherche d'une terre équivalente.
- Une veuve – chef de ménage âgée de 58 ans (2014), qui vit avec trois enfants mineurs (2 petites filles de 13 et 11 ans et une fille adoptée de 15 ans). Cette



personne, qui détient les droits d'exploitation du casier rizicole, a une parcelle qui va être affectée sur 53,3 % de sa surface. Étant donné son statut de veuve, femme seule âgée, ayant à sa charge des enfants mineurs, il est recommandé que le Projet non seulement l'indemnise pour les pertes et les dommages subis mais également qu'il l'accompagne dans la recherche d'une terre équivalente.

7.4.3 Populations affectées par la perte partiel de terre due à un pylône

Il a été établi que près de 247 pylônes seraient implantés selon une répartition préliminaire établie tous les 350 mètres en moyenne. Tel que mentionné au chapitre 3 sur les impacts du Projet, la surface accaparée par chaque pylône (121 m²) sera à l'usage exclusif de la REGIDESO qui en acquerra les droits.

Aucune réinstallation involontaire uniquement associée à l'implantation d'un pylône ne sera requise.

À l'étape actuelle, la répartition des pylônes n'étant pas finalisée, aucun inventaire des biens potentiellement touchés, des pertes et des dommages potentiels n'a été réalisé. Les ménages concernés par la présence de cet équipement seront, au même titre que ceux à réinstaller, inscrits au processus d'indemnisation et de suivi des griefs pouvant résulter des travaux. La Commission d'Indemnisation établira, au cas par cas des bien touchés, et sur la base des barèmes reconnus (surface, culture, âge de l'exploitation, état, rendement, autres), les indemnisations pour la perte du bien ou de l'activité.

Mentionnons en terminant que les parcelles qui sont concernés uniquement par le passage des lignes aériennes ne feront l'objet d'aucune expropriation. Les exploitations ne verront aucun de leur bien grevé, exproprié et toutes pourront être maintenues. Les ménages seront également tous inscrits au même processus d'indemnisation que toute autre personne pouvant être affecté par le Projet, par les réinstallations involontaires et les indemnisations pour les pertes et les dommages subis lors des travaux et l'exploitation du réseau.

7.5 Inventaire des biens à déplacer

Tel que mentionné au chapitre 4 portant sur la participation communautaire, des enquêtes terrain et rencontres avec les populations ont été réalisées le long des lignes de transport et sur le site du poste de Bujumbura. Ces enquêtes ménage ont été réalisées pour la totalité des habitations ou des exploitations agricoles susceptibles d'être déplacées en tout ou en partie par le Projet. Au cours de ces rencontres, des relevés des biens immeubles et des terrains associés ont été effectués.

Deux types de biens sont directement affectés par le Projet, soit : les biens immobiliers et particulièrement des habitations qui seront, selon les cas, à réinstaller et : les casiers rizicoles dont les surfaces perdues devront être, dans le meilleur des cas, remplacées.



7.5.1 Habitations et ménages à déplacer

Au total, 33 habitations ou maisons regroupant 28 ménages dont 6 locataires ont été identifiées comme pouvant être affectés en tout ou en partie par une relocalisation. Il importe de mentionner à cette étape que, bien que les relevés d'inventaire des biens immeubles et d'arpentage des emprises de lignes électriques aient validé la présence de ces bâtiments, rien n'indique encore aujourd'hui, hors de tout doute, qu'ils devront être démantelés et leurs occupants réinstallés; ce relevé sera finalisé après l'optimisation finale du tracé avec le plan de piquetage définitif.

Les habitations identifiées sont toutes de type traditionnel en terre ou banco, de dimensions qui varient entre 10 et 60 m² et de forme rectangulaire comprenant d'une à quatre pièces dont les séparations internes n'atteignent pas toujours le plafond. Le sol est uniquement de terre battue et les latrines, lorsqu'il y en a, sont à l'extérieur et sont traditionnelles. La quasi-totalité est construite en élévation en pisé (branche, paille et boue) et ont une dimension réduite (17 sont de 30 m² et moins). Lorsque les intempéries et le temps ont tôt fait de dégrader les fondations et les murs, certains ménages qui en ont les moyens font reconstruire en brique crue (adobe). Les quelques rares personnes qui en ont les moyens remplacent avec le temps les toitures en chaume par des tôles ondulées. Les briques cuites, plus chères et plus difficiles à fabriquer, ainsi que les fenêtres en bois, restent pour la plupart des ruraux hors de portée de coût. Presque toujours, les reconstructions se font à l'intérieur des limites de la parcelle, contigüe à la maison existante, l'occupant restant ainsi dans la résidence initiale en attendant que la seconde soit complétée. Lorsque le bâtiment reconstruit est terminé, celui d'origine est alors tout simplement démantelé. Le dossier cartographique et photographique, joint à l'Annexe B, présente la typologie des bâtiments potentiellement touchés par le Projet.

Dans le cadre du Projet, la REGIDESO a mis sur pied une Commission Technique d'indemnisation qui s'inscrit comme un processus transparent qui vise à identifier les personnes éligibles à toutes compensations. Cette Commission intègre les services techniques et juridiques de la REGIDESO et constitue une première expérience au sein de l'entreprise, expérience qui a entre autres été motivée par la réforme récente du Code Foncier National où les occupants traditionnels du sol sont dorénavant et généralement considérés comme des propriétaires à part entière du fond terrien qu'ils occupent.

La Commission est fonctionnelle depuis 2013 et a amorcé au quatrième trimestre cette même année le relevé exhaustif des biens et immeubles touchés par le Projet en vue d'établir les mesures de compensation applicables au cas par cas et les montants d'indemnisation sur la base de barèmes établis par l'État.

7.5.2 Parcelles rizicoles à déplacer

La Commission Technique a répertorié et délimité par arpentage les casiers rizicoles qui seront touchés par le nouveau poste de Bujumbura en vue d'identifier les exploitants éligibles à une compensation. De façon parallèle, elle a entrepris des discussions avec la SRDI pour identifier les moyens pouvant être mis en



œuvre afin que le Projet, exception faite de la surface directement touchée par le poste, n'affecte pas les rendements agricoles du grand domaine rizicole. La SRDI est une partie prenante importante du Projet dans la mesure où, à titre de gestionnaire du domaine rizicole et de celui qui alloue les droits d'exploitation des parcelles, peut contribuer à résoudre certains griefs entre autres ceux portant sur le remplacement des surfaces rizicoles perdues par les exploitants à la suite de l'implantation du poste. Tel que mentionné ci-dessous, la SRDI est un acteur clef dans les activités de remembrement des parties lots résiduels non touchés par le Projet et dans l'attribution des lots remembrés aux exploitants lésés.

Le futur poste va accaparer une surface de 4,5 ha localisée en tout ou en partie sur 25 casiers agricoles qui totalisent une surface exploitée de 7,1 ha (tableau précédent). La surface directement touchée, tout comme celle résiduelle qui résultera après l'implantation du Projet (soit 2,6 ha), se caractérise sans aucune exception par la culture intensive de riz dont les modes cultureux restent similaires c'est-à-dire traditionnels et mais avec une certaine mécanisation. La plantation et la récolte s'effectuent généralement à haute intensité de main d'œuvre et où les membres composant le ménage-locataire en sont les principaux travailleurs.

Les enquêtes ménages et des relevés d'arpentage officiels indiquent que 25 parcelles exploitées par vingt trois (23) ménages et deux (2) organisations seront touchées dans des proportions très variables (tableau précédent). Il est prévisible que 4 parcelles pourraient continuer à être exploitées, la surface touchée par le poste y étant moindre que 10 %. Pour certains autres, la surface résiduelle disponible (près de 50 %) pourrait être maintenue en culture sans toutefois permettre l'apport des revenus suffisants pour le maintien du niveau de vie des ménages. Enfin plus de la moitié, touchée à plus de 60 %, ne pourra tout simplement plus vivre de l'exploitation, cinq exploitants étant touchés à 100 %.

Il est important de rappeler que les surfaces officiellement louée par la SRDI à chaque exploitant détenant les droits est de 2500 m² (25 ares) bien que pour plusieurs cette surface peut varier en général à plus ou moins 20 %.

Aucun habitation ou bâtiment temporaire ou permanent n'est affecté par le poste. Les seuls aménagements touchés sont ceux du génie civil associés au système de drainage de surface dont la gestion hydraulique relève de la Société Régionale de Développement de l'Imbo. La REGIDESO, en concertation avec la SRDI, a déjà inscrit au Projet la réhabilitation de ces aménagements hydrauliques afin de maintenir les activités agricoles autour du poste et de façon plus large sur le domaine rizicole. L'accès au poste va quant à lui s'effectuer à partir d'un chemin rural existant qui va être réhabilité en totalité afin d'y maintenir une circulation à l'année longue.

La Commission Technique a déjà réalisé le relevé exhaustif des parcelles touchées par le Projet. Elle réalise actuellement le processus d'identification des mesures de corrective et de compensation applicables au cas par cas. Les montants d'indemnisation seront établis sur la base de barèmes fixés par l'État.



8 CADRE JURIDIQUE ET MÉCANISME DE RÉINSTALLATION

L'expropriation pour cause d'utilité publique est un pouvoir légal reconnu à l'Administration, d'affecter à l'utilité publique et moyennant indemnisation préalable, des biens appartenant à des particuliers. Cette prérogative confère aux pouvoirs publics le droit d'obliger les privés à accepter l'indemnisation préalable en contrepartie de leurs biens immobiliers ou fonciers, lesquels sont et/ou seront définitivement affectés à l'utilité commune.

Les politiques, lois et règlements applicables à la réinstallation involontaire des populations dans le cas du Projet des lignes à 220 kV Kamanyola - Bujumbura et 110 kV sont abordés ci-après en tenant compte que le Projet se situe en majorité en territoire burundais (79,6 km) et en faible partie en territoire congolais (2.4 km) et qu'il est appuyé financièrement par la BAD et KfW, deux institutions financières internationales. Notons que les exigences récemment redéfinies par la BAD dans sa Politique de Réinstallation des Populations mettent en tout point cette dernière au diapason des principales institutions de financement international dont fait partie également KfW. Sont rappelés ci-après le cadre juridique et les principaux mécanismes qui doivent être pris en compte dans le cadre du Projet.

8.1 Directive de la Banque africaine de développement

La politique du Groupe de la Banque africaine de développement en matière de déplacement involontaire de populations a été actualisée afin de répondre de façon plus concrète aux nouveaux besoins des différents projets et à leur suivi. Aujourd'hui, cette Politique est totalement en accord avec celles des différentes institutions internationales, comme celles de la Banque asiatique de développement, de la Banque mondiale et celles des pays européens, dont elle s'est largement inspirée puisqu'elles sont pour la plupart en opération depuis plus d'une décennie.

La Politique de la BAD en matière de réinstallation s'applique non seulement en cas de déplacement involontaire, mais également en cas de perte d'abris ou de biens par les personnes résidant dans la zone du projet, ou celles ayant subi des préjudices à leurs moyens de subsistance. La Politique s'inscrit dans le cadre de la vision de la BAD, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté. Cette politique réaffirme l'attachement de la Banque à la promotion de l'intégration environnementale et sociale en tant que moyen de stimuler la réduction de la pauvreté, le développement économique et le bien-être social en Afrique. Elle vient accompagner de façon complémentaire et indissociable les politiques en matière de genre (2001), celle portant sur le Cadre d'engagement consolidé avec les organismes de la société civile (2012) et celle sur la diffusion de l'information (2012). Elle est donc destinée aujourd'hui à aider la Banque et les emprunteurs à traiter les questions de déplacement de populations afin d'en atténuer les conséquences et asseoir une économie et une société viables.



Comme mentionné précédemment, et sur la base des relevés détaillés de terrain et des enquêtes effectuées auprès des populations, seule la ligne à 220 kV touche dans son emprise, en partie ou en totalité, 24 bâtiments qui sont occupés par 28 ménages et qui regroupent 96 personnes toutes confondues (homme, femme, enfant). De son côté, le nouveau poste de Bujumbura touche en tout ou en partie 25 casiers rizières sous la gestion de la SRDI. Les surfaces perdues devront de préférence être remplacées et leurs exploitants indemnisés. Enfin près de 233 pylônes seront implantés sur autant de sites qui pourront voir leurs activités agricoles affectées d'une manière ou d'une autre, mais cela sans qu'aucune réinstallation involontaire soit requise. Quant aux autres exploitants et propriétaires, dont les terres seront survolées par les conducteurs électriques aériens, ils ne seront pas expropriés et pourront maintenir leurs activités, principalement agricoles, pourvu qu'elles n'affectent pas l'intégrité du réseau électrique.

La Banque africaine reconnaît aujourd'hui que la réinstallation involontaire peut, à long terme, entraîner des dégâts sur le plan économique, social et environnemental si des mesures appropriées ne sont pas soigneusement planifiées et exécutées. Le principal objectif de sa politique est donc d'éviter la réinstallation involontaire dans la mesure du possible, en explorant toutes les options viables avant que des mesures ne soient prises pour réinstaller les personnes déplacées. Elle encourage la participation des personnes déplacées dans la planification et l'application des mesures de réinstallation et exige que les personnes déplacées soient assistées dans leurs efforts visant à améliorer ou, au moins, à retrouver les mêmes revenus et le même niveau de vie qu'elles avaient avant d'être déplacées ou avant le début de l'exécution du projet, en adoptant la solution la plus avantageuse.

Dans ses grandes lignes, la Politique de Réinstallation de la BAD prévoit que des moyens et des mesures soient pris en cas de réinstallation involontaire, soit :

- Qu'un Plan Abrégé de Réinstallation (PAR) ou, si plus de 200 personnes sont à déplacer, qu'un Plan Complet de Réinstallation (PCR) soit préparé;
- Qu'une indemnisation rapide et efficace, égale au coût total de remplacement, soit accordée pour compenser les pertes de biens directement imputables au projet;
- Que les personnes affectées, y compris les résidents des « communautés d'accueil », soient consultées et informées de leurs droits dans le cadre du processus de réinstallation;
- Que les personnes affectées, y compris les résidents des « communautés d'accueil » (en cas de nombreux nouveaux arrivants), soient autorisées à exprimer leurs préférences en matière de logement, d'infrastructure et de services et également en matière de terres agricoles allouées à titre d'indemnisation;
- Que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance sous forme d'indemnité de déménagement au cours du processus de relocalisation;



- Que les personnes déplacées, y compris les résidents des « communautés d'accueil » (en cas de nombreux nouveaux arrivants), bénéficient d'une aide au développement s'ajoutant aux mesures d'indemnisation, sous la forme par exemple de facilités de crédit, d'opportunités de formation ou d'emploi;
- Que les personnes vulnérables parmi les personnes déplacées (comme les handicapés, les personnes âgées, les femmes, les veuves, les enfants, les membres de groupes minoritaires défavorisés, etc.) bénéficient d'une assistance sociale particulière;
- Que la réinstallation des personnes affectées (et le démarrage subséquent de la construction du projet) ne soit effectuée que lorsque toutes les mesures nécessaires à l'indemnisation et la réinstallation sont effectivement en place.

En ce qui concerne l'admissibilité aux prestations de réinstallation, la Politique fait une distinction entre les personnes affectées par le projet (PAP) soit:

- Celles qui disposent de droits légaux formels sur la terre (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par les lois du pays);
- Celles qui ne disposent pas de droits légaux formels sur la terre au moment où le recensement commence, mais qui ont un droit sur la terre ou des biens situés sur cette terre - à condition que ces revendications soient reconnues par les lois du pays (la nouvelle Loi foncière du Burundi reconnaît effectivement ce droit).
- Celles qui ne disposent pas de droit légal reconnaissable ou revendication sur la terre qu'elles occupent.

Selon cette classification, la Politique prévoit que les personnes visées par les deux premiers groupes reçoivent une indemnisation pour les terres qu'elles ont perdues et d'autres formes d'assistance. Les personnes visées par le dernier groupe doivent également recevoir une aide à la réinstallation en lieu et place d'indemnisation pour les terres qu'elles occupent, et d'autres formes d'assistance, le cas échéant, pour atteindre les objectifs énoncés dans la Politique, si elles occupent la zone du projet avant et seulement avant la date butoir.

La Politique préfère également, lorsque les moyens de subsistance des personnes affectées proviennent de la terre, qu'une compensation foncière doit être préférée à l'indemnisation en espèces (pécuniaire).

La BAD a également édicté des directives sur la protection du patrimoine culturel qui consistent à contribuer à la préservation des ressources culturelles physiques et de chercher à éviter leur élimination. Ainsi la Banque refuse normalement de financer des projets qui vont endommager de façon significative les biens culturels et aide à la protection. Le projet ne touche toutefois aucun lieu culturel, patrimonial ou de sépulture.



8.2 Cadre du Burundi

La récente Loi n° 1/13 du 9 août 2011 portant révision du Code Foncier du Burundi encadre l'occupation du sol et du domaine foncier national en lieu et place de la Loi n° 1/008 de 1986. La nouvelle Loi, qui répond à des règles modernes, distingue les terres relevant du domaine public de l'État et autre personne publique qui sont soumises aux règles de la gestion domaniale et celles du domaine privé de l'État et des personnes privées qui relèvent de la gestion foncière de droit commun.

La Loi reconnaît dorénavant le droit de propriété pleine et entière et fait une distinction très nette entre le domaine de l'État (naturel et artificiel) et le domaine privé. Le domaine public artificiel de l'État comprend entre autres les servitudes des différents services publics, y compris celles pour les lignes électriques (article 194). Dans ce type de cas, le rattachement au domaine public de la personne publique juridiquement responsable est fixé par loi ou par les textes spécifiques aux différentes dépendances ou encore par l'acte de classement de l'aménagement ou de l'infrastructure considérée.

Nonobstant, l'inaliénabilité du domaine public, la servitude d'utilité publique ne s'oppose pas à son utilisation normale et non privative n'excédant pas le droit d'usage pouvant être reconnu à tous en fonction de la nature ou de l'affectation du fonds. Elle ne fait pas non plus fondamentalement obstacle à certaines utilisations privatives, dans les cas prévus par des dispositions spéciales. Dans tous les cas, l'occupation doit être temporaire (c'est-à-dire non permanente) et faire l'objet d'entente. Ainsi, dans le cadre du Projet, la REGIDESO va acquérir le droit de servitude et l'utilisateur pourra maintenir les usages des sols pourvu que ces derniers ne présentent pas de risque pour celui-ci et réciproquement pour l'exploitant et son réseau électrique. Ainsi, la REGIDESO propose à tous les usagers que les activités agricoles soient maintenues sous les conducteurs électriques.

Le droit de propriété foncière, clairement reconnu par la nouvelle Loi, peut être établi par un titre ou un certificat foncier. En cas de propriété foncière non titrée, constatée par un certificat foncier communal, son détenteur peut exercer tous les actes juridiques portant sur des droits réels, notamment la cession à titre onéreux ou gratuit, la transmission successorale et le bail. L'article 380 reconnaît tous les droits réels exercés par toute personne physique ou morale de droit privé en vertu de la coutume ou d'un titre d'occupation délivré par l'autorité compétente sur des terres exploitées non domaniales, se traduisant par une emprise personnelle ou collective, permanente et durable, selon les usages du moment et du lieu et selon la vocation du terrain. Sont réputées exploitées, les terres portant des cultures ou des constructions de toute nature, celles préparées en vue de leur culture ou celles dont les cultures viennent d'être récoltées, ainsi que les pâturages sur lesquels les particuliers exercent des droits privatifs, soit individuellement, soit en association ou en quelque groupement.

L'article 411 mentionne que le droit de propriété exercé en vertu d'un titre foncier, d'un certificat foncier, d'un titre administratif ou d'un mode coutumier d'acquisitions, peut être exproprié pour cause d'utilité publique au bénéfice de l'État ou de toute autre personne publique, moyennant le versement d'une juste et préalable



indemnité. Hormis les cas où l'expropriation a pour but de constituer une zone protégée, seul le terrain nécessaire aux infrastructures d'utilité publique et leurs dépendances peut faire l'objet d'expropriation.

L'Ordonnance 720/CAB/304/2008 établit au niveau national les modalités de base de calcul des indemnisations des terres, de certaines cultures et de construction en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette Ordonnance cible trois types de propriété soit : les bâtiments et les structures de nature privée; le patrimoine collectif et communautaire et; les biens fonciers, terres agricoles, boisements, pâturages et terrains à bâtir. L'article 1 précise que « le paiement de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique, est en tous les cas préalable, à toute action de déplacement de la personne expropriée » L'article 3 rappelle quant à lui que les indemnisations peuvent prendre aussi bien la forme d'une indemnité pécuniaire ou d'un échange assorti de cas échéant d'une indemnité partielle destinée à la réinstallation.

Si cette Ordonnance est venue actualisée en 2008 des barèmes qui ne reflétaient alors plus la réalité du marché, il est probable que ces barèmes doivent aujourd'hui être réactualisés puisque le coût des matériaux et de la main-d'œuvre a depuis lors augmenté. Cette actualisation est justement prévue au sein même de l'Ordonnance et un projet de loi visant à l'actualiser de nouveau est actuellement étudié, mais pour le moment le document de 2008 reste en vigueur et seul applicable.

Les biens expropriés ne peuvent sur principe être utilisés par le bénéficiaire de l'expropriation que pour la destination d'utilité publique énoncée dans la déclaration provisoire d'utilité publique et dans la décision d'expropriation. Sur pratique toutefois, et sur entente préalable, rien n'indique que dans le cadre spécifique d'un projet de ligne de transport, le maintien d'une activité agricole sous les lignes de transport ne puisse pas être autorisé sous certaines conditions toutefois. Le maintien de telles activités reste, dans la pratique, non seulement généralisé sur l'ensemble du territoire burundais, mais également ailleurs dans les pays industrialisés. Elles permettent non seulement le maintien d'activités génératrices d'emplois, mais également une meilleure gestion des emprises puisque les cultures limitent voire empêchent la croissance de la strate arborescente pouvant poser à terme des contraintes d'exploitation des réseaux électriques.

Les tableaux suivants rappellent les principes en matière de réinstallation involontaire des populations pour les fins d'utilité publique pour Burundi et la RDC par rapport à celles préconisées par la BAD.

Tableau 8-1 : Conformité de la législation burundaise et celle de la BAD

Sujet	Législation burundaise	Banque africaine de développement	Propositions par rapport aux différences
Indemnisation/Compensation			
Principe général	Païement d'une indemnisation suivant les dispositions du code foncier concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique.	Compensation en nature ou en espèce au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté.	
Calcul de la Compensation	<p>Ordonnance Ministérielle n°720/CAB/304/2008 du 20/3/2008 portant actualisation des tarifs d'indemnisation des terres, des cultures et des constructions en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burundi. Un processus d'actualisation des barèmes est prévu.</p> <p>Pour les cultures vivrières annuelles et bisannuelles : tarif basé sur le rendement espéré, la superficie du champ, le prix moyen par kg au cours des 6 derniers mois du produit.</p> <p>Pour les cultures pérennes : tarif basé sur le rendement espéré, la superficie du champ, le prix moyen par kg au cours des 6 derniers mois du produit et le nombre moyen d'années entre le moment de la plantation de la culture et celui de son entrée en production.</p> <p>Pour les terres : tarif basé sur la catégorie de terrain et selon qu'il est situé dans la capitale, dans les villes principales, dans les villes secondaires, dans les centres à vocation urbaine et selon le standard du quartier.</p> <p>Pour le bâti : tarif basé sur la catégorie des matériaux utilisés, sur le standard du quartier et sur les niveaux de construction (pavillonnaire, rez-de-chaussée, étages).</p>	<p>Pour les cultures de tout type : tarif basé sur l'âge, l'espèce, le prix en haute saison</p> <p>Pour les terres : tarif basé sur la valeur du marché, frais divers/enregistrements, capacité de production, emplacements, investissements et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet.</p> <p>Pour le bâti : tarif basé sur le coût des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local.</p>	L'Ordonnance prévoit, selon l'art.12, un processus d'actualisation des tarifs et barèmes tous les 2 ou 3 ans.
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Voir Ordonnance n°720/CAB/304/2008	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Le projet prévoit l'assistance
Éligibilité			
Propriétaires coutumiers de terres	Païement d'une indemnisation si elles ne peuvent plus jouir de leurs biens ou des fruits de ces biens à titre temporaire ou de manière définitive en raison d'une expropriation pour cause d'utilité publique.	Ces personnes reçoivent une compensation	Conformité
Propriétaires de terrains titrés	Reconnus pour indemnisation	Ces personnes reçoivent une compensation	Conformité
Occupants informels	Non reconnus pour l'indemnisation	Assistance à la réinstallation	Apprécier cas par cas les situations sur le terrain en fonction de l'historique des usages et occupations – accompagner l'utilisateur dans les

Sujet	Législation burundaise	Banque africaine de développement	Propositions par rapport aux différences
			formalités d'officialisation des droits de propriété
Locataires	Prévus pour indemnisation tant qu'ils exploitent une activité attachée à la terre, objet de l'expropriation	Assistance réinstallation	La REGIDESO ne prévoit pas indemniser les locataires non exploitants. Un délai suffisant est toutefois prévu afin que le locataire se relogé
Occupants informels après la date limite d'éligibilité	Pas de dispositions spécifiques, donc aucune compensation	Aucun droit reconnu	Conformité
Procédures			
Paiement des indemnisations/compensations	Avant le déplacement	Avant le déplacement	Conformité
Forme/nature de l'indemnisation/compensation	En espèce ou en nature ou les deux à la fois	La priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt qu'en espèces	Conformité
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique	La BAD accorde une priorité aux PAP reconnues comme vulnérables soit : celles qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les vieillards, les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes pouvant faire l'objet de ségrégation.	Le projet prévoit l'application du cadre de droit Burundais et va, au cas par cas, évaluer les compensations complémentaires requises. S'il y a absence de lois nationales, la REGIDESO adopte les standards de ses partenaires financiers.
Plaintes /Grief	Des procédures de recours sont prévues avec priorité d'entente à l'amiable au préalable. Un processus de gestion des griefs est prévu.	Privilégie les règlements l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Conformité. La REGIDESO prévoit un processus continu pour la gestion des griefs.
Consultation	Prévue	Les personnes affectées doivent être informées à l'avance des options qui leur sont offertes, puis être associées à leur mise en œuvre	Conformité.

(1) Tiré de : République du Burundi – Vice Ministère chargé des travaux publics et de l'équipement. Cadre de Politique de Réinstallation de Population - Mars 2009.



8.3 Cadre de la République Démocratique du Congo

La Constitution de la transition promulguée le 4 avril 2003 a été consolidée le 18 février 2006 par la toute nouvelle Constitution de la République Démocratique du Congo. Cette dernière garantit les libertés et les droits fondamentaux des citoyens congolais et, en particulier, défend ceux de la femme et des enfants. En outre, elle réitère (article 9) que l'État exerce une souveraineté permanente notamment sur le sol, le sous-sol, les eaux et les forêts, sur les espaces aériens, fluviaux et lacustres congolais ainsi que sur la mer territoriale congolaise et sur le plateau continental. Par ailleurs, la propriété privée est sacrée et l'État garantit le droit à la propriété individuelle ou collective acquise conformément à la loi ou à la coutume (article 36). Selon l'article 37, l'expropriation pour cause d'intérêt général ou d'utilité publique ne peut intervenir qu'en vertu d'une loi prévoyant le versement préalable d'une indemnité équitable.

Selon la Loi foncière de 1973, toute la terre congolaise est la propriété de l'État. Le domaine de l'État comprend les terres publiques (telles que les terres où sont aménagées des infrastructures publiques comme des routes) et les terres qui sont la propriété exclusive de l'État, qui peuvent être cédées à des tiers selon des modalités variables en fonction de l'usage prévu.

La Loi foncière semble reconnaître l'occupation coutumière des terres rurales et les droits coutumiers s'y rapportant, mais ne fournit que quelques détails sur la gestion des terres de régime coutumier. En général, la Loi porte essentiellement sur le régime s'appliquant aux concessions de terres urbaines et de grandes étendues de terres rurales vouées à l'exploitation intensive et mécanisée.

La Loi 77-001 du 22 février 1977 portant sur le Code des Biens prévoit, à son article 5, une procédure d'expropriation ayant pour origine une décision prononçant l'utilité publique de travaux. La décision d'expropriation doit mentionner l'identité complète des intéressés et s'appuyer sur un plan des biens à exproprier avec en plus, en cas d'expropriation par zones, un plan indiquant les travaux à exécuter et les biens à mettre en vente ou à concéder. La Loi prévoit les compensations des terres avec des parcelles équivalentes, mais uniquement pour les terres occupées légalement. Elle ne mentionne toutefois pas l'indemnisation pour les occupants non reconnus comme légaux ainsi que pour les coûts de la réinstallation, la réhabilitation et le suivi et l'évaluation du processus, deux aspects qui sont des éléments essentiels des directives internationales. Enfin, le texte passe sous silence la phase des préparatifs qui précèdent la prise de décision prononçant l'utilité publique renvoyant à notre avis cette phase à la discrétion du Pouvoir Exécutif.

La Loi fixe toutefois le délai de « déguerpissement » à dater de la mutation (art. 6). Dans les faits, cette date butoir permettant d'identifier les populations éligibles peut être considérée comme celle correspondant à la date l'ouverture de l'enquête publique, soit dans les faits aux relevés des biens et immeubles effectués par la Commission mixte de l'État ou même dans le cas présent la Commission Permanente d'évaluation. Ceci correspond entre autres aux Principes Directeurs de la Politique de Réinstallation involontaire des populations de la BAD (chapitre 3.3 alinéa e) et à ceux entérinés par le Groupe KfW à travers ses engagements en



matière de protection de l'environnement et de développement durable¹. Dans tous les cas, les directives internationalement reconnues excluent généralement de la compensation les gens venus s'installer après la décision de réaliser le projet.

La Loi congolaise prévoit que les personnes déplacées doivent être indemnisées au coût de remplacement plein, avant leur déplacement effectif, l'expropriation de leurs terres et des biens qui s'y trouvent, ou le démarrage des travaux du projet, le premier à survenir de ces événements étant retenu.

Dans le cadre de ses projets, la REGIDESO s'appuie d'abord sur la législation burundaise puisque généralement ses champs d'intervention ont uniquement lieu en territoire national. Dans le cas du présent Projet, la REGIDESO va être Maître d'Ouvrage de la construction de la ligne à 220 kV en territoire congolais et cela à partir du poste Kamanyola. Même si la distance concernée en RDC reste faible (2,4 km), la Loi congolaise devra s'appliquer tout comme les principes des institutions financières (BAD/KfW). Tous les processus et les actions de communications, d'information et d'indemnisations à entreprendre par la REGIDESO se guideront sur de telles directives et en absence de cadre établissant des barèmes d'indemnisation justes et équitables en territoire congolais, les barèmes établis par la loi burundaise seront utilisés comme référence afin d'uniformiser les indemnisations auprès des populations affectées par le Projet et ainsi éviter des inégalités entre des populations qui partagent presque le même territoire et qui sont dans les mêmes conditions économiques et sociales.

8.4 Principes de compensation par la REGIDESO

Les principes de compensation et les objectifs que la REGIDESO s'engage à suivre dans le contexte de la réalisation du Projet consistent en ce que le moins de personnes possibles soient affectées par les travaux et l'exploitation des lignes et que celles qui le seront soient équitablement compensées afin d'éviter des répercussions négatives du Projet sur leur bien-être social, culturel et socio-économique.

Un des principes importants est d'éviter la réinstallation lorsque possible, entre autres en recherchant des alternatives de tracé, de localisation de poste et de chemins d'accès permettant d'éviter les agglomérations ou toute concentration de population. Le tracé retenu pour les deux lignes répond à ces objectifs. Lorsque la réinstallation ne peut être évitée, le principe est de tout tenter pour en minimiser les effets.

En ce qui concerne les ménages devant être déplacés, la REGIDESO entend les compenser selon la valeur de remplacement à neuf de tous les biens affectés et rembourser également les potagers, arbres fruitiers et autres biens, afin que les personnes réinstallées aient la possibilité d'améliorer leur habitat et autre structure qui y sont reliée, sans toutefois créer des inégalités au sein de la communauté.

¹ KfW : KfW Statement on Environmental Protection and Sustainable Development



La REGIDESO a élaboré deux dossiers guides de référence intitulés : « Cadre de Politique de Réinstallation des Populations² » et : « Cadre de Gestion Environnementale et Sociale ». Ces guides définissent les approches et les modalités devant être réalisées lors d'un projet d'utilité publique. Par ailleurs, cette entreprise d'État accorde une attention particulière aux besoins de groupes vulnérables parmi les déplacés, tels les personnes se situant sous la ligne de pauvreté, les femmes seules, les enfants, les personnes âgées et les handicapés. S'il y a absence de lois nationales, la REGIDESO adopte les standards des institutions financières internationales qui participent au Projet.

Les personnes affectées temporairement ou de façon permanente par la construction et la présence du Projet ont droit à une compensation, tel que stipulé dans le cadre légal national et ce à quoi la REGIDESO et ses partenaires financiers (BAD et KfW) souscrivent totalement.

Sont rappelés ci-dessous, les principes qui encadrent les réinstallations involontaires des populations aux fins d'utilité publique, principes qui s'accordent aux exigences des institutions financières internationales dont la BAD et KfW.

En territoire Burundais, la valeur est établie et négociée dans chaque cas sur la base de barèmes reconnus et établis par l'Ordonnance Ministérielle 720/CAB/304/2008 établissant les nouvelles « Procédures d'indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ». La Commission technique permanente de réinstallation de la REGIDESO, récemment mise en place, applique donc cette Ordonnance et en absence de barème propose des indemnisations en accord aux valeurs du marché.

Les principes qui dictent ces indemnisations sont :

Maisons et cultures : Les habitations ou les maisons sont évaluées en fonction de leur valeur de reconstruction à neuf tandis que les cultures sont évaluées selon l'Ordonnance de 2008. En absence de barème, la valeur marchande moyenne des cultures peut être établie sur les marchés dans la zone du Projet et en y ajoutant le coût de la main-d'œuvre nécessaire à mettre en culture une parcelle de remplacement.

Les maisons à indemniser effectivement habitées seront remplacées par de nouvelles maisons avec amélioration. Pour les maisons en phase de construction, qui ne sont ni habitables et ni habitées, l'indemnisation couvrira les coûts de construction jusqu'à au moins la même qualité que la maison à indemniser. Contrairement au premier cas où les maisons de remplacement pourront être construites sous la responsabilité du Maître d'Ouvre, les constructions inachevées seront uniquement reconstruites par les propriétaires. Le tableau suivant présente,

² Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines : Régie de Production et de Distribution de l'Eau et de l'Électricité. Projet Multisectoriel Infrastructures, Eau et Énergie : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) (Émile Émerusenge, 2007) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (sans auteur, non daté)



pour des cas types, les matériaux de remplacement préconisés aux fins de compensation.

Tableau 8-2 : Types de Matériaux de Remplacement

Structure	Matériaux de construction initiale	Matériaux de compensation
Maison (logement ou hangar de stockage)	Briques cuites ou non, en torchis, en bois Toit en pailles, tuiles ou tôles Huisserie métallique ou bois Tailles (Grands, moyennes ou petites).	Fondation pierres et ciment, briques cuites reliées au ciment, briques adobes ou blocs-ciments chaulés ou peints Huisseries au moins équivalentes Toit en tôles ou en tuiles Taille au moins équivalente et conforme aux normes minimales d'hygiène
Clôture	Briques cuites ou non, en pierres avec ciment, en bois, bambou ou autres	Au moins équivalentes
Étables	Briques, bois, toit en pailles, tuiles ou tôles, Taille (pour les bovins, chèvres, moutons, porcs, etc. ;)	Toit en tôles Tailles au moins équivalentes et conformes aux normes techniques
Latrines	Remplacer selon le modèle de la région	Au moins équivalentes et conformes aux normes d'hygiène recommandées par le Ministère de la Santé

Autres Infrastructures : Tous les propriétaires légaux des habitations ou maisons ont droit à un dédommagement rapide et total pour les infrastructures qui se trouvent à l'intérieur des limites du terrain qu'ils occupent (maison, latrines, paillote, potager et autre, si tel est le cas).

Locataires : Les locataires, qui ne possèdent pas d'infrastructure affectée, sont également considérés comme des occupants légaux ayant droit à une assistance pour leur déménagement ou la recherche d'une nouvelle habitation. Ils ont aussi droit au dédommagement selon les taux en vigueur pour les cultures et arbres qu'ils auraient fait pousser à leurs propres frais sur le terrain loué et aux constructions qu'ils auraient érigées à leurs frais. Sur la base des enquêtes réalisées, six locataires occupent actuellement les bâtiments touchés dont quatre occupent le même logement à Rugombo. Pour toute autre rénovation ou amélioration aux infrastructures existantes, la REGIDESO se réfèrera à la décision sur la propriété prise après la confrontation entre propriétaire, usager et chef de colline et payera directement au propriétaire du bien ou de la mise en valeur.

Dans tous les cas, la REGIDESO doit éviter de payer par personne interposée de crainte que les indemnités ne parviennent pas aux populations concernées.

Parcelles agricoles : Les cultivateurs ont droit à être dédommagés pour toutes les pertes temporaires ou permanentes qui pourraient être enregistrées à la suite de la construction des lignes et du poste, à la présence des pylônes ou aux passages de véhicules sur les parcelles qu'ils cultivent. Les personnes qui sont éligibles aux compensations sont celles qui détiennent les droits légaux et coutumiers.

Arbres fruitiers et décoratifs : Tous les propriétaires d'arbres fruitiers sont remboursés à la valeur marchande des fruits en fonction de la maturité des arbres. La compensation concerne la perte de production et les coûts de mise en place jusqu'à l'établissement d'un arbre de remplacement. L'Ordonnance 720/2008 sert là encore de référence. Pour les arbres décoratifs, la compensation se fait suite à leur évaluation par la Commission Technique Permanente de Réinstallation durant la période de recensement des biens.



Le paiement des compensations aux personnes et aux ménages doit se faire en espèce et/ou en nature, selon les préférences des intéressés bien que les institutions financières internationales tendent à privilégier la compensation en nature. Les paiements en espèce devront tenir compte de l'inflation, de la façon dont ils sont effectués ainsi que du lieu et du moment où ils sont faits.

Le tableau suivant présente les formes de compensations applicables au Burundi.

Tableau 8-3 : Formes de Compensation

Paielements en liquide	La compensation sera calculée selon la formule de l'ordonnance ministérielle pour les cultures, les arbres et les maisons, en monnaie locale art.3 de l'ordonnance ministérielle n°720/CAB/304/2008 du 20 mars 2008.
Compensation en nature	La compensation inclut les terres, les matériaux de construction, des sacs de vivres, les semences, les intrants et le crédit pour des équipements.
Assistance	L'assistance peut inclure l'allocation pour le déménagement, le transport et l'emploi. Elle peut également prévoir un suivi de la réinstallation et des appuis complémentaires (formation professionnelle, alphabétisation, etc.).

En territoire congolais, la législation congolaise en matière d'expropriation est relativement similaire, du moins sur ses principes, au cadre légal du Burundi. La Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés est considérée comme étant le texte fondamental de la législation foncière de la RDC. La grande différence avec le Burundi est que le patrimoine foncier appartient entièrement à l'État et est constitué à la fois de terres domaniales qui comprennent un domaine public et un domaine privé. Le domaine public « est constitué de toutes les terres affectées à un usage ou à un service public » (Art. 55) alors que le domaine privé est constitué par « toutes les autres terres » ne relevant pas du domaine public. Les droits de jouissance de ces terres privées sont concédés à des personnes publiques ou privées par un certificat d'enregistrement qui sert de base à l'établissement d'une concession perpétuelle, ordinaire ou d'une servitude foncière.

La Loi 77-001 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique sert de référence sur les règles de base, mais rien ne vient confirmer des barèmes d'indemnisation.

La Loi 73-001 mentionne toutefois à son article 102 que « *Lorsque l'expropriation porte sur une concession perpétuelle à titre onéreux, il sera tenu compte pour l'évaluation de l'indemnité compensatoire du prix auquel le concessionnaire a acquis son droit, impenses en plus, s'il y échet* ». Cela implique donc « *qu'en cas de reprise ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, aucune indemnité n'est due pour le fonds, lorsque l'emphytéose a été consentie à titre gratuit* » (art.131).

La loi congolaise repose donc encore sur les lois pouvant être qualifiées de coloniales qui prévoient uniquement des compensations de terres pour les terres occupées légalement, et donc attribuées à travers l'usage coutumier ou droit. Elle ne propose pas d'indemnisation pour les occupants non reconnus comme légaux



et ces montants, et lorsqu'ils s'appliquent ne sont pas encadrés par des barèmes préétablis.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent Plan de réinstallation, il a été établi qu'en absence de cadre établissant des barèmes d'indemnisation justes et équitables en territoire congolais, les barèmes établis par la loi burundaise et portant sur les pertes de cultures et autres biens seront utilisés. Cette approche vise à uniformiser les indemnisations auprès des populations affectées par le Projet, où qu'elles soient, et cela afin d'éviter la création de deux classes d'indemnisés ou des inégalités entre des populations qui partagent presque le même territoire géographique et qui sont surtout dans les mêmes conditions économiques et sociales.

Le tableau suivant rappelle le cadre principal de la gestion foncière et des procédures d'expropriation en RDC.

Législation	Date	Article	Description
CODE DES BIENS du Régime foncier et immobilier Loi No. 73-021 du 20 juillet 1973	1973	Article 53 du 20 juillet 1973	<ul style="list-style-type: none"> Le sol est la propriété exclusive inaliénable et imprescriptible de l'État. Ainsi, le fait pour celui-ci de conclure un contrat de concession perpétuelle sur une parcelle de terre avec un particulier ne transfère pas à ce dernier un droit de propriété sur le sol. Les particuliers ne détiennent que la propriété privée des immeubles incorporés et acquièrent sur le sol un droit de jouissance qui sert de support de cette propriété. La propriété du sol et du sous-sol appartient à l'État qui peut accorder des concessions à ceux qui en font la demande.
		Article 54	<ul style="list-style-type: none"> Le patrimoine foncier de l'État comprend un domaine public et un domaine privé.
		Article 55	<ul style="list-style-type: none"> Le domaine foncier public de l'État est constitué de toutes les terres qui sont affectées à un usage ou à un service public. Ces terres sont inconcessibles tant qu'elles ne sont pas régulièrement désaffectées. Les terres qui font partie du domaine public de l'État sont régies par les dispositions particulières aux biens affectés à un usage ou à un service public.
CODE DES BIENS XII Expropriation pour cause d'utilité publique Loi du 22 février 1977	1977	Article 1	<ul style="list-style-type: none"> Sont susceptibles d'expropriation pour cause d'utilité publique : <ol style="list-style-type: none"> la propriété immobilière les droits réels immobiliers (sauf tout ce qui touche à l'exploitation et aux concessions minières) les droits de créance ayant pour objet l'acquisition ou la jouissance d'immeubles les droits de jouissance des communautés locales sur les terres domaniales.
		Article 2	<ul style="list-style-type: none"> L'utilité publique est de nature à s'étendre à différentes nécessités de la collectivité sociale, dont les services publics. Elle suppose que le bien repris par l'État aura une affectation utile à tous ou à une collectivité déterminée.
		Article 3	<ul style="list-style-type: none"> L'expropriation pour cause d'utilité publique peut être ordonnée pour l'ensemble des biens compris dans un périmètre déterminé.



Législation	Date	Article	Description
		Article 5	<ul style="list-style-type: none"> La procédure d'expropriation a pour origine une décision prononçant l'utilité publique des travaux et ordonnant l'expropriation.
		Article 6	<ul style="list-style-type: none"> La décision d'expropriation est prise pour une expropriation ordinaire ou par périmètre (par voie d'arrêté signé par le Ministre ayant les Affaires Foncières dans ses attributions) ou par zone (par voie d'ordonnance présidentielle). La décision doit mentionner l'identité des intéressés et s'appuyer sur un plan de biens à exproprier, un plan indiquant les travaux à exécuter et les biens à mettre en vente ou à concéder. Elle fixe le délai de déguerpissement à dater de la mutation.
		Article 7	<ul style="list-style-type: none"> La décision est publiée au Journal Officiel et portée à la connaissance des personnes exposées à l'expropriation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise en main propre par un messenger contre avis de réception daté et signé.
		Article 8	<ul style="list-style-type: none"> Pour les droits collectifs de jouissance, la population est en outre prévenue oralement par une communication faite aux représentants qualifiés des communautés locales intéressées, par le Commissaire de zone ou son délégué.
		Article 9	<ul style="list-style-type: none"> Lorsqu'une personne à être expropriée ne peut être rejointe, l'administration avertit le Procureur de la République près du tribunal du ressort qui prend immédiatement les mesures nécessaires pour la défense des intérêts en cause (recherche de la personne ou nomination d'un administrateur des biens à exproprier); Les indemnités sont alors consignées au nom de l'exproprié à la caisse d'Épargne du Zaïre (déductions faites des honoraires dus à l'administration).
		Article 11	<ul style="list-style-type: none"> Les réclamations, observations et accords auxquels la décision d'expropriation donne lieu, ainsi que les prix, indemnités ou compensations dûment justifiées que les personnes intéressées réclament, doivent être portés à la connaissance de la SNEL, dans un délai de un mois à dater de l'avis de réception prévu aux articles 7 et 8. Ce délai peut être prorogé par la SNEL.
		Article 12	<ul style="list-style-type: none"> À l'expiration du délai imparti, des propositions d'indemnisation sont faites aux intéressés. Ces propositions s'appuient sur un procès-verbal d'expertise dressé et signé par deux Géomètres Experts Immobiliers du Cadastre auxquels peut être adjoint un agronome (ou autres spécialistes selon les besoins). Lorsqu'il s'agit d'exproprier des droits collectifs ou individuels de jouissance qu'exercent des populations locales sur des terres domaniales, la SNEL s'appuiera, pour formuler ses propositions d'indemnisation, sur une enquête prescrite et effectuée conformément aux dispositions des articles 193 à 293 de la loi No. 73-021 du 20 juillet 1973 (du régime foncier) Expertise et enquête peuvent être faites préalablement à l'ouverture de la procédure d'expropriation
		Articles 13 à 24	<ul style="list-style-type: none"> Établissement des procédures à défaut d'entente à l'amiable (les tribunaux vérifient la régularité de la procédure administrative et procèdent au règlement des indemnités)



8.5 Processus d'indemnisation

Le processus de compensation et de réinstallation, qui repose sur des principes de transparence, comprend plusieurs étapes qui incluent : la notification aux propriétaires et locataires des habitations/maisons affectées et aux occupants des parcelles touchées par le Projet; l'identification des personnes et des biens affectés; l'accord sur les compensations et la préparation des contrats; le paiement et/ou l'arrangement des compensations; les procédures de réclamation et la compensation des chefs.

Ces étapes, qui ont été amorcées par la REGIDESO au courant de 2013, devraient officialiser des candidats éligibles à indemnisation. Selon ces principes, l'ensemble des étapes amorcées s'effectue de concert avec les chefs de collines et les autres autorités administratives. Sont présentées ci-dessous les étapes clefs du processus de compensation, les objectifs et les conditions devant permettre sa réalisation en conformité avec les règles et les directives émises au niveau national et international. Bien que ces étapes doivent être suivies, les modalités de réalisation peuvent être adaptées à la structure de fonctionnement développée au sein du groupe de travail de la Mission de Contrôle de l'Environnement de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet et où la Commission Technique Permanente d'Indemnisation de la REGIDESO qui y a un rôle majeur.

Il importe de mentionner que le processus d'indemnisation a été précédé d'un processus de communication au cours duquel les populations villageoises et les autorités ont été informées du Projet, de son calendrier de réalisation, mais aussi des questions de déclaration d'utilité publique, d'expropriation, d'alternative de compensation et d'indemnisation.

8.6 Étapes clefs du processus

8.6.1 Notification

Le chef de colline et les populations sont informés au fur et à mesure que la REGIDESO identifie les terrains et les parcelles qui sont affectées de manière temporaire ou permanente par le Projet. L'identification et la localisation des propriétaires et des locataires des biens immeubles et des occupants des parcelles se réalisent avec l'aide du Chef de colline. Les utilisateurs sont alors informés par notification orale (plusieurs personnes ne savent pas lire et écrire), en présence du Chef de colline ou de son représentant.

Durant cette notification, la communauté est appelée à se réunir avec le représentant de la REGIDESO pour discuter de la procédure de compensation étape par étape.

Comme le calendrier des travaux peut subir des modifications en cours de route, et parce que la procédure de compensation et de réinstallation le prévoit, les personnes devant être réinstallées peuvent choisir entre :



- Recevoir le montant des compensations en espèces pour se reconstruire une maison dans le lieu de leur choix (dans la même colline, dans une colline existante pour rejoindre des parents ou des amis ou dans un nouvel endroit);
- Recevoir le montant équivalent à la main-d'œuvre en espèces et les matériaux livrés sur place en nature.

Lors des enquêtes ménages réalisées dans le cadre du Plan de Réinstallation et de l'Étude d'Impact Environnemental et Social, le mode de compensation basé sur le versement d'une indemnité pécuniaire a largement été privilégié.

8.6.2 Identification des personnes et des biens

Le représentant du Maître de l'Ouvrage ainsi que le Chef de colline ou son représentant, entreprennent un recensement des personnes qui sont affectées par le Projet. Pour chaque personne ou ménage concerné, le représentant de la REGIDESO établit un dossier de compensation qui doit contenir les informations suivantes :

- L'identité de la personne concernée et des membres qu'elle déclare comme membre de sa famille ainsi que le nombre de personnes résidant dans la maison (propriétaire ou locataire), en mentionnant le nombre d'enfants et la présence de groupes vulnérables, ainsi que leurs noms et date de naissance.
- L'inventaire des biens immeubles affectés : Pour les unités d'habitation, le recensement comprend le type et le nombre d'habitations sur chaque terrain, leurs dimensions, le nombre de pièces, les matériaux de construction, l'année de construction et leur état d'entretien actuel. Les autres biens seront également inclus dans l'inventaire comme les latrines, puits, arbres fruitiers, potager, autres.
- L'inventaire des cultures affectées : Pour les parcelles agricoles, le recensement portera sur le type de tenure des terres (concession privée, propriété traditionnelle, propriété de l'État, etc.), l'utilisation du sol, les cultures, les superficies utilisées, la technique agricole employée et toute amélioration présente (puits, irrigation et type d'irrigation, utilisation de culture mécanisée, utilisation de semences certifiées, autres.).
- Les renseignements additionnels qui permettent d'assurer le suivi de sa situation future.

Les étapes suivantes sont indiquées pour référence afin d'obtenir une base de données sur la compensation complète et non ambiguë :

- Localisation des biens (structures, champs, arbres) à l'aide d'un appareil GPS ;
- Identification du bien à l'aide d'un appareil photographique numérique. Sur la photo apparaît si possible le bien, le propriétaire du bien ou un représentant de sa famille ;



- Description du bien (cultures, biens immeubles, matériel de construction du toit, des murs et du sol des structures), production de l'arbre fruitier et années depuis la première production des fruits ;
- Dimensions du bien (surface du champ, largeur et longueur du bâtiment) ; et
- Au cas où le bien serait en location, le propriétaire apparaît sur la photo, tenant un papier avec un « P » et le locataire-usager tenant un papier avec un « L », les témoins apparaissent tenant un papier « Témoin ».

Le Propriétaire et le Chef de colline comme témoin, et – si présent – l'utilisateur signent le protocole d'inventaire sur lequel est mentionné :

- Le nom du chef de ménage et de son époux/se ;
- L'identification à partir d'une pièce d'identification où figurent noms des parents, date et lieu de naissance ;
- Le nom du propriétaire ou propriétaire-usager et, si besoin, le nom de l'utilisateur ;
- La date du relevé ;
- La description des biens ; et
- La date de signature.

Au cas où le propriétaire et l'utilisateur ne concerneraient pas la même personne, un formulaire pour chacun des deux sera dressé. Le représentant de la REGIDESO vérifiera également auprès de la communauté, la propriété ou l'occupation de tous les terrains ou structures dont les propriétaires ou les locataires sont absents lors de l'inventaire.

Il est important, dans le cas de réinstallation physique par une nouvelle maison, que tous les papiers soient signés par tous les époux qui habitent la maison à indemniser et que le Projet s'assure tout au long du processus que les bénéfices de la réinstallation concernent l'ensemble des personnes à réinstaller, et non seulement le chef de famille. L'obligation pour la REGIDESO est de réinstaller le ménage au complet, pas seulement le chef de ménage en tant que propriétaire/gérant des biens, et la signature des papiers par tous les époux protégera contre l'usurpation de l'indemnisation par un des deux époux.

Cette information est lue à la partie intéressée, confirmée et signée devant témoins (le Chef de colline ou autre personnalité officielle).

Les dossiers sont remis à jour périodiquement et doivent comprendre également les documents sur tous les terrains attribués au Projet, ceci dans le but d'éviter toute forme d'abus. Les réclamations et l'ensemble des biens doivent être consignés par écrit.



De façon générale, la mise en place du Projet ne devrait pas affecter négativement d'autres emplois et sources de revenus, mais si tel était le cas, l'inventaire doit couvrir tout autre aspect qui s'avère nécessaire pour l'évaluation des dédommagements.

8.6.3 Accord et préparation de contrat

Sur la base de ces informations et des barèmes d'indemnisation établis par l'Ordonnance de 2008 sur les expropriations, la REGIDESO estime le coût pour les structures et les avoirs. En cas d'absence de barème, les couts doivent être estimés selon le prix local du marché. Le coût estimatif doit comprendre l'indemnité pour inconvénient, le coût des maisons améliorées et des biens immeubles par nature, les frais de déménagement et le manque à gagner.

Les différentes formes de compensation doivent être expliquées de façon compréhensible aux personnes et aux ménages concernés.

Le représentant responsable de la REGIDESO doit rédiger un protocole d'accord qui dresse la liste de tous les biens et les types de compensation en espèces et/ou en nature choisis par les intéressés. Le contrat doit être lu à voix haute en présence des parties concernées, du Chef de colline, de son secrétaire ou autres. Lorsqu'une personne choisit la compensation en nature (construction de maison améliorée), elle signe un document pour la commande de ses biens devant témoins.

Le choix du terrain de remplacement dépend en premier lieu des besoins de la personne concernée. L'intéressé est invité à identifier un terrain de remplacement avec la collaboration du Chef de colline et la REGIDESO, à valider ce choix et à s'assurer que le terrain est disponible et soit mis à la disposition de la personne intéressée avec au moins autant de sécurité foncière que la terre qu'il utilisait auparavant.

8.6.4 Paiement des compensations

Une fois que la REGIDESO (Commission Technique Permanente) et la personne concernée s'entendent sur une indemnisation et une assistance, les compensations sont directement versées aux intéressés en présence du Chef de colline et de l'agronome de l'État responsables de la vérification de l'inventaire des biens. Les compensations monétaires se payent en argent comptant ou par chèque, selon les préférences des personnes concernées. Tous les paiements doivent être dûment enregistrés.

8.7 Mécanisme de gestion des réclamations

La procédure de réclamation s'applique lorsque des personnes se sentent lésées par des disputes sur la propriété des biens, les barèmes de compensations trop bas, des dommages accidentels lors de la construction, le non-respect de contrats ou la saisie de biens sans compensation. Le cadre législatif du Burundi et de la RDC prévoit des modalités en cas de recours, mais les procédures de réclamations



présentées ci-dessous restent un modèle type de la façon dont ces réclamations peuvent être gérées dans le meilleur intérêt des parties.

Les causes suivantes peuvent être à l'origine de réclamations :

- Erreurs dans l'identification des biens ou de leur valeur ;
- Litiges sur la délimitation des parcelles, soit entre la personne affectée et le Projet ou entre deux voisins ;
- Litiges quant à la propriété d'un bien donné (deux personnes se disant propriétaires du même bien), litiges entre propriétaires traditionnels d'un terrain et usagers, qu'ils soient locataires ou non ;
- Désaccords sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ;
- Successions, divorces et autres questions d'ordre familial entraînant des litiges entre les héritiers et d'autres membres de la famille quant à la propriété ou la part de propriété d'un bien donné ;
- Désaccords sur les mesures de réinstallation, en ce qui a trait, par exemple, à l'emplacement du site de réinstallation, au type ou au standing du logement proposé, ou aux caractéristiques du terrain de réinstallation ; et
- Litiges sur la propriété d'une entreprise (p. ex. si le propriétaire et l'exploitant sont deux personnes différentes), qui donneraient lieu à des désaccords concernant le partage de la compensation.

L'expérience montre que les disputes quant à la propriété des biens et les disputes familiales sont les plus courantes.

8.7.1 Mécanisme de réclamation

La compréhension et l'acceptation des activités du Projet, des mesures de compensation dans le cadre des expropriations sont d'autant plus comprises et acceptées que les consultations avec les populations ont été faites et leurs opinions intégrées dans les recommandations. De plus, leur participation active au processus les aura confortées vis-à-vis la transparence de ce dernier. Malgré cela, le Projet doit pouvoir accueillir et traiter des réclamations qu'elles émanent de la population, des autorités ou autres.

Les procédures de réclamation sont valables pour toutes les activités et toute la durée du Projet. Après avoir été notifié une réclamation, le responsable local des réclamations décidera s'il faut référer de la réclamation à d'autres personnes ou services, ou si la réclamation peut être traitée localement. Si nécessaire, il prendra contact avec le plaignant, pour une enquête préliminaire et pour obtenir des informations complémentaires quant à la problématique sous-tendant la réclamation.



Il existe trois types de procédures de réclamation d'une gravité croissante :

Procédure informelle et relations publiques : Le but de cette procédure est de traiter et de dissiper d'éventuels problèmes avec les populations à un stade précoce et ainsi de préserver les bonnes relations entre le et les populations riveraines. Le but est d'éviter que des réclamations simples deviennent des réclamations formelles.

Les réclamations informelles seront surtout observées par des structures spécialement mises en place :

- Réunions de consultations avec les populations où toutes les remarques et réclamations de la population sont enregistrées ;
- Cahiers d'observations déposés à des endroits stratégiques : colline du chef de groupement, lieu public, autre ; et
- Présence d'un agent de liaison dans la zone du Projet, pendant les activités de préparation de la compensation.

Procédure formelle : Les réclamations formelles doivent être écrites, enregistrées, un accusé d'enregistrement doit être transmis au réclamant et une réponse motivée doit être donnée dans des délais raisonnables. L'accès au système judiciaire reste toujours possible, en cas de désaccord.

Une commission d'évaluation « ad hoc » qui s'occupe de la procédure doit inclure des représentants des populations locales, des autorités administratives et du Projet et doit :

- Permettre aux populations d'exprimer sans crainte des réclamations concernant le Projet et les actions des responsables du Projet, de ses sous-traitants et de leur personnel ; et
- Assurer le traitement des réclamations dans un délai raisonnable.

L'engagement d'une procédure formelle à l'intérieur du Projet n'enlèvera nullement au plaignant le droit de s'adresser aux autorités judiciaires de leur pays concerné.

8.7.2 Étapes de réclamation

Compte tenu du nombre élevé de personnes illettrées dans la zone d'étude du Projet, la procédure de réclamation se doit d'être flexible pour permettre aux réclamants de soumettre divers types de preuves, pas toujours sous forme écrite et à l'intérieur d'un délai étendu.

Comme c'est souvent le cas culturellement, les populations rurales peuvent prendre un certain temps avant de se décider de porter plainte : les procédures de réclamation doivent prévoir de laisser aux personnes jusqu'à deux mois à partir de la fin de la prochaine saison agricole complète suivant la signature du contrat pour présenter leur cas.



La procédure de la REGIDESO consistera à réparer tous les torts aussi rapidement et amicalement que possible à travers un accord mutuel entre les deux parties. Si les négociations s'avèrent difficiles, la REDIDESO pourra demander aux représentants de la communauté ou colline de l'assister dans les discussions.

Puisque les engagements de la REGIDESO entraînent un déplacement de population relativement limité et réparti sur un vaste territoire, il ne s'avère pas nécessaire de créer des comités locaux chargés des doléances dans le but de concilier les attentes des personnes concernées. La Commission Technique Permanente d'Indemnisation de la REGIDESO constitue en soi une entité clairement identifiée auprès de laquelle chaque lésé pourra recourir en cas de doléance.

Si la REGIDESO ne parvient pas à résoudre les réclamations, les personnes peuvent recourir, à tout moment, au système judiciaire pour résoudre le différend puisque la loi le prévoit.

8.8 Responsabilités

La responsabilité de l'implantation et du financement du programme de compensation et de réinstallation des populations revient à la REGIDESO. C'est à travers la Mission de Contrôle de l'Environnement - Social de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet que revient la responsabilité de gérer conjointement le plan de gestion environnementale de l'étude d'impact et la préparation ainsi que l'exécution, le contrôle et le suivi du programme de compensation et de réinstallation (voir figure suivante).

Les détails des responsabilités sont présentés au Chapitre 4 sur la responsabilité organisationnelle.



9. CADRE INSTITUTIONNEL

Plusieurs acteurs institutionnels nationaux sont chargés d'assurer un encadrement dans l'application et le respect de la législation en matière d'environnement et de réinstallation des populations. Dans les faits, au niveau de l'État cet encadrement est souvent difficilement assuré compte tenu du manque de ressources financières chroniques dont souffrent les ministères dus aux autres priorités nationales résultant des difficultés économiques et de conflits internes.

L'expropriation pour cause d'utilité publique est un pouvoir légal généralement reconnu à l'Administration, d'affecter à l'utilité publique et moyennant indemnisation préalable, des biens appartenant à des particuliers. Cette prérogative confère aux pouvoirs publics et à ses organisations, le droit d'obliger les privés à accepter l'indemnisation préalable en contrepartie de leurs biens immobiliers ou fonciers, lesquels sont et/ou seront définitivement affectés à l'utilité commune.

Au Burundi, la Loi n° 1/13 du 9 août 2011 qui porte sur le Code Foncier, encadre l'occupation du domaine foncier. Elle répond à des règles modernes qui reconnaissent le droit de propriété pleine et entière et fait une distinction très nette entre le domaine de l'État et le domaine privé. Ce droit peut être exproprié pour cause d'utilité publique au bénéfice de l'État ou de toute autre personne publique, moyennant le versement d'une juste et préalable indemnité. L'Ordonnance 720/CAB/304/2008 établit quant à elle les modalités de calcul des indemnisations des terres, de certaines cultures et de construction en cas d'expropriation tout en précisant que « le paiement de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique est en tous les cas préalable, à toute action de déplacement de la personne expropriée ». Ces indemnisations peuvent aussi prendre la forme d'une indemnité pécuniaire ou d'un échange assorti de cas échéant d'une indemnité partielle destinée à la réinstallation.

En République Démocratique du Congo, la Loi foncière de 1973 stipule que toute la terre congolaise est la propriété de l'État mais reconnaît toutefois l'occupation coutumière des terres rurales et les droits coutumiers. La Loi 77-001 portant sur le Code des Biens prévoit une procédure d'expropriation ayant pour origine une décision prononçant l'utilité publique de travaux avec des compensations, mais uniquement pour les terres occupées légalement.

Étant donné que le projet se réalise sur les territoires burundais et de la RD Congo, plusieurs acteurs institutionnels nationaux sont donc susceptibles d'assurer un encadrement dans l'application et le respect de la législation en matière d'environnement et de réinstallation des populations.

9.1 République du Burundi

Au Burundi, trois acteurs principaux sont directement impliqués dans le Projet soit : Le ministère chargé de l'environnement, celui chargé de l'énergie et la REGIDESO chargée du développement électrique national. Un quatrième est également partie prenante puisque, par son mandat, il gère au nom de l'État des domaines agricoles importants qui seront en partie touchés par le nouveau poste de Bujumbura. Il s'agit de la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).



9.1.1 Le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MEEATU) est aujourd'hui responsable de la gestion de l'environnement et de l'occupation des sols au niveau national¹.

Ce ministère jouit des prérogatives suivantes :

- Concevoir et exécuter la politique nationale en matière d'aménagement du territoire et de l'environnement, spécialement en définissant et en mettant en œuvre les politiques appropriées pour l'aménagement du territoire et urbanisme, la protection et la conservation des ressources naturelles : les eaux, l'air, les forêts, la flore et la faune sauvages ;
- Développer les stratégies de lutte antiérosive et de protection contre la pollution industrielle ;
- Décider de la vocation des terres domaniales et de leur affectation, en collaboration avec les autres ministères concernés et les utilisateurs ;
- Gérer et aménager les forêts naturelles et domaniales ;
- Créer et aménager les aires protégées (parcs nationaux, réserves naturelles, monuments historiques, sites touristiques...) ;
- Concevoir et élaborer les normes environnementales devant servir de code de conduite en matière de lutte contre la pollution ;
- Mettre en place des procédures pour les études d'impact environnemental à l'intention des promoteurs de projets.
- Élaborer et faire appliquer la réglementation en matière de protection et de gestion de l'environnement ;
- Veiller au reboisement et à la protection de l'environnement en milieu rural et urbain en collaboration avec les autres Ministères concernés ;
- Élaborer et mettre en œuvre une politique nationale de lutte contre l'érosion des sols, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ;
- Contribuer à la mise en œuvre des conventions et programmes internationaux en matière de gestion et de protection des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que l'implication de la population dans les actions de la défense de l'environnement ; et
- Valoriser en collaboration avec les Ministères concernés les produits culturels du Burundi.

¹ Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, REGIDESO, Projet multisectoriel, Infrastructure, Eau et Énergie: Cadre de gestion Environnementale et Sociale, E. Emerusenge, PhD.décembre 2007



Le Ministère comprend en son sein une Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement qui est subdivisée en quatre départements :

- Le Département de l'Aménagement du Territoire et du Cadastre ;
- Le Département du Génie Rural et de la Protection du Patrimoine Foncier ;
- Le Département des Forêts ; et
- Le Département du Tourisme et de l'Environnement.

C'est ce dernier qui a la mission du suivi et de la revue des études d'impact environnemental et social sous l'autorité du Directeur de l'environnement qui est l'autorité pour les analyses environnementales et sociales. C'est ce département qui est la cellule de suivi environnementale du ministère et il est subdivisé en trois (3) services :

- Le service des normes de Procédures Environnementales (NPE) ;
- Le service de la Promotion de l'Action Environnementale (PAE) ; et
- Le centre d'information Environnementale (CIE).

Un décret Présidentiel a mis en place en 2001 une Commission Nationale de l'Environnement (Décret n°100/091 du 29/08/2001) qui est constituée de tous les intervenants en matière d'environnement et qui a pour mission: (i) d'assister à l'évaluation de la stratégie nationale de l'environnement et son plan d'action et à son actualisation; (ii) de prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en application de la loi portant Code de l'Environnement du Burundi; (iii) de donner des avis sur les textes réglementant les normes environnementales et procédures d'impact; et (iv) d'analyser le rapport annuel sur l'état de l'environnement et donner ses avis.

Le ministère a également sous sa tutelle un certain nombre d'instituts à gestion autonome dont:

- L'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature (INECN) qui s'occupe essentiellement de la gestion des parcs nationaux et des aires protégées et fait la promotion de la gestion de l'environnement à travers l'éducation environnementale ; et
- L'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) qui produit les outils de gestion de l'environnement tels que la production des cartes et la gestion des stations hydrométéorologiques.

D'autres départements ministériels sont concernés, il s'agit du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, du Ministère du Développement Communal, du Ministère de l'Énergie et des Mines, le Ministère du Commerce et de l'Industrie et le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique.



Dans le cadre particulier de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), le MEEATU est l'autorité compétente pour statuer sur l'étude. La Commission Nationale n'a qu'un rôle consultatif.

9.1.2 Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines

Le Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines (MEEM) est la principale institution chargée entre autres du secteur de l'électricité. Il définit et veille à l'exécution des politiques du secteur et à l'application des règlements en la matière par le biais des organismes sous sa tutelle.

En milieu urbain (Bujumbura et 35 centres urbains secondaires) cela se fait par le biais d'une société étatique à caractère commercial et industriel dont la mission est d'approvisionner l'économie nationale en énergie électrique et en eau potable : la Régie de Production et de Distribution de l'Eau et de l'Électricité (REGIDESO).

9.1.3 Société Régionale de Développement de l'Imbo

La Société Régionale de Développement de l'imbo (SRDI) a été créée en 1973 par l'ordonnance ministérielle n° 710/27 du 28 février 1973 dans le cadre des sociétés régionales de développement, suite à l'aménagement de la plaine de l'Imbo-centre financé par différents bailleurs de fond dont le Fond Européen pour le Développement, le FIDA et la BAD. C'est une société publique à autonomie de gestion dont le seul actionnaire est l'Etat.

La SRDI est implantée dans la plaine de l'Imbo-Centre et son périmètre d'action s'étend sur les provinces de Bubanza, de Bujumbura Rural et de Bujumbura Mairie. Son périmètre d'intervention couvre plus de 4.000 hectares de riziculture irriguée et 850 hectares de polycultures irriguées, exploités par plus de 10.000 familles regroupées en associations de producteurs. La production annuelle moyenne est estimée à plus de 22.000 tonnes de riz paddy (moyennant un rendement moyen de 5,5 tonnes de riz paddy par hectare), dont environ la moitié est collectée par la SRDI et l'autre moitié est réservée à l'autoconsommation des familles ou vendue à des tierces personnes.

Depuis 1989, la SRDI a mis en place des associations de riziculteurs pour initier une philosophie d'intervention permettant à l'agriculteur de s'auto-développer, tout en permettant un désengagement progressif de la Société par un transfert de certaines de ses activités aux associations.

La SRDI a comme mission :

- L'aménagement des superficies irrigables ;
- L'encadrement des producteurs ;
- La maintenance des infrastructures hydro-agricoles ;
- La collecte et le conditionnement de la production ;
- La transformation et la commercialisation du produit fini et des sous-produits ;



- L'amélioration des conditions de vie de la population de la zone d'intervention.

Les différents modes d'acquisition des parcelles, dont la surface est de 25 ares (50 m X 50 m) sur le site du poste de Bujumbura, sont le contrat de bail (conclus avec la SRDI), la location, l'achat, l'héritage et le don.

En amont de la filière rizicole, la SRDI se charge donc de la maintenance des infrastructures (réseaux d'irrigation, pistes d'accès), du réaménagement progressif des zones, de la fourniture et de la gestion de l'eau. Ses services sont rétribués sur la base de redevances payées par les producteurs. Les associations de producteurs réunies au sein des collectifs assurent l'essentiel des achats d'intrants (engrais, semences). La production de riz paddy de ces associations est vendue à la SRDI à un prix fixé consensuel entre les représentants des producteurs et de l'administration. La société dispose d'une rizerie située dans la ville de Bujumbura qui transforme le riz paddy, emballe et commercialise le produit fini.

Aujourd'hui, l'intervention de la SRDI en matière d'encadrement des associations est de trois types, soit :

- L'encadrement technique ;
- L'encadrement organisationnel ;
- Les opérations d'approvisionnement en intrants et de commercialisation de la production.

En tant que gestionnaire du domaine rizicole, la SRDI est donc, auprès de la REGIDESO, un interlocuteur privilégié puisque les parties résiduelles des parcelles touchées par le poste devront être remembrées et réattribuées aux exploitants lésés en partie ou en tout par l'implantation du poste.

9.1.4 REGIDESO

La REGIDESO, en tant que Maître d'œuvre, est l'unique responsable de la réalisation du Projet aussi bien en territoire du Burundi qu'en RD Congo. En tant que telle, elle est donc également responsable de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation des populations et du Plan de Gestion Environnementale et Sociale présenté dans l'Étude d'Impact Environnemental et Social.

Au fil des ans, la REGIDESO s'est dotée, sous l'autorité d'un Directeur Général, d'une structure organisationnelle qui coiffe :

- Une Direction de l'Eau ;
- Une Direction de l'Électricité ;
- Une Direction Commerciale ;
- Une Direction des Ressources Humaines ; et
- Une Direction Administrative et Financière.



Il est à remarquer dans cette structure organisationnelle l'absence d'une entité spécifique et officielle responsable des questions environnementales et sociales. Pour le Projet, le Département de l'Électricité est le plus concerné en tant que premier responsable des services techniques chargés de la production et de la distribution de l'énergie électrique. Une Cellule Nationale d'Exécution de Projet (CNEP) y a été créée, sur appui de la Banque africaine de développement, afin d'assurer la coordination et le contrôle des activités du Projet. Au sein de cette CNEP, une personne a été identifiée comme responsable environnement et est mandatée afin de collaborer à la réalisation de l'Étude d'Impact Environnemental et Social et ultimement de la réinstallation des populations. Ce responsable est également appelé à travailler en collaboration avec le MEEATU. Il accompagnera la mise en œuvre des aspects environnementaux lors de la construction du Projet, notamment la supervision de l'exécution des directives du Plan de Gestion Environnementale et Sociale et du Plan d'Action de Réinstallation des populations.

Enfin, la CNEP a programmé une Mission de Contrôle Environnemental et Social qui sera responsable de la gestion et de la coordination de l'ensemble des processus de compensation, de réinstallation et des mesures d'atténuation. Cette Mission travaillera en étroite collaboration avec le Comité Technique Permanent d'Indemnisation qui est responsable de plusieurs activités, dont celles d'établir les indemnités et d'en assurer le paiement directement auprès des populations. La figure suivante présente le diagramme organisationnel de réalisation du Projet.

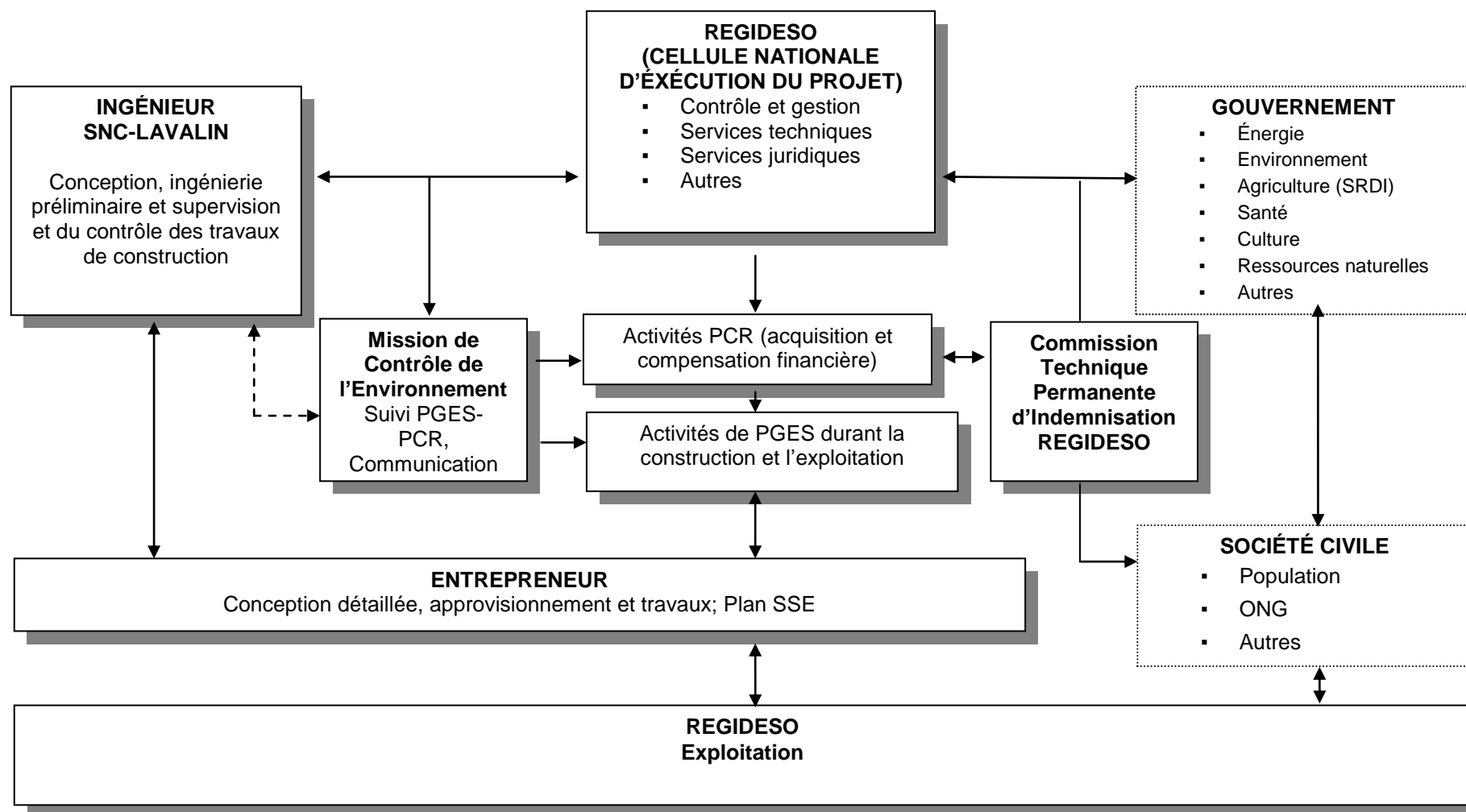


Figure 9-1 : Diagramme Organisationnel de la Gestion Environnementale et Sociale du Projet



9.2 République Démocratique du Congo

Tout comme au Burundi, plusieurs acteurs institutionnels nationaux sont chargés d'assurer, en RD Congo, un encadrement dans l'application et le respect de la législation en matière d'environnement et, dans une forme plus extensive, dans celui des études environnementales. Dans les faits, cet encadrement est inexistant compte tenu du manque de ressources financières chroniques dont souffrent les ministères dus aux autres priorités nationales résultant des difficultés économiques et de conflits internes.

En RD Congo, deux acteurs principaux sont susceptibles d'être impliqués dans le Projet.

Il importe de mentionner à cette étape que, même si le projet se situe en faible partie en territoire congolais, la REGIDESO sera la seule responsable de la totalité du projet. La **Société Nationale d'Électricité** (SNEL), qui est une entreprise d'État congolaise, pourra toutefois devoir intervenir afin de valider si la procédure de compensation adoptée par la REGIDESO sur son territoire est conforme à la pratique.

9.2.1 Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts

Le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts (MECNEF) créé par l'ordonnance n°75-231 du 22 juillet 1975, est responsable de la gestion environnementale. Il comprend neuf directions normatives et huit services spécialisés. Il n'existe pas de direction juridique au MECNEF. En même temps que le MECNEF, un comité consultatif appelé «Comité Interministériel pour l'Environnement, la Conservation de la Nature et le Tourisme» (CIME) avait été créé, mais ne s'est jamais réuni formellement. Ses prérogatives sont les suivantes :

- Élaborer les normes relatives à la salubrité de l'environnement ;
- Veiller à l'exécution des études d'impacts environnementales ; et
- Contrôler la pollution industrielle et l'assainissement du milieu.

Le Ministère de l'Environnement bénéficie peu de l'appui des ministères techniques et des services spécialisés des administrations centrales comme les multiples comités interministériels, départementaux ou locaux installés dans les services spécialisés. De plus, l'insuffisance des ressources financières et de mise à niveau technique empêche ou limite ses interventions malgré la pléthore de techniciens. Ce sont en fait les ministères techniques, du fait de leur mission, qui disposent des moyens techniques et, pour les plus importants d'entre eux, des ressources financières propres à leur secteur d'activité (énergie, mines, agriculture, transport, etc.). Ces ministères techniques sont donc en situation d'intervenir pour prendre en compte l'impact environnemental des projets mis en œuvre.



Dans le cadre particulier des EIES, le Ministère de l'Environnement a la responsabilité d'attribuer au projet un Certificat d'Acceptabilité Environnementale sans lequel aucun projet ne peut être mis en chantier. Le Groupe des Études Environnementales au Congo (GEEC) en vertu de l'Arrêté ministériel n°044/CAB/MIN/ECN-EF/2006 du 08 décembre 2006 portant création organisation et fonctionnement du Groupe d'Etudes Environnementales du Congo « GEEC » assiste le Ministère dans l'examen des EIES qui lui sont soumises.

Il faut noter que le cadre administratif du Congo devrait certainement voir des changements organisationnels à la suite à l'adoption de la Loi sur l'Environnement en 2011.

9.2.2 Société Nationale d'Électricité

La **Société Nationale d'Électricité** (SNEL) est une entreprise d'État issue de la fusion de plusieurs sociétés et s'est dotée au fil des ans d'une macrostructure organisationnelle par filière dont trois interviennent dans le processus d'un projet. Il s'agit principalement :

- Du Département de Recherche et Développement qui s'occupe de l'élaboration du Plan Directeur de développement, qui assure la recherche et la mise en place des financements extérieurs destinés à l'exécution des programmes d'investissements ;
- De la Direction de l'Équipement : entité opérationnelle qui s'occupe des études d'avant-projet détaillé et d'exécution, du suivi de la réalisation des travaux sur le terrain et de la réception des ouvrages achevés pour la mise en service ; et
- Des autres entités opérationnelles d'exploitation et de maintenance des ouvrages.

Depuis officiellement le 23 novembre 2007, la SNEL dispose au sein de sa structure organisationnelle d'une Cellule Environnementale placée sous la dépendance hiérarchique et fonctionnelle de l'Administrateur-Directeur Financier. Cette Cellule est notamment chargée de s'assurer que les projets sont conçus et réalisés dans le respect de l'environnement.

La SNEL n'avait toutefois pas attendu la création de cette Cellule en 2007 pour appliquer, à l'ensemble de ses travaux, certaines règles techniques de savoir-faire notamment en matière d'ouverture d'emprise, de montage de pylônes, d'implantation de ligne et de procédures d'entretien. Ainsi, et la suite de la réalisation de l'Évaluation Environnementale et Sociale du projet de renforcement de l'interconnexion électrique Inga-Zambie (SAPMP), réalisée en 2003² sur support de la Banque Mondiale, un renforcement institutionnel et un cadre de formation à travers la création d'une cellule environnementale chargée de la coordination du projet SAPMP avait été mis sur pied. Cette Unité de Gestion de Projet SAPMP (UGP-SAPMP), qui est fonctionnelle depuis 2004 mais qui a pris forme officielle en

² SNC Lavalin International : Renforcement de l'interconnexion électrique Inga-Zambie (SAPMP)
Évaluation environnementale et sociale 2003



2007, coordonne depuis lors de nombreuses activités dont celles associées aux volets environnementaux et sociaux.

La Cellule est placée sous la dépendance hiérarchique directe de la Délégation Générale de la SNEL. De façon similaire, les différents liens décisionnels avec les autres partenaires (BCECO, IDA, Ministères, Ingénieur Conseil et autres) sont également directs et donc grandement simplifiés. Cette organisation est tout à fait en conformité avec le savoir-faire en matière de réalisation de grand projet d'infrastructure où un « bureau de projet » assume alors pleinement son rôle de gestion, de réalisation et de contrôle des activités inscrites à un projet en partenariat avec leurs homologues. Dans le respect de ses attributions, la Cellule a inscrit à sa structure organisationnelle les ressources humaines et les moyens matériels afin d'assumer quatre rôles principaux :

- La gestion du processus de surveillance et suivi environnemental ;
- L'appui en tant que conseiller auprès de l'Ingénieur Conseil, mais également auprès des autres ministères et agences de l'état et du public en général ;
- La formation et la sensibilisation auprès des principaux intervenants à la réalisation du projet ; et
- Le contrôle, soit de s'assurer que le processus et les mesures sont respectés. Ceci implique de faire rapport périodiquement de la conformité des actions et de recommander, s'il y a lieu, des sanctions prévues.

L'un des rôles principaux de cette Cellule en matière d'environnement est donc de créer les conditions favorables à la mise en œuvre et au suivi des moyens et des mesures environnementales et sociales des activités de la SNEL.

Il importe de rappeler que même si la longueur du projet de ligne à 220 kV concernée en RD Congo reste faible (2,4 km), et bien que la REGIDESO est responsable de la totalité du projet, la **Société Nationale d'Électricité (SNEL)**, qui est une entreprise d'État congolaise, pourra devoir intervenir afin de valider si la procédure de compensation adoptée par la REGIDESO sur son territoire est conforme à la pratique. La SNEL dispose en effet, au sein de sa structure organisationnelle, d'une Cellule Environnementale et Sociale dont l'un des rôles principaux est de créer les conditions favorables à la mise en œuvre et au suivi des moyens et des mesures environnementales et sociales des activités de la SNEL. À ce titre, la SNEL peut donc être appelée à intervenir, au moins afin de valider le respect des procédures.

9.3 Organisation Régionale

Au niveau régional, voire panafricain, plusieurs acteurs sont en charge, de près ou de loin du développement hydraulique et énergétique. Parmi ceux-ci deux acteurs se détachent vis-à-vis le projet de ligne à 220 kV Kamanyola – Bujumbura. Même si ces entités sont partie prenante du projet, leur intervention reste au niveau de développement stratégique.



L'Initiative du Bassin du Nil (IBN) (ou Nil Basin Initiative – (NBI)) est un organisme régional regroupant les onze pays contigus au bassin de fleuve Nil soit le Burundi, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la République Démocratique du Congo, le Soudan, le Sud-Soudan (depuis juin 2012) et la Tanzanie. IBN s'est engagé, à travers des ententes avec ses partenaires, à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le développement économique et social. Ces objectifs passent principalement, comme son nom l'indique, par le développement et une gestion responsable des ressources hydrauliques du fleuve Nil. Le NELSAP (Nile Equatorial Lakes Subsidiary Action Program) est un programme régional du IBN qui cible entre autres les investissements dans le domaine du développement énergétique et l'interconnexion des réseaux de transport de huit pays de la région équatoriale, dont le Burundi, la RDC et le Rwanda mais également l'Érythrée, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Les pays de l'Est, soit l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan sont sous l'antenne régionale de ENSAP (Eastern Nile Subsidiary Action Program).

Les objectifs à court terme du NELSAP sont le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des populations entre autres le renforcement de la fourniture d'électricité et le développement d'un réseau de transport interconnecté. Le NELSAP appuie également les états membres dans un processus durable de gestion des ressources, de la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement. NELSAP est l'initiateur de la réalisation du Projet dans sa globalité.

L'Énergie des Pays des Grands Lacs (EGL), qui est une émanation de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), est responsable de la conception, de la préparation des études et de l'exécution des projets énergétiques d'intérêt communautaire pour le compte des trois pays membres, à savoir : le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RD Congo). EGL est entre autres comme responsabilité spécifique d'assurer la construction du poste électrique situé à Kamanyola. À terme, et dans le cadre des ententes tripartites de la CEPGL, le poste de Kamanyola sera sous la responsabilité d'EGL. La SNEL ne devrait alors agir qu'en tant qu'entité technique apportant son appui à l'EGL à la réalisation du projet, au même rang que les autres pays membres.

9.3.1 Institutions Financières Internationales

Les deux partenaires financiers du projet sont susceptibles d'intervenir sur le projet, lors des phases d'indemnisation et réinstallation, afin de valider le respect des normes en la matière ou tout au moins la bonne exécution des procédures.

9.3.1.1 *Groupe de la Banque africaine de développement*

Les conseils d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain du développement (FAD) ont adopté, en 1990, un premier document relatif à la «Politique en matière d'environnement», qui invitait alors à approfondir la dimension environnementale dans l'évaluation globale de la viabilité des projets et des programmes. Cette Politique a été accompagnée en 1992 de Directives d'évaluation environnementale qui ont été modifiées en 2001 afin d'améliorer la prise de décision et les résultats des projets afin de s'assurer que les projets, plans et



programmes financés par la Banque soient viables sur le plan environnemental et social, ainsi que conformes aux politiques et directives de la Banque. En février 2004, une nouvelle Politique en matière d'environnement était mise en œuvre et s'expliquait par un certain nombre de facteurs dont: la reconnaissance et l'acceptation du développement durable comme principal paradigme du développement au XXI^e siècle; la nécessité d'accorder davantage la priorité aux politiques et programmes de croissance favorables aux pauvres en vue de réduire les niveaux de pauvreté intolérables; les progrès rapides enregistrés par l'intégration incontournable de l'Afrique dans le processus de mondialisation; et la nécessité d'améliorer la gouvernance, avec un engagement plus ferme de la part de la majorité des dirigeants africains à donner l'impulsion nécessaire au développement durable.

Parmi les principaux changements par rapport au document de 1990, la nouvelle Politique mentionne que la Banque veillera à ce que *«l'environnement et la problématique homme femme soient intégrés de manière pleinement participative»*. Figure également comme nouveaux moyens développés afin d'assurer le développement durable de l'économie du continent, *«le renforcement des procédures d'évaluation environnementale existantes et mise au point de nouveaux outils de gestion de l'environnement»*.

Tout comme pour le groupe de la Banque Mondiale, une liste de contrôle place les projets nationaux de transport d'énergie électrique à grande échelle, à l'exemple du Projet faisant l'objet de la présente étude, dans la catégorie 1. Elle impose à ce type de projet qu'une ÉIES et qu'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) soient réalisés. Il est toujours recommandé d'observer une procédure participative devant aboutir à la prise en compte des priorités et des préoccupations de la population locale, cet objectif pouvant se réaliser en étroite collaboration avec les ONG et les institutions locales, à tous les stades du cycle du projet.

L'annexe 10 des Procédures Environnementales et Sociales (PEES) de la BAD établit le contenu type d'une EIES qui suit en tout point les principales directives des principales institutions financières internationales.

Les Directives de la BAD fixent obligation d'inclure dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), le programme de bonification et d'atténuation, celui du suivi et des initiatives complémentaires ainsi que les dispositions institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités, le tout ayant comme finalité de :

- Vérifier que les mesures correctives sont mises en œuvre ;
- S'assurer que les normes juridiques des polluants ne sont pas dépassées; et
- Fournir une alerte précoce des dégradations environnementales afin que des actions puissent être menées pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement.



En soi, les nouvelles Politiques, Procédures et Directives de la Banque africaine de développement en matière d'environnement s'apparentent à celles des principales institutions financières internationales et viennent ainsi consolider au besoin les textes légaux des pays partenaires.

9.3.1.2 Exigences de KfW (*Kreditanstalt für Wiederaufbau*)

Le groupe allemand KfW (*Kreditanstalt für Wiederaufbau*), à travers ses appuis financiers, s'assure que les projets qu'il soutient soient respectueux de l'environnement et favorisent le développement économique et social. Dans le cadre de son engagement corporatif relatif à la Responsabilisation Sociale, KfW a développé plusieurs priorités stratégiques dont une vise à garantir que les projets auxquels il participe ne génèrent pas d'impact écologique et social inacceptable. Des directives ont ainsi été émises et permettent aux gestionnaires d'évaluer dans quelle mesure leurs projets sont acceptables du point de vue environnemental et social.

La BAD et KfW ont établi une liste de contrôle qui permet de catégoriser les projets en fonction de leurs impacts potentiels. Pour les projets de catégorie A, une évaluation environnementale et sociale indépendante et complète doit être réalisée. Les projets de lignes de transport sont classifiés comme pouvant être de catégorie A ou B selon leur ampleur et la nature de leurs impacts. Selon la grille d'analyse, un projet d'interconnexion comme celui proposé pour la ligne Kamanyola – Bujumbura est classé de catégorie A. Il impose à ce type de projet qu'une ÉIES et qu'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) soient réalisés et soient accompagnés d'une procédure participative devant aboutir à la prise en compte des priorités et des préoccupations de la population locale, cet objectif pouvant se réaliser en étroite collaboration avec les ONG et les institutions locales, à tous les stades du cycle du projet.



10 ÉLIGIBILITE

10.1 Critères d'éligibilité

Dans le but d'éviter toute usurpation opportuniste, la Commission Technique permanente de la REGIDESO doit procéder à un recensement afin de déterminer le nombre et le statut d'occupation de chaque personne devant être déplacée et/ou compensée pour une acquisition permanente ou temporaire. Cette Commission est donc appelée à recenser les biens et immeubles situés dans les limites d'emprise et donner, au cas par cas, l'évaluation des indemnisations.

Les principales institutions financières internationales, telles que la Banque africaine de développement et KfW, excluent sur principe de l'indemnité toute personne venue s'installer après la décision de réaliser le Projet et encore plus après l'enquête publique de la commission technique d'évaluation. Ces institutions reconnaissent que les personnes éligibles à la compensation sont de façon générale de trois catégories, soit :

- Les personnes qui ont des droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens, reconnus par les lois du pays. Ces personnes ont droit à recevoir une compensation.
- Les personnes n'ayant pas de droit légal formel sur la terre ou sur d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver qu'elles ont sur cette terre ou ces biens un droit susceptible d'être reconnu par les lois coutumières du pays. Ces personnes ont droit à recevoir une compensation. Compte tenu de la mise en vigueur toute récente du nouveau Code Foncier reconnaissant le droit privé plein et entier, cette situation est susceptible de se présenter en nombre relativement important.
- Les personnes qui n'ont pas de droits légaux ou autres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent, et qui ne rentrent pas dans les deux catégories décrites ci-dessus. Bien que la loi du Burundi reste muette à leur sujet, il est considéré dans le cadre de ce Projet que si ces personnes sont touchées, elles auront droit à une aide à la réinstallation, en lieu et place d'une compensation.

Indépendamment des compensations, l'un des principes est que la personne affectée doit être, après son déplacement, au moins aussi bien économiquement, socialement que culturellement si possible mieux qu'avant son déplacement. De plus, la préférence doit cibler la compensation en nature « terre pour terre » ou « bâti pour bâti » par rapport à la solution d'une compensation pécuniaire. Enfin et sans influencer l'importance de la compensation, des mesures de restauration du niveau ou du cadre de vie doivent être proposées.



10.2 Date d'éligibilité

La notion de date butoir à l'éligibilité à une compensation vise sur principe à exclure aux droits d'indemnité, toute personne venue s'installer après la décision de réaliser le Projet et encore plus après l'enquête publique de la commission d'évaluation. Cette date est généralement établie en conformité aux guides des principales institutions financières internationales, notamment ici la Banque africaine de développement et la KfW.

La date de clôture pour l'éligibilité du présent Projet a été fixée au cours de la publication officielle du Projet et de l'amorce du processus de recensement par la REGIDESO. Cette dernière peut toutefois, en tant que responsable organisationnel de la procédure, choisir le moyen qu'elle juge le plus opportun pour identifier les personnes ayant droit à un dédommagement selon leur statut de propriétaire, de locataire et de cultivateur. Toutes les personnes qui s'installent après la date de clôture d'acceptabilité sont dès lors considérées comme des usurpateurs opportunistes et n'ont pas droit à l'assistance fournie dans le cadre du Plan de Compensation et de Réinstallation de la REGIDESO.

La date butoir établie pour le Projet correspond à la date de fin de travaux d'arpentage qui ont permis de localiser physiquement le tracé du Projet sur le terrain. Cette date correspond également à l'amorce par la REGIDESO des enquêtes techniques visant à établir, pour chaque lot, parcelle ou terrain, les usages et droits d'usage.

La date butoir retenue pour le Projet se situe le 1 décembre 2013.

La demande de dépôt de requête pour expropriation déposée par la REGIDESO à cette date doit alors être retenue aux fins de date butoir à l'éligibilité.



11 ESTIMATION DES PERTES ET INDEMNISATION

11.1 But et objectif

Ce plan vise à offrir un ensemble de lignes directrices qui permettront d'encadrer le processus de compensation dirigé envers les personnes affectées par la construction du Projet, sous la responsabilité de la REGIDESO et par sa Commission Technique d'indemnisation.

L'objectif du processus est d'assurer que toutes les personnes affectées par la construction et l'exploitation du Projet de lignes et du poste de Bujumbura puissent être compensées et dédommagées d'une façon équitable, juste et transparente. Cette procédure couvre des situations telles que la perte temporaire de l'utilisation agricole du sol durant la construction des lignes, ainsi que l'usage de façon permanente de sols destinés aux infrastructures fixes du Projet, comme les pylônes et le poste. Par ailleurs, ce Plan considère également tout ce qui se réfère à la réinstallation des personnes, dont les habitations, les maisons ou autres infrastructures permanentes se retrouvent uniquement dans les limites des nouvelles servitudes d'utilité publique qui seront occupées par les lignes à 220 kV et 110 kV et le poste de Bujumbura. Elle ne couvre pas la servitude existante, longue de 3,8 km et occupée par la ligne 110 kV Bubanza-RN1, et qui sera empruntée par le Projet.

11.2 Principes de compensation

Les principes de compensation et les objectifs que la REGIDESO s'engage à suivre dans le contexte de la réalisation du Projet consistent en ce que le moins de personnes possibles soient affectées par les travaux et l'exploitation des lignes et que celles qui le seront soient équitablement compensées afin d'éviter des répercussions négatives du Projet sur leur bien-être social, culturel et socio-économique.

Un des principes importants consiste à éviter la réinstallation, lorsque possible, entre autres en recherchant des alternatives de tracé, de localisation de poste et de chemins d'accès permettant d'éviter les agglomérations ou toute concentration de population. Les tracés retenus pour les lignes répondent à ces objectifs. Lorsque la réinstallation ne peut être évitée, le principe est de tout tenter pour en minimiser les effets.

En ce qui concerne les habitations qui ne pourront pas être maintenues dans l'emprise de servitude et cela pour des raisons de maintien de l'intégrité du réseau et de sécurité des personnes, la REGIDESO entend compenser les ménages selon la valeur de remplacement à neuf de tous les biens affectés et rembourser également les potagers, arbres fruitiers et autres biens touchés, afin que les personnes réinstallées aient la possibilité d'améliorer leur habitat et autres structures qui y sont reliées, sans toutefois créer des inégalités au sein de la communauté.



La REGIDESO considère les activités de réinstallation à l'intérieur d'un cadre de développement durable entre autres défini dans deux dossiers de référence intitulés : Cadre de Politique de Réinstallation des Populations¹ et Cadre de Gestion Environnementale et Sociale », qu'elle a élaborés au sein de l'Entreprise. Par ailleurs, elle accorde une attention particulière aux besoins de groupes vulnérables parmi les déplacés, tels les personnes se situant sous la ligne de pauvreté, les femmes seules, les enfants, les personnes âgées et les handicapés. S'il y a absence de lois nationales, la REGIDESO adopte les standards des institutions financières internationales qui participent au Projet.

Les personnes affectées temporairement ou de façon permanente par la construction et la présence du Projet ont droit à une compensation, comme stipulé dans le cadre légal national et ce à quoi la REGIDESO et ses partenaires financiers (BAD et KfW) souscrivent totalement. La SRDI, qui est chargée du développement des domaines rizières mais également de l'encadrement des producteurs de riz, est l'entité qui, au nom de l'État, attribue des droits d'exploitation sous bail locatif pour des casiers d'une surface de 0,5 hectares. Celle-ci reste donc, pour la REGIDESO, un interlocuteur privilégié afin de gérer toute la question des réinstallations potentielles des exploitants touchés par le nouveau poste de Bujumbura.

Le tableau suivant présente les exigences internationales par rapport à celles du Burundi et est suivi par un rappel des lois de la RD CONGO qui encadre les réinstallations involontaires des populations aux fins d'utilité publique. Notons que les exigences récemment redéfinies par la BAD dans sa Politique de Réinstallation des Populations reprennent dans leur quasi-totalité les exigences des principales institutions internationales, dont celles de la Banque Mondiale, longtemps considérées comme référence. Les principes détaillés ci-dessous s'appliquent donc en totalité aux exigences des institutions financières internationales dont la BAD et KfW.

En territoire Burundais, la valeur est établie et négociée dans chaque cas sur la base de barèmes reconnus et établis par l'Ordonnance Ministérielle 720/CAB/304/2008 établissant les nouvelles « Procédures d'indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ». La Commission technique permanente de réinstallation de la REGIDESO, récemment mise en place, applique donc cette Ordonnance et en absence de barème propose des indemnisations en accord aux valeurs du marché. Nonobstant, aux fins d'Estimation, la REGIDESO, dans ses observations d'avril 2015, a instruit le consultant à retenir les valeurs au prix du marché pour les maisons (type 7 m x 6 m et 8 m x 7 m) et pour les terrains à 10 000 BIF/m².

¹ Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines : Régie de Production et de Distribution de l'Eau et de l'Électricité. Projet Multisectoriel Infrastructures, Eau et Énergie : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) (Émile Émerusenge, 2007) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (sans auteur, non daté)



Les principes qui dictent ces indemnisations sont :

Maisons et cultures : Les habitations ou les maisons sont évaluées en fonction de leur valeur de reconstruction à neuf tandis que les terrains exploités pour les cultures y compris les cultures rizicoles sont évaluées à 10 000 BIF/m² selon les estimations fournies par la REGIDESO.

Les maisons à indemniser effectivement habitées seront remplacées par de nouvelles maisons avec amélioration. Pour les maisons en phase de construction, qui ne sont ni habitables et ni habitées, l'indemnisation couvrira les coûts de construction jusqu'à au moins la même qualité que la maison à indemniser. Contrairement au premier cas où les maisons de remplacement pourront être construites sous la responsabilité du Maître d'Ouvre, les constructions inachevées seront uniquement reconstruites par les propriétaires. Le tableau suivant présente, pour des cas types, les matériaux de remplacement préconisés aux fins de compensation.

Tableau 11-1 : Types de Matériaux de Remplacement

Structure	Matériaux de construction initiale	Matériaux de compensation
Maison (logement ou hangar de stockage)	Briques cuites ou non, en torchis, en bois. Toit en pailles, tuiles ou tôles. Huisserie métallique ou bois. Tailles (Grands, moyennes ou petites).	Fondation pierres et ciment, briques cuites reliées au ciment, briques adobes ou blocs-ciments chaulés ou peints. Huisseries au moins équivalentes. Toit en tôles ou en tuiles. Taille au moins équivalente et conforme aux normes minimales d'hygiène.
Clôture	Briques cuites ou non, en pierres avec ciment, en bois, bambou ou autres.	Au moins équivalentes.
Étables	Briques, bois, toit en pailles, tuiles ou tôles, Taille (pour les bovins, chèvres, moutons, porcs, etc.).	Toit en brique ou tôles. Tailles au moins équivalentes et conformes aux normes techniques.
Latrines	Remplacer selon le modèle de la région.	Au moins équivalentes et conformes aux normes d'hygiène recommandées par le Ministère de la Santé.

Autres Infrastructures : Tous les propriétaires légaux des habitations ou maisons ont droit à un dédommagement rapide et total pour les infrastructures qui se trouvent à l'intérieur des limites du terrain qu'ils occupent (maison, latrines, paillote, potagers et autre, si tel est le cas).

Locataires : Les locataires, qui ne possèdent pas d'infrastructures affectées, sont également considérés comme des occupants légaux ayant droit à une assistance pour leur déménagement ou la recherche d'une nouvelle habitation. Ils ont aussi droit au dédommagement selon les taux en vigueur pour les cultures et arbres qu'ils auraient fait pousser à leurs propres frais sur le terrain loué et aux



constructions qu'ils auraient érigées à leurs frais. Sur la base des enquêtes réalisées, six locataires occupent actuellement les bâtiments touchés dont quatre occupent le même logement à Rugombo. Pour toute autre rénovation ou amélioration aux infrastructures existantes, la REGIDESO se référera à la décision sur la propriété prise après la confrontation entre propriétaire, usager et chef de colline et payera directement au propriétaire du bien ou de la mise en valeur.

Dans tous les cas, la REGIDESO doit éviter de payer par personne interposée de crainte que les indemnités ne parviennent pas aux populations concernées.

Parcelles agricoles détenues par son propriétaire : Les cultivateurs ont droit à être dédommagés pour toutes les pertes temporaires ou permanentes qui pourraient être enregistrées à la suite de la construction des lignes et du poste, à la présence des pylônes ou aux passages de véhicules sur les parcelles qu'ils cultivent. Les personnes qui sont éligibles aux compensations sont celles qui détiennent les droits légaux et coutumiers.

Parcelles agricoles sous bail locatif avec droit d'usage : Les exploitants agricoles qui détiennent un contrat de louage auprès de la et qui s'engagent, moyennant un loyer ou redevance, à avoir la jouissance d'un casier rizicole d'une surface de 0,5 ha sur les terres de l'État, doivent être considérés comme des occupants légaux ayant droit à une assistance pour la perte de la surface perdue par un Projet. Cette assistance peut couvrir la recherche et le remplacement d'une nouvelle surface cultivable. Ils ont aussi droit au dédommagement selon les taux en vigueur pour les productions qu'ils auraient fait pousser à leurs propres frais sur le terrain loué. Sur la base des enquêtes réalisées, 25 exploitants détiennent le droit d'exploitation de parcelles situées sur le domaine de l'État (SRDI) et cela sur le site du futur poste. Dans ce cas particulier, la REGIDESO, sur appui et en concertation avec la SRDI, établira décision sur la propriété louée et tentera le remplacement de terre pour terre de la surface agricole perdue. L'indemnité du bien ou de la mise en valeur perdue sera dans tous les cas versée au locataire.

Arbres fruitiers et décoratifs: Tous les propriétaires d'arbres fruitiers sont remboursés à la valeur marchande des fruits en fonction de la maturité des arbres. La compensation concerne la perte de production et les coûts de mise en place jusqu'à l'établissement d'un arbre de remplacement. L'Ordonnance 720/2008 sert de référence. Pour les arbres décoratifs, la compensation se fait suite à leur évaluation par la Commission Technique Permanente de Réinstallation durant la période de recensement des biens.

Le paiement des compensations aux personnes et aux ménages doit se faire en espèce et/ou en nature, selon les préférences des intéressés bien que les institutions financières internationales tendent à privilégier la compensation en nature. Les paiements en espèce devront tenir compte de l'inflation, de la façon dont ils sont effectués ainsi que du lieu et du moment où ils sont faits.

Le tableau suivant présente les formes de compensations applicables au Burundi.



Tableau 11-2 : Formes de Compensation

Paielements en liquide	La compensation sera calculée selon la formule de l'ordonnance ministérielle pour les cultures, les arbres et les maisons, en monnaie locale art.3 de l'ordonnance ministérielle n°720/CAB/304/2008 du 20 mars 2008. Nonobstant, aux fins d'estimation, tel qu'instruit par la REGIDESO, dans ses observations d'avril 2015, les valeurs des maisons type 7m x 6m et 8m x 7m et les prix des terrains au prix du marché (moyenne 10 000 BIF/m ²) selon les estimations fournies par la REGIDESO.
Compensation en nature	La compensation inclut les terres, les matériaux de construction, des sacs de vivres, les semences, les intrants et le crédit pour des équipements.
Assistance	L'assistance peut inclure l'allocation pour le déménagement, le transport et l'emploi. Elle peut également prévoir un suivi de la réinstallation et des appuis complémentaires (formation professionnelle, alphabétisation, etc.).

En territoire congolais, la législation congolaise en matière d'expropriation est relativement similaire, du moins sur ses principes, au cadre légal du Burundi. La Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés est considérée comme étant le texte fondamental de la législation foncière de la RD CONGO. La grande différence avec le Burundi est que le patrimoine foncier appartient entièrement à l'État et est constitué à la fois de terres domaniales qui comprennent un domaine public et un domaine privé. Le domaine public « est constitué de toutes les terres affectées à un usage ou à un service public » (Art. 55) alors que le domaine privé est constitué par « toutes les autres terres » ne relevant pas du domaine public. Les droits de jouissance de ces terres privées sont concédés à des personnes publiques ou privées par un certificat d'enregistrement qui sert de base à l'établissement d'une concession perpétuelle, ordinaire ou d'une servitude foncière.

La Loi 77-001 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique sert de référence sur les règles de base, mais rien ne vient confirmer des barèmes d'indemnisation.

La Loi 73-001 mentionne toutefois à son article 102 que « *Lorsque l'expropriation porte sur une concession perpétuelle à titre onéreux, il sera tenu compte pour l'évaluation de l'indemnité compensatoire du prix auquel le concessionnaire a acquis son droit, impenses en plus, s'il échet* ». Cela implique donc « *qu'en cas de reprise ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, aucune indemnité n'est due pour le fonds, lorsque l'emphytéose a été consentie à titre gratuit* » (art.131).

La loi congolaise repose donc encore sur les lois pouvant être qualifiées de coloniales qui prévoient uniquement des compensations de terres pour les terres occupées légalement, et donc attribuées à travers l'usage coutumier ou droit. Elle ne propose pas d'indemnisation pour les occupants non reconnus comme légaux et ces montants, et lorsqu'ils s'appliquent ne sont pas encadrés par des barèmes préétablis.



Dans le cadre de la mise en œuvre du présent PAR, il a été établi qu'en absence de cadre établissant des barèmes d'indemnisation justes et équitables en territoire congolais, les barèmes établis par la loi burundaise et portant sur les pertes de cultures et autres biens seront utilisés comme référence. Cette approche vise à uniformiser les indemnisations auprès des populations affectées par le Projet, où qu'elles soient, et cela afin d'éviter la création de deux classes d'indemnisés ou des inégalités entre des populations qui partagent presque le même territoire et qui sont surtout dans les mêmes conditions économiques et sociales.

Le tableau suivant rappelle le cadre principal de la gestion foncière et des procédures d'expropriation en RD CONGO.

Législation	Date	Article	Description
CODE DES BIENS du Régime foncier et immobilier Loi No. 73-021 du 20 juillet 1973	1973	Article 53 du 20 juillet 1973	<ul style="list-style-type: none"> Le sol est la propriété exclusive inaliénable et imprescriptible de l'État. Ainsi, le fait pour celui-ci de conclure un contrat de concession perpétuelle sur une parcelle de terre avec un particulier ne transfère pas à ce dernier un droit de propriété sur le sol ; Les particuliers ne détiennent que la propriété privée des immeubles incorporés et acquièrent sur le sol un droit de jouissance qui sert de support de cette propriété ; La propriété du sol et du sous-sol appartient à l'État qui peut accorder des concessions à ceux qui en font la demande.
		Article 54	<ul style="list-style-type: none"> Le patrimoine foncier de l'État comprend un domaine public et un domaine privé.
		Article 55	<ul style="list-style-type: none"> Le domaine foncier public de l'État est constitué de toutes les terres qui sont affectées à un usage ou à un service public. Ces terres sont inconcessibles tant qu'elles ne sont pas régulièrement désaffectées. Les terres qui font partie du domaine public de l'État sont régies par les dispositions particulières aux biens affectés à un usage ou à un service public.
CODE DES BIENS XII Expropriation pour cause d'utilité publique Loi du 22 février 1977	1977	Article 1	<ul style="list-style-type: none"> Sont susceptibles d'expropriation pour cause d'utilité publique : <ul style="list-style-type: none"> a) la propriété immobilière ; b) les droits réels immobiliers (sauf tout ce qui touche à l'exploitation et aux concessions minières) ; c) les droits de créance ayant pour objet l'acquisition ou la jouissance d'immeubles ; d) les droits de jouissance des communautés locales sur les terres domaniales.
		Article 2	<ul style="list-style-type: none"> L'utilité publique est de nature à s'étendre à différentes nécessités de la collectivité sociale, dont les services publics ; Elle suppose que le bien repris par l'État aura une affectation utile à tous ou à une collectivité déterminée.



Législation	Date	Article	Description
		Article 3	<ul style="list-style-type: none">• L'expropriation pour cause d'utilité publique peut être ordonnée pour l'ensemble des biens compris dans un périmètre déterminé.
		Article 5	<ul style="list-style-type: none">• La procédure d'expropriation a pour origine une décision prononçant l'utilité publique des travaux et ordonnant l'expropriation.
		Article 6	<ul style="list-style-type: none">• La décision d'expropriation est prise pour une expropriation ordinaire ou par périmètre (par voie d'arrêté signé par le Ministre ayant les Affaires Foncières dans ses attributions) ou par zone (par voie d'ordonnance présidentielle) ;• La décision doit mentionner l'identité des intéressés et s'appuyer sur un plan de biens à exproprier, un plan indiquant les travaux à exécuter et les biens à mettre en vente ou à concéder ;• Elle fixe le délai de déguerpissement à dater de la mutation.
		Article 7	<ul style="list-style-type: none">• La décision est publiée au Journal Officiel et portée à la connaissance des personnes exposées à l'expropriation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise en main propre par un messenger contre avis de réception daté et signé.
		Article 8	<ul style="list-style-type: none">• Pour les droits collectifs de jouissance, la population est en outre prévenue oralement par une communication faite aux représentants qualifiés des communautés locales intéressées, par le Commissaire de zone ou son délégué.
		Article 9	<ul style="list-style-type: none">• Lorsqu'une personne à être expropriée ne peut être rejointe, l'administration avertit le Procureur de la République près du tribunal du ressort qui prend immédiatement les mesures nécessaires pour la défense des intérêts en cause (recherche de la personne ou nomination d'un administrateur des biens à exproprier) ;• Les indemnités sont alors consignées au nom de l'exproprié à la caisse d'Épargne du Zaïre (déductions faites des honoraires dus à l'administration).
		Article 11	<ul style="list-style-type: none">• Les réclamations, observations et accords auxquels la décision d'expropriation donne lieu, ainsi que les prix, indemnités ou compensations dûment justifiées que les personnes intéressées réclament, doivent être portés à la connaissance de la SNEL, dans un délai d'un mois à dater de l'avis de réception prévu aux articles 7 et 8 ;• Ce délai peut être prorogé par la SNEL.



Législation	Date	Article	Description
		Article 12	<ul style="list-style-type: none"> À l'expiration du délai imparti, des propositions d'indemnisation sont faites aux intéressés ; Ces propositions s'appuient sur un procès-verbal d'expertise dressé et signé par deux Géomètres experts immobiliers du cadastre auxquels peut être adjoint un agronome (ou autres spécialistes selon les besoins) ; Lorsqu'il s'agit d'exproprier des droits collectifs ou individuels de jouissance qu'exercent des populations locales sur des terres domaniales, la SNEL s'appuiera, pour formuler ses propositions d'indemnisation, sur une enquête prescrite et effectuée conformément aux dispositions des articles 193 à 293 de la loi No. 73-021 du 20 juillet 1973 (du régime foncier) ; Expertise et enquête peuvent être faites préalablement à l'ouverture de la procédure d'expropriation.
		Articles 13 à 24	<ul style="list-style-type: none"> Établissement des procédures à défaut d'entente à l'amiable (les tribunaux vérifient la régularité de la procédure administrative et procèdent au règlement des indemnités).

11.3 Éligibilité et date butoir

Tel que mentionné au chapitre 10 portant sur les critères d'éligibilité, la Commission Technique d'indemnisation de la REGIDESO a amorcé un recensement au cours de 2013, afin de déterminer le nombre et le statut d'occupation de chaque personne devant être déplacée et/ou compensée pour une acquisition permanente ou temporaire. Ce constat a été établi sur la base du premier relevé effectué dans le cadre des enquêtes ménages réalisées pour cette étude et des relevés d'arpentage complétés au début de l'année 2013.

11.4 Évaluation des pertes et dommages

L'objectif de l'évaluation préliminaire des pertes et des dommages est de permettre au Projet de faire la provision d'un montant suffisant qui permet de couvrir les coûts de reconstruction à neuf des habitations et infrastructures à réinstaller et de compenser la population affectée pour les pertes temporaires et permanentes de revenus encourues à la suite de la construction des lignes et du poste et à leur présence dans les endroits utilisés à des fins agricoles. L'évaluation repose donc de façon générale sur un coût maximum dans le but de pouvoir assumer des dépenses éventuelles additionnelles qui peuvent surgir à la suite de l'arpentage du tracé.

L'Ordonnance 720/CAB/304/2008 établit au niveau national les modalités de base de calcul des indemnisations pour certaines cultures et terres. Cette Ordonnance cible trois types de propriété soit : les bâtiments et les structures de nature privée; le patrimoine collectif et communautaire et; les biens fonciers, terres agricoles, boisements, pâturages et terrains à bâtir.



Un aspect important qui influence directement le calcul des compensations consiste dans la pratique qui a été préconisée par la REGIDESO pour le Projet et qui consiste à ce que l'emprise ou la servitude à des fins d'utilité publique des lignes puisse être utilisée à des fins agricoles ou autres, moyennant certaines restrictions d'usage. Dès lors, les agriculteurs ou les usagers n'ont plus besoin de remplacer leurs parcelles par de nouvelles qui seraient situées hors de l'emprise et la perte de revenus provoquée par la construction d'une ligne n'est plus, en grande partie, que temporaire et cela pourvu que des travaux aient lieu dans l'emprise et entraîne des dommages.

Cette pratique, permettant l'usage agricole dans les emprises de lignes, est déjà adoptée par la plupart des exploitants des réseaux électriques au niveau international. Elle permet non seulement de limiter les impacts sociaux d'un projet, mais également d'optimiser la gestion des usages et l'entretien des emprises.

Le défrichage de l'emprise de la ligne en milieu boisé représente également une nouvelle superficie qui peut être potentiellement utilisée pour cultiver, ce qui permet de maintenir le sol libre de toute végétation arborescente qui pourrait remettre en cause la sécurité de la ligne. Cette situation ne se rencontre toutefois pas dans le cadre du Projet puisque les lignes traversent des milieux ouverts et la plupart aménagés. Quelques arbres devront toutefois être rabattus afin de conserver un dégagement minimum entre ceux-ci et les conducteurs électriques. Enfin, la présence de cultures et donc de cultivateurs sous les lignes peut aider à diminuer les actes de vandalisme auxquels font face plusieurs exploitants dans la sous-région et particulièrement dans les endroits à faible densité de population.

L'accord de principe par la REGIDESO de maintenir les usages agricoles dans la servitude de la nouvelle ligne à 220 kV et de la nouvelle section de ligne à 110 kV pour le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEL, constitue déjà une bonne pratique observée le long des lignes existantes et qui pourrait s'étendre à l'ensemble du réseau avec un contrôle et un suivi adéquat des servitudes.

La REGIDESO va donc indemniser les biens en tenant compte des récoltes, des infrastructures existantes et autres améliorations. Les barèmes de dédommagement sont basés sur l'Ordonnance de 2008 ainsi que les statistiques agricoles, du prix de la main-d'œuvre, du coût des matériaux et des résultats des consultations avec la population. Il importe de mentionner que pour la REGIDESO, le processus de compensation et de réinstallation est une nouvelle expérience puisqu'il n'a jamais véritablement été appliqué de façon systématique et rigoureuse à l'ensemble d'un seul et unique projet.

Dans le cadre du Projet, deux types de compensation devront s'appliquer soit :

- Les compensations biens et immeubles. Celles-ci incluent les bâtiments et structures privées, et les biens fonciers autres.
- Les compensations agricoles. Celles-ci incluent aussi bien les pertes temporaires ou permanentes des terres cultivées ou préparées pour être cultivées.



11.4.1 Compensations biens et immeuble

11.4.1.1 Bâtiments et structures de statut privé

Ces compensations concernent les maisons, les bâtiments de service, les étables, les clôtures, les latrines et toutes autres infrastructures. Si l'Ordonnance Ministérielle 720/2008 établit des barèmes pour les terrains viabilisés en zones urbaines et péri-urbaines, elle ne prévoit toutefois rien en ce qui concerne les structures et les maisons du milieu rural comme celles actuellement touchées par le Projet. Les tarifs d'indemnisation prévus dans l'Ordonnance et ses annexes concernent en effet plutôt les bâtiments en matériaux durables de moyen et de haut standing et, suivant les matériaux utilisés, les bâtiments en semi-durables.

La législation nationale n'étant pas explicite, les autorités nationales ont retenu de s'appuyer de façon complémentaire sur les directives des institutions financières internationales. La Banque africaine de développement, qui a utilisé comme guide pour ses propres directives le cadre existant des principales institutions financières internationales, recommande que pour les propriétaires, toute maison perdue soit reconstruite sur la terre de remplacement ou en un lieu convenu d'accord parties. Les bâtiments et structures sont alors remplacés par une structure au moins équivalente, en respectant des « normes minimales d'hygiène et de décence d'habitat ».

Cette approche, visant à retenir les concepts des institutions internationales, est entre autres préconisée par le Gouvernement du Burundi dans son Cadre de Politique de Réinstallation des Populations².

Les compensations financières doivent revêtir un caractère exceptionnel et ne sont, sur principe, pas recommandées pour les groupes et ménages jugés vulnérables. Pour ces derniers, le remplacement des biens perdus doit être priorisé. Dans tous les cas, les compensations financières sont calculées sur la base du coût de remplacement au moins équivalent, en respectant, comme mentionné, des normes de salubrité et de décence.

Pour les locataires ou usagers, la compensation peut s'effectuer selon deux possibilités :

- Réinstallation dans des conditions équivalentes en terme de charge et au moins équivalent en normes d'espace et de confort.
- Fourniture gratuite d'un logement ou d'une infrastructure en toute propriété.

Le tableau ci-dessous³ présente les modalités de restitution pour un bâtiment ou une structure telle que proposée par le Gouvernement du Burundi dans le cadre du programme des Travaux publics et Création d'Emploi. Les situations présentées peuvent dès lors être utilisées comme référence pour le présent Projet.

² République du Burundi. Vice - Ministère chargé des Travaux Publics et de l'Équipement. Cadre de Politique de Réinstallation de Population (CRP), Mars 2009

³ République du Burundi CRP, Mars 2009

Tableau 11-3 : Tableau Synoptique des Situations de Réinstallations et de Compensation

Préjudice		Définitif ou temporaire	Modalités
Pour les terrains	Privation de droit reconnu de propriété ou d'usage garanti	Privation définitive	<ul style="list-style-type: none"> • Compensation¹ de la perte de propriété par remplacement par une propriété, au moins équivalente ou par paiement de 10 000 BIF/m² • Compensation de la perte de récolte ou de revenu (cas de location), y compris cultures pérennes.
		Privation temporaire	<ul style="list-style-type: none"> • Compensation de la perte de récolte ou de revenu (cas de location) pendant la période considérée.
			<ul style="list-style-type: none"> • État des lieux avant et après pour remboursement de dégâts ou perte de patrimoine.
	Privation de droit d'usage reconnu	Privation définitive	<u>Compensation</u> soit en : i) fournissant de droits d'usage équivalents; ii) compensant la perte de récolte; iii) compensant la perte d'investissements non amortie réalisé (plantation pérenne, apport de fertilité, aménagement antiérosif, etc.). Soit par le paiement d'une indemnité équivalant à 3 fois la perte de récolte, en fonction de la pérennité du droit d'usage ¹
		Privation temporaire	Compensation de la perte de récolte ou de revenu (cas de location) pendant la période considérée.
			État de lieux avant et après pour remboursement des dégâts ou perte de patrimoine.
	Privation droit contesté ou disputé entre plrsr.	Définitif	Pas de solution tant que la contestation n'est pas apurée. On ne peut pas anticiper sur une décision de justice.
		Temporaire	
Pour les bâtiments et structures	Altération des droits de propriété et d'usage	Définitif	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures minimisant les impacts et identification des pertes réelles : i) diminution de surface, ii) perte de ressource (par exemple assèchement d'une source par captage, etc.); • Estimation de la valeur des pertes en patrimoine et compensation, soit en nature : foncier équivalent à la perte subie, soit en espèces¹ • Reconnaissance d'une servitude, gratuite ou rémunérée dans le temps, définitive ou définie dans le temps.
	Privation de droit reconnu de propriété ou d'usage garanti	Privation définitive	Compensation de la perte de propriété avec soit : i) remplacement par une habitation ou structure au moins équivalente, avec droit de propriété écrit, ii) reconstruction d'une habitation ou structure clés en main, avec droit de propriété écrit; mais <u>impossibilité d'indemnisation en espèces</u> ²
		Privation temporaire	Compensation par mise à disposition d'une habitation ou structure équivalente. Le temps de la privation.
	Privation de droit d'usage reconnu	Privation définitive	Compensation soit en : i) mettant à disposition une habitation ou une structure au moins équivalente, à des conditions équivalentes; ii) fournissant une habitation ou une construction équivalente, gratuitement, avec un droit de propriété; mais <u>impossibilité d'indemnisation en espèces</u> ²
		Privation temporaire	Compensation soit en : i) mettant à disposition une habitation ou une structure au moins équivalente, à des conditions équivalentes pendant la privation d'usage; ii) fournissant une indemnité compensatrice mensuelle suffisante pour assurer les garanties de trouver pendant la période une habitation ou une structure au moins équivalente.

(1) : Dans ce cas il y a obligation de s'assurer que la personne ou la famille dispose d'un revenu de substitution.

(2) : Le risque de fragilisation de personnes ou de familles vulnérables est trop importante et il est difficile d'estimer une construction dans un contexte de marché immobilier – cession ou locatif est absent.



Les 33 habitations touchées par le Projet et donc potentiellement à réinstaller sont essentiellement de type traditionnel (voir dossier cartographique et photographique à l'Annexe B). La quasi-totalité de ces maisons est en pisé (branche, paille et boue), a une dimension réduite (17 sont de 30 m² et moins) et ne comporte qu'une seule pièce avec sol en terre battue.

Dans tous les cas, les structures et autres améliorations des éligibles sont évaluées au coût de remplacement à neuf. Cette valeur de remplacement est établie en analysant les coûts de construction en matière de main d'œuvre et des matériaux nécessaires, livrés sur place, sans aucune déduction de vétusté pour dépréciation ou réparation. Une mise à jour des indemnisations a été réalisée en 2008 par l'Ordonnance 720/2008, mais ces montants doivent aujourd'hui être réactualisés puisque le coût des matériaux et de la main-d'œuvre a depuis lors augmenté.

Conformément aux principes de «réinstallation équivalente ou supérieure», les habitations ou maisons à rebâtir doivent être non seulement améliorées, mais également plus salubres. De plus, un supplément de 15 % est ajusté à la valeur marchande de la maison comme coût de compensation pour les désagréments occasionnés par la notification.

Deux types de maison améliorée sont généralement considérés pour remplacement des maisons traditionnelles soit : la « maison traditionnelle améliorée » et la « maison selon des standards améliorés ». Elles se décrivent généralement comme suit :

Maison traditionnelle améliorée

- Des dimensions semblables à celles de la maison ou habitation existante;
- Des murs en briques cuites;
- Un enduit cimenté à l'intérieur;
- Un sol cimenté;
- Un toit en tôle en acier galvanisé sur madriers;
- Des portes et fenêtres en bois avec encadrement en bois; et
- Des latrines extérieures (prix séparé).

Les coûts de construction actualisés pour une maison type 8 m x 7 m (56 m²) sont d'environ 8 860 500 BIF ou type 7 m x 6 m (42 m²) sont d'environ 7 521 750 BIF, respectivement 158 000 BIF/m² ou 178 000 BIF/m². Sur les 33 habitations, 28 sont de type 7 m x 6 m et 5 de type 8 m x 7 m.

Les couts estimés sont détaillés dans le tableau des couts moyens et estimatifs de construction ⁽¹⁾ d'une maison de 56 m² (type 8 m x 7 m) et d'une maison de 42 m² (type 7 m x 6 m).

DEVIS DES FOURNITURES DE MATERIAUX ET MATERIELS POUR CONSTRUCTION
(MAISON TYPE 7mX6m)

Pos.	Grand Item	libellé	Unité	Quantité par maison	Prix unitaire	Prix total
1	Fondation	Moellon de carrière	benne	4	80 000	320 000
		Sable gros ordinaire	benne	1	40 000	40 000
		terre rouge	benne	2	20 000	40 000
		ciment	sac	3	27 000	81 000
2	Elevation des Murs et cloisons, crépissage, des faces intérieures et jointoyage des faces extérieures	bricks cuits	pièce	19 000	35	665 000
		terre rouge	benne	6	20 000	120 000
		Ciment de jointoyage extérieur et crépissage intérieur	sac	21	27 000	567 000
		Clastras	pièce	12	1 500	18 000
		Sable ordinaire	benne	3	40 000	120 000
		Perches pour appui	pièce	30	2 000	60 000
3	Pavement au moellon , mortier de ciment plus lissage	ciment	sac	18	27 000	486 000
		Moellon de carrière	benne	2	80 000	160 000
4	Toiture(ferme , pannes et rampants)	Sable ordinaire	benne	2	40 000	80 000
		Perches	pièce	62	2 000	124 000
		Tôles BG 30	pièce	40	14 000	560 000
		clous pour charpente 8 cm	kg	8	3 500	28 000
		clous pour charpente 10 cm	kg	8	3 500	28 000
5	Huisseries	clous pour tôles	kg	6	4 000	24 000
		Portes extérieures	pièce	2	70 000	140 000
		Portes intérieures	pièce	4	50 000	200 000
6	Evacuation des eaux de pluie	Fenêtres	pièce	4	30 000	120 000
		Excavation d'un Caniveau d'evacuation d'eau de pluies	m3	2	500	1 000
7	Construction latrine et cuisine	Dalle appropriée de latrine	ff	1	120 000	120 000
		ciment pavement et crépissage	sac	12	27 000	324 000
		Cresage trou standard	FF	1	30 000	30 000
		bricks cuits	pièce	8 800	35	308 000
		couverture tôles BG 30	pièce	7	14 000	98 000
		perches	pièce	12	2 000	24 000
		Fenêtres	pièce	1	20 000	20 000
		Clastras	pièce	8	1 500	12 000
		Portes	pièce	3	30 000	90 000
		Clous	kg	3	3 500	10 500
		Clous pour tôles	kg	4	4 000	16 000
TOTAL					5 014 500	
Main d'œuvre			30%		1 504 350	
Divers , imprévu et transport			20%		1 002 900	
GRAND TOTAL					7 521 750	

NOTE:

- 1) Le montant est hors taxes puisque le projet est exonéré de toutes taxes.
- 2) Le présent devis correspond à une maison construite avec des briques cuites, du mortier en terre rouge, une fondation en moellon de carrière, un pavage en moellon cimenté lisse, un crépissage intérieur par un mortier de ciment, une charpente en perches et une couverture en tôles BG 30. Le bloc cuisine et toilette est construit identiquement dans les mêmes matériaux. Le moellon et sable pour leur crépissage sont prélevés sur les matériaux de la maison.
- 3) Le faux plafond et la planche de rive sont à la charge du bénéficiaire.

Fait à Bujumbura le/...../2015

Les Responsables du volet Génie Civil au Projet:

(1) REGIDESO, coût estimé Avril 2015

DEVIS DES FOURNITURES DE MATERIAUX ET MATERIELS POUR CONSTRUCTION
(MAISON TYPE 8mX7m)

Pos.	Grand Item	Spécifié	Unité	Quantité par maison	Prix unitaire	Prix total
1	Fondation	Moellon de carrière	benne	3	80 000	400 000
		Sable ordinaire	benne	1,00	50 000	50 000
		terre rouge	benne	2	20 000	40 000
		ciment	sac	4	27 000	108 000
2	Élévation des Murs et cloisons, crépissage, des faces intérieures et jointoyage des faces extérieures	bricks cuits	pièce	24 500	35	857 500
		terre rouge	benne	8	20 000	160 000
		Ciment de jointoyage extérieur et crépissage intérieur	sac	25	27 000	675 000
		Caustrats	Pièce	12	1 500	18 000
		Sable ordinaire	benne	3	50 000	150 000
		Perches pour appui	PC	40	2000	80000
3	Pavement au moellon, mortier de ciment plus lissage	ciment	sac	25	27 000	675 000
		Moellon de carrière	benne	2	80 000	160 000
		Sable ordinaire	benne	2	50 000	100 000
		Perches	Pièce	82	2 000	164 000
4	Toiture(ferme, pannes et rampants)	Toles BG 30	Pièce	47	14 000	658 000
		clous pour charpente 8 cm	kg	10	3 500	35 000
		clous pour charpente 10 cm	kg	10	3 500	35 000
		clous pour toles	kg	7	4 000	28 000
		Portes extérieures	Pièce	2	70 000	140 000
5	Finitions	Portes Intérieures	Pièce	4	50 000	200 000
		Fenêtres	Pièce	4	30 000	120 000
6	Evacuation des eaux de pluie	Excavation d'un Caniveau d'evacuation d'eau de pluies	m3	2	500	1 000
7	Construction latrine et cuisine	Dalle appropriée de latrine	ff	1	120 000	120 000
		ciment pavement et crépissage	sac	12	27 000	324 000
		Creusage trou standard	FF		30 000	
				1		30 000
		bricks cuits	Pièce	8 800	35	308 000
		couverture toles BG 30	Pièce	7	14 000	98 000
		perches	Pièce	12	2 000	24 000
		Fenêtres	Pièce	1	20 000	20 000
		Caustrats	Pièce	8	1 500	12 000
		Portes	Pièce	3	30 000	90 000
		Clous	kg	9	3 500	10 500
		Clous pour toles	kg	4	4 000	16 000
TOTAL						5 907 000
Main d'œuvre				30%		1 772 100
Divers, imprévu et transport				20%		1 181 400
GRAND TOTAL						8 860 500

NOTE:

1) Le montant est hors taxes puisque le projet est exonéré de toutes taxes.

2) Le présent devis correspond à une maison construite avec des bricks cuits, du mortier en terre rouge, une fondation en moellon de carrière, un pavement en moellon cimenté lisse, un crépissage intérieur par un mortier de ciment, une charpente en perches et une couverture en toles BG 30. Le bloc cuisine et toilette est construit identiquement dans les mêmes matériaux. Le moellon et sable pour leur crépissage sont prélevés sur les matériaux de la maison.

3) Le faux plafond et la planche de rive sont à la charge du bénéficiaire.

Fait à Bujumbura le/...../2015

Les Responsables du volet Génie Civil au Projet:

(1) REGIDESO, coût estimé Avril 2015



À titre indicatif, l'Ordonnance 720 / 2008 établit, pour un bâtiment en dur de catégorie « non-durable » soit pour une période présumée de 30 ans, un montant situé entre 30 000 et 60 000 BIF/m² pour une unité pavillonnaire (un seul niveau) de faible ou de moyen standing. Ces valeurs sont établies pour un bâtiment en zone urbaine et péri-urbaine en général en maçonnerie de moellons au mortier de ciment, en brique adobe avec tôle en toiture, huisseries en bois. Bien que ces tarifs doivent être actualisés de façon importante, le coût estimé à 60 000 BIF/m² pour la maison de type amélioré de bas standing en zone rurale touchée par le Projet reste donc tout à fait représentatif.

Maison selon des standards améliorés

- Des dimensions semblables à celles de l'habitation ou maison existante;
- Des murs en briques cuites avec mortier;
- Un enduit cimenté à l'intérieur;
- Un sol en béton;
- Un toit en comble sur pignon avec tôle en acier galvanisé;
- Des portes et fenêtres en bois;
- Des latrines extérieures entourées d'un mur en briques cuites, type LAA.

L'Ordonnance 720 / 2008 établit, pour un bâtiment en dur de catégorie « durable » soit pour une période présumée de 50 ans », un montant situé entre 120 000 et 180 000 BIF/m² pour une unité pavillonnaire (un seul niveau) de faible ou de moyen standing. Ces valeurs sont établies pour un bâtiment en zone urbaine et péri-urbaine en maçonnerie de moellons au mortier de ciment, en brique adobe avec crépissage en mortier, installation électrique, installations sanitaires internes, point d'eau, pavement en ciment, avec tôle en toiture, huisseries en bois.

Sur la base des caractéristiques actuelles des 33 habitations touchées par le Projet et toujours dans une démarche visant à rebâtir non seulement sous formes améliorées, mais également avec des conditions plus salubres, la solution de remplacement retenue pour le Projet consiste en la maison traditionnelle améliorée avec latrines améliorées extérieures. Cette solution permet :

- L'amélioration des conditions d'habitat puisque les murs et la toiture en matériaux durables (minimum 30 ans) limiteront les effets dus aux intempéries climatiques.
- L'amélioration des conditions de santé puisque les latrines seront améliorées et offriront des conditions d'hygiène adéquates. Le modèle «Ventilated Improved Pit Latrine » proposée est reconnu comme le plus efficace, durable et salubre en Afrique. Le principe des latrines améliorées à fosse est d'éliminer ou de diminuer les nuisances (odeurs et mouches) qui entravent l'usage des latrines traditionnelles en prévoyant un tuyau vertical de ventilation appelé évent.



Avantages : Relativement bon marché (400 \$US/500 000 BIF)- Réalisable par l'usager - N'a pas besoin d'eau pour fonctionner - Facile à entretenir - Pas d'odeur et pas de mouches - Reçoit tout matériau de nettoyage (solide comme liquide).

Inconvénients : Obscurité indispensable à l'intérieur de la cabine pour lutter contre les mouches - Fonctionne bien lorsqu'elle est convenablement orientée au vent - Aucun obstacle (arbre et bâtiment) environnant ne doit dépasser la cheminée de ventilation.

Cette recommandation permet aux personnes déplacées de recevoir une indemnisation pour une maison traditionnelle dont les standards sont améliorés, ce qui comprend un toit en tôle, un sol en ciment et des murs en briques. En aucun cas, les personnes déplacées ne pourront recevoir une indemnisation en espèce en lieu et place de la compensation en nature sous forme de maison traditionnelle améliorée ni ne pourront baisser les standards afin de recevoir la différence en argent. Cette mesure est proposée afin de limiter le risque de fragilisation des personnes ou familles vulnérables.

11.4.1.2 Locataires

Sur la base des relevés effectués et des enquêtes-ménages, six ménages locataires occupent des habitations qui devront potentiellement être relocalisées. De ce nombre, 4 ménages occupent deux habitations séparées à Mparambo, trois ménages pour Bujengeri et un ménage pour Bénédicte. Bien que la REGIDESO n'ait pas explicitement prévu, dans son document cadre de réinstallation⁴, une compensation pécuniaire, le présent Plan de Réinstallation à toutefois budgété, pour chaque locataire, un montant forfaitaire de 400 000 BIF afin de couvrir les frais de dérangements et surtout ceux associés à la recherche d'un nouveau logement. Il est en effet peu probable que les locataires actuels puissent assumer l'augmentation du coût de loyer s'ils devaient réoccuper la maison traditionnelle améliorée rebâtie aux fins de compensation. Le montant proposé couvre plusieurs mois de loyer (environ 6 mois), mais aussi le dérangements, le temps de recherche et le coût de transport des biens et du mobilier.

11.4.1.3 Biens fonciers, terres agricoles, boisements, pâturages et terrain à bâtir

L'Ordonnance Ministérielle n°720 ne prévoit pas des barèmes d'indemnisation propres au domaine foncier en milieu rural, mais seulement pour les secteurs à vocation urbaine. Si quelques rares secteurs traversés par le Projet ont un caractère plus ou moins péri-urbain, la majorité du Projet se situe en zone rurale.

Les barèmes de référence établis par l'Ordonnance pour les centres à vocation urbaine peuvent servir de référence, mais les estimations de valeurs ou d'équivalence devront être faites par la commission locale à laquelle participera la REGIDESO. Plusieurs facteurs influencent en effet le prix dont l'accès, l'électrification, l'assainissement et la localisation et ces prix ne suivent pas toujours les lois du marché. La terre reste toutefois rare dans la plaine de l'Imbo et le Cadre

⁴ République du Burundi. Vice - Ministère chargé des Travaux Publics et de l'Équipement. Cadre de Politique de Réinstallation de Population (CRP), Mars 2009



de Politique de Réinstallation de Population préconise la norme généralement appliquée en la matière soit 10 fois la valeur de production annuelle pour les terres agricoles ou les pâturages.

Pour des fins d'estimation, il a été retenu que la valeur des biens fonciers en zone rurale est correspondante à celle des centres à vocation urbaine non viabilisés soit l'équivalent de 10 000 FBU/m². La surface potentiellement touchée au niveau de chacune des 24 PAPs avec maisons à déplacer (en prenant une emprise de 30 mètres) a été estimée par la REGIDESO à 400 m² soit 4 000 000 BIF par PAP. Cette valeur, applicable lorsque la perte de terre est permanente, permet la réserve d'un montant suffisant pour couvrir les indemnités foncière en zone rurale.

11.4.2 Compensations agricoles

Les tarifs établis par l'Ordonnance 720/2008 s'appliquent. Comme mentionnés précédemment, ces barèmes devraient sur principe être actualisés de façon périodique afin de tenir compte du marché. Un projet de loi visant à actualiser de nouveau cette Ordonnance est étudié actuellement, mais l'Ordonnance de 2008 reste pour le moment toujours en vigueur.

Les prix du marché qui doivent être utilisés au moment de la compensation doivent refléter la valeur moyenne en vigueur au moment où la compensation sera payée. Par ailleurs, les compensations calculées doivent permettre aux agriculteurs et aux ménages de récupérer un montant d'argent équivalant à ce qu'ils auraient gagné s'ils avaient vendu la totalité de leurs récoltes, ou de remplacer la production perdue par l'achat dans les marchés et au prix du marché. En réalité, de 70% à 80% de la production agricole est une culture de subsistance, que l'indemnisation permettra de remplacer. Ainsi, le montant qui sera perçu ne fait que remplacer un manque à gagner et ne comprend aucun dédommagement pour les désagréments occasionnés par un changement d'activité et les insécurités que créent les inventaires et autres formalités. Les coûts en main d'œuvre de création d'une parcelle de remplacement (du défrichement jusqu'au semis) ont également été ajoutés au tarif d'indemnisation. Une prime de 50% est donc ajoutée à la valeur calculée pour faire face au préjudice de désagrément pendant la période entre l'annonce de la construction de la ligne dans les champs, et la libération des terrains à la fin de la période de construction.

Mentionnons toutefois que les compensations agricoles ne devraient concerner presque exclusivement que les emplacements des pylônes et celui du poste de Bujumbura puisque les activités agricoles vont, sous certaines restrictions, être maintenues. Dans le cas où ces restrictions devaient s'appliquer, les pertes alors subies seront compensées.

Servitude de la ligne

La longueur de la servitude totale de la nouvelle emprise du Projet est de 82 km (77 km + 4 km + 1 km), avec une largeur de 30 m. La culture à l'intérieur de la servitude est tolérée (si moins de 3 m de hauteur), excepté au pied des pylônes pour une surface d'implantation de 121 m² par pylône.



Pertes temporaires (chantiers mobiles d'entreposage)

L'entrepreneur chargé des travaux prend à sa charge le coût des espaces temporaires pour l'entreposage des équipements. Ce coût n'est pas comptabilisé ici pour éviter une double charge.

Pertes permanentes (terrains avec maison déplacés et pour l'implantation des pylônes, postes et chemin d'accès)

La méthodologie adaptée pour réaliser le calcul maximum des compensations concernant les pertes permanentes enregistrées dans le domaine de l'agriculture se base sur les considérations suivantes :

- La longueur totale estimée des chemins d'accès est de 8 km (voir note ci-bas);
- Le nombre estimé de pylônes est de 247, soit tous les 350 m en moyenne, et occupe chacun une surface de 121 m², soit au total 3 ha pour l'ensemble des pylônes ;
- La distance estimée pour les zones d'utilisation agricole (zone cultivée ou ayant déjà été cultivée) le long de la ligne est de 57 km (70 % de la longueur totale);
- Les terrains avec maisons sur l'emprise de la ligne touchent 24 PAP pour une surface moyenne de 400 m² par PAP;
- L'activité agricole, sous certaines restrictions, pourra être maintenue dans les limites de la servitude ; et
- Le poste de Bujumbura requiert 4,5 ha, situé en zone de riziculture, et cela de façon permanente; 25 casiers sont touchés en tout ou en partie. La SRDI est donc, pour la REGIDESO, un interlocuteur privilégié afin d'aider à la gestion de toute la question des réinstallations potentielles des exploitants touchés par le nouveau poste de Bujumbura.

Note : Sur principe, et comme mentionnée au PGES de l'ÉIES, l'utilisation des accès existants sera systématiquement jugée préférable à toute ouverture de nouvel accès et cela aussi bien dans qu'en dehors de l'emprise. Toute ouverture d'un nouvel accès ou piste même temporaire devra être autorisée au préalable par le Maître d'Ouvrage et le Bureau d'Étude en charge des travaux. Compte tenu de l'accessibilité relativement bonne sur l'ensemble du territoire traversé, il a été pris comme hypothèse qu'aucun nouvel accès ou piste temporaire ne serait aménagé en zone de culture. Dans la majorité des situations, tout le transport (cornières, isolateurs, autres) pourra s'effectuer à main d'homme. Par contre, et aux fins de provision budgétaire, il a été estimé que 10% de la longueur totale de la ligne à 220 kV/110kV, soit environ 8 km, pourrait être considéré pour les accès.

La compensation se base sur le coût d'une parcelle de remplacement dont la superficie est équivalente à la perte permanente.

Potagers et arbres

Les compensations concernent les potagers présents sur les terrains des personnes à réinstaller.



En ce qui a trait aux arbres fruitiers présents sur les terrains, ils devront aussi faire l'objet d'une indemnisation puisque dans la majorité des cas, ces arbres devront être coupés afin d'assurer un dégagement sécuritaire suffisant. L'Ordonnance 720/2008 établit pour certaines espèces d'arbre et cultures pérennes (manguier, palmier, avocatier, papayer, autre) des tarifs applicables.

Les compensations se paieront en espèces et/ou en nature, selon la préférence des intéressés lorsqu'ils négocieront avec le représentant de la commission technique de réinstallation.

Aux fins d'estimations, il a été établi qu'au plus 100 arbres fruitiers seront affectés puisque les tracés de la ligne à 220 kV et du passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEC à 110 kV se situent en quasi-totalité en terre agricole totalement ouverte et dégagée de toute végétation arborescence ou en zone de friche.

Compensations en espèces

Ce type de compensation est celui qui, pour les cultivateurs et les populations en général, est privilégié et donc le plus courant. L'Ordonnance 720/2008 établit des tarifs applicables en fonction des cultures et, pour les fins d'estimation, les valeurs au prix du marché sont retenues pour les habitations (type 7 m x 6 m et type 8 m x 7 m) et pour la compensation au titre foncier de la perte de terrains au coût de 10 000 BIF/m².

Compensation en nature

Lors des consultations, cette option bien que proposée, n'a pas fait l'objet de demande, tous préférant la compensation en espèces. Lors des travaux de la commission, il y aurait toutefois lieu de proposer à nouveau cette option puisqu'elle comporte l'avantage de réduire les pressions sur les bénéficiaires pour des emprunts en plus de leur permettre de mieux gérer des montants importants sur une longue période de temps.

Autres infrastructures ou améliorations dans les parcelles

Sur principe, toutes les cases, abris ou autres infrastructures (puits, paillote, clôture, autre) de nature temporaire ou non pérenne et qui sont situés dans l'emprise pourront être maintenus dans les limites de servitude pourvu que le dégagement par rapport aux conducteurs de la ligne soit sécuritaire. De plus, toute amélioration sur les parcelles qui ne cause pas de problème de sécurité peut être également maintenue.

11.4.3 Coûts de compensation

Les coûts de compensation ont été évalués selon la méthodologie développée antérieurement.



11.4.3.1 Construction des maisons traditionnelles améliorées

Les tableaux suivants présentent les coûts relatifs à l'ensemble des maisons devant être réinstallées. Aux fins d'estimation, chacune de ses unités a été accompagnée de latrines améliorées. Ces coûts, qui ont été établis sur la base des coûts des matériaux actualisés présentés au tableau précédent, sont supérieurs à ceux proposés dans l'Ordonnance de 2008 dans la mesure où cette dernière ne tient pas compte de l'inflation et des coûts reflétant le marché actuel.

Tableau 11-4 : Coûts moyens de construction des habitations/maisons de type améliorés (2015)

Dimension type de la maison à construire	Nombre touché par le Projet	Prix unitaire (BIF)	Coût total arrondi BIF
Maison de 42 m ² (7 m x 6 m)	28	178 000/m ²	209 328 000
Maison de 56 m ² (8 m x 7 m)	5	158 000/m ²	44 240 000

11.4.3.2 Pertes de droits fonciers et acquisition de nouvelles terres

La récente réforme foncière au Burundi modifie de façon importante la notion de propriété qui prend aujourd'hui un sens moderne où les usagers et occupants coutumiers sont de fait des ayants droit à part entière. Comme mentionnée à quelques reprises, la servitude d'utilité publique est établie afin d'assurer à la REGIDESO toute la latitude devant lui permettre de gérer au mieux son réseau.

D'un autre côté, il est également admis que les activités agricoles pourront, sous certaines réserves ne visant qu'à assurer la sécurité du réseau, être maintenues. Dès lors, si l'acquisition de la servitude vient effectivement modifier les droits fonciers, les usages pourront être maintenus à l'avantage des usufruitiers. La perte de droit foncier n'affectera donc que les usages des sols à des fins d'infrastructures dites permanentes du type bâtiment, qu'il soit habité, habitable ou pas.

Les pertes permanentes de terrain comprennent les chemins d'accès (3,2 ha), les terrains pour l'implantation des pylônes (3 ha) et les terrains pour les PAP dont les terrains comprennent une maison à déplacer (1 ha).

À cela s'ajoute l'acquisition potentielle de nouveaux terrains en vue d'assurer une compensation terre pour terre des PAPs qui ont perdu le droit d'exploitation des parcelles sur le site du poste pour une surface de 4.5 ha (4,3 ha pour le poste plus 0,2 ha pour les caniveaux d'irrigation).

Le sommaire des compensations estimées au titre foncier pour la perte permanente de terrain et/ou l'acquisition de nouveaux terrains est le suivant.



Description	Superficie	Prix unitaire (BIF)	Coût total arrondi BIF
Poste : Acquisition de nouveau terrain (4.5 ha) à hauteur d'une compensation établie sur le principe de terre pour terre	45 000 m ²	10 000/m ²	450 000 000
Ligne : terrain pour PAP ayant une(des) maisons sur le terrain	24 x 400 m ²	10 000/m ²	96 000 000
Chemin d'accès 8 km	8 000 m x 4 m	10 000/m ²	320 000 000
Terrain de 121 m ² pour 247 pylônes	247 x 121 m ²	10 000/m ²	298 870 000

11.4.3.3 Pertes agricoles temporaires des cultures

L'emprise des lignes 220 kV et 110kV va nécessiter une nouvelle servitude de près 250 ha (77 km pour la ligne 220 kV, 4 km pour le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1–SNEL à 110 kV et 0,8 km pour rejoindre le corridor de la ligne Bubanza-RN1 en vue du raccordement du nouveau poste de Bujumbura, le tout avec 30 m de largeur).

De cette servitude, pour l'évaluation des coûts de compensation pour les pertes temporaires se référant à une saison de culture pour l'ensemble des 57 km d'emprise en zone agricole et potentiellement affectée par le Projet, soit quelques 170 ha, si la construction se produit en saison de culture. Or, les travaux de construction des ouvrages de ligne se feront en saison sèche. Donc, il est estimé que des 170 ha, seule 10% pourraient être affectées soit 17 ha. En effet, il est important de mentionner à cette étape que les productions réellement cultivées lors de l'inventaire par la commission d'évaluation avant dédommagement permettront d'établir l'indemnité à verser en cas de dérangement des cultures.

Sur la base de l'Ordonnance de 2008, un tarif moyen arbitraire de 50 000 BIF/are a été retenu aux fins de calcul en zone maraîchère. Ce tarif correspond à la valeur moyenne des productions à l'are (100 m²) des fruits et légumes les plus produits soit : Salade, tomate, ananas, aubergine, oignons, carottes et pomme de terre. Pour le tarif riz, une valeur de 20 000 BIF/are a été retenue comme référence bien que l'Ordonnance établisse celle-ci à 15.420 BIF/are. Ce dernier tarif a donc été majoré de près 25%.

Dans tous les cas, le rendement établi par parcelle devra être apprécié au cas par cas puisque l'Ordonnance établit un rendement moyen à l'hectare.

Enfin et tel que mentionné précédemment une prime de désagrément de 15 % a été ajoutée au total estimé.



L'estimation des compensations agricoles temporaires est estimée comme suit.

Production	Surface potentielle de la servitude (17 ha)	Tarifs Ordonnance BIF/are (moyenne)	Tarifs retenus BIF/are	Total estimé BIF
Riziculture 40%	68 ha / 6 80 ares	15 420	20 000	13 600 000
Maraîcher (60%)	102 ha / 1 020 ares	40 000	50 000	51 000 000
Total partiel				64 600 000
Prime de désagrément (15%)				9 690 000
Grand total arrondi				74 290 000

11.4.3.4 Pertes définitives pour les cultures, potagers et arbres fruitiers

Les coûts de compensation pour les parcelles de remplacement sont présentés au tableau ci-après. Ces coûts ne concernent que les emplacements des chemins d'accès, des pylônes et du poste de Bujumbura situés en zone agricole.

Pour le poste de Bujumbura, la perte sera de 4,5 ha et cela de façon permanente.

Pour les lignes électriques, sur la base des observations réalisées lors des inventaires et des enquêtes, les principales cultures hors casiers rizicoles sont majoritairement du maraîchage. Il a été estimé que 10 % maximum du tracé des lignes pourraient être potentiellement affecté par une voie d'accès de 4 mètres de largeur. De ce chiffre (d'environ 8 km), 40 % se situeraient en zones rizicoles.

Donc, outre le poste de Bujumbura qui va toucher 25 casiers rizicoles en tout ou en partie il a été considéré, que bien qu'à peu près seulement 160 pylônes seront situés en terres agricoles, de retenir 247 pylônes pour un total 3 ha (247 pylônes x 121 m²) pour les terrains pour l'implantation des pylônes et 3.2 ha (8km x 4 m) pour les chemins d'accès.

Le poste est entièrement situé en zone rizicole. Pour les bases d'implantation des pylônes (3 ha), il est estimé que 40% de ceux-ci seront situés sur une zone agricole.

De plus, à défaut de permettre aux exploitants et locataires touchés de pouvoir être relocaliser sur de nouvelles terres en friche ou louées et/ou de se voir assigner par la SRDI d'autres parcelles libres et en friche ou en développement, les personnes affectées seront compensés à hauteur de trois cycles de production en sus de recevoir une compensation équivalente à l'option terre pour terre ; ce qui procure bien plus une situation bien largement supérieure à celle qui prévalait pour la personne locataire des parcelles auprès de la SRDI.

En ce qui a trait aux arbres fruitiers, le relevé final de la commission qui suivra les travaux d'arpentage permettra l'inventaire détaillé des biens touchés. Un montant forfaitaire pouvant répondre à 200 unités arborescentes fruitières touchées a donc



été considéré comme réserve et prévoit un tarif de dédommagement estimé pour des espèces à forte valeur d'indemnisation telle que prévu par l'Ordonnance soit entre autres les palmiers à huile, les manguiers et les agrumes.

Le nombre retenu de 200 unités tient compte des nombreux arbres qui cernent les bâtiments situés de part et d'autre des routes transversales et qui sont croisés par la ligne à 220 kV.

Production	Emprise (30 m)	Implémentation base des pylônes et chemin d'accès (40% de 3,0ha + 3.2ha)	Poste (5ha)	Tarifs retenus BIF/are	Cycles de production compensée	Total estimé BIF
Riziculture 40%	0	1,0 ha	5 ha	20 000	3	36 000 000
Maraîcher (60%)	0	1,5 ha	0	50 000	3	22 500 000
Arbres fruitiers (valeur moyenne)	200 unités	0	0	35 000	n/a	7 000 000
Total partiel						65 500 000
Prime de désagrément (15%)						9 825 000
Grand total arrondi						75 325 000

11.4.4 Compensation des chefs de collines et autres notables

Lors des consultations publiques, il est clairement ressorti de celle-ci que les populations villageoises touchées par le Projet ainsi que les autorités collinaires ne pouvaient à la fois effectuer leurs tâches quotidiennes leur assurant un minimum de revenu et accompagner le Maître de l'Ouvrage dans la réalisation comme telle du Projet. Leur présence lors des principales étapes du processus d'indemnisation est un élément qui peut rassurer des populations souvent démunies, et garantir la transparence du tout. D'un autre côté, leur participation active réclame le versement d'une indemnité en cas de recours à ces personnes.

Le Plan de Réinstallation s'engage donc à ce que le chef de colline, son secrétaire et éventuellement d'autres notables, si requis, assistent les représentants de la REGIDESO – Commission Technique Permanente d'indemnisation - lors de la notification, des accords avec les personnes concernées, de la signature des contrats et des paiements associés aux compensations et à la réinstallation des personnes.

Bien que ces personnalités, en tant que responsables officiels, seront amenées à exécuter des tâches inhérentes à leurs responsabilités, leur assistance au processus de compensation et de réinstallation constitue un surplus d'activités par rapport à leur travail normal. Dès lors, ils risquent de délaissier leurs affaires courantes et personnelles au bénéfice de leur engagement officiel.

Afin de compenser ce temps supplémentaire, pour chaque jour qu'un chef ou un notable passera avec le représentant de la REGIDESO en se consacrant aux



activités reliées aux compensations et aux réinstallations, le Projet lui procurera un montant lui permettant d'engager quelqu'un pour accomplir ses affaires privées à sa place. Ainsi, le projet payera un montant fixe de 6 000 francs burundais par jour pour couvrir les coûts quotidiens.

Les compensations pour les chefs et notables qui participeront au processus de mise en œuvre du Plan se sont basées sur un nombre de jours équivalant à 500 personnes/jour, pour un montant global de 3 millions de francs Burundais (environ 2 500 US\$). Ce nombre de jours est établi en considérant qu'au moins deux représentants seront appelés à participer au processus, par évènement.

11.5 Synthèse des coûts de compensation et réinstallation

L'ensemble des montants destinés uniquement aux compensations et à la réinstallation est évalué à 1,9 milliards BIF ou 1,2 millions US\$. Ce montant ne comprend pas celui déjà prévu pour la mise en œuvre du PGES totalisant près de 0,40 millions US\$ et dont le programme est lié directement à celui du PCR.

Biens affectés	Unité touchée	Mesures compensatoires	Agence responsable	Coût BIF
Maisons améliorées				
Habitations/Maisons	33	Construction de maisons - 28, maison Type 7mx 6m - 5, maison Type 7m x 6 m	REGIDESO	209 328 000 BIF 44 240 000 BIF
Locataires	6	Assistance au déménagement	REGIDESO	2 400 000 BIF
Terres et Cultures dans les champs				
Pertes permanentes				
Terres sur le site du poste	4,3 ha + 0,2 ha	Compensation de la perte du droit d'exploitation à hauteur d'une compensation terre pour terre	REGIDESO	450 000 000 BIF
Acquisition nouveaux terrains pour maisons à reconstruire	1 ha	Compensations foncières (24 x 400 m ²)	REGIDESO	96 000 000 BIF
Terre pour implantation pylônes	3,0 ha	Compensations foncières (247 x 121 m ²)	REGIDESO	298 870 000 BIF
Chemin d'accès	3,2 ha	Compensations foncières (8 km x 4 m)	REGIDESO	320 000 000 BIF
Terres perdues ou à remplacer pour fin de cultures	7.5 ha	Compensation pour perte de production (Poste, Chemin d'accès, Pylônes)	REGIDESO	75 325 000 BIF
Pertes temporaires				
Emprise ligne utilisée pour cultures	17 ha	Compensation pour perte de production	REGIDESO	74 290 000 BIF
Compensation des chefs et notables au processus d'indemnisation				
Équivalent de 500 personnes/jour à 6 000 BIF/jour forfaitaire				3 000 000 BIF
Sous-Total arrondi				1 573 453 000 BIF
Contingence arrondie 20%				314 690 600 BIF
GRAND TOTAL ARRONDI				1 888 143 600 BIF 1 180 090 US\$



12 IDENTIFICATION DES SITES DE RÉINSTALLATION POSSIBLES, PRÉPARATION DES SITES ET RÉINSTALLATION

Tel que mentionné au Chapitre 6 traitant de l'intégration des déplacés avec les communautés d'accueil, il est aujourd'hui présumé que la totalité des ménages dont l'habitation ne pourra être maintenue dans l'emprise pourront être réimplantés sur la parcelle même qu'ils occupent actuellement ou ailleurs dans la communauté même d'origine.

La Commission Technique d'indemnisation de la REGIDESO va à cet effet prévoir, si requis et de concert avec les autorités communales et des collines, des procédures afin de faciliter l'identification des lieux de réinstallations. Le processus s'effectuera selon une approche ouverte et participative en collaboration avec les différentes autorités (administratives, politiques locales).

Les questions relatives à l'identité socioculturelle de chaque localité d'accueil, les activités économiques des populations déplacées, la situation géographique et l'accessibilité des sites ne devraient pas constituer des enjeux dans la mesure où les réinstallés le seront à proximité de leur lieu de résidence d'origine. De plus, aucun déplacement de masse, comme un quartier ou village complet, n'est prévu puisque seulement un maximum de 28 ménages, répartis sur un grand territoire, sont potentiellement concernés par le projet des lignes.

En ce qui a trait aux 25 parcelles rizicoles de la SRDI, il a été établi que 4 exploitants pourront maintenir leurs activités sans préjudices importants dans la mesure où ils ne sont touchés qu'à moins de 10 % (dont 2 à moins de 1%). De plus, sur la base de la surface totale des surfaces résiduelles qui résulteront de l'implantation du poste et qui auront été remembrées, 7 exploitants pourront retrouver une surface équivalente. Pour les 14 autres, des mesures privilégiant le remplacement de parcelle devront être proposées par la REGIDESO et cela en concertation avec la SRDI qui est chargée de la gestion du domaine rizicole de la plaine de l'Imbo.

La REGIDESO et son Comité Technique d'indemnisation a depuis l'amorce du Projet comme principe de réduire au minimum le déplacement involontaire de personnes et si requis, de fournir aux personnes déplacées les moyens d'améliorer ou au moins de restaurer leurs anciens niveaux de vie, leur capacité de générer des revenus et leurs niveaux de production. Cette réduction a été initiée dès l'élaboration du projet et se poursuit en phase d'indemnisation en évitant encore là la réinstallation obligatoire si les bâtiments dans la servitude ne soulèvent pas de question de sécurité.

La REGIDESO est donc proactive à s'impliquer à la fois avec les personnes déplacées et les populations hôtes. Si des déplacés devaient privilégier une réinstallation sous l'égide de la REGIDESO, cette dernière devrait en concertation avec les localités et les autorités locales, identifier des sites potentiels en prenant en compte des facteurs suivants :

- Le site devra être d'une surface au moins équivalente au site abandonné;



- Le site devra être facilement accessible ;
- La consultation des populations sur le choix du site éventuel devait être menée ;
- Le choix du site de résidence devrait prendre en compte la nécessité de minimiser les impacts sur l'environnement et d'éviter autant que faire se peut les terres arables et/ou les champs de cultures ;
- Le site devrait permettre la poursuite des activités socio- économiques actuelles ou présenter le potentiel d'autres activités de substitution permettant de maintenir et/ou d'améliorer les conditions de vie du ménage affecté par le projet ;
- La recherche du site devra prendre en compte les risques de conflits potentiels avec les populations des zones d'accueil ou avec d'éventuels usagers des terres du site de réinstallation ;
- Le site devra permettre le maintien des rapports de bon voisinage avec la localité voisine ; et
- Le logement sera reconstruit entièrement en matériaux conventionnels plus durables, sur le nouveau site.

La REGIDESO va dans tous les cas, fixer les principes équitables d'évaluation et de compensation de terre et autres biens touchés par le Projet et, tel que mentionné en Chapitre 8 sur le cadre juridique et mécanisme de réinstallation, des dispositions pratiques seront prises afin d'éviter les conflits et griefs et si requis les gérer au mieux. La REGIDESO a la responsabilité de mener à terme tout le processus d'indemnisation, de réinstallation.

13 LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX

La REGIDESO, à travers son Comité Technique d'indemnisation, est responsable d'assurer la mise en œuvre du processus de compensation et de réinstallation des populations. Elle a donc inscrit dans son processus d'exécution du Projet un ensemble d'actions et de moyens pour accompagner ces mêmes populations dans leur réinstallation ou plus simplement dans les étapes de compensation. Aucune réinstallation massive n'est requise par le Projet et 28 ménages répartis sur quatre communes seront potentiellement déplacés.

Les infrastructures ou les services de l'État, comme les centres communautaires de santé et les écoles ne seront donc pas particulièrement mis à contribution plus qu'à l'accoutumée par le projet. Pour les populations, il s'agira plus d'un relogement puisque les quelques ménages concernés devraient se reloger non loin de leur lieu actuel d'habitation.

La demande additionnelle ne se fera donc, en aucun moment, ressentir sur les infrastructures sociales et les services de l'État.



14 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Projet retenu a été élaboré afin de minimiser aussi bien les impacts sur l'environnement biophysique que social comme indiqué au Chapitre 3 sur les impacts et personnes potentiellement touchées. L'élaboration du Projet s'est effectuée à travers plusieurs étapes itératives d'optimisation aussi bien dans la localisation que dans les méthodes de réalisation des travaux qui seront appliquées. Ces étapes itératives d'optimisation ont mené en amont lors de la préparation du Rapport d'Étude de faisabilité, et complétées dans le rapport d'étude d'impact environnemental et social et le présent PCR.

Le Projet a nécessité une étude d'impact sur l'environnement qui a été accompagnée d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) dont les objectifs sont de décrire les principales mesures, actions et moyens qui seront mis en œuvre durant les phases de conception, de construction et d'entretien du Projet. Ces mesures visent à éliminer ou à réduire jusqu'à des niveaux acceptables les impacts clés du Projet, dans les domaines biophysique, socio-économique et de la santé. Il a aussi pour but de s'assurer, de façon complémentaire au Plan de Réinstallation des populations, que les préoccupations et les attentes des populations locales vis à vis le Projet soient prises en compte de façon juste et équitable.

Le Projet comporte peu d'impacts négatifs sur l'environnement biophysique. Le programme de surveillance des travaux mis en place tiendra compte des effets du Projet.

En ce qui a trait aux impacts cumulatifs, associés à des actions antérieures, actuelles et à venir d'autres projets, l'étude démontre que le Projet présente un bilan nettement positif. La région offre en effet un ensemble de potentialités qui n'ont pas jusqu'à présent été mises en valeur. S'il est vrai que plusieurs projets ont été annoncés dans la région, plusieurs contraintes importantes limitent pour le moment leur réalisation dont certainement la disponibilité d'une énergie électrique.

La concrétisation de la ligne électrique Kamanyola-Bujumbura va être un des facteurs de développement, si ce n'est l'une des amorces principales qui pourront favoriser l'actualisation et la relance de plusieurs grands projets, et elle est indispensable sinon nécessaire pour permettre au Burundi d'assurer, à moyen et long terme, l'équilibre de l'offre et la demande nationale d'énergie électrique. Pour le moment, la réalisation de la ligne va avoir un effet direct important puisqu'il va assurer une alimentation électrique plus stable et constante à la grande région urbaine de Bujumbura. En ce sens, le projet constitue donc la composante essentielle indispensable et le levier nécessaire à tout autre développement de projets. Pris dans sa globalité, le Projet va donc favoriser la venue de nouveaux projets qui vont à leur tour générer des retombées dont les retombées cumulatives pourront être importantes sur la relance économique et la qualité de vie des populations urbaines. À terme, le développement du réseau en zone rurale pourra suivre.



Plusieurs des mesures d'atténuation mises en œuvre dans le cadre du Projet vont avoir certains effets cumulatifs immédiats, voire même des effets de synergie, avec certaines actions déjà entreprises par plusieurs ministères et ONGs dans le milieu. Mentionnons entre autres des actions associées à la mise sur pied des programmes de sensibilisation des populations plus vulnérables, mais aussi, et surtout des travailleurs sur les risques de maladies transmissibles sexuellement et aux dangers de surexploitation de la faune. Ces sensibilisations font venir bonifier les programmes déjà mis en œuvre par les ministères compétents et certaines ONG du milieu.

Afin que cette ligne électrique constitue un véritable projet structurant et un des leviers de développement économique et social, plusieurs autres actions indépendantes du Projet pourront être recommandées, eu égard des attentes des populations face à leur avenir et des objectifs de réduction de la pauvreté mis de l'avant par le Gouvernement de la République du Burundi. Le chapitre relatif au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) rappelle les mesures d'atténuation générales et spécifiques clefs proposées dans le cadre du Projet et présente les mesures d'accompagnement, de bonification et les actions qui pourraient être mises en œuvre par les différentes autorités responsables au niveau national, voire local.

15 CALENDRIER D'EXECUTION

La Figure 15.1 rappelle les dates clefs du calendrier d'exécution des travaux.

Les travaux de construction sont prévus se dérouler sur une période de 24 mois pour l'ensemble des marchés et des lots. Cette période de temps se scinde en plusieurs grandes phases qui doivent être amorcées par la construction du poste de Bujumbura. Les travaux des lots majeurs, soit le poste 220/110/30/10 kV de Bujumbura et les lignes 220 kV et celle biterne 110 kV pour le passage en coupure de la ligne Ruzizi 1 – SNEL, sont programmés pour être complétés en 18 mois. La ligne biterne 110 kV, devant assurer le raccordement du nouveau poste de Bujumbura au poste RN1, est programmé pour la mise en service préalable des autres ouvrages du Projet.

La mise en œuvre du Plan de Réinstallation – comme également celle du PGES – est un processus continu qui a été amorcé dès que le Projet a été défini comme étant retenu. Ainsi, dès l'étape de conception, des enquêtes ménages, accompagnées d'un inventaire de biens ont été entreprises auprès des populations potentiellement affectées par le Projet. Les travaux d'arpentage ont confirmé les limites de la servitude d'utilité publique ainsi que la position de cette servitude vis-à-vis aussi bien les occupations des sols que des bâtiments présents. Le Plan de Réinstallation a permis d'estimer les effets du Projet et les indemnités qui devront être versées aux PAP. Par le dépôt du PCR auprès des autorités, la REGIDESO concrétise sa demande d'obtention des permis et des autorisations prévus par la loi, et fait entreprendre l'inclusion des mesures de compensation dans les plans et devis des dossiers d'appel d'offres. De façon parallèle, la REGIDESO a amorcé, sur assistance de la Commission Permanente d'Indemnisation, l'inventaire détaillé des biens touchés par le Projet et le versement des indemnités auprès des PAP.

Au préalable des travaux, toutes ces activités devront être complétées dans la mesure où elles doivent s'inscrire en aval de toutes amorces des travaux sur le terrain. Pour ce faire, une période comprend une période d'au moins 6 mois en amont à la date de démarrage des travaux de construction qui eux devraient s'étaler sur une période de 24 mois.

En phase construction, le PCR se concrétisera par le suivi des réinstallés et de toutes les réclamations et griefs pouvant découler des travaux. Cette activité de suivi s'échelonnera donc tout au long de l'implantation du Projet et ceci jusqu'à la mise en exploitation.

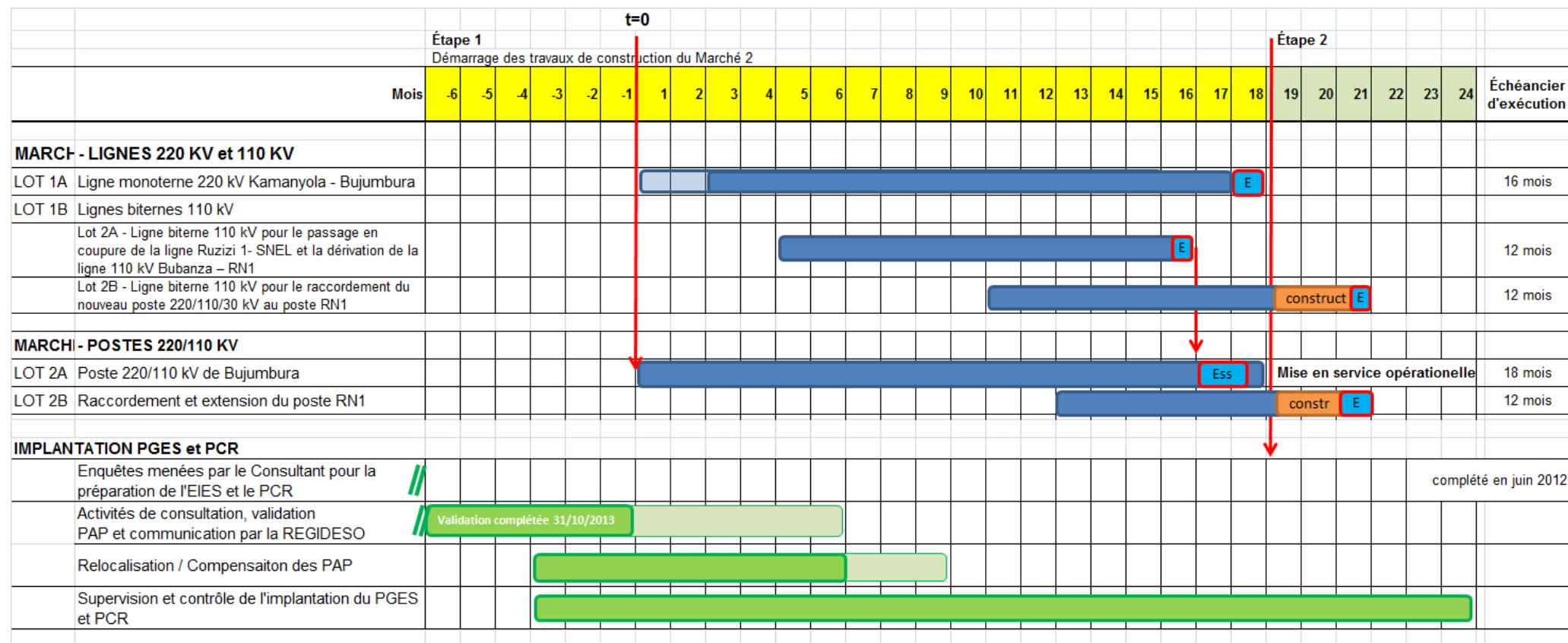
En phase de réception finale des travaux, la surveillance sociale se conclut par l'approbation de l'ensemble des mesures de restauration, réhabilitation, indemnisation et résolution des griefs des populations. Toutefois et cela pour la durée de vie du Projet, la REGIDESO devra tenir un registre des plaintes ou griefs de la part des populations découlant de dommage pouvant avoir été causé par l'infrastructure en place où, lors des travaux d'entretien ou d'urgence.



Le calendrier d'exécution du PCR couvre donc théoriquement la totalité de la durée de vie du Projet avec toutefois des activités intensives au préalable à l'amorce des travaux dans la mesure où, à cette dernière étape, les PAP doivent avoir été indemnisées pour les dommages et inconvénients reliés au Projet. Cette phase intensive réclame la participation dans le temps de plusieurs intervenants sur presque deux années. Le Comité Technique d'indemnisation a entrepris son mandat depuis la mi-2013 et va le maintenir jusqu'à la finalisation du processus d'indemnisation et de réinstallation.

Comme mentionné au chapitre 4, la Mission de Contrôle de l'Environnement - Social de la Cellule Nationale d'Exécution du Projet de la REGIDESO a la responsabilité de gérer la mise en œuvre et l'exécution du Plan de Réinstallation tout comme celui du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). La Mission a également pour activités la préparation ainsi que l'exécution, le contrôle et le suivi du Projet. Lors de l'exécution du PCR, elle doit travailler en étroite collaboration avec le Comité Technique Permanent d'Indemnisation qui est responsable d'établir le recensement des biens et l'évaluation des indemnisations et d'assurer le paiement de celles-ci aux PAP.

Figure 15-1 : Échéancier du Projet Global





16 COÛTS

La Cellule Nationale d'Exécution du Projet (CNEP) de la REGIDESO, sur appui financier international, a prévu la création d'une entité organisationnelle spécifique chargée de la mise en place et du suivi des procédures en matière de développement durable et d'indemnisation. Ainsi le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), élaboré dans le cadre de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) a prévu non seulement la contribution de ses ressources, mais a également estimé des coûts afin d'en assurer la mise en place et un renforcement.

Il importe de mentionner que les mesures environnementales de nature générales sont celles usuellement inscrites d'office dans les Dossiers d'Appel d'Offres, les Cahiers de Charges et de Prescriptions Générales ou Particulières accompagnant les contrats de construction de projets d'infrastructures. La considération de telles exigences ne se traduit donc par aucun coût additionnel, autre que ceux déjà prévus pour la réalisation du Projet.

La mise en place du Projet sous sa structure organisationnelle va toutefois requérir la libération de ressources financières afin d'encadrer certaines activités correspondant en grande partie à l'assistance au Maître d'ouvrage. Ces activités viseront à appuyer le suivi environnemental et social du Projet, à encadrer les programmes de communications et de résolution des conflits et des griefs auprès des populations et à renforcer les capacités du Maître d'ouvrage dans le domaine environnemental et social au sens large. Les ressources financières associées à ces activités sont en grande partie celles requises pour la mise sur pied et le fonctionnement de la Mission de Contrôle Environnement (MdCE) qui va s'effectuer sur la durée du Projet, d'au moins 30 mois, et cela de l'amorce de délimitation d'emprise, du processus de compensation et jusqu'à la réception finale du Projet.

Le coût pour le MdCE destiné à l'assistance pour la mise en œuvre du PGES et du PCR, excluant les indemnités aux fins de compensation aux PAP, a été estimé à \$US 400 000 soit environ 1% du coût global du Projet évalué lui-même à près de \$US 37,5 millions. Bien que ce montant excède le 0,5 % généralement recommandé par les principales institutions financières internationales pour des projets de cette nature, il inclut un volet d'accompagnement par la MdCE qui habituellement est rarement pris en compte à cette étape. Il a été estimé que près de 30% de ce montant serait directement attribué au fonctionnement du processus d'indemnisation, le reste étant affecté au PGES.

En parallèle à cette MdCE, la REGIDESO a récemment mis sur pied le Comité Technique Permanent d'indemnisation chargé entre autres d'assurer la saine gestion immobilière des servitudes publiques établies pour la REGIDESO. Dès lors, ces deux structures appelées à collaborer à la mise en œuvre du PCR ne devraient nécessiter aucune autre ressource supplémentaire au sein de la REGIDESO ou du Projet. Il a également été assumé que le personnel déjà en place de la CNEP et son bureau central, localisé dans les bureaux de Bujumbura, allaient constituer le centre des opérations du Projet y compris ceux liés à la mise



en œuvre du PCR et du PGES. Il a également été assumé que les véhicules proviendraient du même bureau local de la REGIDESO.

Tableau 16-1 : Coûts de Mise en Œuvre du PGES/PCR

ITEMS	Estimation \$US
Assistance de la Mission de Contrôle Environnement et Social (MdCE)	300 000
Provision contingence pour mesures exceptionnelles (moins que 0,3% du Projet)	100 000
Cout total de mise en œuvre du PGES/PCR	400 000

En ce qui a trait aux estimations des montants de compensation et indemnisation qui seront à verser en titre de dédommagement compensatoire, ils ont été évalués à près de \$US 1 180 090 (voir détail Chapitre 11 sur les indemnisations).

Le coût total de mise en œuvre par le MdCE du PGES et du PCR et des mesures compensatoires et d'indemnisation s'établit à \$US 1 580 090 réparti comme suit.

Tableau 16-2 : Coûts de Mise en Œuvre du PGES et du PCR et des mesures compensatoires et d'indemnisation, exprimés en \$US

ITEMS	PGES	PCR	Total
Assistance de la MdCE pour la mise en œuvre du PGES et du PCR	210 000 \$US (70% de 300 000)	90 000 \$US (30 % de 300 000)	300 000 \$US
Provision contingence pour mesures exceptionnelles (moins que 0,3% du Projet)	70 000 \$US (70% de 100 000)	30 000 \$US (30 % de 100 000)	100 000 \$US
Estimation des indemnisations et compensation aux PAP	---	1 180 090 \$US	1 180 090 \$US
GRAND TOTAL	280 000 \$US	390 600 \$US	1 580 090 \$US



17 SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN

Le suivi du PCR se réfère à deux situations qui sont :

- La surveillance du processus d'indemnisation et de réinstallation qui permet d'évaluer la transparence et l'équité du Plan. Il se mesure avec des indicateurs concernant les contrats de compensation ou de réinstallation ainsi qu'avec le nombre et le type de réclamations effectuées.
- Le suivi de la compensation et de la réinstallation qui permet d'évaluer les différences dans la qualité de vie des personnes concernées afin de statuer sur le succès du Plan.

Ce suivi permet éventuellement de réajuster les procédures de compensation et de réinstallation en fonction des résultats obtenus. Les indicateurs à utiliser sont ceux qui se rapportent aux revenus et à la production agricole avant et après la construction de la ligne. Le succès de ce Plan sera évalué sur la base de ses principaux objectifs qui sont :

- Les personnes affectées doivent au moins maintenir le niveau de vie qu'ils avaient avant le Projet et si possible, l'améliorer ; et
- Les femmes doivent bénéficier autant que les hommes de la mise en œuvre du Plan.

Il s'agira d'établir un cadre de référence avant le début de l'implantation du programme de compensation et de réinstallation dans lequel seront recensées les différentes étapes critiques du Projet et les informations qui permettront de réaliser le contrôle et le suivi du Plan de compensation et de réinstallation.

Afin d'évaluer dans quelle mesure ces objectifs seront atteints, il s'agira de développer des indicateurs de suivi et de disposer des ressources matérielles et humaines suffisantes pour mettre en place un programme de suivi. Le suivi de performance se fondera également sur l'élaboration d'une base de données qui comprendra les informations contenues dans les contrats de compensation qui auront été signés avec les personnes concernées.

Toutes les informations qui permettront de faire le suivi (comparaison entre la situation sans projet et la situation à la fin de la première saison agricole suivant la construction) seront consignées et permettront également d'établir toutes les corrélations statistiques nécessaires à l'évolution dans le temps de la situation socio-économique des populations concernées.

17.1 Indicateurs de suivi

Certains indicateurs de suivi de l'évolution de la qualité de vie des personnes ou ménages affectés sont proposés dans le cadre de la préparation de ce Plan ainsi que pour le suivi, mais cette liste sera adaptée lors la planification et la préparation de la mise en œuvre comme telle du Plan.

*Évaluation du caractère transparent et équitable du Plan :*

- Proportion du nombre de réclamations justifiées par rapport au nombre total de réclamations déposées ;
- Les contrats de compensation ou de réinstallation en instance qui n'auront pas été conclus avant la prochaine saison agricole ;
- Type de compensation reçue ;
- Montant des compensations ;
- L'usage prévu des compensations ;
- Nombre de réclamations ;
- Type de réclamations ; et
- Le temps imparti pour régler les réclamations.

Évaluation de la qualité de vie des personnes affectées :

- Données sociales personnelles des ménages : âge, sexe, nombre d'enfants, statut marital, alphabétisme ;
- Données économiques : superficie de la parcelle, cultures, production et revenus avant Projet et après Projet ;
- Nombre de biens affectés identifiés par catégorie ;
- Nombre d'évaluation de biens négociés par catégorie ;
- Nombre de personnes affectées indemnisées pour perte d'infrastructure par période et total (par genre et situation socio-économique) ;
- Nombre d'infrastructures construites par type ;
- Nombre d'anciennes structures démolies par type ;
- Superficie du terrain réhabilité ;
- Nombre de personnes affectées réhabilitées (par genre et situation socio-économique) ;
- Nombre de personnes classées vulnérables assistées et qui sont satisfaites ;
- Nombre de personnes affectées ayant reçu un terrain en remplacement et qui sont satisfaites (par genre et situation socio-économique) ;
- Nombre de personnes affectées remboursées pour perte d'arbres (par essence) ou autre bien ;



- Nombre de personnes affectées qui ont une nouvelle activité économique (par genre et situation socio-économique) ;
- Nombre de réclamations par période et total (par genre et situation socio-économique) ;
- Nombre de réunions et assemblées par type (Commissions, ateliers, sensibilisation, information); sujets abordés; nombre et qualification des participants ;
- Problèmes rencontrés et solutions adoptées ;
- Nombre de personnes touchées par l'information et recommandations collectées ; et
- Fonds décaissés selon le calendrier prévu.

17.2 Base de Données

Le Projet devra maintenir une base de données pour chaque personne affectée par le Projet qui comprendra la réinstallation et le type d'impact (temporaire ou permanent) sur sa parcelle agricole.

Pour chacune des personnes affectées, le dossier de compensation devrait comprendre sa situation initiale, toutes les utilisations ultérieures de biens ou d'investissements et la compensation convenue et payée. Pour ce faire, un questionnaire sera élaboré avant le début de la mise en œuvre du Plan et sera rempli lors des inventaires des personnes à déplacer et/ou à compenser pour les pertes agricoles encourues par la présence de l'emprise, des pylônes, du poste et si requis, des voies d'accès temporaires.

17.3 Ressources nécessaires

La Cellule Nationale d'Exécution du Projet (CNEP) a son bureau central localisé à Bujumbura et son personnel est déjà en place depuis les trois dernières années. Elle joue le rôle central des opérations et, à travers elle la structure de la Mission de Contrôle de l'Environnement-Social veillera à la mise en œuvre du PGES et du PCR. La CNEP a tout le support logistique (bureau, véhicule, autre) de la REGIDESO et aucun cout additionnel d'opération ne devrait donc être inscrit pour réaliser ces tâches.

Le CNEP a été bonifié par la mise sur pied (i) d'un Comité Technique Permanent d'indemnisation chargé entre autres d'assurer la saine gestion immobilière des servitudes publiques établies pour la REGIDESO et (ii) d'une structure de Mission de Contrôle de l'Environnement – Social (MdCE).

Dans un objectif de renforcement des capacités et d'accompagnement, il est proposé une assistance à la Mission de Contrôle de l'Environnement – Social (MdCE) au sein du CNEP. Cette assistance comprendra une firme conseil spécialisée ou un consultant dans le domaine de surveillance et de suivi



environnemental et social et de la formation. Dès lors, les coûts afférents de fonctionnement sont déjà prévus au PGES de l'EIES.

La MdCE va mener ses activités sur une période d'au moins 30 mois ⁽¹⁾, cela à partir du processus de compensation jusqu'à la réception finale du Projet. Cette période comprend une période d'au moins 6 mois en amont à la date de démarrage des travaux de construction qui eux devraient s'étaler sur une période de 24 mois.

¹ Ce délai de 30 mois n'inclue pas la période des études de faisabilité, d'EIES avec le PGES, du PCR et le travail de validation menée par la Commission Technique initiée à partir du 1 juin 2011.

A

Déscente de terrain –
Poste Kamanyola - RDC

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PROVINCE DU SUD-KIVU
CIRCONSCRIPTION FONCIERE
DE KABARE-WALUNGU
B.P. 297 BUKAVU.-

Kabare, le 1^{er}/04/2011

N° 2.448.2/113 /CIRC/FONC/KW/SK/2011

✓ TRANSMIS copie pour information à:

- Monsieur le Directeur Provincial de la Société Nationale d'Electricité à BUKAVU.-
- Monsieur le Chef de Division Provinciale de l'Energie à BUKAVU.-

OBJET:

Transmission rapport des
Descentes effectuées à
KAMANYOLA et à BUHANDAHANDA

A Son Excellence Monsieur le Ministre
Provincial Chargé des Affaires
Foncières au Sud-Kivu à BUKAVU.-

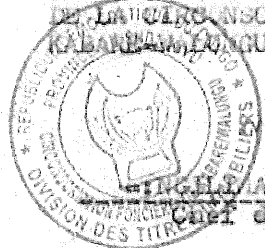
Excellence,

J'ai l'honneur de vous transmettre,
en annexe de cette dernière, en un seul exemplaire, le rapport des
descentes effectuées à Kamanyola, dans le Territoire de Walungu et
à Buhandahanda, dans le Territoire de Kabare.

Je vous en souhaite bonne réception.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur
le Ministre, l'expression de mes sentiments patriotiques.-

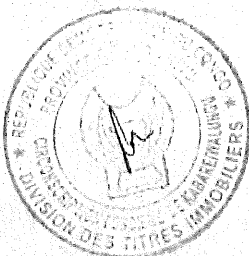
LE CONSERVATEUR DES TITRES IMMOBILIERS
DE LA CIRCONSCRIPTION FONCIERE DE
KABARE-WALUNGU,



61 9
ERIC AZAPANE Eric:-
Chef de Division.-

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PROVINCE DU SUD-KIVU
CIRCOSCRPTION FONCIERE
DE KABARE-MAINDOU
B.P. 297 BUKAVU



RAPPORT DES DESCENTES SYNTHETISEES A KAPANYOLA DANS
LE TERRITOIRE DE MAINDOU ET A BURHANDANDA DANS
LE TERRITOIRE DE KABARE ADRESSE AU MINISTRE PROVINCIAL
AYANT A SA CHARGE LES AFFAIRES FONCIERES.-

Nous avons effectué deux descentes successives à
KAPANYOLA; la 1ère avec Madame Laurence du Bureau chargé de l'évaluation
de l'Impact Environnemental du Projet du Barrage de la RUSISI III;
la 2e avec le Directeur Provincial de la Société Nationale d'Electricité
(SNEI) et le Secrétaire Scientifique Provincial.

I. L'OBJETIF DES DESCENTES

L'objectif consistait à aller vérifier la situation
juridique du site sollicité par le Projet pour installer les machines et le
camp des travailleurs.

Il ressort que le site ciblé est exploité par les
peysans avec les cultures vivrières.

Nous avons demandé au Chef de Poste d'Enregistrement Administratif de
KAPANYOLA de nous chercher les exploitants, mais jusqu'à présent sans suite.

II. PROPOSITIONS

Nous proposons que l'Autorité Provinciale puisse
prendre un arrêté mettant ce site à la disposition de la SNEI.

Ceci nous permettra de préparer le dossier en vue de la signature du
contrat. Le site est de 500 m x 500 m = ± 15 Hectares (Voir croquis en
annexe).

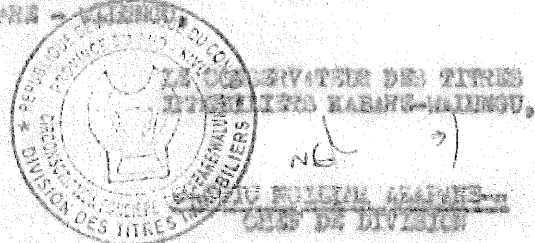
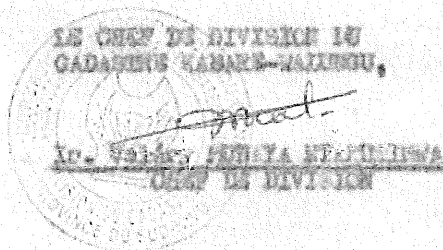
.../...

La même mission a été aussi réalisée à MUKANDAHANDA dans le Territoire de KABARE où dans le cadre du même projet un site a été scindé de 2 10 Hectares. Il servira selon ces responsables de la SHEL à l'arrivée de la ligne Haute Tension avant d'être dispatchée.

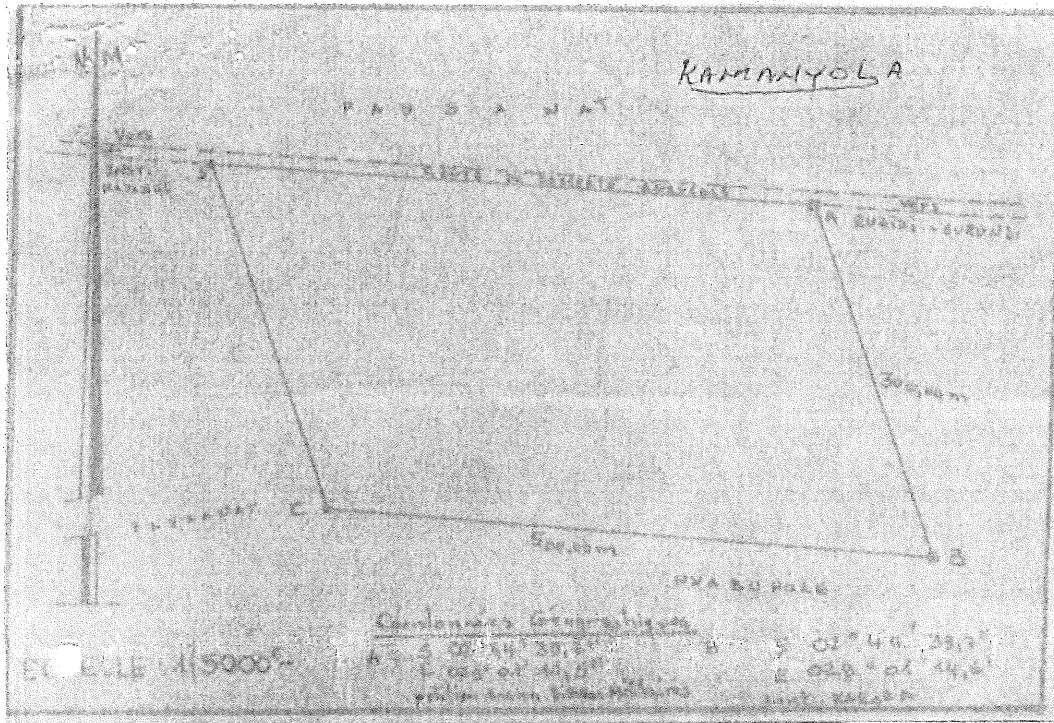
A la différence de ce dernier, les mesures n'ont pas encore eu lieu. Il est aussi exploité par les paysans qui y exercent la culture vivrière. Ici aussi un arrêté de l'Autorité Provinciale serait indispensable pour nous permettre de commencer les travaux techniques. Le Chef de Division Provinciale de l'Energie faisait partie de toutes ces missions.

FAIT A KABARE, LE 01/04/2011

POUR LA CIRCONSCRIPTION FONCIERE
DE KABARE - MUKANDAHANDA



C.C : - Mr. LE DIR. PROV./SHEL
- Mr. LE CHEF DE DIV. PROV./
ENERGIE
(BOUR A BURUNDI)

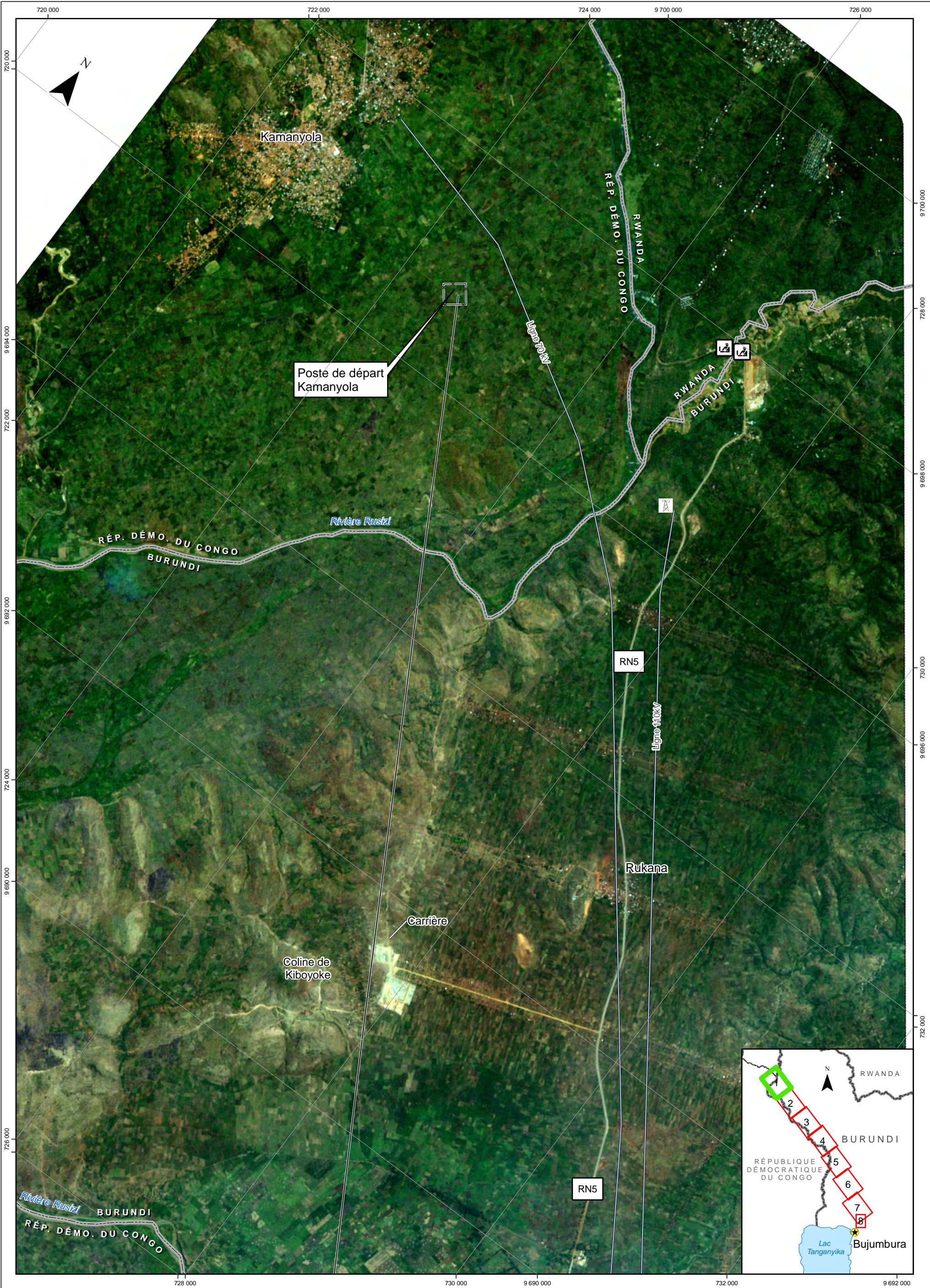



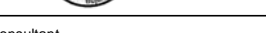

BUNDAHANDA

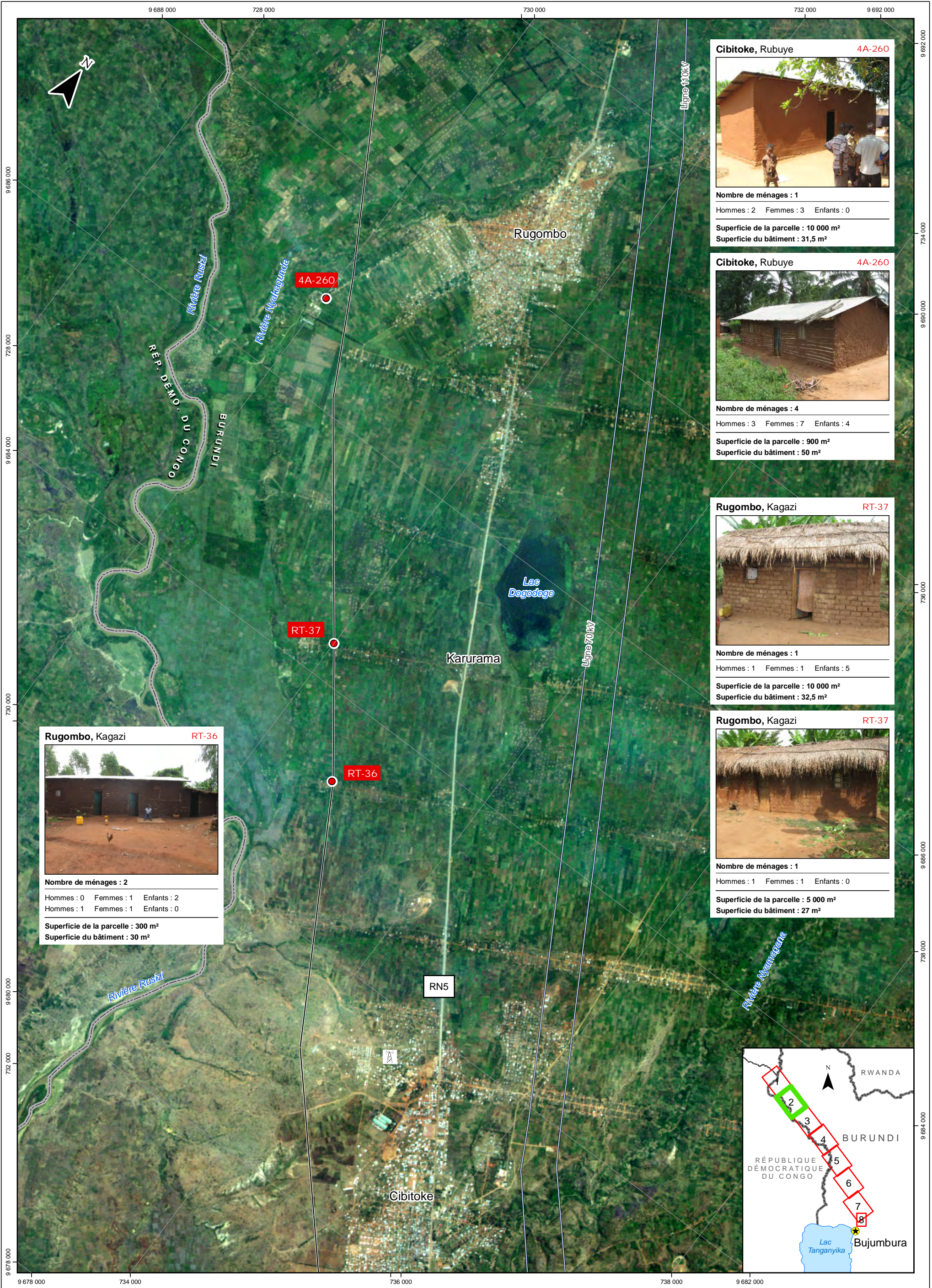
SOMMET	DISTANCE (m)	Y	X
A	138,50	028° 50' 23,6"	02° 15' 21,3"
B	192,00	028° 50' 19,5"	02° 15' 19,6"
C	150,00	028° 50' 15,1"	02° 15' 23,9"
D	133,40	028° 50' 11,8"	02° 15' 27,5"
E	183,00	028° 50' 10,1"	02° 15' 31,4"
F	186,50	028° 50' 15,1"	02° 15' 28,4"
G	158,00	028° 50' 20,1"	02° 15' 25,0"
A		02	

B

Dossier cartographique et photographique



Client		REGIDESO Bujumbura, Burundi	Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura			Titre / Title Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)		
			--		F. Mayaki							
Consultant		SNC • LAVALIN							No. pr. / P. Number 507298	Fichier / File Carte_menage_A3_F1-F7.mxd	Échelle / Scale 1:32 000 	Feuillet / Sheet 1 de 9
			01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier					
			No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified					



Cibitoke, Rubuye4A-260

Nombre de ménages : 1

Hommes : 2 Femmes : 3 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 10 000 m²

Superficie du bâtiment : 31,5 m²

Cibitoke, Rubuye4A-260

Nombre de ménages : 4

Hommes : 3 Femmes : 7 Enfants : 4

Superficie de la parcelle : 900 m²

Superficie du bâtiment : 50 m²

Rugombo, KagaziRT-37

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 5

Superficie de la parcelle : 10 000 m²

Superficie du bâtiment : 32,5 m²

Rugombo, KagaziRT-37

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 5 000 m²

Superficie du bâtiment : 27 m²

Rugombo, KagaziRT-36

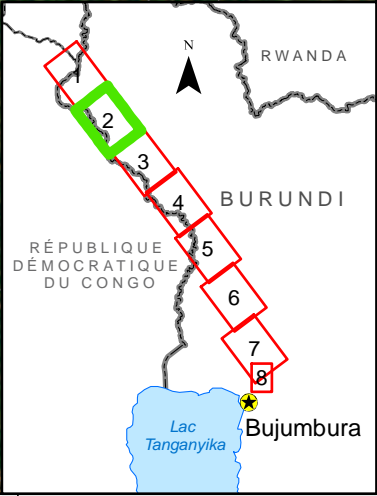
Nombre de ménages : 2




Hommes : 0 Femmes : 1 Enfants : 2

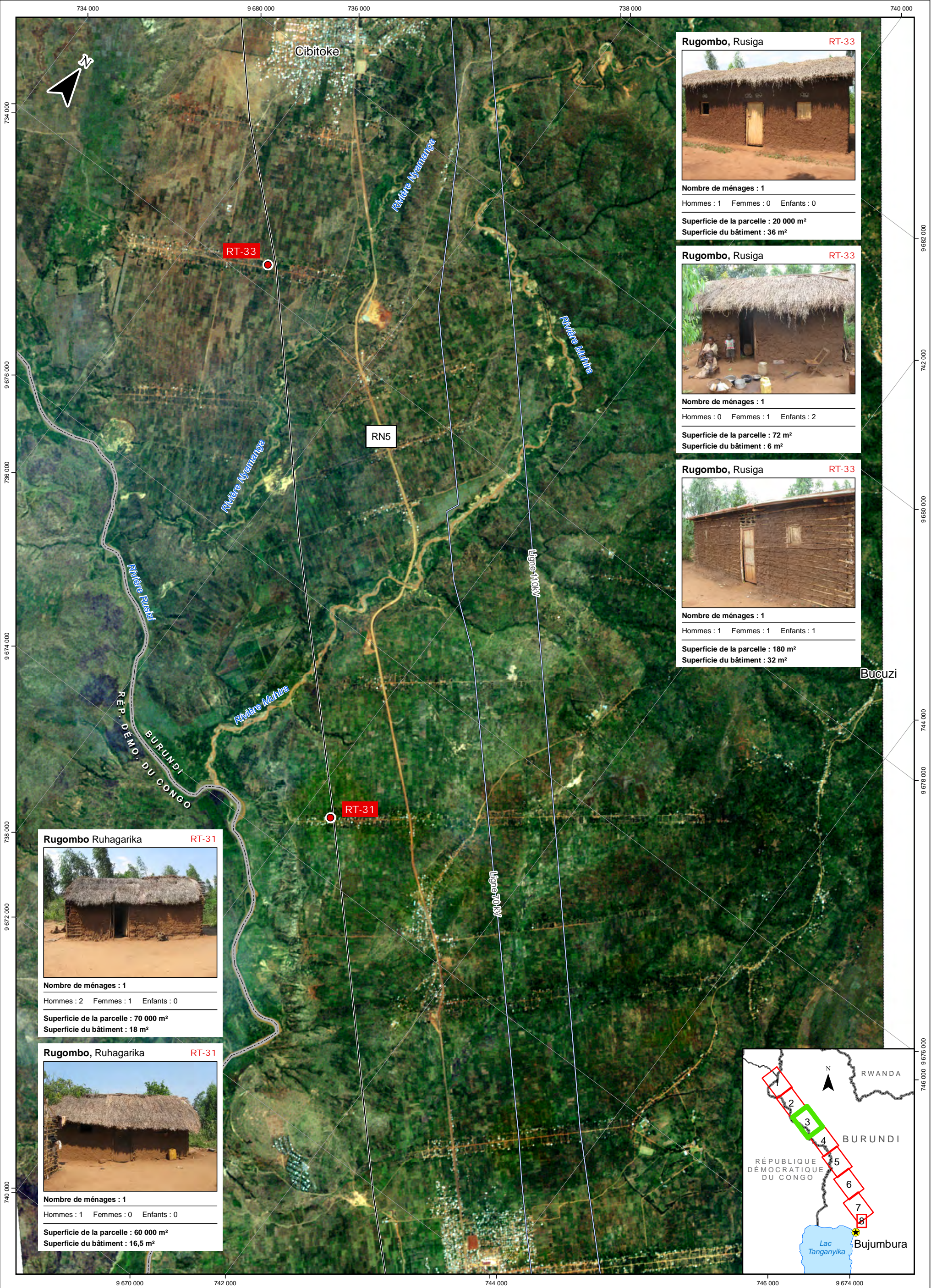
Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 300 m²

Superficie du bâtiment : 30 m²



Client			REGIDESO Bujumbura, Burundi		Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project			Titre / Title										
			--				F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura			Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)										
Consultant			SNC • LAVALIN						No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale		1:32 000		Feuillet / Sheet							
					01		6 juillet 2012		Préliminaire		A. Marquis		J. Fauchier		No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale		1:32 000		Feuillet / Sheet	
					No.		Date		Description		Dessiné / Drawn		Vérifié / Verified		507298	Carte_menage_A3_F1-F7.mxd			2 de 9			



Rugombo, Rusiga RT-33

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 0 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 20 000 m²

Superficie du bâtiment : 36 m²

Rugombo, Rusiga RT-33

Nombre de ménages : 1

Hommes : 0 Femmes : 1 Enfants : 2

Superficie de la parcelle : 72 m²

Superficie du bâtiment : 6 m²

Rugombo, Rusiga RT-33

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 1

Superficie de la parcelle : 180 m²

Superficie du bâtiment : 32 m²

Rugombo Ruhagarika RT-31

Nombre de ménages : 1

Hommes : 2 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 70 000 m²

Superficie du bâtiment : 18 m²




Rugombo, Ruhagarika RT-31

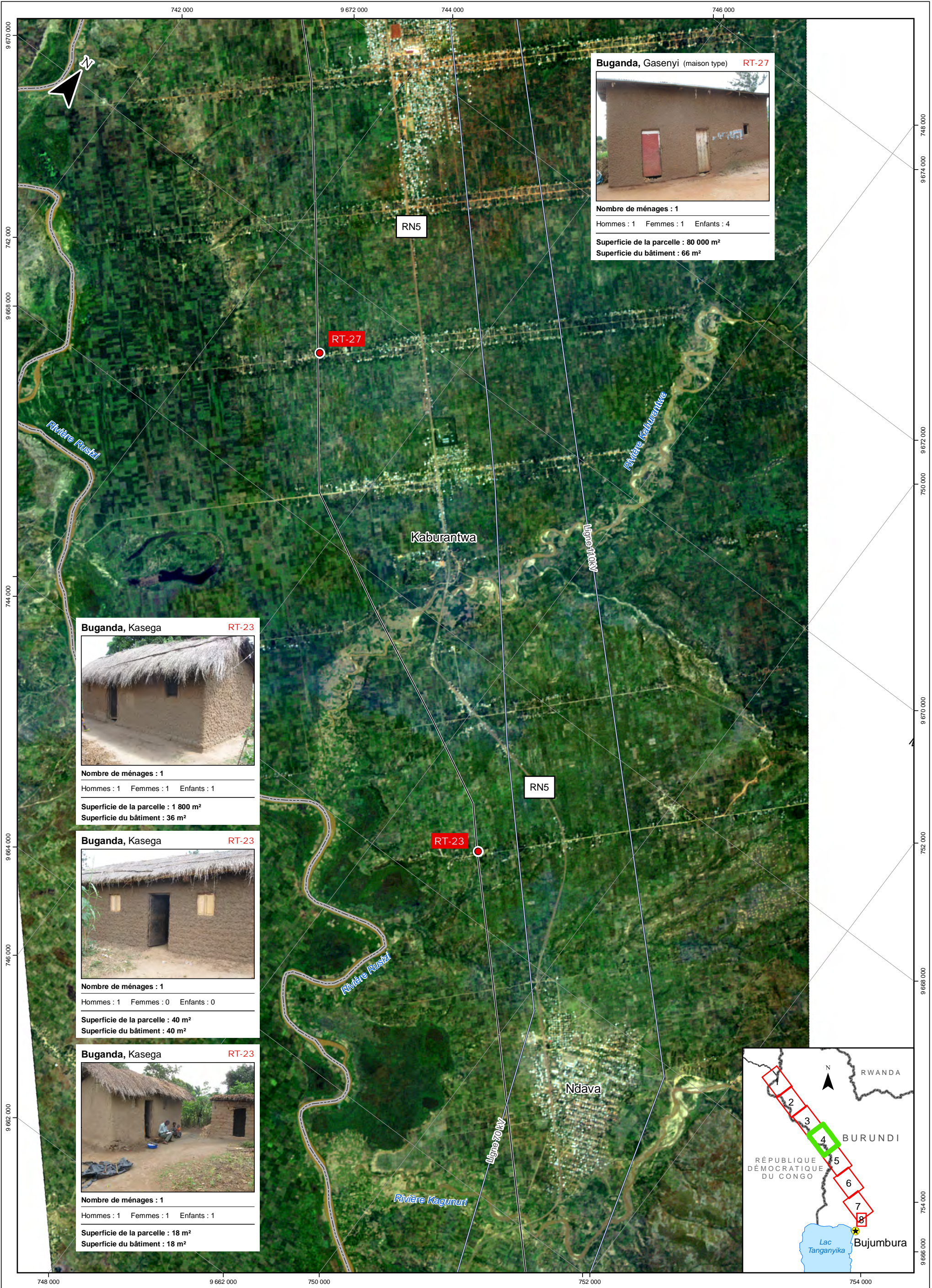
Nombre de ménages : 1




Hommes : 1 Femmes : 0 Enfants : 0

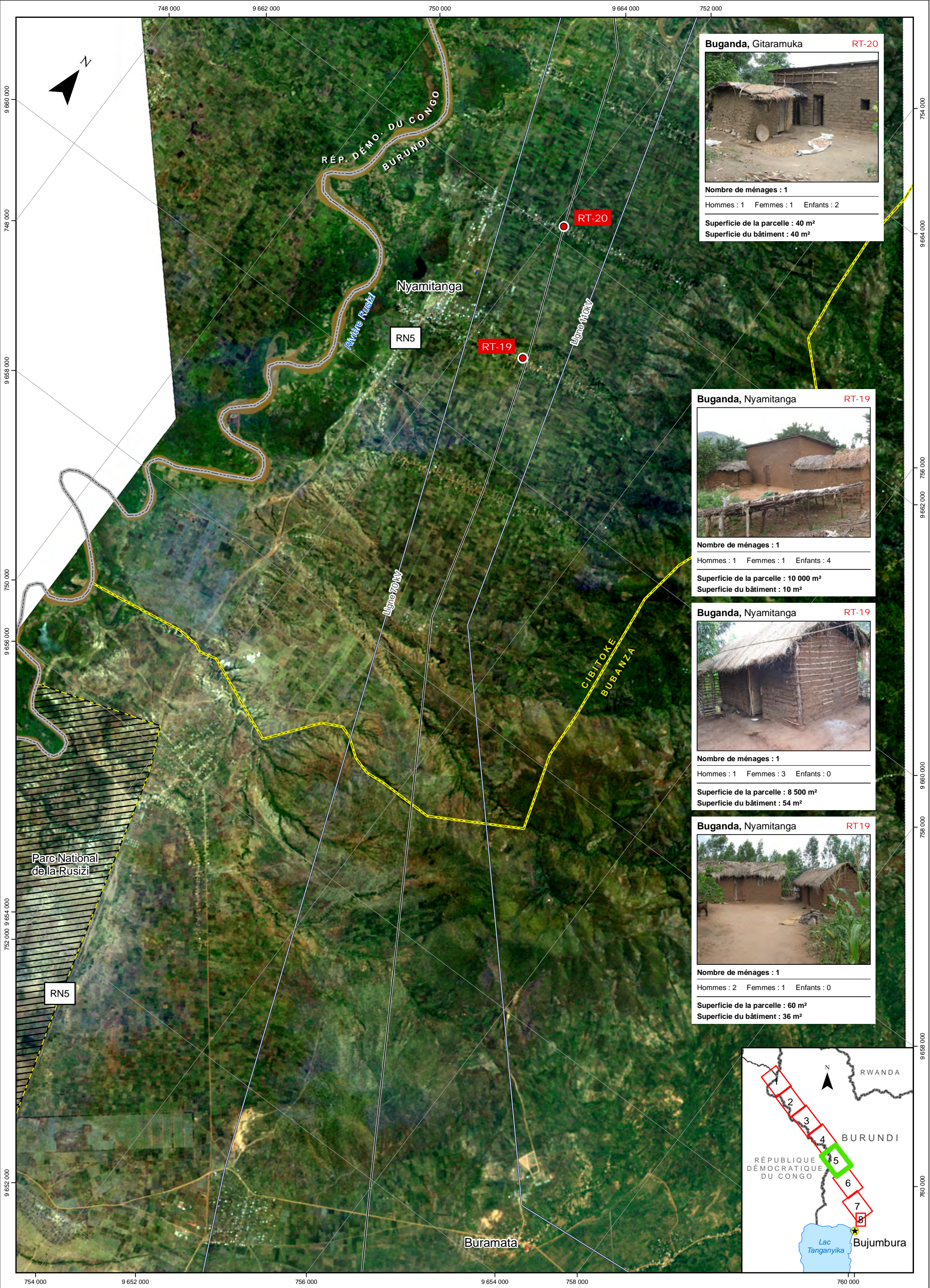
Superficie de la parcelle : 60 000 m²

Superficie du bâtiment : 16,5 m²

Client			REGIDESO Bujumbura, Burundi		Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project		Titre / Title								
					--		F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura		Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)								
Consultant									No. pr. / P. Number		Échelle / Scale								
									1:32 000		Feuillet / Sheet								
			01		6 juillet 2012		Préliminaire		A. Marquis		J. Fauchier		3 de 9						
		No.		Date		Description		Dessiné / Drawn		Vérifié / Verified		507298		Carte_menage_A3_F1-F7.mxd					



Client	 <div>REGIDESO Bujumbura, Burundi</div>	Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project <div>LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura</div>			Titre / Title <div>Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)</div>		
		--		F. Mayaki							
Consultant											
		01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier	No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale	1:32 000	Feuillet / Sheet
		No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified	507298	Carte_menage_A3_F1-F7.mxd			4 de 9



Buganda, Gitaramuka RT-20

Nombre de ménages : 1
Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 2

Superficie de la parcelle : 40 m²
Superficie du bâtiment : 40 m²

Buganda, Nyamitanga RT-19

Nombre de ménages : 1
Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 4

Superficie de la parcelle : 10 000 m²
Superficie du bâtiment : 10 m²

Buganda, Nyamitanga RT-19

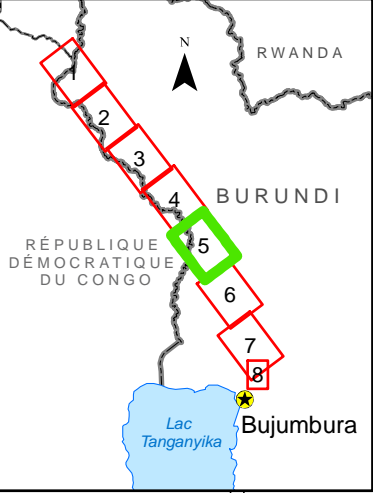
Nombre de ménages : 1
Hommes : 1 Femmes : 3 Enfants : 0


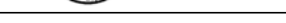

Superficie de la parcelle : 8 500 m²
Superficie du bâtiment : 54 m²

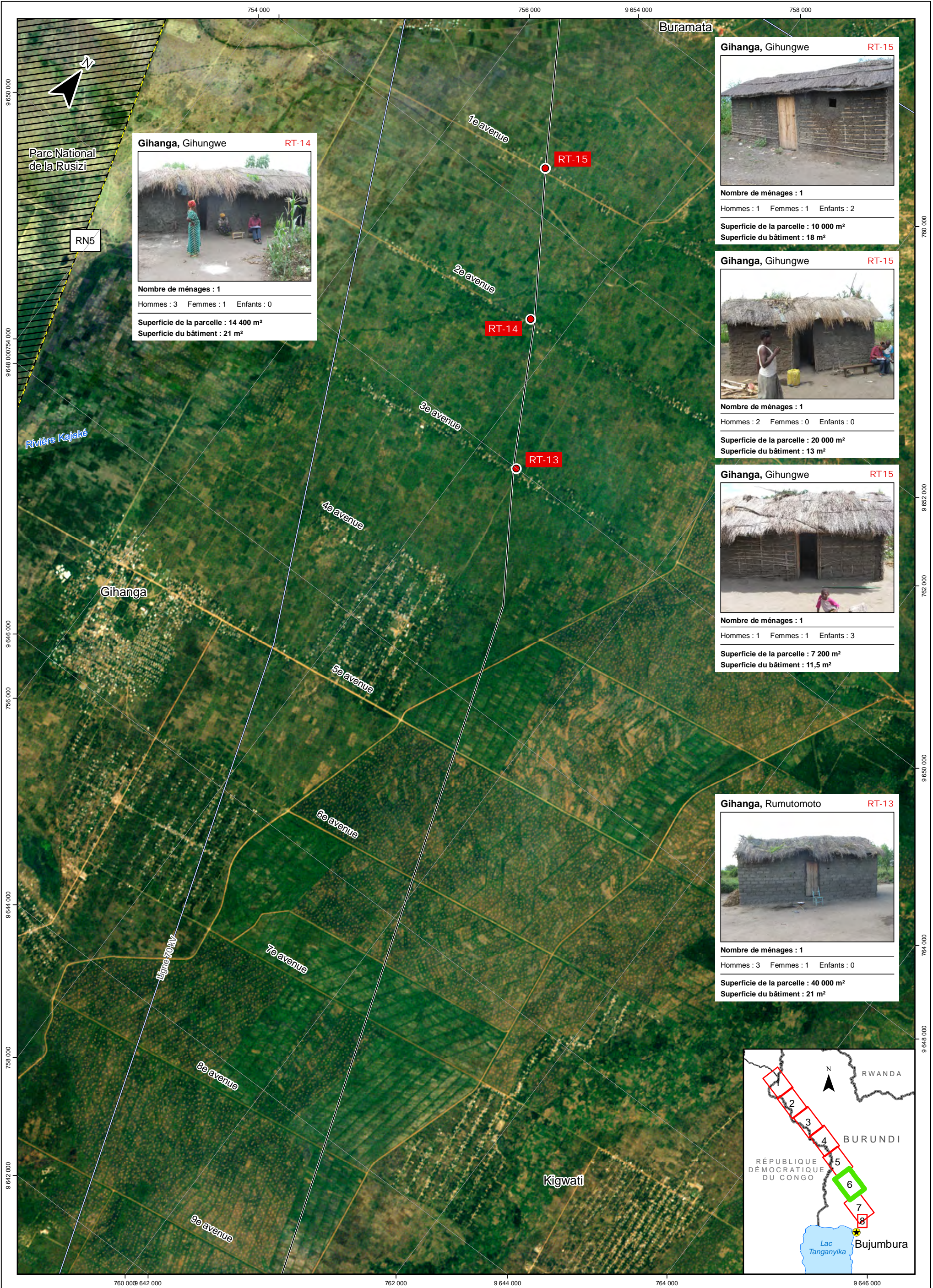
Buganda, Nyamitanga RT19

Nombre de ménages : 1
Hommes : 2 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 60 m²
Superficie du bâtiment : 36 m²



Client			REGIDESO Bujumbura, Burundi		Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project			Titre / Title								
					--		F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura			Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)								
Consultant											No. pr. / P. Number		Fichier / File		Échelle / Scale		1:32 000		Feuillet / Sheet	
			01		6 juillet 2012		Préliminaire		A. Marquis		J. Fauchier		507298		Carte_menage_A3-F1-F7.mxd				5 de 9	
		No.		Date		Description		Dessiné / Drawn		Vérifié / Verified										



Gihanga, Gihungwe

RT-14

Nombre de ménages : 1

Hommes : 3 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 14 400 m²

Superficie du bâtiment : 21 m²

Gihanga, Gihungwe

RT-15

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 2

Superficie de la parcelle : 10 000 m²

Superficie du bâtiment : 18 m²

Gihanga, Gihungwe

RT-15

Nombre de ménages : 1

Hommes : 2 Femmes : 0 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 20 000 m²

Superficie du bâtiment : 13 m²

Gihanga, Gihungwe

RT15

Nombre de ménages : 1

Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 3

Superficie de la parcelle : 7 200 m²

Superficie du bâtiment : 11,5 m²

Gihanga, Rumutomoto

RT-13

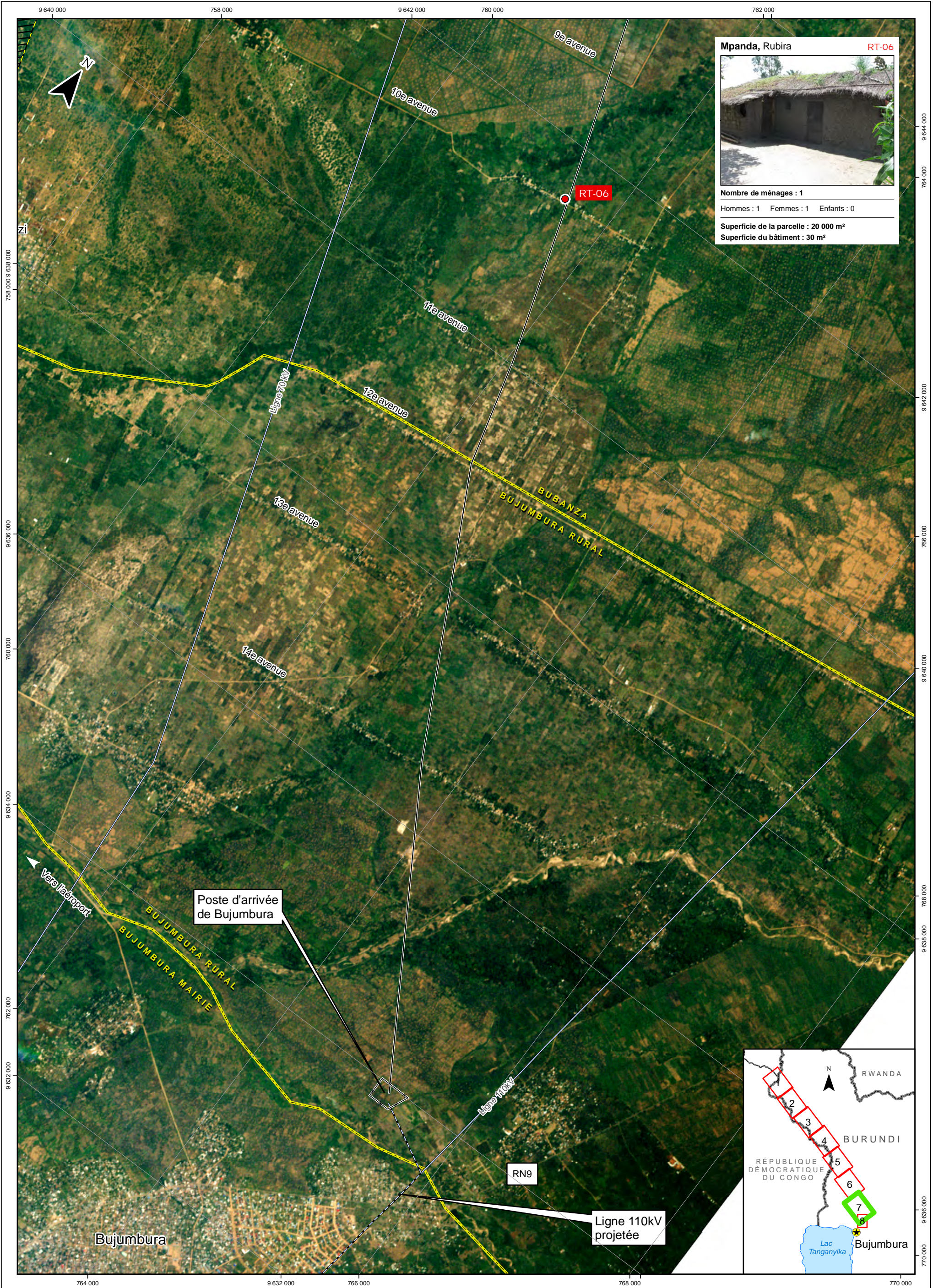
Nombre de ménages : 1

Hommes : 3 Femmes : 1 Enfants : 0

Superficie de la parcelle : 40 000 m²

Superficie du bâtiment : 21 m²

Client			Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project		Titre / Title	
	REGIDESO Bujumbura, Burundi		--		F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura		Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)	
	Consultant									
		01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier	No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale	Feuillet / Sheet
		No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified	507298	Carte_menage_A3_F1-F7.mxd	1:32 000	
										6 de 9



Mpanda, Rubira

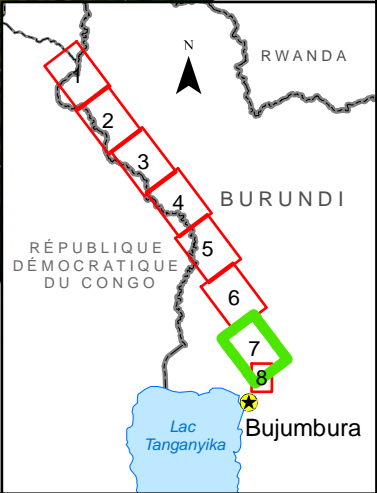
RT-06




Nombre de ménages : 1

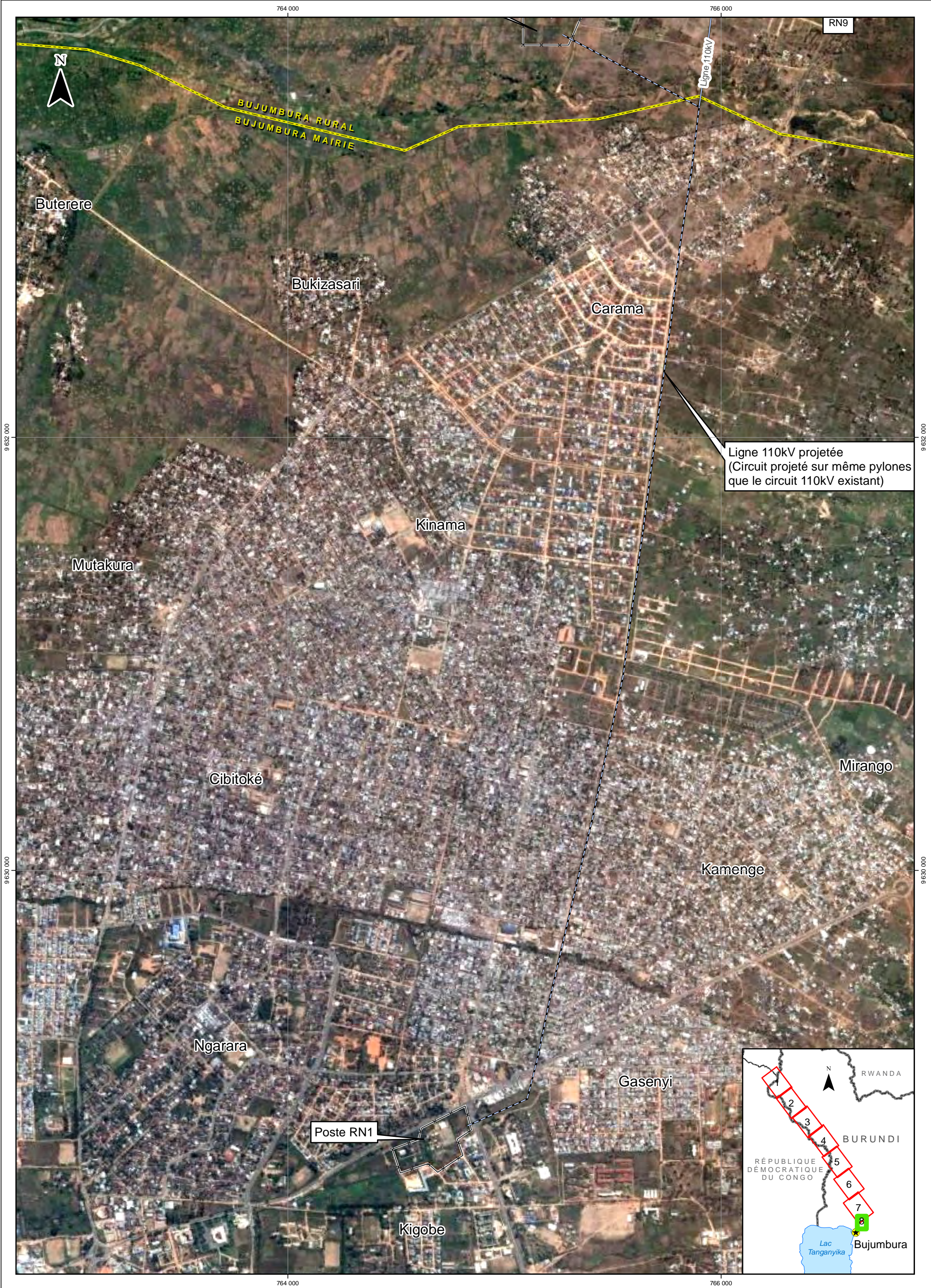
Hommes : 1 Femmes : 1 Enfants : 0




Superficie de la parcelle : 20 000 m²

Superficie du bâtiment : 30 m²



Client		REGIDESO Bujumbura, Burundi	Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura			Titre / Title Populations affectées par le projet (Légende sur le feuillet 9 de 9)		
			--		F. Mayaki							
Consultant		SNC • LAVALIN							No. pr. / P. Number 507298	Fichier / File Carte_menage_A3_F1-F7.mxd	Échelle / Scale 1:32 000 	Feuillet / Sheet 7 de 9
			01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier					
			No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified					



Client		REGIDESO Bujumbura, Burundi	Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project			Titre / Title		
			--		F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura			Populations affectées par le projet - Bujumbura (Légende sur le feuillet 9 de 9)		
Consultant		SNC • LAVALIN										
			01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier	No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale	1:16 000	Feuillet / Sheet
			No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified	507298	Carte_menage_A3_F8.mxd	0		0,5 km



LÉGENDE DES FEUILLETS 1 À 9

Composantes du projet

- Poste électrique
- Antenne hertzienne
- Ligne 70kV et 110kV existante
- Ligne 110kV proposée
- Ligne 220kV proposée (option 4B)
- Ménage enquêté

Repères géographiques

- Frontière internationale
- Province nationale

Sources :
Image RapidEye entre 2011-06-09 et 2011-07-02 de 5 m de résolution
Bing Maps aerial imagery web mapping service : Image satellite
Google Earth : Localisation des lac et des villes
DIVA-GIS : Limites administratives

Client	REGIDESO Bujumbura, Burundi		Directeur de projet (client) Project Manager (Client)		Directeur de projet Project Manager		Projet / Project		Titre / Title	
	--		F. Mayaki		LIGNE 220kV Kamanyola - Bujumbura		Localisation du poste d'arrivée de Bujumbura			
	Consultant									
SNC • LAVALIN		No.	Date	Description	Dessiné / Drawn	Vérifié / Verified	No. pr. / P. Number	Fichier / File	Échelle / Scale	Feuillet / Sheet
		01	6 juillet 2012	Préliminaire	A. Marquis	J. Fauchier	507298	Carte_ménage_A3_F9_Legende120706.mxd	1:12 500	9 de 9
								0 0,25 km		

DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE



Plaine alluviale Rusizi (Karurama)



Plaine inondable Rusizi (Buganda)



Plaine de piémont (Nyamitanga)



Plaine de la Rusizi (Rubomgo)



Plaine de maraichage (Kaburantwa)



Plaine en bas fonds (Kagunuzi)



Plaine agricole (secteur Camara)



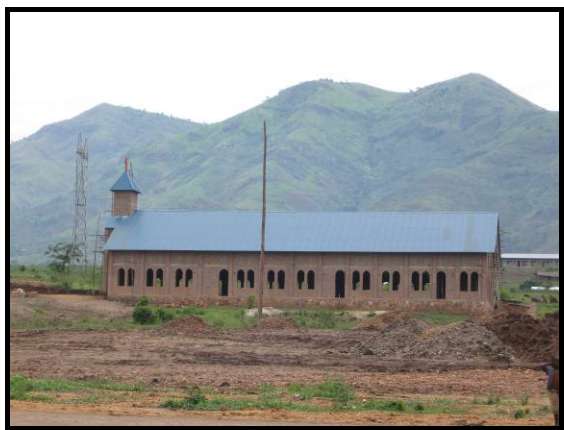
Lac Dogodogo



Plaine Cibitoke (ancien camp HCR)



Contrefort Colline Kibogoye (Rukana)



Contrefort Murwa



Croisement 110kV – RN3



Ravinement profond (RN-PK31)



Ravinement profond (RN-Pk31)



Ravinement



Emprise et usage résidentiel
(transversale vers Muhoroge)



Ligne 70kV et usage résidentiel



Ligne d'arbres (Ferme Mparambo)



Emprise 110kV existante et usage
Quartier Camara – Buja urbain



Ligne 110kV et usage
Quartier Camara – Buja urbain



Emprise 110 kV (Secteur Camara)



Emprise 110 kV (Secteur Camara)

C

Liste des personnes consultées et
rencontrées et procès verbaux

ANNEXE C
PERSONNES ET ORGANISMES CONSULTÉES

Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme (MEEAU) - Madame Nsabiyumva Capitoline - Expert en Évaluation Environnementale

Institut National en Environnement, Conservation de la Nature (INECN) :
Monsieur Benoit Nzigidahera - Chargé de recherche en biodiversité

Direction Générale de l'Urbanisme et l'Habitat
Monsieur Jean Bosco Nsabumuremyi - Directeur Général

Direction Générale de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Alexis Niyomzimba – Directeur de l'Aménagement du Territoire

Direction Générale de l'Institut de Statistique et d'Études Économiques du Burundi – Directeur Général

Direction Générale des Forêts et de l'Environnement







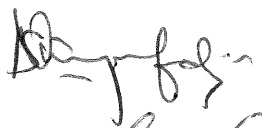
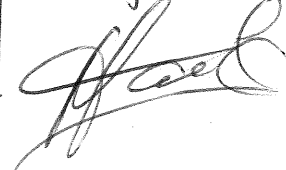
Direction Générale de l'Énergie des Grands Lacs (EGL)
Prof. Pierre Muzyumba Mwanahembe – Directeur Général
Claude Kayitenkore - Directeur de l'Énergie

Kamanyola – Bujumbura

Commune de : BUGANDA, PROU. CIBITOKÉ, 28-5-2012

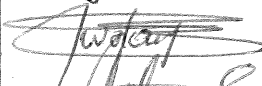







[illegible]

Réunion d'information du Projet 220kv
KAMANYOLA - BUJUMBURA.
Commune RUGOMBORO (CIBITOKE), 23 Mai 2012

NOM & Prénom	Fonction	Signature
1. NYANDWI Jackson	chef de colline Marambo II	
2. NIYIMPA Charles	Colline KAGAZI	
3. ICYITUNGIRE Patrick	Conseiller technique chargé de développement à Rugombo	
4. Anne Marie BHRABAKE	Consultante socio-economiste	
5. Nsengiyumva Renovat	chef colline RUKAZI	
6. KADERI Béatrice	Administrateur communal de RUGOMBORO	
7. NIYONYANKUNZE Ferdinand	Superviseur Enquêteur	
8. Jacques Fauchier	Responsable EIESPAR	

Réunion d'information Projet 220KV KANAWYOLA - Buzumbura

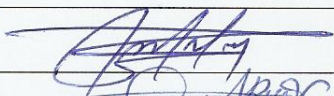
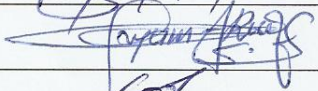





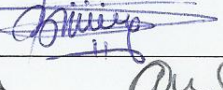
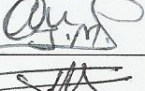
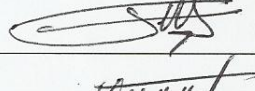



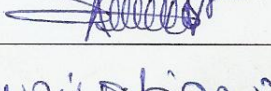
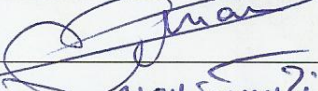
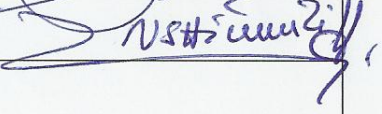
Commune Gihanga, 23 Mai 2012

NOM & Prénom	Fonction	Signature
1. NDAYIZIGIYE Déo	CTD.	
2. Ndimimana Eglise	Secteur Adjoint GITHANGA	
3. Kamukiza pasteur	Conseillère Centre Collinaire GITHANGA	
4. Balamurwaho Lazard	Secteur BURAMOTA	
5. Ndayisaba Désire	Secteur Adjoint BURAMOTA	
6. Bihimbake Anne M	Socio-économiste -consultant	
7. NIYONYAKURE Ferdinand	Enumerateur - superviseur	
9. Jacques Fauchier	Responsable ETES / PAR.	

11/06/2012

**Réunion d'information du Projet 220 kV
Kamanyola – Bujumbura**

Commune de : RUGOMBO – POUVOIR CITOYEN

	Nom et Prénom	Fonction	Signature
1.	ICUYUNGISE Patrick	Conseiller technique chargé du développement	
2.	RUGUMBIRA - VSAMUNGU	chef de zone RUGOMBO	
3.	NDIKUMANA - Faustin	Membre du conseil com.	
4.	SIBOMANA - Romadhani	Chef de Colline IMPARAMBO	
5.	NGARUYE Telesphore	chef de secteur MUYIKA I	
6.	BUKURU Daniel	Chef de Secteur SANGE	
7.	NDIKUMANA Sylvester	chef de secteur MUYIKA II	
8.	HAVYARIMANA Emile	Chef de secteur KIRAMIRA	
9.	NDUMIMANA J. Marie	chef de secteur RUMUMIRA	
10.	NDUYI BOZO Juvenal	chef de Secteur	
11.	NDURUBUSA Elias	chef de secteur RUKANATI	
12.	NDUMIMANA Jean	chef de secteur RUSIGWA	
13.	NTUKAMAZINA Ibrahim	chef de secteur GABIRO-RUYAGIRO	
14.	BOHIRABAKE Amos	Consultant	
		socio-écop - communication	
15.	MINANI Pascal	Architecte Int.	
16.	NSHIMIRIZIANA Sébastien	chargé de l'IEC/Projet	

Colline Gihanga Centre, Villages
village 4 et village 3

12/06/2012

Réunion d'information du Projet 220 kV

Kamanyola - Bujumbura

Commune de : GIHANGA - Province BUBANZA

	Nom et Prénom	Fonction	Signature
1	Molayishimye Boniface	Co Doy. U.5	
2	DUNIYA Charles	umunyogihungu	
3	MANIRAKIZA Hilaire	cultivateur	
4	NSURYIMANA Didier	Adjoint Secteur U5	
5	TUBIRABE Belmond	" "	
6	SAKUR Augustin	Tamboneza U5	
7	NYABENDA Boniface		
8	NDUKIMANA Epie	Secteur GIHANGA-Centre	
9	NDAGIZIMANA Gélage	cultivateur kiziro	
10	KWIZERA Yédaste	Chamman	
11	NDAYIZIYE Paulin	umunyogihungu kiziro	
12	NDAYISENGA Innocent	secteur U3	
13	Batakanus Lazare	repr communautaire	
14	Hatungimana Emmanuel	chef secteur U4	
15	Kankindi Rachelle	élué collinaire U4	
16	NDORICIMPA Pascal	élué collinaire U4	
17	NATUNGIZEJE Conso	umunyogihungu U4	
18	NKUNZIMANA Tarcis	Prof	
19	MANIRAKIZA Juvénal	Secteur U4	
20	madodo Gerard	umunyogihungu	




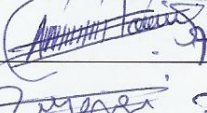
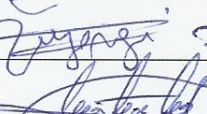
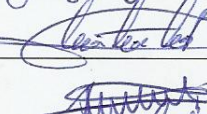
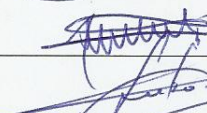
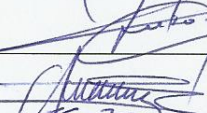
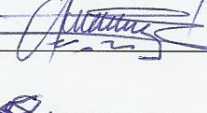
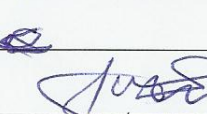

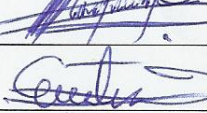
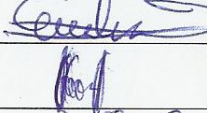

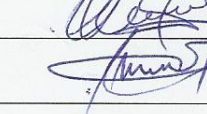
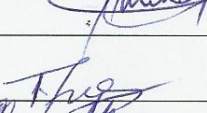
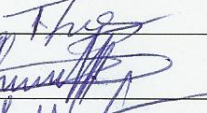
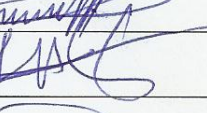
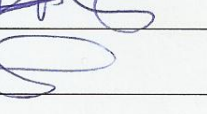
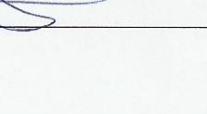
Colline Kugunga

Commune de : GATHANGA (suite)

[illegible]

Colline affectée : Rubira

Le 14/06/2012

Réunion d'information du Projet 220 kV Kamanyola – Bujumbura		
Commune de : MPANDA ; Province Bujumbura		
Nom et Prénom	Fonction	Signature
NIBIZI Angeline	Administrateur	
P. Porpimoune Jean	Chef de secteur Rubira	
SINGAYIGAYA Jésus	Leader Communautaire	
HUBERINTWAKI Aloy	Moniteur Agronome	
KYAMUNGU Barthazar	Leader Communautaire	
HATUNGIRAGA Pascal	" "	
NIYERUKÉ Soudoungé	" "	
RUKIKO - SAMUEL	LEADER - COMMUNAUTAIRE	
NKUNYAZIZA Claude	Conseil Collinaire	
KINDI Michel	Leader Communautaire	
MATENGA Buvienne	" "	
SHOMANA Eric	" "	
NGENDAKURANA Vanny	" "	
NTAKIRUTIMANA Etienne	" "	
KWIZERA Espérance	" "	
SINGAYIGAYA Béatrice	" "	
NTAKIRIZERO THEOPHILE	" "	
NTAKIRUTIMANA Laurent	" "	
HATUNGIRAGA Pascal	" "	
NIYORIZIGIYE Chantal	" "	

PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE ELECTRIQUE HAUTE TENSION (KAMANYOLA - BUJUMBURA)

Mesdames, Messieurs ;

Notre pays le Burundi n'est pas encore parvenu à couvrir les besoins de sa population dans le domaine de l'énergie électrique. C'est pourquoi l'Etat est en train de voir comment combler ce déficit énergétique, en collaboration avec les pays de la Sous-région. C'est dans cette optique que le Gouvernement du Burundi, en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD), envisage construire une Ligne Electrique Haute Tension (220 kV), reliant le Poste de KAMANYOLA (en République Démocratique du Congo) au Poste de BUJUMBURA, qui servira au transport de l'énergie électrique en provenance de la CHE de RUZIZI III.

Cette Ligne Electrique Haute Tension (220 kV) passera dans votre Province et particulièrement dans votre Commune. Ici alors ; nous tenons de porter à votre connaissance que, les familles qui seront affectées par la construction de cette Ligne Electrique, auront leurs indemnisations respectives, conformément à la loi, avant que les travaux de construction de ladite ligne ne commencent. Nous demanderions alors à tout le monde, sans exception aucune, de s'approprier ce projet d'intérêt public et surtout de faciliter la tâche à ceux qui vont le mettre en œuvre.

Nous vous remercions tous de votre entière collaboration et sommes disponibles pour répondre à toutes vos questions

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA REGIDESO.

Dr. Ir. Pascal NDAYISHIMIYE

UMUGAMBI WO KUBAKA UMUHORA W' UMUYAGANKUBA (KAMANYOLA - BUJUMBURA)

Ba Nyakubahwa murongoye abandi ; bashingantahe, bapfasoni, rwaruka ;

Igihugu cacu nti kirikwiza mubijanye n'umuyagankuba. Nico gituma Leta iriko iragerageza gutorera umuti ico kibazo mu kwifatanya n'ibindi bihugu vyo muri kano karere. Ni muri icyo ntumbero, Leta y'Uburundi, ifashwe mu mugongo n'ibanki ya Afrika ijejwe iterambere (BAD) iriko iratunganya umugambi wo kubaka umuhora w'intsinga z'umuyagankuba uzova Kamanyola muri Republika iharanira intwari rusangi ya Kongo (RDC) ugashika i Bujumbura, ujanye umuyagankuba uvuye ku rugomero rwa RUZIZI III.

Uwo muhora w'intsinga z'umuyagankuba uzoca hano mu ntara no mw'ikomine iwanyu. Ngaha rero, twashaka tubamenyeshe ko, ku bantu n'imiryango uwo muhora uzocira mu matungo no kuyandi matungo, bazoronswe umuzibukiro utegekanijwe n'amategeko imbere yuko ibikorwa vyo kubaka uwo muhora w'intsinga bitungurwa. Birasabwa rero ko uwo mugambi w'iterambere ry'igihugu cacu n'abanyagihugu twutahura, tukawugira uwacu, na canecane tukorohera twese aho n'umwe avuyemwo, abagiye kuwushira mu ngiro.

Tubaye turabashimira mwese, ku buryo tuzokorana twumvikana; kandi tubemereye ko tuzokwama turi kumwe namwe kugira ngo dutore hamwe inyishu zibereye z'ibibazo bitandukanye.

UMUYOBOZI MUKURU WA REGIDESO.

Dr.Ir. Pascal NDAYISHIMIYE

PROCÈS-VERBAL DES RÉUNIONS DE CONSULTATION SUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE H.T 220 KV KAMANYOLA-BUJUMBURA.

0. INTRODUCTION

Au Cours de la période du 11 au 14 juin 2012, des réunions de consultation ont été tenues à l'intention des Administratifs à la base des différentes Communes qui sont affectées par le Projet de construction de la Ligne H.T 220 kV KAMANYOLA-BUJUMBURA.

L'équipe qui a effectué les descentes sur terrain était composée de :

- Du côté de SNC- Lavalin - Consultant :

Madame Anne-Marie BIHIRABAKE ;

Consultante Indépendante (Études, Formation et Conseils)

- Du côté de la REGIDESO :

1. Monsieur Déogratias NSHIMIRIMANA ;

Conseiller en communication à la REGIDESO et Expert en IEC au PMIREL-PLEN

2. Monsieur Pascal MINANI.

Auditeur Interne à la REGIDESO et Expert Chargé des Aspects Environnementaux au PMIREL-PLEN.

Tous les Administratifs à la base des différentes communes avaient répondu au rendez-vous sauf ceux de la Commune BUGANDA qui ne se sont pas présentés au rendez-vous et cela à deux fois reprises.

Rappelons que l'objectif de ces réunions était de sensibiliser les participants et par ricochet la population non présente..

Signalons de plus qu'il n'avait pas été jugé obligatoire que toute la population de ces communes assiste à ces réunions. Les Administratifs de base (Chefs de Collines et Notables) avaient toutefois été identifiés comme devant préférablement assister aux réunions, puisqu'ils constituent des courroies de

transmission d'informations auprès des populations rurales qui ne peuvent trop souvent se rendre disponibles pour des réunions souvent jugés énergivores en temps et ne leur permettant plus de compléter leurs tâches quotidiennes aux champs. La présence d'au moins un représentant par commune, d'un conseiller de l'Administrateur ou l'Administrateur lui-même était également requise et cela malgré l'absence d'un budget prévu pour les invités afin de couvrir entre autres leurs transport et autres impenses.

Au cours des différentes rencontres avec les Administratifs à la base, il a été constaté que plusieurs questions étaient centrées sur l'octroi des indemnisations, la part de l'énergie électrique qui sera laissée aux centres concernés par le projet, ainsi que le budget alloué à ces rencontres d'information.

En effet, il a été constaté que des inquiétudes planent sur la manière dont les différentes indemnisations seront calculées et seront octroyées, ainsi que sur la manière dont les centres concernés pouvaient bénéficier prioritairement de l'énergie électrique. Dans l'ensemble, il existe de plaintes de la population en rapport avec la non électrification de leurs centres et ou villages, plus particulièrement dans la Commune GIHANGA.

A chaque début de la rencontre, l'équipe se présentait (chacun dans ses fonctions) et procédait à la présentation du Projet par le biais de Madame Anne-Marie BIHIRABAKE.

Il était question d'expliquer aux personnes présentes que le projet vise à éviter le maximum possible de maisons (au moment des rencontres environ 27 maisons avaient été dénombrées, et que les terrains et les habitations qui seront affectés par le projet seront indemnisés avant le début des travaux.

Il fallait leur expliquer que le projet ne vise pas à pénaliser, mais plutôt à améliorer, car les maisons potentiellement touchées sont en matériaux non durable, et seront améliorées via les indemnisations.

Par conséquent, il leur a été rappelé qu'il ne fallait pas avoir d'inquiétudes quant à la façon dont les indemnisations seront calculées, car elles le seront conformément à la loi en vigueur, dans la mesure où cela constitue l'objectif même du Bailleur de Fonds(BAD).

A cette occasion, les participants pouvaient poser des questions en rapport avec le projet, et des réponses appropriées étaient apportées par l'équipe de mission.

I. Commune RUGOMBO :

Voir liste des participants.

Les Administratifs de BUGANDA n'ayant pas pu se présenter en date du 11/6/2012, la rencontre de RUGOMBO a eu lieu le même jour.

Le mot d'ouverture a été prononcé par le Conseiller de l'Administrateur qui de son côté avait mobilisé tous les Chefs de colline. Les consultations ont été menées en présence du Conseiller de l'Administrateur et 12 Chefs de Collines.

Questions posées en rapport avec le projet :

Q1 :

Où est situé le tracé de cette Ligne ?

R1 :

Le tracé identifié est situé à « l'Ouest » de la plaine de la RUSIZI à côté de la frontière avec la RDC, afin d'éviter le maximum possible des habitations et d'autres infrastructures de développement.

Q2 :

A quand est fixé le début du Projet et quels sont les différents ménages qui seront touchés ?

R2 :

Les études sont terminées et le projet va entrer dans sa phase d'exécution.

Les enquêtes ont été effectuées avec des fiches à l'appui ; tous les ménages concernés ont été identifiés (photos à l'appui) et ils se connaissent actuellement. Les Enquêteurs sont passés sur les ménages concernés, et les concernés étaient déjà sensibilisés.

Q3 :

Qu'advierait-il si la personne à indemniser serait déjà décédée au moment de l'indemnisation ?

R3 :

Tous les membres du ménage concerné ont été recensés ; cela signifie qu'en cas de décès du Chef de ménage, il y aura soit le conjoint ou les enfants qui vont rester.

Q4 :

Il paraîtrait que, compte-tenu du tracé projeté, il n'y aura pas beaucoup de Centres qui seront alimentés en Energie Electrique ?

R4 :

Les inquiétudes ne sont pas fondées dans la mesure où la REGIDESO a dans ses attributions la distribution de l'Energie électrique dans les centres à caractère urbain.

Q5 :

Est-ce que les cultures vont se poursuivre ou pourra-t-on construire sous la ligne ?

R5 :

Dans l'emprise de la ligne, les constructions ne seront pas permises ; tandis que les petites cultures comme le cotonnier par exemple vont se poursuivre. Une emprise officielle de 30 m de largeur, c- à-d 15 m de part et d'autre de l'axe de la ligne, et là aucune construction n'est permise.

Les indemnisations y relatives seront calculées conformément à la loi en vigueur, de manière à ce que personne ne se sentira lésée.

II. Commune GIHANGA :

Voir liste des participants.

Les consultations ont été menées en présence des Chefs de Collines des Secteurs BURAMATA, GIHANGA-CENTRE et NINGA et leurs Adjoints.

Le mot d'ouverture a été prononcé par le Conseiller de l'Administrateur qui a tenu à préciser que c'était une rencontre d'information sur le Projet de la Ligne H.T 220 KV KAMANYOLA-BUJUMBURA.

Comme d'habitude, il s'en est suivi la présentation du projet par Madame Anne-Marie BIHIRABAKE, qui a expliqué que le projet visait à éviter le maximum possible de ménages (27 ménages alors recensés à partir de RUHWA jusqu'à BUJUMBURA), et que des enquêtes ont été effectuées à cet effet.

Signalons que c'est la commune où l'équipe a enregistré beaucoup de questions pertinentes, probablement dû à sa configuration à caractère urbain (structure en villages : V1, 2,3 et 4).

Questions posées en rapport avec le projet :

Q1 :

Pourquoi beaucoup de projets similaires en rapport avec l'Electrification ont été exécutés dans la commune, mais sans jamais distribuer de l'énergie électrique dans nos centres ?

R1 :

La REGIDESO a dans ses attributions la distribution de l'Energie électrique dans les centres à caractère urbain. Par ailleurs, la REGIDESO prévoit d'alimenter tous les centres à caractère urbain.

Q2 :

Est-ce que ces rencontres d'information et consultation auraient été budgétisées ?

R2 :

Le projet n'a pas prévu de perdiems ou les frais de déplacement pour les participants, si ce n'est qu'aller expliquer à la population.

Q3 :

Comme pour tout projet de ligne électrique, des levés topographiques sont effectuées ; Est-ce que, pour ce projet, les levés topographiques ont- été exécutées ?

R3 :

Pour ce projet, la première étape a consisté en la prise des images satellitaires afin d'identifier le tracé parmi plusieurs alternatives. Il en a suivi le travail d'enquêtes et d'optimisation du tracé avec des coordonnées par GPS (prise des coordonnées x, y sur chaque 250m), ensuite les travaux d'arpentage et la production des plans vont s'en suivre après ce processus de consultation avec les populations, les Chefs de Colline et les Notables qui peuvent servir de courroie d'information auprès des autres populations.

Le tracé de la ligne est beaucoup optimisé et très peu de personnes seront touchées.

Q4 :

Combien de collines (et leurs noms) de la Commune GIHANGA seront desservies en énergie électrique, quand on sait que l'énergie électrique est toujours distribuée à BUJUMBURA tout en ignorant les villages de GIHANGA?

Sur les 4 villages que compte la Commune GIHANGA, seul le Village1 est électrifié, alors que la population des autres Villages ont beaucoup de projets notamment l'installation de moulins, salons de coiffure, kiosques à lait etc. mais qui ne peuvent pas être montés, faute d'énergie électrique ?

R4 :

On ne saurait pas préciser le nombre de collines et leurs noms, mais il est prévu d'alimenter à long terme tous les centres concernés en énergie électrique.

Pour ce qui est de l'électrification des Villages 2,3 et 4, des études ont été planifiées et sont conservées à la REGIDESO ; néanmoins, suite à une carence en énergie électrique à laquelle le pays fait face actuellement, toutes ces études ne peuvent pas être satisfaites à court et moyen terme. Sûrement que la solution sera trouvée dans le futur avec l'arrivée de l'énergie électrique en provenance de RUZIZI III.

Q5 :

Vers où les ménages qui seront affectés vont-ils déménager? Est-ce que cet endroit est-il déjà prévu ?

Est-ce que cette question a été sérieusement étudiée de telle sorte qu'il n'y aura pas des grognes de la population ?

R5 :

S'il advenait que le ménage affecté n'ait pas d'autre propriété, la REGIDESO va étudier la question par sa Commission permanente d'indemnisation afin que le ménage soit maintenu dans son environnement ; sinon, la meilleure solution serait qu'il demeure, lorsque possible dans les limites de sa propriété ou son environnement.

III. Commune MPANDA :

Voir liste des participants.

A la commune MPANDA dans la Province BUBANZA, les consultations ont été menées en présence de l'Administrateur de la commune en la personne de Madame Angéline NIBIZI.

Comme d'habitude, la présentation du projet a été par Madame Anne-Marie BIHIRABAKE, qui a expliqué que le projet visait à éviter le maximum possible de ménages, (27 ménages ont alors été recensés à partir de RUHWA jusqu'à BUJUMBURA) tout en précisant que pour la commune de MPANDA, seulement 02 ménages ont été identifiés comme étant affectés par déplacement par le Projet, et que ces deux ménages sont situés sur la colline RUBIRA.

Madame Anne-Marie BIHIRABAKE a tenu à souligner que le Bailleur de Fonds exige de présenter toutes les assurances que le milieu a été bien informée, et que, l'Administration à la Base puisse poser des questions afin d'aller expliquer et rassurer la population. De plus, tel que c'est prévu par le projet, toutes les indemnisations seront versées avant le démarrage des activités.

Le Secteur RUBIRA est le seul secteur qui est concerné par le passage de la Ligne H.T 220 KV KAMANYOLA-BUJUMBURA, et seuls deux ménages ont été ciblés comme étant affectés par déplacement par le projet. Des enquêtes ont été effectuées auprès de ces deux ménages.

Dans ce secteur de RUBIRA en Commune MPANDA tout comme dans la commune de GIHANGA, il y a eu un jaillissement de questions pertinentes de la part des participants.

Questions posées en rapport avec le Projet :

Q1 :

Sachant qu'il existe 2 sortes d'indemnisations, notamment celles relatives aux tranchées de pylônes et les maisons détruites, à combien s'évaluent les montants respectifs ?

R1 :

Les montants ne sont pas encore déterminés puisqu'on ne connaît pas encore les biens qui seront détruits (arbres, plantations, etc.)

Malgré tout cela, le nouveau Code Foncier prévoit qu'il doit y avoir concertation entre les deux parties.

Q2 :

Au passage de la ligne, n'y aura-t-il pas de l'éclairage ?

R2 :

la REGIDESO a une carence en énergie électrique à laquelle le pays fait face actuellement, toutes ces études ne peuvent pas être satisfaites à court et moyen terme.

Q3 :

Paraît-il que des changements seraient intervenus en matière de calcul des indemnisations ; en cas de différend entre l'Etat et l'Indemnisé, y'aurait-il un organe intermédiaire qui serait chargé de trancher ces différends ?

R3 :

Le nouveau Code prévoit qu'en cas de mécontentement entre l'Etat et l'Indemnisé, ce dernier peut faire recours au Tribunal. Mais dans tous les cas, il y aura d'abord concertation puisque la REGIDESO a mis sur pied un Comité permanent d'indemnisation.

Q4 :

Est-il prévu de donner de l'emploi à la population de RUBIRA ?

R4 :

Pour certains petits travaux ne nécessitant pas un niveau de formation, le Projet pourra employer la population locale. Malgré tout cela, ça ne sera pas un emploi de longue durée puisque les travaux vont avancer très vite sur le terrain et qu'une main d'œuvre très spécialisée est requise.

Q5 :

Les travaux ne risquent-ils pas de commencer sans que les indemnisations soient versées, puisque des cas semblables ont été observés dans le passé?

R5:

Non, car même si des inquiétudes ne manquent pas, cela fait partie des objectifs du Bailleur de ce Projet qu'est la BAD et de la REGIDESO.

Q6 :

Les Indemnisations ne risquent-elles pas de transiter dans les caisses de l'Etat avant de parvenir aux Indemnisés ?

R6:

Des alternatives de solutions ont été prévues pour que les montants parviennent directement et sans intermédiaires aux Indemnisés sans problème.

Enfin, à la fin des échanges, les participants ont émis le souhait de voir que les engagements du Bailleur soient honorés, et que les indemnisations soient versées avant le démarrage des travaux.

De même, comme cela aurait été constaté dans le passé pour des cas similaires de pose des conduites d'eau potable par la REGIDESO sans laisser des Bornes-Fontaines à la population environnante, il ne faudrait pas que pareil cas se reproduise pour ce projet.

IV. Commune MUTIMBUZI :

Voir la liste des participants

La visite a eu lieu en date du 14/6/2012, le même jour que celle de RUBIRA dans MPANDA.

Les Administratifs de BUGANDA n'ayant pas répondu au rendez-vous, la rencontre a échoué pour la seconde fois.

Comme d'habitude, la présentation du projet a été faite par Madame Anne-Marie BIHIRABAKE, qui a expliqué que le projet a prévu des Indemnisations pour les ménages qui seront affectés par le projet.

Etaient présents, les Administratifs de la Zone MARAMVYA. Cette Zone est particulièrement concernée par le projet dans la mesure où le Poste d'arrivée de cette ligne y sera érigé. Donc, non seulement quelques ménages seront touchés mais aussi des plantations de riz, car l'emplacement du Poste occupera environ 05 Ha.

Questions posées en rapport avec le projet :

Q1 :

Le projet est-il imminent ?

Comme la population de cette Zone dispose de petites parcelles, est-ce que tout a été prévu pour qu'il n'y ait pas de conflits après ?

R1 :

Le projet est d'un très proche avenir, et le tracé de la Ligne a été déjà identifié.

S'il advenait que quelqu'un soit déplacé, la solution sera trouvée en commun accord avec l'Administration à la base, et dans le respect de l'environnement.

Les déplacements tiendront compte des préférences de chacun.

Q2 :

Puisque l'emplacement du Poste occupera environ 5 Ha, les indemnisations vont-elles être calculées conformément à la loi ?

R2 :

Le projet ne vise pas à pénaliser, mais plutôt à améliorer les conditions de vie.

Donc, il ne faudrait pas avoir des inquiétudes quant à la façon dont les indemnisations seront calculées, car elles le seront conformément à la loi en vigueur.

Néanmoins, ces inquiétudes étant bien fondées, il y aura concertation dans tous les cas.

Enfin, à la fin des échanges, les Administratifs ont émis le souhait de voir ce projet servir la population de MARAMVYA en priorité, car il ya des travaux de développement en cours dans cette Zone, notamment le Village de la paix, les écoles, etc.

Fait à Bujumbura, le 18/6/2012

Ir. Pascal MINANI

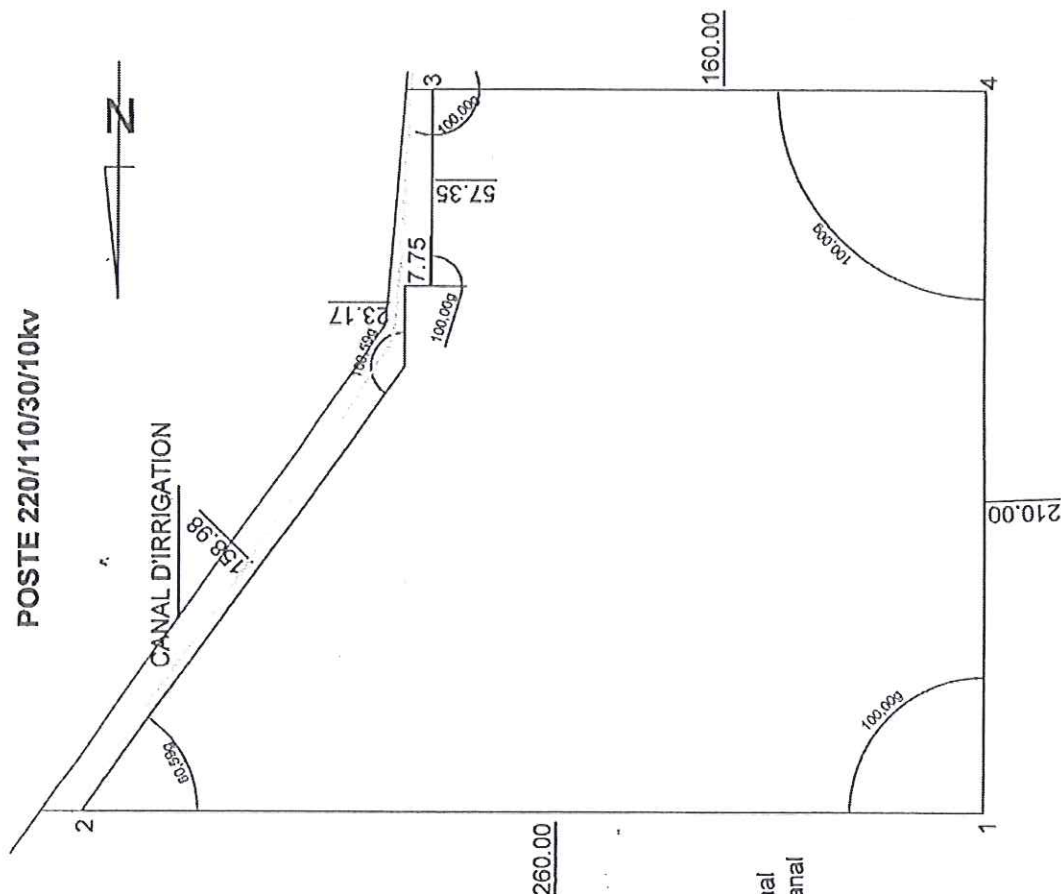
Le Verbalisant.

D

Descente de terrain - Poste de
Bujumbura

RUBIRIZI

POSTE 220/110/30/10kv



ECHELLE : 1/4000
SUPERFICIE: 40755,28 m2

S1=4.075528ha
S2=4.205096ha
S3=4.300353ha

N.B

S1 est la superficie demandée avant
S2 est la superficie qui arrive au petit canal
S3 est la superficie qui arrive au grand canal

Dessiné par
BAPFEKURERA Diomède

Date
Le 17 Septembre 2013

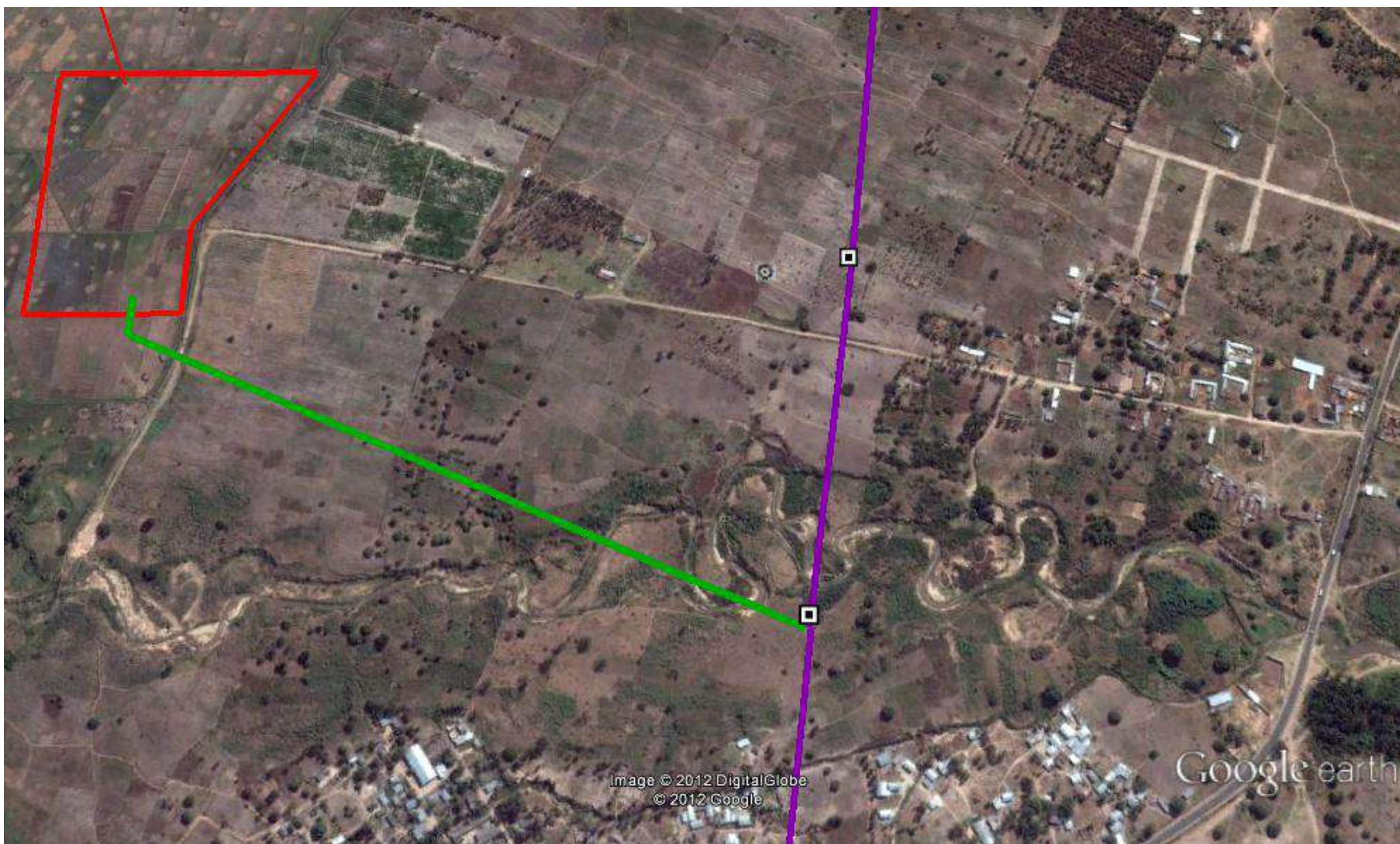


Figure 1: Plan de Localisation du Poste Centre 220/110/30 kV

E

Sommaire des enquêtes

SOMMAIRE DES ENQUÊTES DES PAPS – LIGNES 220 KV

COMMUNE	Nombre de ménage	Personnes	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)
Buganda	8	30	13	17	11
Rugombo	14	45	21	24	17
Gihanga	5	19	5	14	5
Mpanda	1	2	2	0	0
Total	28	96	41	55	33

No séquentiel / Agglomération	Secteur	Village	N° de ménage / habitation	Sexe - Chef de ménage	Nbr de personnes/ ménage
RT-26 Buganda	Gasenyi	Mparo	001	M	6
RT-20 Buganda	Gitaramuka	Gitaramuka	001	F	4
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	001	M	3
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	002	M	1
RT-23 Buganda	Kasega	Ndava	003	M	3
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	001	M	6
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	002	F	4
RT-19 Buganda	Nyamitanga	Nkuri	003	F	3
RT-15 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	001	M	4
RT-15 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	002	M	2
RT-15 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe I Avenue	003	M	5
RT-14 Gihanga	Gihungwe	Gihungwe II Avenue	001	M	4
RT-13 Gihanga	Rumutomoto	Rumutomoto	001	M	4
RT-06 Mpanda	Rubira	Rubira	001	M	2
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	001	F	3
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	002	F	2
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	003	F	5
RT-39 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	004	M	4
4A-260 Cibitoke	Rubuye	Mparambo I	005	M	5
RT-36 Rugombo	Kagazi	Bujema	001	M	2
RT-36 Rugombo	Kagazi	Bujema	002	M	4
RT-37 Rugombo	Kagazi	Buyenzi	001	M	7
RT-37 Rugombo	Kagazi	Buyenzi	002	M	2
RT-31 Rugombo	Ruhagarika	Kinanira	001	F	3
RT-31 Rugombo	Ruhagarika	Kinanira	002	M	1
RT-33 Rugombo	Rusiga	B10	001	M	1
RT-33 Rugombo	Rusiga	B10	002	F	3
RT-33 Rugombo	Rusiga	B10	003	M	3
Total			28 ménages		96 personnes

SOMMAIRE DES ENQUÊTES DES PAPS – POSTES 220/110/30 KV DE BUJUMBURA

Parcelles rizicoles	Nombre de ménage ⁽¹⁾	Personnes ⁽¹⁾	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)
25	23	164	45	46	73

No. séquentiel d'enquêtes exploitant	Surface cultivée (m ²) ⁽¹⁾	Surface touchée (m ²)	% touché	Surface résiduelle après implantation	Sexe chef de ménage	Nbr personnes/ménage
15-OT1	2766	1257	45,8%	1509	F ⁽²⁾	200 ⁽⁴⁾
6-OT2	2667	1676	62,8%	991	F ⁽³⁾	3
16-OT3	2168	1018	46,9%	1150	M	14
18-OT4	2871	1590	55,4%	1281	M	4
23-OT5	2776	1591	57,3%	1185	F	11
10-OT6	3138	1434	45,7%	1704	M	4
24-OT7	2262	211	9,3%	2051	M ⁽²⁾	45 ⁽⁴⁾
25-OT8	2278	1605	70,5%	673	F	9
20-OT9	2850	297	10,47%	2553	M	6
9-OT10	3288	144	4,4%	3144	F	6
2-OT11	3256	1737	53,3%	1519	F ⁽³⁾	4
5-OT12	3208	20	0,6%	3188	M	10
1-OT13	3430	2310	67,3%	1120	M	11
7-OT14	1552	1148	74%	404	M	8
12-OT15	1584	1118	70,6%	466	F	6
3-OT16	4092	2769	67,7%	1323	M	7
13-OT17	3365	2436	72,4%	929	F	6
14-OT18	3352	1866	52,5%	1686	F	7
4-OT19	2300	1448	63%	852	F	3
17-OT20	2500	1583	63,3%	917	M	7
19-OT21	2209	2500	100%	0	M	10
21-OT22	2205	2250	100%	0	M	4
21-OT23	3450	3450	100%	0	M	8
8-OT24	4370	4370	100%	0	M	7
11-OT25	3478	3478	100%	0	F ⁽³⁾	9
Total	71615 (7,20 ha)	42970 (4,3ha)	60 %	28645 (2,86ha)	23 / 2 ⁽⁴⁾	164 ⁽³⁾



**Fiches d'enquête originales disponibles au
près de la REGIDESO.**



SNC • LAVALIN

www.snclavalin.com

SNC-LAVALIN
Division

Transport & Distribution

1801, avenue McGill Collège
Montréal (Québec)
Canada H3A 2N4
Tél.: (514) 393-1000
Fax: (514) 334-1446